

LE MONDE diplomatique

PORTUGAL, PAYS
DU DOUX SOLEIL...

PAR JOSÉ LUÍS PEIXOTO
Page 7.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 711 - 60^e année. Juin 2013

DOSSIER : UNE PLANÈTE GRISONNANTE

A quel âge devient-on vieux ?

Alors que M. François Hollande et son gouvernement s'apprentent à durcir encore le régime des retraites, les commentateurs mettent une nouvelle fois en scène la guerre des âges : les vieux vivraient grassement aux dépens des jeunes. Ce cliché n'est pas le seul en vogue dès que l'on parle des plus de 60 ans. Revue de détail des idées toutes faites...

PAR JÉRÔME PELLISSIER *

C'est pas un hasard si les trois discours dominants sur les personnes âgées sont d'ordre démographique, médical et économique : faute de penser la vieillesse, on se focalise sur le nombre, sur les corps et sur le coût. La difficulté même à trouver le terme adéquat témoigne du malaise : « vieux », par opposition à « jeune », étant presque perçu comme une insulte, le mot est devenu quasiment tabou. Au gré des modes, on parle donc de « personnes âgées », de « seniors », d'« aînés » ou d'« anciens ».

La crainte de la vieillesse et l'obsession économiste conduisent à déformer la réalité : on majore toujours le nombre de ceux que l'on rejette. Ainsi, faisant fi des données, M^{me} Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur, pointait le « fléau du vieillissement » (« Riposte », France 5, 24 avril 2008). Présentant le plan « Solidarité - grand âge », le 27 juin 2006, M. Philippe Bas, alors ministre délégué aux personnes âgées, parlait de « tsunami démographique ». Et l'actuelle ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie, M^{me} Michèle Delaunay, entonne parfois le même refrain : la France compte « plus de personnes âgées que de mineurs (1) », prétend-elle, tandis que *Le Monde* assure : « Les vieux sont en passe de devenir majoritaires » (21 février 2013). Quelques années auparavant, le démographe Jacques Dupâquier déclarait : « En 2050, [la France] ressemblera beaucoup plus à un hospice qu'à un gymnase-club » (discours à l'Académie des sciences morales et politiques, 8 janvier 2007). Car seuls les jeunes font du sport...

* Écrivain et docteur en psychogérontologie, auteur notamment des essais *Le temps ne fait rien à l'affaire...*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2012, et *La Guerre des âges*, Armand Colin, Paris, 2007.



JUAN MARTÍNEZ. – « Sans titre », 1998

La France compte pourtant aujourd'hui davantage de mineurs (environ quatorze millions) que de personnes de plus de 65 ans (environ onze millions). Et trois fois plus de jeunes (30 % de la population a moins de 25 ans) que de vieux (9 % a plus de 75 ans) (2). Dans un avenir prévisible, les plus de 60 ans ou de 65 ans ne seront jamais majoritaires ! En 2060, c'est-à-dire au moment où, conséquence du baby-boom, ils seront temporairement le plus nombreux, la population se répartira globalement en trois tiers, avec une proportion identique de moins de 30 ans, de 30-60 ans et de plus de 60 ans (3). Ce n'est donc ni à un hospice ni à une pouponnière que ressemblera la France de demain, mais à un pays où tous les âges seront également représentés.

(Lire la suite page 13,
et notre dossier pages 13 à 20.)

(1) *Le Monde*, 25 février 2013.

(2) Données 2010 de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), celles de 2011 et 2012 étant encore provisoires.

(3) « Projections de population à l'horizon 2060 », *Insee Première*, n° 1320, Paris, octobre 2010.

Contre la langue unique

PAR SERGE HALIMI

MARCHÉ UNIQUE, monnaie unique, langue unique ? Les portes et les ponts illustrant les billets européens incarnent déjà la fluidité des échanges entre des commerçants sans ancrage et sans histoire. Faut-il également que les étudiants puissent quitter leur pays sans dictionnaire ? Avec pour seul passeport linguistique un anglais d'aéroport. Utilisable partout, en particulier dans les universités françaises.

Car il paraît que celles-ci restent encore trop « décalées » – comme le reste du pays. Imaginez, on y parle toujours... français ! M^{me} Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, veut supprimer cet « obstacle du langage ». Il découragerait « les étudiants des pays émergents, la Corée, l'Inde, le Brésil », de venir se former en France.

Vingt-neuf Etats ont pourtant comme langue officielle celle de Molière (cinquante-six celle de Shakespeare). Et le nombre de locuteurs du français ne cesse de croître, en particulier en Afrique. Mais, à en juger par le parcours du combattant qu'elle leur inflige, les étudiants de ce continent ne sont pas ceux que la France veut attirer. Pas assez riches, pas assez susceptibles de payer les (gros) droits d'inscription d'une école de commerce ou d'ingénieurs.

Dans les universités américaines, où la proportion d'étudiants étrangers (3,7 %) demeure très inférieure à celle des établissements français (13 %), nul n'a imaginé combler ce « retard » en enseignant en mandarin ou en portugais. « Si nous n'autorisons pas les cours en anglais, nous nous retrouverons à cinq à discuter de Proust autour d'une table », a néanmoins ironisé M^{me} Fioraso. M. Nicolas Sarkozy préférerait afficher son dédain envers les humanités en plaignant les

étudiants condamnés à lire *La Princesse de Clèves* au lieu de faire du droit ou du business.

Votee en 1994, la loi Toubon dispose que « la langue de l'enseignement, des examens et concours, ainsi que des thèses et mémoires dans les établissements publics et privés d'enseignement est le français ». Hostiles à cette règle « qui date du siècle dernier », une poignée d'universitaires prestigieux prétendent que la défense du multilinguisme (encore vivace, ce siècle-ci, dans la plupart des organisations internationales...) dissuaderait les anglophones de venir étudier à Paris (1).

Mais l'« attractivité » d'une langue ne se résume pas à la vente de formations aux pays émergents. Elle s'affirme en échangeant avec d'autres, en pensant le monde, y compris celui qui vient. La France, qui s'est battue pour défendre son cinéma et son exception culturelle, peut-elle accepter qu'un jour la recherche et la science s'expriment uniquement dans l'idiome, d'ailleurs souvent maltraité, de la superpuissance ?

« Aujourd'hui, relève le linguiste Claude Hagège, le paradoxe est que l'américanisation, la promotion de l'anglais est prise en charge par d'autres que les Américains. » Mais d'autres que les Français – en particulier en Afrique et au Québec – ont permis au pluralisme linguistique de tenir bon. Leur opiniâtreté mériterait d'inspirer les responsables politiques davantage que le fatalisme totalitaire d'un quarteron d'universitaires.

(1) « Faculté : les cours en anglais sont une chance et une réalité », *Le Monde*, 8 mai 2013.

LA MACHINE À COUDRE DU MONDE

Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-à-porter

Avant même que l'effondrement des ateliers du Rana Plaza, à Dacca, ne tue plus d'un millier d'ouvriers, d'autres drames avaient mis en lumière les conditions de travail dans les usines de confection bangladaises. Comment le pays en est-il arrivé à une telle situation ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
OLIVIER CYRAN *

VISIBLE à plusieurs centaines de mètres à la ronde, l'étréscillante tour de verre qui se dresse en solitaire sur la berge du lac Hatirjheel évoque un greffon de la City de Londres transplanté au cœur d'un gigantesque bidonville. C'est le siège de l'Association des fabricants et exportateurs de textile du Bangladesh (Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association, BGMEA), l'organisation des employeurs du prêt-à-porter.

Contrairement à l'immeuble du Rana Plaza, qui ne respectait aucune loi en matière de construction et dont l'effondrement, le 24 avril, a entraîné la mort d'au moins mille cent vingt-sept personnes, majoritairement des ouvriers du textile, la tour du BGMEA ne menace pas de s'écrouler. Ce ne serait pourtant que justice : dans un verdict rendu le 19 mars dernier, la Haute Cour du Bangladesh a ordonné la destruction du gratte-ciel patronal dans un délai de trois mois, au motif qu'il a été illégalement bâti sur un terrain public dont l'organisation patronale s'est emparé sans droit ni titre, grâce à la complicité du ministère du commerce. Le BGMEA a fait appel du jugement. Quelle que soit l'issue de la procédure, personne n'imagine que la « tumeur cancéreuse de Hatirjheel », comme l'appellent les magistrats, puisse un jour prochain tomber en poussière.

À l'entrée, le visiteur a droit au salut militaire des agents de sécurité. À Dacca, où le touriste est rare, l'homme blanc se confond souvent avec l'acheteur de prêt-à-porter, négociant de Mango, Benetton ou Hennes & Mauritz (H&M), auquel vigiles et portiers se doivent de marquer leur déférence. L'intéressé s'accommode volontiers de ce statut seigneurial. Sa considération pour l'homme de la rue transparait dans la brochure *Dhaka Calling*, offerte aux clients des grands hôtels, dans laquelle figure cette sage recommandation : « Ne riez pas des gens que la pauvreté a rendus malades, ne vous moquez pas d'eux. »

(Lire la suite page 8.)

* Journaliste.

Comprendre les enjeux de la crise
au Sahel et au Sahara
Une synthèse engagée, par les meilleurs spécialistes



SOUS LA DIRECTION DE MICHEL GALY
**LA GUERRE
AU MALI**
COMPRENDRE LA CRISE AU SAHEL ET AU SAHARA,
ENJEU ET JONCS D'OMBRE
PRÉFACE DE BERTRAND BARRÉ

192 pages, 15 €

www.editionsladeouverte.fr

M 02136 - 711 - F : 5,40 €



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 200 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$ US, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 30 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

ILLUSOIRE COURSE À LA PRODUCTIVITÉ DANS LA CULTURE, L'ÉDUCATION ET LA SANTÉ

Les robots ne joueront pas « La Traviata »

Erigée en dogme de part et d'autre de l'Atlantique, l'exigence de baisse des dépenses publiques se répercute en premier lieu sur les services d'intérêt commun. Or, dans les secteurs où l'interaction humaine est irremplaçable, réduire les coûts implique inévitablement une perte de qualité. L'automatisation d'un nombre toujours plus grand d'activités exaucera-t-elle les maniaques de l'efficacité ?

PAR PIERRE RIMBERT

DIFFICILE, pour les habitants des pays industrialisés, d'échapper au sentiment d'une vie quotidienne cisailée par deux courants contraires. D'un côté, le foisonnement de services individuels accessibles par l'intermédiaire d'appareils toujours plus performants, pratiques et bon marché ; de l'autre, la raréfaction et le renchérissement des services collectifs de contact – ceux qui, rendus par des humains à des humains, tissent la trame de la société. Arbitrages budgétaires, modes intellectuelles, flux d'investissements : tout paraît encourager cette dynamique. La comprendre – pour la combattre ? – implique de saisir un mécanisme mis en évidence il y a près de cinquante ans, mais que les dirigeants politiques s'évertuent à ignorer. Son nom ? La « maladie des coûts » (*cost disease*).

Au milieu des années 1960, deux jeunes économistes de Princeton, William Baumol et William Bowen, collectent des billets de théâtre sur Broadway afin de vérifier une intuition : celle d'une hausse ininterrompue du prix des spectacles, imputable selon eux au caractère incompressible du labeur artistique. Il faut en effet la même quantité de travail pour exécuter un quatuor de Mozart en 1785 à la cour de Joseph II à Vienne que deux siècles plus tard au Carnegie Hall de New York. En d'autres termes, la productivité dans le secteur de la musique de chambre stagne. Simultanément, celle de l'industrie manufacturière explose. Avec pour conséquence une augmentation prévisible du coût relatif des performances artistiques.

Un demi-siècle plus tard, on diagnostique la maladie des coûts dans de nom-

breux domaines, dont l'éducation et la santé. C'est que « la quantité de travail requise pour produire ces services est difficile à réduire », explique Baumol dans un récent ouvrage consacré à l'actualité de sa trouvaille (1). L'économiste distingue en effet deux secteurs. Le premier concerne les biens et les services dont la production s'automatise facilement. A mesure que les machines y remplacent l'humain, la quantité de travail nécessaire pour produire une unité supplémentaire s'amenuise : depuis la Ford T, la productivité s'accroît sur les chaînes d'assemblage, les salaires des ouvriers de l'automobile suivent plus ou moins vite, et le prix monétaire des voitures se maintient.

Mais dans le second secteur, comme la santé ou l'éducation, la production comporte une part importante et irrédutable de travail humain. La productivité stagne, mais les salaires des enseignants et des soignants progressent quand même, comme ceux des salariés de l'automobile. Résultat : les coûts de production s'élèvent peu à peu. « Après plusieurs décennies, les écarts de croissance des coûts se cumulent, rendant les services "personnels" considérablement plus chers que les biens manufacturés. » Ainsi, aux États-Unis, le prix des services hospitaliers a crû de 300 %, c'est-à-dire trois fois plus que l'ensemble de l'économie, hors inflation, entre 1978 et 2008. Durant la même période, les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur ont augmenté de 250 %, toujours hors inflation. Un tel bond – certes moins violent – s'observe dans la plupart des pays industrialisés et, désormais, dans nombre de pays émergents.

Résistance à l'automatisation

OUTRE l'éducation, les arts vivants et la santé, la maladie des coûts affecte les domaines les plus divers : bibliothèques, services juridiques, services sociaux, poste, sécurité, nettoyage des rues et ramassage des ordures, restauration, justice, confection sur mesure, police de quartier, coiffeurs, services funéraires, réparations diverses. Point commun : une résistance à l'automatisation, car ces métiers exigent un contact humain prolongé et/ou une attention particulière portée à chaque cas. La « maladie de Baumol » explique la quasi-destruction du monde des réparateurs, bidouilleurs et bricoleurs professionnels, dont les coûts de main-d'œuvre grimpent par rapport au prix des appareils neufs : quand un nouvel aspirateur ne coûte pas davantage que la réparation de l'ancien, le consommateur ne tergiverse jamais longtemps.

La qualité de ces services dépend de la quantité de travail investie dans leur production. « Du coup, note Baumol, il est difficile de réduire le temps nécessaire pour effectuer certaines tâches sans réduire simultanément la qualité. Qui tenterait d'accélérer le travail des chirurgiens, des enseignants ou des musiciens aurait de bonnes chances d'obtenir une opération bâclée, des élèves mal formés ou un très étrange spectacle. »

Tel est précisément ce que les dirigeants politiques refusent de comprendre – ou d'entendre. Certes, l'envol du coût des arts vivants les a conduits à subventionner des activités culturelles qui, en d'autres circonstances, auraient succombé au darwinisme économique. Mais cette disposition faiblit d'autant plus volontiers que les gouvernements imputent la hausse du coût des services de contact non pas à leur nature particulière, mais à leur mauvaise gestion ou à leur productivité insuffisante. Quand

l'austérité tient lieu d'impératif politique, compressions d'effectifs, obligation d'abrèger le temps passé avec chaque usager et baisses relatives de salaire frappent prioritairement l'école, l'hôpital et les services sociaux. Ce tiercé se classe d'ailleurs en tête de liste des victimes de la rigueur en Grèce, en Espagne ou au Portugal.

Bien moins efficace sur le plan des équilibres budgétaires qu'un relèvement de la fiscalité, la hausse à marche forcée de la productivité dans les services où le travail humain n'est pas compressible entraîne leur dégradation. Las ! Si aucun administrateur musical n'a – à notre connaissance – songé à éliminer un violon pour doper la productivité d'un quatuor, les pouvoirs publics transposent à leur manière cette idée géniale à d'autres domaines. Avec un résultat prévisible : délai de plusieurs mois pour les opérations de chirurgie non urgentes au Royaume-Uni ou au Canada, tournées de facteurs moins fréquentes, suppressions de classes dans les écoles, regroupements des maternités, files d'attente géantes aux guichets sociaux, etc.

« L'inquiétante morale de l'histoire, écrit Baumol, est que parmi les productions les plus vulnérables à la maladie des coûts se trouvent certains des attributs les plus vitaux des sociétés civilisées. » Des activités souvent associées aux services publics ou, à tout le moins, d'intérêt public. Symétriquement, les secteurs à productivité croissante appartiennent au monde de l'entreprise privée : capitaliste avisé cueille le profit là où il pousse. D'où ce mouvement contradictoire de « richesse privée, misère publique », selon l'expression de l'économiste américain John Kenneth Galbraith.

En acceptant d'altérer les activités indispensables à la vie collective au motif que



PETER PHILLIPS. – « The Entertainment Machine » (La Machine à divertir), 1961

leurs coûts s'accroissent, les dirigeants effectuent un choix de classe : plus dépendants que les riches des services collectifs, les pauvres subissent davantage les conséquences de leur dépeuplement. C'est aussi un choix anthropologique. Substitués impavides aux guichetiers des postes, des banques, des administrations et des transports, les automates prolifèrent au rythme des restrictions budgétaires. Mais au cours de cette phase de machinisation, seules les opérations les plus simples et les plus standardisées – celles qui présentent donc le plus de chances de réussite – échoient aux robots. Dès lors, les interactions humaines au guichet tendent à se limiter aux cas difficiles et potentiellement conflictuels. D'où l'impression non seulement d'une raréfaction, mais aussi d'une dislocation des rapports humains dans les services de contact (2).

La conjonction d'une forte contrainte budgétaire et d'innovations susceptibles d'entraîner des hausses faramineuses de productivité dans la haute technologie place les pouvoirs publics à un point de bifurcation : continuer à soigner la « maladie de Baumol » en poussant toujours plus loin la détérioration des services vitaux ; ou accepter la hausse de leurs coûts non plus comme une malédiction comptable, mais comme la juste rémunération d'un bienfait.

Tout paraît porter la première hypothèse. Si la marche économique du monde poursuivait son cours actuel, le coût des services humains croîtrait selon une pente d'autant plus vertigineuse que celui des services informatiques s'effondre. Le temps de travail nécessaire pour acheter un ordinateur capable de traiter un million d'instructions par seconde (MIPS, une unité standardisée) en fournit une bonne illustration. « En 1997, a calculé Baumol, un ordinateur d'une capacité d'un MIPS coûtait environ 27 minutes de travail au salaire moyen. En 1984, il revenait à 52 heures ; en 1970, à 1,24 vie de travail ; et en 1944, il aurait atteint le coût à peine croyable de 733 000 vies de travail. » Cette puissance de calcul bon marché couplée à la possibilité de réunir, de stocker et de traiter des quantités astronomiques de données ouvre la possibilité d'automatiser des tâches plus complexes.

Quand M. Terry Gou, directeur de Foxconn, le fabricant taïwanais des tablettes et des smartphones d'Apple, annonce son intention d'acquérir un million de robots pour ses usines chinoises au motif que « les êtres humains étant aussi des animaux, gérer un million d'animaux me donne mal à la tête (3) », il prolonge dans un secteur de pointe la mécanisation industrielle entamée au XIX^e siècle. Mais après celle du « tour de main » ouvrier et des emplois de contact standardisés, la robotisation du travail intellectuel est en marche. Ou, plus exactement, sa numérisation. Actes chirurgicaux réalisés par des bras électroniques de précision, articles de

Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee (4). « La technologie, observent-ils, change le partage des revenus au profit des plus qualifiés contre les sans-diplôme, des vedettes contre le tout-venant, du capital contre le travail. »

Elle pourrait aussi bouleverser l'université, citadelle par excellence du cerveau humain, avec la montée en puissance de l'enseignement supérieur de masse en ligne. Un an après sa création, en avril 2012, l'entreprise américaine Coursera revendique déjà plus de trois millions d'utilisateurs. La scolarité comporte des vidéos de cours filmés au sein d'universités partenaires, des exercices et examens corrigés par des automates. Au terme du cycle, l'étudiant peut passer une certification (payante) moins destinée à ratifier la maîtrise de connaissances qu'à valider des compétences. Les fondateurs réfléchissent désormais à la rentabilité : mise en place d'un service « premium » plus coûteux, vente aux entreprises d'informations sur les étudiants... Suivant la logique du « gagnant prend tout » (une poignée d'acteurs de tout premier plan captent l'essentiel des gains d'un secteur) (5), les leçons dispensées par les vedettes les plus réputées des établissements les plus cotés supplantent la concurrence dans chaque discipline.

Que le cerveau perde son monopole sur un nombre croissant de tâches complexes n'ouvre pas pour autant la perspective d'une automatisation généralisée : pendant que le menu fretin des usagers pesterait contre les machines, les services de contact fournis par d'aimables professionnels resteraient accessibles à la clientèle aisée. Et le diplômé riche de cinq années passées aux bons soins des tuteurs de Harvard applaudira sans retenue l'essor des universités en ligne.

Un terrain de bataille tout désigné

« **A**UJOURD'HUI, observait déjà Karl Marx dans un discours en avril 1856, chaque chose paraît grosse de son contraire. Nous voyons que les machines douées du merveilleux pouvoir de réduire le travail humain et de le rendre fécond le font dépérir et s'exténuent. (...) Toutes nos découvertes et tous nos progrès semblent avoir pour résultat de doter de vie intellectuelle les forces matérielles et de dégrader la vie humaine à une force matérielle. »

Mais la maladie des coûts, elle aussi grosse de son contraire, pourrait induire sa propre médication en poussant le régime économique à excéder ses conditions de survie. Une projection réalisée par Baumol donne la mesure des enjeux. En 1960, les dépenses de santé représentaient 5 % du produit intérieur brut (PIB) américain ; en 2012, 18 %. Si cet indicateur devait croître au même rythme, la santé représenterait 62 % du PIB des États-Unis en 2105. Certes, ce pays est un cas extrême, et l'on doute à bon droit d'extrapolations aussi hardies. Mais en complétant cette évaluation par celle des autres activités touchées par la maladie des coûts, on distingue une tendance : à mesure que les gains de productivité érodent la quantité de travail nécessaire à la fabrication des biens industriels, la valeur des productions

humaines dérive de plus en plus des services gourmands en travail humain, lesquels se situent souvent dans le domaine public et de l'intérêt général.

C'est là le point décisif : le déplacement du centre de gravité de la valeur vers les services collectifs annonce une intensification des conflits d'appropriation qui les entourent. Impatients de les aiguiller sur la voie de la productivité afin d'en diminuer les coûts, industriels et gouvernements conjuguent déjà leurs efforts. Pour les forces sociales désireuses de rebâtir de véritables services communs et de promouvoir la facette émancipatrice de la technologie, le terrain de bataille est tout désigné.

(1) William Baumol, *The Cost Disease. Why Computers Get Cheaper and Health Care Doesn't*, Yale University Press, New Haven, 2012. Sauf mention contraire, les citations en sont tirées, ainsi que de nombreux exemples.

(2) Lire Laurent Cordonnier, « Consommateur au labeur », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

(3) John Markoff, « Skilled work, without the workers », *The New York Times*, 18 août 2012.

(4) Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *Race Against the Machine. How the Digital Revolution is Accelerating Innovation, Driving Productivity, and Irreversibly Transforming Employment and the Economy*, Digital Frontier Press, Lexington (Massachusetts), 2011.

(5) Robert Frank et Philip Cook, *The Winner-Take-All Society*, Free Press, New York, 1995.

CONDAMNATION JUDICIAIRE

Par jugement du 23 avril 2013, le tribunal correctionnel de Paris (17^e Chambre - chambre de la presse) a condamné Franz-Olivier GIESBERT, en qualité de directeur de la publication de l'hebdomadaire LE POINT, et Bernard-Henri LÉVY pour avoir publiquement diffamé Bernard CASSEN, dans un « bloc-notes » intitulé « L'honneur des musulmans », publié en page 130 du numéro 1997-1998 du magazine LE POINT daté des 23-30 décembre 2010.

VERS LA CONSTITUTION D'UN BLOC SUD-AMÉRICAIN

Le Brésil s'empare du rêve de Bolívar

Unifier les douze pays d'Amérique du Sud pour les libérer de la tutelle américaine : au Brésil comme ailleurs, le projet d'intégration fait l'unanimité, ou presque. Rassemblant patrons et syndicalistes, mouvements sociaux et hauts fonctionnaires, une telle mobilisation pourrait toutefois faciliter l'émergence d'une nouvelle hégémonie, régionale celle-là.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RENAUD LAMBERT

APRIORI, tout les oppose. M. João Paulo Rodrigues milite depuis sa prime jeunesse au sein du Mouvement des sans-terre (MST) brésilien. Ambassadeur de son pays à Londres puis à Washington, de 1994 à 2004, M. Rubens Barbosa met son carnet d'adresses au service des entreprises. Le premier nous a donné rendez-vous dans une petite maison discrète d'un quartier résidentiel de São Paulo. Ni pancartes ni drapeaux rouges, une simple sonnette anonyme. Le second a choisi d'installer son cabinet sur la très chic avenue Brigadeiro Faria Lima, où bourdonnent les hélicoptères acheminant d'un gratte-ciel à l'autre des chefs d'entreprise pressés. Lorsque nous le retrouvons, le dirigeant du MST achève une session de formation militante. L'ancien diplomate, lui, a «réussi à s'échapper quelques instants» entre deux appels de clients qui, pour un témoin indiscret, semblent souhaiter connaître – un peu avant les autres ? – les modalités d'un appel d'offres gouvernemental.

A n'en pas douter, les deux hommes se ressemblent peu. Toutefois, il arrive que leurs propos se fassent écho. Lorsqu'il évoque le projet politique de son organisation, le «renversement du néolibéralisme au profit d'un système économique plus solidaire», M. Rodrigues identifie une urgence : l'intégration régionale. De son côté, l'ambassadeur Barbosa rêve que son pays «transforme sa géographie en réalité politique». Or l'Amérique latine constitue, selon lui, «l'arrière-cour du Brésil, l'espace naturel d'expansion de ses entreprises (1)». Tout en manipulant machinalement une petite boîte représentant une meute de chiens de traîneau couronnée du slogan «Quand on n'est pas le premier, la vue est monotone», il dessine lui aussi une priorité : «Défendre nos propres intérêts», et renforcer le processus d'intégration régionale.

Depuis le rêve d'unité du *Libertador* Simón Bolívar (1783-1830), de nombreuses initiatives ont tenté de promouvoir la collaboration des pays latino-américains, leur intégration dans un ensemble plus vaste, aux contours variables selon les objectifs : luttes pour l'indépendance au XIX^e siècle, industrialisation de la région après la seconde guerre mondiale (*lire ci-contre*), alignement néolibéral au cours des années 1990...

Une telle ambition a beau les réunir aujourd'hui, MM. Rodrigues et Barbosa nieraient toute alliance politique. Et ils ne mentiraient sans doute pas. «C'est la spécificité du processus d'intégration que promeut aujourd'hui le Brésil», explique Armando Boito Júnior, professeur de science politique à l'université d'Etat de Campinas (Unicamp). Il s'agit d'un projet mis en mouvement par des forces politiques antagonistes, avec des intérêts contradictoires. Mais, pour l'heure, les priorités des uns et des autres s'avèrent compatibles, voire convergentes.»

Sédition patronale contre un projet libre-échangiste

A commencer par le rejet d'une entrée dans l'orbite américaine. Au cours des années 1990, l'idée semble pourtant convaincre l'élite. Le président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) n'épargne à son pays aucun effort pour tenter de faire advenir le rêve de Washington : celui d'une immense Zone de libre-échange des Amériques (ALCA, selon l'acronyme espagnol et portugais) courant de l'Alaska à la Terre de Feu. Mais sa frénésie libérale bouscule la frange industrielle de la bourgeoisie. Ses politiques d'ouverture du marché brésilien ensevelissent le pays sous les importations, précipitant la faillite (ou le rachat) de centaines d'entreprises. Un processus de dénationalisation suffisamment audacieux pour écheveler jusqu'au très libéral magazine *Veja* (2). Lequel conclut : «L'histoire du capitalisme a rarement vu un transfert de contrôle aussi intense, sur une période aussi courte (3).»

Alors que prospère le secteur financier, la puissante Fédération des industriels de l'Etat de São Paulo (Fiesp) se raidit. En 2002, elle réalise une étude analysant l'impact de l'ALCA sur l'économie brési-

lienne. Celle-ci confirme «ce que beaucoup d'entrepreneurs craignent» : un accord de libre-échange continental entraînerait «plus de risques que d'avantages pour l'économie brésilienne (4)». Lors du scrutin présidentiel de la même année, les industriels soutiennent un ancien ouvrier métallurgiste, M. Luiz Inácio Lula da Silva, qui, dès son arrivée au palais du Planalto, s'emploie à torpiller les négociations avec Washington. En 2005, lors des manifestations célébrant l'enterrement de l'ALCA, la Fiesp se montre discrète. Elle n'en a pas moins joué sa partition.

Loin des frontières brésiennes, l'option libre-échangiste se cherche une seconde vie. Notamment dans le cadre de l'Alliance pour le Pacifique, signée en juin 2012 par le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique, et derrière laquelle M. Valter Pomar, dirigeant de l'Articulation de gauche, une tendance au sein du Parti des travailleurs (PT), décèle la main de Washington : «Cela ne fait pas le moindre doute.» Tous les pays concernés ont déjà signé des accords de libre-échange avec les Etats-Unis.

Mais, dans les salons de Brasília et à la Bourse de São Paulo, la crise dite «de 2008» a contribué à apaiser la fièvre néolibérale. Il faut désormais s'adresser au cercle le plus rapproché de l'ancien président Cardoso, toujours très influent, ou frapper à la porte d'une grande banque comme la Hongkong & Shanghai Banking Corporation (HSBC) pour entendre un poète (de marché) louer, l'œil rêveur, le rapprochement de Mexico et de Washington : «Les Etats-Unis sont un peu comme le Soleil, et le Mexique comme une planète qui tourne autour de l'astre central.» Une orbite qui aura coûté à la population mexicaine 6,7 points de produit intérieur brut (PIB) en 2009 – ce qu'on n'a pas manqué d'observer y compris au sein de la formation de M. Cardoso, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB).

«Il existe d'autres façons d'envisager l'intégration régionale, estime M. Rodrigues. Dont celle que

défend le MST à travers l'ALBA» – l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique promue par le Venezuela, et que le Brésil n'a jamais rejointe. Une intégration fondée sur la solidarité plutôt que sur la concurrence et orientée vers la quête d'un «socialisme du XXI^e siècle». «Mais, concède M. Rodrigues, cette vision demeure très minoritaire au Brésil. En dépit des geignements d'une poignée d'illuminés d'extrême gauche qui estiment que, sans les «trahisons» du PT, le socialisme adviendrait demain, la lutte pour une transformation sociale radicale dispose ici de soutiens relativement réduits.» La veille, les étudiants chiliens ont rassemblé près de deux cent mille personnes dans les rues de Santiago : «La dernière fois que nous en avons fait autant au Brésil, c'était au moment du carnaval!»

Une même question de Brasília à Berlin

D'où la nécessité pour le MST d'identifier les passerelles politiques entre son propre projet et le modèle d'intégration hégémonique dans le pays, tout en profitant des contradictions qui travaillent ce dernier. «Elles sont nombreuses», sourit M. Rodrigues, avant d'énumérer les composantes d'un front hétéroclite : «Le gouvernement et ses alliés, certains secteurs industriels, des entreprises multinationales, des hauts fonctionnaires ainsi que de larges pans de la classe ouvrière, notamment à travers les grandes centrales syndicales.» Bref, une version moderne du consensus dit «fordiste», au service d'un projet géopolitique régional.

Premier ingrédient de ce cocktail : la quête d'autonomie. Ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères, puis ministre des affaires stratégiques du président Lula da Silva (2003-2010), M. Samuel Pinheiro Guimarães figure parmi les intellectuels brésiliens les plus reconnus. Ce qui explique peut-être qu'on lui ait confié, en 2009, la rédaction



ARCHIVES



Des Mexicains plus proches de Paris que de Caracas

Dans les colonnes du «Monde diplomatique», la journaliste Elena de La Souchère rend compte des travaux de la conférence interaméricaine de Punta del Este, en Uruguay. Tenue un mois auparavant, le 14 avril 1967, la rencontre identifie – déjà – l'intégration économique des Etats latino-américains comme l'un des plus puissants vecteurs d'industrialisation.

PAR ELENA DE LA SOUCHÈRE

«UN DÉFI, un véritable défi, une révolution dans les habitudes d'action et de pensée» des Latino-Américains : c'est en ces termes que l'excellent quotidien *La República*, de Caracas, résume les décisions de Punta del Este. Et, de fait, il suffit de s'entretenir avec des Latino-Américains de plus de 50 ans pour mesurer le caractère novateur et presque scandaleux de l'idée intégrationniste.

Aux alentours de l'année 1930, l'Argentin ou l'Uruguayen, si sensibles aux moindres informations parvenues de Londres ou de Paris, considéraient le Mexique ou le Venezuela comme des contrées aussi lointaines et inconnues que peut l'être la Mongolie-Extérieure pour un Français d'aujourd'hui. Et la réciproque était vraie, avec cette différence toutefois que les préoccupations du Mexicain ou du Vénézuélien s'orientaient vers New York et non vers Paris. Chacun des Etats désunis d'Amérique latine avait traversé le XIX^e siècle en tournant le dos à ses voisins, mais en vivant en état de symbiose avec une grande puissance étrangère. Cette position, pour paradoxale qu'elle fût, prolongeait d'ailleurs la tradition hispano-coloniale, en vertu de laquelle les diverses vice-royautés constituaient des microcosmes fermés, qui ne communiquaient entre eux que par le truchement de Séville ou de Cadix. (...)

La conscience de l'impasse dans laquelle se trouvait engagée l'industrie latino-américaine incita les experts à lancer, dès 1964, un cri d'alarme et à préconiser (...) la création de nouveaux mécanismes d'intégration. Frappé par leurs arguments, le

président Eduardo Frei prit l'initiative d'adresser, le 6 janvier 1965, à «quatre sages» particulièrement qualifiés – Raúl Prebisch, J. A. Mayobre, Felipe Herrera et Carlos Sanz de Santamaría – une lettre qui constitue le point de départ du processus qui devait aboutir à la conférence de Punta del Este.

Invités à faire connaître leur sentiment, les «quatre sages» formulèrent des «propositions pour la création d'un marché commun latino-américain». Ils se prononcèrent en faveur de l'instauration d'un mécanisme automatique et graduel de réductions tarifaires, dans tous les domaines, y compris celui de la production industrielle. Ils préconisèrent également une planification et une coordination du développement industriel. (...) Dans tous les secteurs-clés – sidérurgie, aluminium, construction automobile, papier, cellulose –, les «sages» envisagent la création de vastes complexes industriels produisant en grande série pour l'ensemble de la zone ou, du moins, pour plusieurs pays. (...)

La déclaration signée le 14 avril, à l'issue de la réunion au sommet, n'envisage pas seulement la réalisation commune de vastes travaux d'infrastructure. Le texte recommande d'«accorder une attention particulière au développement industriel dans le cadre de l'intégration» et prévoit la «mise en pratique d'une politique industrielle conjointe et coordonnée». Mais les chefs d'Etat auront-ils le courage d'imposer, en dépit de toutes les pressions, le démantèlement des barrières douanières à l'abri desquelles végète une industrie sans avenir ?

Les Éditions
Elzévir

Vous écrivez ?

Nous recherchons de
NOUVEAUX AUTEURS

Édition - Diffusion
Réécriture - Service de Presse

SERVICE MANUSCRITS :
Les Éditions Elzévir
11 rue Martel (M/D)
75010 Paris
Tél. 01 40 20 09 10
www.editions-elzevir.fr

du plan Brésil 2022 fixant les objectifs stratégiques du pays d'ici au bicentenaire de son indépendance.

A près de 75 ans, le diplomate ne pratique plus la langue de bois. « *Quel est selon vous l'intérêt pour la France ou l'Allemagne d'intégrer un pays comme Malte dans leur espace ?* », interroge-t-il. « *Aucun ! Si ce n'est qu'il s'agit d'un pays souverain, et qu'à ce titre Malte dispose d'un vote dans les institutions internationales.* » Alors que se constituent de grands blocs dans le monde, « *le Brésil doit, à son tour, procéder comme les autres* », et se créer « sa » région. Pas l'Amérique « latine », puisque le Mexique et l'Amérique centrale « votent avec Washington » ; celle du Sud, qui doit devenir « l'axe central de notre stratégie de rejet de toute soumission aux intérêts des Etats-Unis ».

Obtenir un accès à la façade Pacifique

L'anti-impérialisme des fractions les plus progressistes de la haute fonction publique brésilienne rejoint celui de M. Pomar. Indépendamment des convictions politiques de ses promoteurs, une dynamique tirant parti de cette rhétorique hostile aux Etats-Unis pourrait, selon lui, servir de courte échelle pour la transformation sociale : « *Tous les processus de construction d'un camp socialiste en Amérique latine se sont heurtés à deux obstacles : le pouvoir de la bourgeoisie interne et celui de la Maison Blanche. Certes, l'intégration défendue par le Brésil n'élimine pas l'ingérence extérieure, mais elle en réduit l'impact, permettant ainsi à des dynamiques nationales de suivre leur cours de façon plus autonome.* » Les prises de position fermes de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) – née en 2008 – ont ainsi concouru à doucher les ambitions des putschistes boliviens et équatoriens en 2008 et 2010 (5). Et, alors que l'opposition vénézuélienne et Washington mettaient en doute l'élection de M. Nicolas Maduro en avril 2013, l'organisation a apporté son soutien au dauphin d'Hugo Chávez. « *Autrefois, de telles questions se réglaient à l'Organisation des Etats américains [OEA]. Autant dire : à la Maison Blanche* », lance M. Pinheiro Guimarães. Peut-être un peu irrité, le secrétaire d'Etat John Kerry a récemment suggéré que l'Amérique latine était bien une « *arrière-cour* », mais celle des Etats-Unis (6).

Selon la stratégie de M. Pomar, entre deux piqués de l'aigle impérialiste, ne resterait plus qu'à se confronter au second obstacle : la bourgeoisie interne. Mais, il en convient volontiers, cette bataille devra sans doute être reportée à plus tard.

Privilegiés par la richesse de leur sous-sol, et désormais en mesure de récupérer le contrôle de leurs ressources naturelles, les pays de la région peinent à diversifier leurs économies et à renforcer leurs appareils productifs. Ainsi M. Maduro se lamentait-il lors de la récente campagne présidentielle au Venezuela : « *Notre pays ne dispose pas d'une vraie bourgeoisie nationale.* » Caractérisés par leur comportement rentier, « *les secteurs qui se consacrent à l'activité économique sont extrêmement dépendants du capital américain* ». M. Maduro lançait donc un « *appel* » à toute force capable d'aider le pays à « *jeter les bases d'une économie productive* (7) ». Tout en l'adressant au « *secteur privé nationaliste* », il espérait sans doute que sa bouteille à la mer échoue sur un rivage brésilien : les industriels y sont réputés plus « *progressistes* ».

Car, loin de s'effilocheur une fois M. Lula da Silva au pouvoir, l'alliance entre le PT, les grandes centrales syndicales et le patronat industriel s'est perpétuée à travers une actualisation de la tradition « *développementaliste* » de l'Etat brésilien. Dans un contexte international caractérisé par l'incapacité des

dirigeants à envisager d'autres réponses à la crise du libéralisme qu'un approfondissement des réformes libérales, l'apparition d'un programme visant à développer le marché intérieur à travers le plein-emploi, les hausses de salaires, les programmes sociaux et une relance de la production (au détriment de la spéculation) constitue probablement l'une des options les plus révolutionnaires que la planète connaisse à l'heure actuelle...

Sans s'en contenter tout à fait, de nombreux militants de gauche en prennent acte : « *Je continue à croire qu'il faut lutter pour atteindre le socialisme, nous explique M. Artur Henrique, ancien président de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et artisan de l'alliance « néodéveloppementiste ». Mais je ne fais pas partie de ceux qui estiment que le socialisme arrivera dimanche prochain, après la messe du soir. Non, je veux changer les choses, mais j'ai conscience du contexte dans lequel je travaille. Sur le plan régional, ce que nous essayons de faire, c'est de quitter le néolibéralisme, mais sans croire que nous sommes en mesure de renverser le capitalisme. Nous essayons plutôt d'en promouvoir une version régionale, pas nationale. C'est-à-dire un capitalisme qui prenne en compte les besoins des autres pays d'Amérique du Sud.* »

Caracas a-t-elle besoin d'un métro ? Elle pourra compter sur la société brésilienne Odebrecht et sur d'avantageux financements de Brasília. Le Venezuela connaît-il une pénurie de produits alimentaires ? Les industriels brésiliens se chargeront de l'approvisionnement : ils fournissent déjà à leur voisin septentrional la quasi-totalité du poulet qu'il consomme. Le commerce entre les deux pays a été multiplié par huit depuis l'arrivée au pouvoir de Chávez, en 1999.

« *Pour nous, l'Amérique du Sud constitue le marché le plus important du monde, nous explique M. Carlos Cavalcanti, de la Fiesp, dont les cordes vocales vont décrocher d'une octave pour souligner la nature superlative de son propos. Nous y sommes encore compétitifs par rapport aux produits chinois, et c'est une région vers laquelle nous exportons une large majorité de produits manufacturés.* » Ces derniers représentent 83 % des exportations vers l'Amérique latine, et 5 % de celles destinées à la Chine. En outre, dans un contexte de ralentissement économique général, les expéditions de marchandises vers le proche voisinage ont bondi de 7,5 milliards de dollars en 2002 à plus de 35 milliards en 2010. Relissant d'une main ses cheveux, M. Cavalcanti observe, satisfait : « *Les pays de la région adoptent des politiques d'augmentation du revenu de leurs populations. Pour nous, ce sont des marchés en croissance.* » Nul n'a jamais suggéré qu'anti-impérialisme et bonnes affaires étaient incompatibles : dans un document de 2012, la Fiesp décrivait le processus d'intégration sud-américaine comme une « *rupture* » dans une histoire de « *cinq siècles* » marquée par la « *soumission de nos intérêts nationaux aux puissances mondiales dominantes* » (8).

Mais c'est dans le domaine des infrastructures que s'enchaînent avec la plus grande harmonie les exigences de développement industriel de la région, de renforcement de son autonomie géopolitique et d'expansion du capital brésilien.

Le 30 octobre 2012, l'Unasur identifiait les ressources naturelles comme « *axe dynamique dans la stratégie d'intégration et l'unité de [ses] pays* ». Cette même logique avait un peu plus tôt justifié la « *poursuite du travail de l'IIRSA* » (9). IIRSA ? L'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine, une série de grands axes routiers, ferroviaires et fluviaux traversant le sous-continent d'est en ouest et du nord au sud. Rêvé, en 2000, par M. Cardoso comme une étape sur le chemin conduisant au grand marché « *libre* » des Amériques, le projet n'avait pas convaincu Chávez.

En 2006, lors d'une réunion des chefs d'Etat de la région, le défunt président vénézuélien en dénonçait la « *logique néocoloniale* ».

Mais, des racines néolibérales de l'IIRSA aux promesses de l'Unasur, « *les choses ont changé* », assurent en chœur la plupart de nos interlocuteurs. Il ne s'agit plus de créer « *une seule économie* » sud-américaine, mais d'œuvrer au « *développement interne* », à la « *durabilité environnementale* », bref, de concevoir les infrastructures « *comme un instrument d'inclusion sociale* », promet M^{me} Maria Emma Mejía, la secrétaire (colombienne) de l'Unasur entre mai 2011 et mai 2012 (10).

Dans la région, les besoins en infrastructures sont immenses. Pour tenter d'apaiser les critiques des écologistes, le vice-président bolivien Alvaro García Linaera promet que l'exploitation des ressources naturelles permettra d'industrialiser le pays. Or la faiblesse de l'outillage technologique national menace de le démentir. Tout comme le Pérou, le Venezuela doit s'équiper de nouveaux réseaux portuaires ou routiers. Au Brésil, la production de céréales a crû de près de 220 % entre 1992 et 2012, mais les réseaux de transports n'ont pas évolué d'un pouce. Résultat : en avril dernier, la route BR 364, qui mène au terminal ferroviaire desservant le port de Santos, sur l'Atlantique, a connu un embouteillage de camions s'étirant sur plus de cent kilomètres et générant un retard de soixante jours dans l'exportation de la production. « *Notre agrobusiness bénéficierait d'un accès à la façade Pacifique, observe par ailleurs l'ambassadeur Barbosa, rappelant que le pays n'en dispose pas naturellement. Après tout, la Chine est aujourd'hui notre premier partenaire commercial.* » Sans compter que les entreprises brésiliennes convoitent également des terres au-delà des frontières du pays.

Quand la solidarité régionale facilite les délocalisations

Conçue dans un contexte d'idolâtrie libérale, l'IIRSA confiait le financement de ses travaux aux marchés, ainsi qu'à la Banque interaméricaine de développement (BID). Un échec, comme en convient volontiers le milliardaire argentin Eduardo Eurnekian. « *Je ne pense pas une seconde que les entrepreneurs se chargent de connecter les pays entre eux* », explique-t-il. A ce stade, la responsabilité de faire aboutir des travaux incombe donc « *aux Etats, pas au secteur privé* » (11).

Message reçu. Désormais, l'intégration physique de la région peut compter sur une myriade de financements nationaux. Or Brasília dispose de la banque de développement la plus riche du monde : la Banque de développement économique et social (BNDES). En 2010, celle-ci a prêté plus de 100 milliards de dollars, contre 15 milliards pour la BID et 40 milliards pour la Banque mondiale. Un détail : ses statuts ne l'autorisent à financer que les entreprises brésiliennes. Une aubaine pour Odebrecht, Camargo Corrêa, etc., ces « *champions nationaux* » que le pays cherche à promouvoir.

Dans les bureaux de ces multinationales de la construction, on a sans doute applaudi l'adoption par l'Unasur, en novembre 2011, de son premier agenda prioritaire d'investissement (API). Celui-ci prévoit la construction de 1500 kilomètres de gazoducs, 3490 kilomètres de voies fluviales, 5142 kilomètres de routes et 9739 kilomètres de



voies ferrées. Un investissement de plus de 21 milliards de dollars pour les projets prioritaires, 116 milliards de dollars au total.

Chez les voisins, le sentiment est plus mitigé. Le 22 avril 2013, lors de la première rencontre de l'organisation des « *Etats lésés par les transnationales* », la Bolivie, Cuba, l'Equateur, le Nicaragua, la République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ainsi que le Venezuela, ont dénoncé le pouvoir économique de « *certaines entreprises* », qui menaceraient la souveraineté de « *certaines Etats* ». En dépit du flou de la formulation, les regards se tournaient dans la même direction.

Pour l'intellectuel uruguayen Raúl Zibechi, l'intégration que promeut Brasília pourrait se résumer à un passage de relais : un capital venu du « *Nord* » aurait cédé la place à un autre, sis au « *Sud* ». « *Les Anglais ont construit les premières lignes de chemin de fer pour exporter des minerais et les Etats-Unis ont souhaité la route Cochabamba-Santa Cruz (...). Maintenant, le Brésil impulse ses propres couloirs d'intégration* (12). »

M. Pinheiro Guimarães présente les choses autrement. Selon lui, le problème est avant tout géographique : en Amérique du Sud, le Brésil représente la moitié du territoire, de la population et de la richesse produite chaque année. En 2011, le PIB du pays était cinq fois supérieur à celui de l'Argentine, deuxième pays le plus prospère de la région. Et cent fois supérieur à celui de la Bolivie. « *Et puis, certaines capitales d'Amérique du Sud n'ont que très récemment introduit l'impôt sur le revenu. Seules, elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour enclencher leur développement.* » Il convient donc de les « *aider* ».

Exploitation ou solidarité ? Les options semblent coexister, tant sur le plan régional qu'au sein d'un pouvoir brésilien ambitionnant de « *réconcilier* » syndicats et patronat. Jusqu'à quand ?

Le 1^{er} avril dernier, M. Pinheiro Guimarães illustre la solidarité régionale par un exemple : « *Sous le gouvernement Lula, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire : une subvention brésilienne a permis de lancer la construction d'une ligne à haute tension entre l'usine hydroélectrique paraguayenne d'Itaipu et Asunción* (13) », mettant ainsi un terme aux coupures de courant dont souffrait la capitale voisine.

Deux jours plus tard, les patrons de São Paulo tiraient d'autres conclusions de l'événement : « *Les industries nationales intensives en main-d'œuvre, comme le textile ou la confection, amélioreraient leur compétitivité face à leurs concurrentes asiatiques sur le marché interne brésilien si elles délocalisaient une partie de leur ligne de production vers le Paraguay* », où « *les coûts salariaux sont inférieurs d'environ 35 %* (14) ».

RENAUD LAMBERT.



BOA MISTURA. – « *Luz nas vielas* » (Lumière dans les ruelles), du projet « *Crossroad* » (Carrefour), São Paulo, 2012

(1) Correspondance avec le président Fernando Henrique Cardoso, 21 janvier 2000 (archives de M. Barbosa).

(2) Lire Carla Luciana Silva, « *«Veja»*, le magazine qui compte au Brésil », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(3) Cité par Geisa Maria Rocha dans « *Neo-dependency in Brazil* », *New Left Review*, n° 16, Londres, juillet-août 2002.

(4) « *Estudo da Fiesp mostra que Alca é mais risco que oportunidade* », *Valor Econômico*, São Paulo, 26 juillet 2002.

(5) Lire Hernando Calvo Ospina, « *Petit précis de déstabilisation en Bolivie* », *Le Monde diplomatique*, juin 2010, et Maurice Lemoine, « *Etat d'exception en Equateur* », *La valise diplomatique*, 1^{er} octobre 2010, www.monde-diplomatique.fr

(6) « *US protests against Bolivia's decision to expel USAID* », *BBC News*, Londres, 1^{er} mai 2013.

(7) « *Maduro no volante* », *Folha de S. Paulo*, 7 avril 2013.

(8) « *8 eixos de integração da infraestrutura da América do Sul* », *Fiesp*, São Paulo, 24 avril 2012.

(9) Plan de travail 2012 du Conseil sud-américain d'infrastructure et de planification de l'Unasur (Cosiplan).

(10) « *8 eixos de integração da infraestrutura da América do Sul* », *op. cit.*

(11) « *Integração depende de governos, afirma bilionário* », *Valor Econômico*, 19, 20 et 21 avril 2013.

(12) Raúl Zibechi, *Brasil potencia*, Desde Abajo, Bogotá, 2012.

(13) Entretien avec Valéria Nader et Gabriel Brito, 1^{er} avril 2013, www.correiocidadania.com.br

(14) « *Fiesp mostra vantagens de se levar indústrias ao Paraguai* », *Valor Econômico*, 3 avril 2013.

Prendre le pouvoir sans perdre son âme

Comment passer du statut de principale force de l'opposition à celui de premier parti d'un pays ? Rares sont les formations politiques de la gauche radicale européenne en mesure de se poser sérieusement cette question. C'est toutefois celle qui tiraille Syriza, en Grèce, que ses résultats électoraux du printemps 2012 placent aux portes du pouvoir.

PAR BAPTISTE DERICQUEBOURG *

SYRIZA tiendra en juillet 2013 son premier congrès en tant que parti unifié (*lire l'encadré*). Propulsée par les élections législatives de mai et juin 2012 au rang de coryphée de l'opposition de gauche à la politique de la «troïka» – Fonds monétaire international (FMI), Commission européenne et Banque centrale européenne (BCE) –, la Coalition de la gauche radicale jouit d'une position unique en Europe. Avec elle, une force politique progressiste se trouve aux portes du pouvoir (1). Mais cette percée ambiguë, à la fois victoire et défaite face aux conservateurs de Nouvelle Démocratie, l'a également confrontée aux problèmes de l'élargissement de sa base électorale et militante, ainsi que de la recherche d'alliances. Problèmes d'autant plus urgents que, pour la direction de Syriza, le gouvernement tripartite sorti des urnes en juin 2012 ne devait pas tenir plus de quelques mois, et que de nouvelles élections auraient donc déjà dû avoir lieu.

Dès le lendemain des législatives, le chef du groupe parlementaire Syriza, M. Alexis Tsipras, déclençait une polémique en déclarant : «*En ces temps de crise, la résistance et la solidarité sont toutes deux nécessaires, mais la solidarité est plus importante.*» C'était le point de départ de la ligne «solidarité» édictée par la direction, qui consiste à développer partout des actions afin qu'aucun citoyen

ne soit privé d'accès à la nourriture, aux médicaments, à un toit, etc. Principal parti membre de la coalition, Synaspismos orienta en particulier les efforts de ses adhérents vers la constitution de banques solidaires de médicaments.

Les objectifs de cette stratégie étaient multiples. D'une part, occuper la vague des nouveaux adhérents. Sans implantation forte chez les ouvriers et les agriculteurs, sans relais syndical, Syriza n'avait en effet pas de réelle tradition militante. A l'inverse, le Parti communiste (Kommunistiko Komma Elladas, KKE) contrôle l'un des trois principaux syndicats, le Front militant de tous les travailleurs (Panergatiko Agonistiko Metopo, PAME), et le Mouvement socialiste panhellénique (Pasok) utilise les autres centrales à des fins clientélistes. «*Jusqu'au printemps dernier, Syriza n'avait pas vraiment mené d'action concrète, se souvient une militante. Or ce sont deux choses tout à fait différentes que de vouloir agir et de savoir comment s'y prendre.*» En tentant de rivaliser avec les initiatives très médiatiques du parti néonazi Aube dorée, qui organisait alors des soupes populaires «pour les Grecs» et des dons de «sang grec», et en se greffant sur les nombreuses actions de solidarité spontanées, la coalition espérait établir le contact avec ceux que la crise avait éloignés de la politique.

Déclarations contradictoires

MAIS placer la solidarité avant la conflictualité revient à développer l'image d'un parti «remède à la crise», loin du profil radical censé distinguer Syriza de l'ancien électoral du Pasok, en rupture de ban. Dans l'espoir d'obtenir une majorité parlementaire, le parti réfléchit à la manière de conquérir les classes moyennes apparues depuis la fin de la dictature des colons, en 1974. Nécessairement schématique, le portrait-robot d'un membre de cet électoral se caractériserait par les traits suivants : plutôt conservateur, relativement âgé, propriétaire d'un bien immobilier

acheté à crédit, exerçant une profession liée au tourisme, à la construction immobilière ou à la fonction publique, et violemment déstabilisé par la crise actuelle, mais néanmoins très attaché à l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne.

Face au discours des «deux extrêmes» associant Aube dorée et Syriza, repris en boucle dans les médias, la coalition a donc souhaité rassurer. M. Tsipras soutient publiquement tous les mouvements de grève, mais adopte un ton mesuré face aux actions qu'il juge «radicales», et prend ses distances avec celles qu'inspirent les partis d'extrême gauche et les groupes

anarchistes. Ainsi, lors de l'évacuation musclée de la Villa Amalias, un squat athénien, en décembre et janvier, certains lui ont reproché de ne pas avoir suffisamment condamné l'action de la police.

Syriza veut entretenir la possibilité d'une alliance avec le centre gauche, voire au-delà. Aucun sondage ne lui a, pour l'heure, donné l'espoir d'arriver seul au pouvoir ; il s'agirait donc de trouver des alliés susceptibles de rendre crédible l'idée d'une coalition gouvernementale. Bien qu'elle prétende réunir «toute la gauche», l'organisation est en réalité isolée. Le KKE refuse toute discussion avec des «opportunistes» qui acceptent les règles de l'Union européenne et sa monnaie unique. A sa droite, la Gauche démocratique (Dimar), une scission sociale-démocrate de Syriza résolument favorable à l'Union et à l'euro, a fait son entrée dans un gouvernement qui entérine le mémorandum (2) de la «troïka».

Dans ces conditions, former un gouvernement ne signifierait pas nécessairement prendre le pouvoir. Pour l'heure, la direction cherche à dépasser l'opposition gauche-droite à travers la constitution d'un front antimémorandum susceptible de rassembler, par exemple, les Grecs indépendants, un parti de droite nationaliste et conservateur mais opposé au mémorandum. Depuis mars dernier, M. Tsipras affirme souhaiter un gouvernement d'union nationale, avec «pour cœur» la gauche et Syriza. En clair : une majorité n'excluant pas la droite.

Cette stratégie rencontre une forte opposition au sein de la coalition. Celle-ci a très vite critiqué une démarche «électorale». Elle souhaite au contraire voir émerger un «Syriza des luttes», susceptible d'élargir son électoral en amenant les citoyens victimes de la crise sur ses positions. On a donc assisté ces derniers mois à un double mouvement : alors que la coalition se transformait en parti unifié, se cimentait une «aile gauche» autoproclamée, en désaccord avec ce qu'elle perçoit comme un tournant droitier. Lors des Conférences panhelléniques de la coalition, qui, en décembre 2012, jetaient les bases d'un parti unifié, une motion dissidente totalisant 25 % des voix a rassemblé le courant de gauche de Synaspismos et la Gauche ouvrière internationale (DEA), entre autres. Elle a revendiqué la constitution d'un gouvernement «uniquement de gauche», une position plus claire sur l'annulation du mémorandum et de la dette, et le mot d'ordre «*aucun sacrifice au nom de l'euro*». La tendance majoritaire préfère dire : «*L'euro ne justifie pas tous les sacrifices*»...

La crise chypriote et la publication par le Parti progressiste des travailleurs (Anorthotiko Komma Ergazomenou Laou, AKEL), parti frère de Syriza, d'une étude proposant la sortie de la monnaie unique comme réponse aux mesures de la «troïka» ont encore exacerbé les critiques internes contre une position globalement favorable à l'euro. Il paraît en effet de plus en plus irréaliste d'imaginer que la Grèce obtienne

de l'Allemagne et de la BCE la liberté de mener le programme économique de Syriza au sein de la zone euro. La tendance minoritaire ne bloquera pas l'unification de la coalition en parti dans les mois à venir, mais elle contraint la gauche radicale à préciser son programme politique et sa stratégie.

Il faudra dissiper le soupçon de double langage. Le programme de compromis initial, vague dans ses termes et ses objectifs, laissait à chacun des partis membres une relative liberté d'interprétation. Depuis le printemps dernier, cette situation a donné lieu aux déclarations les plus contradictoires, et désorienté une partie de l'électorat. Le 5 décembre 2012, M. Tsipras affirme devant la chambre de commerce helléno-américaine que l'annulation du mémorandum est nécessaire. Quatre jours plus tard, le député de La Canée, membre de Syriza, explique que l'objectif est de parvenir à une «renégociation des accords de prêt et à un changement de la politique économique intérieure menée unilatéralement», sans davantage de précisions (3). Lorsque, le 17 avril, M. Tsipras évoque une «suspension» du mémorandum, une polémique immédiate, à l'intérieur et à l'extérieur de la coalition, le contraint à s'excuser pour un «lapsus» et à réaffirmer sa volonté inchangée de les «annuler».

Les mêmes contradictions apparaissent sur la question de la dette : quelle proportion du montant total une conférence internationale devrait-elle annuler ? Quel serait le sort réservé aux banques ? Le programme

La déception des jeunes électeurs

ENFIN, M. Tsipras a déployé au cours des derniers mois une intense activité pour faire connaître et reconnaître son parti comme un interlocuteur politique sérieux à l'étranger. Si certains de ces voyages, en Argentine par exemple, ont été perçus comme des signaux en faveur d'une annulation de la dette, celui qui l'a amené aux Etats-Unis et l'entretien avec le ministre des finances allemand, M. Wolfgang Schäuble, ont été jugés plus inquiétants.

Syriza se trouve de ce fait attaqué pour être à la fois trop à gauche et trop à droite. La coalition doit constamment affronter la crainte de ses électeurs – et notamment de la jeunesse urbaine qui l'a plébiscitée au printemps dernier – de la voir se transformer en un nouveau Pasok : les socialistes étaient arrivés au pouvoir en 1981 avec un programme radical dont ils n'ont à peu près rien réalisé. Victimes de la crise, certains jeunes, hostiles au Pasok «de leurs parents», semblent déçus par la retenue de Syriza au cours des luttes de ces derniers mois.

L'histoire récente de la coalition révèle deux des principales difficultés que doit affronter la gauche lorsqu'elle approche du pouvoir. La première : comment mener une politique résolument à gauche dans un contexte où la souveraineté nationale est entravée ? La difficulté d'une reconquête de la souveraineté nationale découle



ELENI ZOUNI. – « The Thinker », de la série « The Thinker - The Touch » (Le penseur - Le contact), 2010

Syriza en chiffres

Partis de la coalition : Synaspismos, héritier du Parti communiste grec de l'intérieur (eurocommuniste), Gauche ouvrière internationale (Diethistiki Ergatiki Aristera, DEA, trotskiste) et Organisation communiste de Grèce (Kommunistiki Organosi Elladas, KOE, maoïste), ainsi que plusieurs autres formations de moindre ampleur.

Nombre d'adhérents revendiqué : 30 000.

Résultats aux élections législatives de 2012 : mai, 16,78 % ; juin, 26,89 %.

lui-même (dont les cadres du parti concèdent le flou, promettant sans cesse de nouvelles propositions plus convaincantes) révèle cette ambiguïté : tout en proclamant une volonté révolutionnaire de dépasser le capitalisme, l'ensemble des mesures proposées tendent plutôt vers une politique de relance keynésienne, avec un soutien étatique aux petits producteurs, agriculteurs ou artisans. On promet la nationalisation des entreprises d'importance stratégique, mais on n'exclut pas de nouvelles privatisations. Les objectifs écologiques, quant à eux, en restent encore au stade des principes généraux.

certaines des rapports avec l'Union européenne et la BCE, mais également des moyens très limités dont dispose un gouvernement de la zone euro pour affronter les délocalisations ou un effondrement de son système bancaire (4). En se prononçant pour le maintien au sein de la zone euro, tant les épreuves à surmonter en cas de sortie forcée ou volontaire semblent grandes, Syriza est contraint de trouver des cadres pour faire accepter sa politique par ses partenaires et par ses adversaires, comme la conférence internationale sur la dette des pays du sud de l'Europe qu'il appelle de ses vœux.

Second défi : celui des mobilisations populaires, qui justement pourraient servir de base à la reconquête de la souveraineté nationale. Les changements politiques en Amérique latine se sont appuyés sur une intense mobilisation de la population. La stratégie actuelle de Syriza s'appuiera-t-elle sur un soutien de ce genre en cas de victoire électorale ?

(1) Lire Alexis Tsipras, «*Notre solution pour l'Europe*», *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(2) Accord de prêt signé entre Athènes et la «troïka».

(3) *Efimerida ton Syntakton* (*Le Journal des rédacteurs*), Athènes, 9 décembre 2012.

(4) Comme cela aurait pu être le cas en juin 2012, lorsqu'en quelques jours plus de 17 milliards d'euros ont été transférés dans des banques étrangères.

IRIS SUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN RELATIONS INTERNATIONALES

PORTES-OUVERTES MERCREDI 12 JUN 18H-20H
IRIS SUP - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS

DES DIPLÔMES PROFESSIONNALISANTS ACCESSIBLES DÈS BAC +3 ET BAC +4

- > relations internationales
- > défense, sécurité et gestion de crise
- > géoéconomie et intelligence stratégique
- > responsable de programmes internationaux
- > action humanitaire
- + découvrez notre offre d'enseignement à distance

Découvrez l'école de l'IRIS sur
www.iris-sup.org
Renseignements : 01.53.27.60.65

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

UN ÉCRIVAIN, UN PAYS

Portugal, pays du doux soleil...

LISBONNE. Le soleil entre par la fenêtre derrière moi. Il emplit la pièce entière, se pose sur l'écran de l'ordinateur où j'écris. Sous la clarté, les paroles vont s'ajoutant à cette pâleur, une à une, comme si elles contribuaient à son érosion.

Dans les conversations courantes, le soleil est évoqué comme l'une des qualités principales du Portugal. Le discours s'articule toujours ainsi : les gens ne voient que le côté négatif des choses, et oublient de valoriser ce qu'ils considèrent comme acquis ; le plus simple, mais, au fond, le plus important, et par exemple : le soleil.

L'argument météorologique surgit presque toujours en réaction aux bulletins d'information. Parler du soleil représente alors une fuite, une défense. Les Portugais sont traumatisés par les bulletins d'information. Nous avons inventé le mot *saudade* pour parler d'un type particulier de mélancolie ; nous aurions déjà dû trouver un terme pour traduire la mauvaise humeur que l'on éprouve après avoir regardé le journal télévisé : *mal-humeur*.

Le soleil devient une consolation. Lorsqu'on apprend que quelqu'un a émigré au Royaume-Uni ou en Suisse, il est fréquent d'entendre : « Je parie que, là-bas, ils n'ont pas ce soleil. » Une réponse qui permet un instant de légèreté, un petit repos. Pour le moment, personne ne croit que le gouvernement en vienne à privatiser le soleil. Mais sait-on jamais... Sur Facebook, nombreux sont ceux qui se plaignent du premier hiver passé dans un pays où il neige. Parfois, dans les commentaires, d'autres, qui ont émigré à Rio de Janeiro, se plaignent de l'été étouffant – plus de 35°C. Ce lieu commun de la mondialisation pourrait être complété par le commentaire d'un ancien collègue d'université sur les températures à Luanda (1). On aurait alors affaire à des utilisateurs de Facebook qui auraient suivi le conseil du premier ministre, lequel, il y a deux ans, suggérait aux professeurs d'émigrer au Brésil ou en Angola. Mais, qu'ils se soient exilés dans un pays chaud ou dans un pays froid, tous feraient la fierté de l'ancien ministre des affaires parlementaires, qui s'est déclaré sur toutes les antennes très satisfait de la nouvelle vague d'émigration portugaise, et très impressionné par le niveau d'éducation de ces candidats au départ.

Ces propos révèlent un important changement en matière d'identité nationale. Jusqu'ici, l'«émigration» avait au Portugal une signification très précise, chargée de symboles. Lorsqu'on prononçait ce mot, on faisait principalement référence aux centaines de milliers de personnes parties dans les années 1960 et 1970. Poussées par la misère de la dictature salazariste et par la guerre coloniale, une grande partie d'entre elles traversaient les frontières illégalement, et lorsqu'elles arrivaient en France, c'était comme si elles atterrirent sur la planète Mars. Avec un très faible niveau d'éducation, les hommes travaillaient dans la construction tandis que les femmes faisaient des ménages ou devenaient gardiennes d'immeuble.

S'il fallait choisir une date, je dirais que l'entrée dans l'Union européenne, en 1986, a été le moment où l'on a commencé à essayer d'effacer cette émigration de l'image du pays. L'idée que nous n'étions plus ce Portugal-là a pu se répandre grâce à l'argent de Bruxelles et à la moindre dépendance vis-à-vis des devises des émigrés. Elle confortait les sentiments des Portugais restés au pays envers leurs compatriotes de l'étranger. Spéculant dans le domaine de la psychologie sociale, je dirais qu'il s'agissait d'une espèce d'envie-honte : envie pour les voitures et autres objets brillants exhibés lors des vacances d'août ; honte du faible niveau d'éducation et de ce que cela pouvait raconter de soi. Au fond, honte de soi : un sentiment que de nombreux Portugais font perdurer et alimentent.

Couronnant deux décennies de rejet et de dévalorisation, les louanges du ministre des affaires parlementaires viennent signifier que cet exode est très différent de l'autre. Pas de confusion avec cet incommode passé. Cette nouvelle émigration, au bout du compte, doit même constituer un motif d'orgueil.

Aucun doute : la réalité est aujourd'hui bien différente de celle des années 1960 et 1970. Les déclarations du ministre tout comme les critiques qu'elles ont déchainées ont été relayées par les journaux, les radios et les télévisions. Dans les rédactions, un grand nombre de ces informations ont été traitées par des stagiaires. Des jeunes gens diplômés et qui, très probablement, en étaient à leur deuxième ou troisième stage : dans ce secteur comme dans de nombreux autres, la quasi-totalité des travailleurs de moins de 30 ans sont des stagiaires. Ils ne perçoivent aucune rémunération, mais nourrissent l'espoir de décrocher un contrat. Ils oublient cependant que, avec un contrat, ils devraient percevoir un salaire. Or il ne manque pas de candidats pour les stages, et, par conséquent, le sentiment persiste que faire un stage sans salaire n'est pas mal du tout. Au moins, vous avez une réponse à donner lorsque quelqu'un vous demande ce que vous faites.

En outre, lorsqu'on effectue un stage dans un journal, on n'est pas en train de répondre au téléphone dans un centre d'appels ou de s'occuper d'un client, revêtu de l'uniforme d'une multinationale de la restauration rapide. Dans le contexte actuel, après avoir terminé une licence ou même un master, faire gratuitement le travail que les professionnels confirmés ne veulent pas faire est considéré comme une chance et comme un sort tout à fait digne.

Des détails comme le soleil aident à supporter la *mal-humeur* post-bulletin d'information. Il faut bien cela. La tempête de mauvaises

Passage du temps de travail de trente-cinq à quarante heures, élévation de l'âge du départ à la retraite... Avec le nouveau plan d'austérité entériné le 12 mai dernier, le Portugal poursuit sa descente aux enfers. Qu'ils partent ou qu'ils restent, ses habitants doivent faire le deuil de leurs rêves d'avenir.

PAR JOSÉ LUÍS PEIXOTO *



JOAQUIM BAPTISTA ANTUNES. – « Le soleil est à tous », 2004

nouvelles est constante. Le parallélisme météorologique appellerait l'image d'un hiver qui durerait des années, sans répit. Parfois, aux informations, un reportage tente d'expliquer quelques concepts économiques au citoyen lambda. À l'aide de graphiques de couleur, on décortique la dette ; on rappelle certains chiffres, comme les milliards d'euros que le gouvernement a déjà dépensés pour les banques.

Il y a ceux qui écoutent avec attention, et qui sentent rapidement leur indignation se transformer en impuissance. Des milliards d'euros pèsent très lourd sur les épaules de celle ou de celui qui regarde la télévision depuis le fauteuil de son salon. Et il y a aussi ceux qui n'écoutent déjà plus. « Crise », « austérité » : des mots qui ne sont plus rien d'autre qu'un bruit de fond.

CHACQUE jour sortent de nouveaux chiffres qui charrient ces expressions : « crise », « austérité ». La semaine dernière sont tombés ceux de l'émigration. Des données officielles et indiscutables, certifiées par l'Institut national de la statistique. Ces organismes, on le sait, ont toujours un léger retard ; c'est donc seulement maintenant qu'ils présentent les chiffres de 2011. La science de la statistique démontre alors ce qui était déjà de notoriété publique : l'émigration a augmenté de 85 % par rapport à l'année antérieure. La majorité de ces émigrants avaient entre 25 et 29 ans, mais on comptait aussi parmi eux beaucoup d'enfants et d'adolescents. Le nombre de diplômés qui s'en vont a augmenté de 49,5 % entre 2009 et 2011. 49,5 % : comme dans ces promotions où l'on fixe le prix d'un produit à 99,50 euros pour qu'il ne semble pas trop élevé.

Des chiffres. Tout le monde savait déjà qu'il n'y avait pas de place au Portugal pour la majorité des nouveaux diplômés. À commencer par les étudiants eux-mêmes, qui obtiennent des notes à des examens sur des thèmes qui, selon toute probabilité, seront absents de leur

quotidien professionnel. S'ils aiment la littérature et qu'ils ont de la chance, ils parviendront peut-être à ranger des livres dans une chaîne de librairies. S'ils aiment la mode et qu'ils ont de la chance, ils finiront peut-être par distribuer des jetons à l'entrée des cabines d'essayage d'un magasin de vêtements. Malgré tout, on dit qu'au Brésil il y a des opportunités pour les architectes. Et qu'en Allemagne ils ont besoin d'infirmiers ; ils payent bien et dispensent même des cours d'allemand.

À certains moments, stupidement, on a tenté de transformer cette situation en conflit générationnel. On a traité ces jeunes d'« enfants gâtés » ; on a décrit les difficultés des générations antérieures, et on a voulu comparer les obstacles qu'ont dû affronter les uns et les autres. Les plus vieux sont venus dire que de leur temps c'était pire. Les plus jeunes ont écrit sur les murs que maintenant c'était pire. On n'est arrivé à aucune conclusion. Dans ce débat, les plus vieux, qui voient de près et qui partagent les difficultés de leurs enfants et petits-enfants, sont demeurés silencieux. Sont aussi demeurés silencieux les plus jeunes, à qui il en coûte de représenter un fardeau pour leurs parents et leurs grands-parents. Aucune génération n'en sort indemne.

L faut préciser quelque chose. En septembre dernier, un océan de milliers de personnes a empli les rues des principales villes du pays. Et cette année, au mois de mars, le Portugal a connu ses plus grandes manifestations depuis la révolution de 1974. Les foules avaient besoin de parler, comme si elles étaient en train de s'asphyxier et qu'elles respiraient par la parole. Chaque individu en leur sein avait besoin de parler ; Facebook ne suffisait plus. Pour cela, chacun avait apporté sa propre pancarte, faite maison. Souvent avec des insultes : expression maximale de la frustration devant le verbiage. Face à tous ces arguments bien articulés et débités sans hésitation, ce simple mot : *voleurs*.

Ces insultes sont nées d'une colère très profonde, accumulée tout au long des dernières années. De cette litanie de bulletins d'information et de cette sensation de *mal-humeur* qui vous envahit tous les jours et qui grossit. Le sentiment que cela peut et va encore empirer.

Alors il faut faire quelque chose. Peut-être aller à Londres, partager une chambre avec un ami, travailler dans un bar. Peut-être aller au Luxembourg, vivre provisoirement avec les oncles de sa fiancée, travailler en usine ou dans la construction, comme les émigrants des années 1960. En dépit des discours affirmant que l'actuelle émigration est constituée surtout de travailleurs hautement qualifiés, la vérité est qu'elle compte aussi beaucoup de gens peu qualifiés et d'autres qui, à l'étranger, finissent par se résoudre à prendre un emploi très en dessous de leurs qualifications.

Le défi qui se pose aux jeunes Portugais n'est pas évident. La raison principale de ces difficultés tient au fait qu'ils sont nombreux et que chacun croit en ses propres ambitions. Parmi eux, peu ont rêvé d'un travail répétitif, rebutant, mal rémunéré et précaire. Actuellement, la stabilité professionnelle pour un jeune de moins de 30 ans signifie un contrat de six mois. Pour les autres, il reste le chômage, ou une existence faite de « reçus verts (2) ».

Je ne vais pas donner de pourcentages, j'en ai marre des pourcentages, comme presque tout le monde dans ce pays. Je parle des jeunes de moins de 30 ans, mais je pourrais facilement mentionner les générations précédentes. L'instabilité est la même.

Parfois, j'entends dire que tout le monde supporterait mieux cette situation si on n'avait pas eu la possibilité d'envisager un autre avenir, si on n'avait pas passé des années à croire que l'on deviendrait designer ou professeur de philosophie. Quel triste raisonnement. Peut-on appeler « vie » le passage du temps si l'on n'a pas de rêve, de désir, d'ambition ?

Très indirectement, le ministre a au moins raison sur une chose. En tant que Portugais, nous devons être fiers de nos compatriotes qui cherchent une vie meilleure hors du pays. En le faisant, ils démontrent un courage et des qualités qui singularisent ce peuple dans ce qu'il a de meilleur. Mais j'ajouterais que nous devons exactement le même respect à ceux qui sont partis dans les années 1960 et 1970. Par cette décision, ils ont démontré ces mêmes qualités. Je sais de quoi je parle : je suis l'orgueilleux fils d'un maçon et d'une employée de maison de la banlieue de Paris.

Le Portugal est un pays vieilli qui assiste au départ de ses jeunes. Le soleil entre par la fenêtre derrière moi. Il emplit la pièce où je me tiens. Les mots, comme le pays tout entier, s'épuisent sous cette clarté. Il y a des moments où les mots mêmes semblent vouloir renoncer. Et l'on se sent vaincu par quelque chose que nous n'avons jamais connu. Nous lui donnons un visage que nous inventons à partir de notre propre peur. Il faut faire quelque chose. Il faut faire quelque chose dans ce pays. La caresse du soleil est une consolation ; mais elle ne suffit pas à compenser tout cet espoir qui nous manque.

(1) Lire Augusta Conchiglia, « L'Angola au secours du Portugal », *Le Monde diplomatique*, mai 2012.

(2) Les paiements en *recibos verdes*, qui n'ouvrent aucun droit, sont massifs. Lire Marie-Line Darcy et Gwenaëlle Lenoir, « Au Portugal, ne dites plus "précaires", dites "reçus verts" », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-

(Suite de la première page.)

Nous sommes le 9 avril, et le Rana Plaza, à une vingtaine de kilomètres de la tour du BGMEA, tient encore debout. Le pire massacre de l'histoire industrielle du Bangladesh n'aura lieu que dans deux semaines, mais la question de la sécurité et des conditions de travail dans le textile se pose néanmoins déjà avec insistance. Le 7 janvier dernier, un incendie a provoqué la mort de huit ouvriers chez Smart Export Garment, une petite usine de trois cents salariés située dans le centre de Dacca. « Ils avaient tous moins de 16 ans », assure Saydia Gulrukh, une anthropologue qui a fondé un groupe de solidarité avec les victimes du textile. Un mois et demi plus tôt, le 24 novembre 2012, un autre incendie ravageait l'usine de Tazreen Fashions à Ashulia, un faubourg au nord de la capitale bangladaise, faisant cent douze morts et un millier de blessés, selon le bilan officiel.

Dans les neuf étages de Tazreen s'entassaient trois mille salariés, majoritairement des jeunes femmes venues des campagnes les plus pauvres en quête d'un gagne-pain pour leur famille. A raison de 3000 takas par mois, l'équivalent de 30 euros, elles confectionnaient dix heures par jour et six jours sur sept des vêtements destinés à des marques prestigieuses, parmi lesquelles Disney, Walmart et le groupe français Teddy Smith. Les produits hautement inflammables avaient été stockés au rez-de-chaussée, à côté de la cage d'escalier, au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires. Les issues de secours ayant été verrouillées pour empêcher tout vol de marchandise, conformément aux usages en vigueur, les victimes piégées par les flammes sont mortes brûlées vives ou défenestrées. Leur patron, M. Delwar Hossain, n'a jamais été inquiété par la justice et court toujours. Son appartenance au BGMEA aurait-elle joué un rôle dans la garantie de son impunité ?

« Le patronat tient les commandes du pays »

Pour étudier la question, rendez-vous a été pris avec le président du BGMEA, M. Atiqul Islam. L'homme fort de l'économie bangladaise – le textile compte entre quatre et cinq millions de salariés et représente 80 % des exportations, ce qui fait du pays le deuxième exportateur mondial de prêt-à-porter après la Chine – n'est en poste que depuis un mois. La promotion de ce jeune entrepreneur peu connu dans le milieu en a surpris plus d'un. « C'est un petit joueur sans expérience ni relief, lâche un professionnel du secteur. S'il a été bombardé président, c'est grâce à sa malléabilité, qui permet aux gros bonnets de tirer les ficelles sans se mettre en avant. »

En décembre 2012, une mission d'inspection diligente par le BGMEA – initiative peu habituelle, comme on s'en doute – identifiait quatre usines jugées dangereuses, car bâties en violation du code de construction. Parmi elles, Rose Dresses Limited, une fabrique implantée à Ashulia et détenue par... M. Islam. Trois mois plus tard, ce dernier était élu à la tête du BGMEA. Sachant que l'immense majorité des cinq mille ateliers de confection du pays piétinent ouvertement la loi, le soupçon s'est fait jour que l'inspection avait pour seule finalité de « coïncider » le futur président et de faire peser sur ses épaules l'amicale pression de ses protecteurs.

En attendant le patron des patrons, on se remémore l'histoire économique du pays. Anu Mohammed, professeur d'économie à l'université de Jahangirnagar, la résume en ces termes : « Le Bangladesh n'a pas toujours vécu sous la tutelle du prêt-à-porter. Jusqu'au milieu des années 1980, c'est la culture du jute qui constituait la première richesse du pays. Puis sont arrivés le FMI [Fonds monétaire international] et la Banque mondiale. Sous leur égide, les plans de privatisation et de réduction des dépenses publiques provoquent un envol du chômage, un recours massif aux importations et le dépeuplement des industries locales. Les bureaucrates des grands partis politiques, les officiers de l'armée, les gradés de la police et les fils de bonne famille se précipitent sur l'aubaine. » Les incitations à investir dans le textile sont irrésistibles : main-d'œuvre à bas prix, affaiblissement des syndicats du fait de la privatisation des entreprises d'Etat, suppression des taxes douanières sur les importations de machines destinées à l'industrie d'exportation. La corruption fera le reste.

Séduits, l'Europe et les Etats-Unis récompensent cette politique en ouvrant grand leurs portes aux vêtements *made in Bangladesh*. Dans un discours prononcé à Dacca le 21 novembre 2001, M. Pascal Lamy, alors commissaire européen au commerce, lance son « Je vous ai compris » : « L'Union euro-

péenne est disposée à soutenir le Bangladesh dans ses efforts pour parvenir à (...) une meilleure intégration dans le système commercial mondial, en ouvrant de nouvelles possibilités commerciales et en favorisant une plus grande pénétration sur le marché. » Entre 2000 et 2012, le chiffre d'affaires du textile bangladais va plus que quadrupler, passant de 4,8 à 20 milliards de dollars. Goldman Sachs exulte : en juin 2012, la banque new-yorkaise place le pays, l'un des plus pauvres du monde, en tête de sa liste des « Next Eleven », les « onze prochains » susceptibles de rejoindre les puissances émergentes des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

La poule aux œufs d'or donne naissance à une nouvelle élite occidentalisée, qui roule en 4x4, dîne au Pizza Hut (le comble du snobisme à Dacca), joue au golf et envoie ses enfants étudier aux Etats-Unis. « Le prêt-à-porter, c'est la promesse de l'argent facile, un moyen lucratif pour investir dans n'importe quel secteur ou briguer un siège au Parlement, poursuit Anu Mohammed. Officiellement, sur trois cents députés, vingt-neuf possèdent une usine textile. En réalité, si l'on tient compte de ceux qui s'abritent derrière un prête-nom, ils sont beaucoup



SUVRA KANTI DAS. – Après l'effondrement du Rana Plaza à Dacca, 7 mai 2013

plus nombreux. Au Bangladesh, il est difficile de trouver des hommes de pouvoir qui ne soient pas liés au monde du textile. Et c'est le BGMEA qui tient les commandes du pays. »

Retour au siège de l'organisation patronale. Alors que M. Islam se fait attendre, l'un de ses proches vient nous tenir compagnie dans le salon attenant au bureau présidentiel. M. Hassan Shahrir Chowdhury rentre tout juste des Etats-Unis, où il dit avoir collaboré avec un groupe de congressistes sur une « affaire de contre-terrorisme ». Officier dans l'armée de l'air, ce « fan d'Angela Merkel » ne possède pas d'usine textile – c'est du moins ce qu'il affirme. Que fait-il alors au BGMEA ? Il esquivait la question, mais se montre ravi de bavarder avec un journaliste français. « J'adore la France. Vous savez, l'Etat bangladais prévoit d'acquérir deux sous-marins. D'habitude, on achète nos armements à la Chine. Je connais bien la première ministre, Sheikh Hasina. Je lui ai donc glissé à l'oreille qu'elle ferait mieux de prendre des sous-marins français. C'est plus cher, mais il y a moins de corruption, vous ne croyez pas ? » Devant le scepticisme de son interlocuteur, M. Chowdhury préfère changer de sujet en lui ouvrant avec insouciance son carnet d'adresses. « Puisque vous êtes journaliste, est-ce que cela vous intéresserait de rencontrer ma cousine, qui est ministre de la condition féminine ? Je peux aussi vous présenter les directeurs des principaux journaux du Bangladesh, ce sont tous des amis. »

L'apparition de M. Islam abrège cet échange prometteur. Serré de près par cinq conseillers, le patron des patrons annonce qu'il a changé d'avis : l'entretien est annulé. « Il vous faut une accréditation auprès du ministère de l'intérieur, fait-il, la mine sombre, sans quoi il m'est impossible de vous parler, surtout sur des sujets aussi sensibles. » En retournant vers l'ascenseur, on prend note de l'avertissement collé sur la vitre derrière laquelle s'affairaient managers et secrétaires : « Parlez moins, travaillez plus. »

Pour mesurer la puissance du BGMEA, les survivantes de Tazreen fourniront peut-être de meilleurs éléments d'appréciation. Guidé par Sherin, la cheville ouvrière de la Fédération nationale des travailleurs du textile (National Garments Workers Federation, NGWF), un syndicat proche du Parti communiste, on se met en route pour Ashulia. Peu à peu, l'inraisemblable chaos urbain de Dacca fait place à un paysage lunaire, hérissé de cheminées vomissant des fumées noires dans lesquelles des



ABIR ABDULLAH. – Après l'effondrement du Rana Plaza à Dacca, 26 avril 2013

de survivants ne disposent d'aucun document pour prouver leur bonne foi. Après tout, n'importe qui peut se casser une jambe ou tomber dans un feu de cheminée.

Dans le cas de Tazreen, l'affaire se durcit encore du fait de l'impossibilité d'identifier les corps trop abîmés ou réduits en cendres. Selon Saydia Gulrukh, qui suit de près les familles abandonnées, au moins vingt-sept ouvrières disparues dans l'incendie ont été exclues de la liste des victimes. D'autres évoquent un chiffre cinq à dix fois supérieur. « Le bilan officiel n'a rien à voir avec ce qui s'est passé. Chacun de nous a des collègues qui ne sont jamais ressorties vivantes de cette usine et que le BGMEA refuse de reconnaître, sous prétexte qu'elles n'ont pas laissé de traces, s'insurge Shilpee, une autre survivante. Mais quelles traces peux-tu laisser quand tu es morte et que ta famille au village n'est même pas au courant ? »

Alors que Tazreen fumait encore, le gouvernement, par la voix de la première ministre, imputait l'incendie à une « action de sabotage » – ce que chaque Bangladais a instantanément traduit comme une mise en cause des islamistes. Cette accusation étonnante, qu'aucun élément n'est venu étayer par la suite, visait-elle à protéger le propriétaire de l'usine et le BGMEA ? Anu Mohammed n'en doute pas une seconde. La meilleure preuve en est, dit-il, qu'« au bout du compte rien ne s'est passé : pas d'enquête pour déterminer les causes de l'incendie, pas de mandat d'arrêt contre le patron et ses contremaitres, aucune mesure pour protéger les travailleurs contre les risques d'incendie. A part les victimes elles-mêmes, personne ne songe à réclamer des comptes à l'employeur, Delwar Hossain. Depuis des mois, son nom a totalement disparu des journaux. C'est comme s'il n'avait jamais existé. »

Chez Carrefour : « Nous sommes très vigilants ! »

Ses clients étrangers l'ont eux aussi rayé de leur mémoire. Le 15 avril, à l'initiative du syndicat international IndustriAll et d'un réseau d'organisations non gouvernementales, les marques approvisionnées par Tazreen étaient convoquées à Genève pour une réunion visant à mettre en place un fonds d'indemnisation. Disney a décliné l'invitation : les amis de Donald disent avoir plié bagage après la combustion de leur main-d'œuvre, troquant le Bangladesh pour le Cambodge ou le Vietnam, de sorte qu'ils s'en lavent les mains. Refus catégorique aussi de Walmart, qui a d'abord nié le moindre lien avec Tazreen, avant de faire volte-face et de se défaire sur le cabinet d'audit qui avait certifié conforme cette usine modèle. Quant au président-directeur général (PDG) de Teddy Smith, M. Philippe Bouloux, occupé à vendre du « look rock'n'roll » pour 163 euros dans sa boutique parisienne de l'Opéra, impossible de le joindre au téléphone ou par courrier électronique. A force d'insister, on finit par intercepter l'une de ses collaboratrices et par lui arracher cette déclaration : « Nous sommes une toute petite entreprise, nous n'avons pas les moyens d'aller à Genève... »

Le groupe Carrefour, lui, feint de tomber des nues lorsqu'on l'interpelle. Le numéro un français de la grande distribution, qui possède ses propres bureaux à Dacca (sous l'enseigne de Carrefour Global Sourcing Bangladesh and Pakistan), admet

à-porter

certes avoir été client de Tuba Group, l'entreprise de M. Hossain, mais nie énergiquement avoir jamais passé commande à Tazreen. Il est vrai que le fournisseur bangladais possédait au moins dix usines, et que les tee-shirts vendus chez Carrefour ne proviennent pas nécessairement de la plus mortelle d'entre elles à ce jour. Mais, au dire d'un bon connaisseur du textile bangladais, cet argument ne vaut pas un bouton de caleçon : « Quand un client passe une commande, ce n'est pas auprès de telle ou telle usine, mais auprès d'un fournisseur. C'est lui qui signe le contrat, les chartes sociales, éthiques, environnementales et tout le baratin. Quand la commande est importante, et elle l'est nécessairement dans le cas d'un client comme Carrefour, le fournisseur va ventiler la production sur tous les sites dont il dispose. Dans le cas présent, Tazreen servait d'usine de délestage quand les autres unités de Tuba Group étaient engorgées. Carrefour ne pouvait pas l'ignorer. Pour quelles raisons d'ailleurs auraient-ils rayé de la liste cette usine-là, alors que rien ne la distinguait des autres ? »

Mais le géant français n'en démord pas. « Nous avons nos standards et nos rapports d'audit, en vertu desquels nous avons formellement interdit Tazreen comme lieu de production. Nous sommes très vigilants ! », proteste M. Bertrand Swiderski, le directeur du développement durable. On serait ravi de pouvoir consulter ces fameux rapports, mais ils sont, hélas, « confidentiels ».

« Au premier tract, on se ferait arrêter par la police »

M. Swiderski accepte bien volontiers, en revanche, de nous adresser la « charte sociale » que son groupe s'enorgueillit de faire signer à ses fournisseurs exotiques. Ce document brille comme une feuille de papier cadeau sur le charnier des couturières bangladaises. Au chapitre du « respect de la liberté d'association », la charte de Carrefour stipule par exemple que « les travailleurs ont le droit d'adhérer au syndicat de leur choix ou d'en créer un, et de procéder à des négociations collectives, sans l'accord préalable de la direction ». On imagine que M. Hossain a signé de bon cœur cette pieuse exhortation. Dans les usines de son groupe, toute forme de vie syndicale était, comme il va de soi au Bangladesh, strictement interdite.

A preuve, le récit de Faizul (1). Cet ancien ouvrier de Tazreen reçoit dans une pièce nue surmontée d'un toit de tôles donnant sur une ruelle en terre battue de Nishchintapur. C'est le siège local de la NGWF, le syndicat dont il est le secrétaire pour le secteur d'Ashulia. Secrétaire clandestin s'entend. Du conte de fées sorti des cerveaux de la direction du développement durable de Carrefour, il donne une version plus lapidaire : « A l'usine, si tu prononces le mot "syndicat", tu te fais virer tout de suite, et tu ne retrouves plus de boulot après. A Tazreen, on était une centaine d'ouvriers syndiqués, mais en secret. On n'en parlait jamais au travail. »

Après l'incendie, son local a vite été submergé par les rassemblements spontanés de survivants déterminés à en découdre, mais désespérément impuissants à agir. « Tous les ouvriers qui nous connaissaient sont venus partager leur deuil et leur colère, raconte Faizul. Cinquante-trois de nos camarades sont morts dans l'incendie. On était furieux contre le patron qui les a conduits à la mort, et contre le gouvernement et le BGMEA qui le protègent. Mais on n'a pas su quoi faire. » Diffuser un tract, organiser un meeting ? Lancer un appel à la grève dans les autres usines ? Regard peiné de Faizul, mal à l'aise devant la naïveté de son visiteur français : « Rien de tout ça n'est possible ici. Au premier tract, on se ferait arrêter par la police. Et on ne retrouverait plus jamais de travail. »

Lorsqu'on lui demande en quoi consistent alors ses activités syndicales depuis l'incendie, il explique avoir « pris contact avec des ouvriers d'autres usines pour qu'ils vérifient que les portes et les issues de secours restent ouvertes, comme le patronat s'y est engagé ». Et si elles ne le sont pas ? « Alors les camarades nous avertissent par SMS. Tout le monde possède un téléphone portable ici, c'est comme ça qu'on communique. » Difficile de savoir si Faizul n'aspire pas à des modalités d'action plus franches : il s'exprime en présence et sous le contrôle d'un cadre du syndicat venu de Dacca. On finit le thé au gingembre offert par notre hôte. Avant de nous



AUNIKET. – Une usine de confection après un incendie à Ashulia (Dacca), 25 novembre 2012

raccompagner, Faizul nous remet la photo d'identité de sa femme : ouvrière à Tazreen comme lui, elle est morte le jour de l'incendie en se jetant du troisième étage.

On appelle « maison d'achat » le lieu stratégique qui sert d'intermédiaire entre les marques étrangères et les fournisseurs locaux. Il en existe environ deux cents au Bangladesh. Celle de M. Nizam Uddin met un point d'honneur à ce que tous ses clients – majoritairement européens – « se rendent au Bangladesh pour voir par eux-mêmes comment tournent les usines. On les accueille, on les bichonne, on s'en occupe bien ». A l'étage, une dizaine d'opérateurs téléphoniques traitent les commandes dans un chuintement de voix sourdes, tandis que dans la cave trois couturiers confectonnent en silence les modèles destinés au fabricant, suivant les spécifications techniques de l'acheteur. « Notre client principal vient de baisser ses commandes, ce qui nous oblige à prospecter de nouveaux acheteurs. C'est la première fois que cela nous arrive en treize ans », soupire M. Uddin. Sur un présentoir, dans un coin de son bureau, l'élégant directeur expose les coupes et les médailles qu'il a gagnées au golf, sa « passion ».

On s'étonne que son entreprise tourne à plein régime alors que l'opposition islamiste du Jamaat-e-Islami a décrété pour ce matin un jour de hartal (grève), vidant les rues de Dacca et bloquant l'activité économique. M. Uddin hausse les épaules : « Oh, cela ne nous inquiète pas. Quel que soit leur bord, les manifestants ne s'attaquent pas à nos intérêts. Ils brûlent parfois des voitures ou des magasins, mais ils laissent les usines tranquilles. Vous savez, le BGMEA compte des membres dans tous les grands partis. Aujourd'hui, il soutient la Ligue Awami de la première ministre Sheikh Hasina, mais il s'entend tout aussi bien avec les nationalistes du BNP [Bangladesh Nationalist Party], ou même avec les islamistes du Jamaat. »

Le champion de golf nous présente l'un de ses collaborateurs, M. Georges Paquet. Cet expatrié français de 67 ans fume des Gitanes mais qu'il

rapporte de Dubaï, où il vit la moitié de l'année. Arrivé au Bangladesh en 1994, il se dit « en fin de carrière » et s'autorise un franc-parler rafraîchissant. « On fait de tout, ici, y compris des culottes pour incontinents qui se vendent en France dans les grandes surfaces. Le problème, c'est que mes clients écrasent de plus en plus les prix. Ils veulent quoi, que les gens travaillent gratuitement ? Les marques européennes font au moins une marge de sept, c'est-à-dire qu'elles revendent nos produits à un tarif sept fois supérieur au prix d'achat, si ce n'est dix. Il n'y a plus de limite à la volonté de profit. De vieux clients nous quittent du jour au lendemain parce qu'un concurrent leur propose 10 centimes de moins sur un article. Il règne une hypocrisie incroyable. Figurez-vous qu'au moment où les dirigeants de H&M rencontraient Sheikh Hasina pour réclamer de meilleures conditions de travail dans les usines bangladaises, leurs subordonnés négociaient une baisse de 15 % sur les prix de vente de leurs fournisseurs. "Débrouillez-vous, on se fiche du reste", voilà leur philosophie. »

Quand on l'interroge sur l'incendie de Tazreen, M. Paquet lève les yeux au ciel et reprend son souffle. « Delwar Hossain, je le connais depuis dix ans. C'est quelqu'un de bien et de pieux ; la mosquée près de chez lui, c'est lui qui l'a payée de sa poche. Au début, j'étais son deuxième meilleur client, mais il a été grisé par le succès. Il a acheté une usine après l'autre, une douzaine en

tout, et puis il s'est retrouvé patron d'une boîte qui faisait 65 millions de dollars de chiffre d'affaires. Il a perdu le contrôle. Quand Tazreen a brûlé, cela faisait un an qu'il n'y avait pas mis les pieds. » L'impunité de son ami ne pose aucun problème au vieux briscard des sous-vêtements absorbants. « Faut pas croire qu'il mène la belle vie : Tazreen lui a coûté un bras et une jambe. Delwar est criblé de dettes, il n'a plus un seul client et tout le monde lui tourne le dos, même ses copains du BGMEA. Vous voulez quoi, qu'il aille en prison ? » Dommage que cette judicieuse question ne soit pas soumise à l'examen de Rehanna, dont l'image nous revient à l'esprit en cet instant : depuis qu'elle s'est fauflée par la conduite d'aération du quatrième étage pour se jeter dans le vide, fuyant les flammes où rôtiisaient ses camarades, cette jeune ouvrière de Tazreen a effectivement perdu un bras et une jambe. Elle utilise désormais une brouette en bois en guise de fauteuil roulant.

« Rien ne changera tant que le système ne sera pas dissous »

Les survivants de l'hécatombe industrielle d'Ashulia ne prédisent pas un avenir souriant à leurs collègues des usines environnantes. « D'autres catastrophes sont à venir, qui seront peut-être encore pires que celle-là », redoute un jeune rescapé au bras entortillé dans un linge sale. Saydia Gulrukh partage ce pronostic : « Tazreen n'a pas changé d'un iota la situation désastreuse des ouvriers du textile, du fait de l'indifférence des élites pour leur sort. Il faut donc s'attendre à d'autres horreurs. Des mesures cosmétiques seront sans doute prises pour que le BGMEA rassure ses clients étrangers et que ces derniers rassurent leurs consommateurs. Mais rien ne changera tant que le système ne sera pas démantelé, dissous et rebâti sur des bases philosophiques nouvelles. » Deux semaines plus tard, le carnage du Rana Plaza faisait dix fois plus de morts que l'incendie de Tazreen, suscitant cette épitaphe du ministre bangladais des finances, M. Abul Maal Abdul Muhith : « Je ne pense pas que ce soit très sérieux. C'est juste un accident. »

OLIVIER CYRAN.

(1) Le prénom a été changé.

New York - Dacca, d'un incendie à l'autre

L'INCENDIE qui a causé la mort d'au moins cent douze employés à l'usine bangladaise de Tazreen Fashions, le 24 novembre 2012, ravive des souvenirs anciens. Des ateliers de confection inflammables, des issues de secours verrouillées pour faciliter la surveillance, des ouvrières se jetant dans le vide pour échapper aux flammes, des survivantes privées de justice : le même enchaînement s'est déjà produit il y a un siècle en plein cœur de Manhattan.

Dans l'après-midi du 25 mars 1911, un incendie éclate dans l'immeuble new-yorkais de la Triangle Shirtwaist Company, une société textile qui emploie un demi-millier de salariés, majoritairement des jeunes femmes issues de l'immigration juive et italienne, rémunérées 1 dollar par jour – le même tarif sera toujours en vigueur cent ans plus tard chez leurs collègues du Bangladesh. Les huitième, neuvième et dixième étages du bâtiment sont rapidement la proie des flammes. Les sorties de secours ayant été fermées sur ordre de la direction, les ouvrières piégées par la fournaise meurent brûlées vives à leur poste de travail ou en se jetant par les fenêtres. « J'ai découvert un nouveau son – un son trop horrible pour être décrit. C'est le bruit sourd d'un corps vivant en chute libre qui s'écrase sur le trottoir », écrit William G. Shepherd, un journaliste présent dans la foule rassemblée au pied de l'immeuble. Cent quarante-six personnes trouvent la mort dans l'incendie, qui reste à ce jour le pire accident industriel de l'histoire de New York.

Si l'analogie entre Tazreen et Triangle a frappé les esprits à Dacca comme à New York, ce n'est pas seulement par l'équivalence du sort infligé à des femmes jeunes, vulnérables et déracinées, issues de l'immigration dans un cas, de l'exode rural dans l'autre. C'est aussi à cause de l'insupportable cuirasse des maîtres du textile : épargné par la justice, le propriétaire de Tazreen jouit de la même impunité que ses deux ancêtres new-yorkais, innocentés après avoir empoché l'argent de l'assurance.

Les deux épisodes se distinguent pourtant sur un point majeur : alors que la catastrophe de Tazreen n'a pas fait évoluer d'un pouce le rapport de forces au Bangladesh, celle du Triangle a provoqué une mobilisation massive des travailleurs, couronnée par l'adoption de plusieurs lois historiques visant à sécuriser les usines. En 1911, New York constituait le premier fournisseur de prêt-à-porter à destination du territoire américain. Aujourd'hui, Dacca fait office de machine à coudre pour tous les pays riches de la planète. Cette différence d'échelle explique sans doute en partie pourquoi les mêmes causes n'ont pas produit les mêmes effets. « Le Bangladesh vit sous le règne de l'accumulation primitive du capital couplée à la puissance de feu de l'économie mondialisée », analyse l'économiste Anu Mohammed. Les suppliciés de la Triangle Shirtwaist Company auraient pu rêver d'un meilleur héritage.

O. C.

AUNIKET/DEMOTIX/CORBIS



AUNIKET. – Après l'effondrement d'une usine de coton à Dacca, 22 novembre 2012

Guerres par procuration en Syrie

Appuyé par le Hezbollah libanais, le régime de M. Bachar Al-Assad a repris l'offensive dans l'ouest de la Syrie. Un rapprochement américano-russe laisse entrevoir la possibilité de réunir une conférence internationale à Genève. Mais, deux ans après le début du soulèvement, la révolution est détournée par des acteurs régionaux et internationaux aux objectifs contradictoires et souvent mal définis.

PAR KARIM EMILE BITAR *

S'il est une constante dans l'histoire des pays du Levant, c'est la collision de l'aspiration des peuples à la liberté et à l'émancipation avec la realpolitik, qui conduit à leur sacrifice sur l'autel des intérêts géostratégiques de puissances étrangères. L'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte, en 1798, marqua le point de départ d'une longue confrontation entre la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne sur le territoire d'un Empire ottoman déclinant. Le principal traumatisme interviendra toutefois à la fin de la première guerre mondiale. Incités à se révolter contre les Turcs par Thomas Edward Lawrence, dit Lawrence d'Arabie (1), et surtout par une lettre du haut-commissaire britannique Henry McMahon au chérif Hussein de La Mecque leur promettant la création d'un

royaume unifié, les Arabes assisteront, impuissants, à la trahison de ces engagements. Lesquels seront bafoués aussi bien par les accords Sykes-Picot (1916) partageant la région entre la France et le Royaume-Uni que par la déclaration Balfour (1917) annonçant la création d'un « foyer national juif » en Palestine.

Sous mandat français, la Syrie fut d'abord morcelée en quatre États, avant d'accéder à l'indépendance après la seconde guerre mondiale. Son régime parlementaire ne dura pas : il fut mis à bas en 1949 par le colonel Housni Al-Zaïm. Le premier coup d'État militaire dans le monde arabe, préparé par l'ambassade américaine et par la Central Intelligence Agency (CIA) (2).

Anti-impérialisme de façade

Ces quelques éléments historiques, parmi beaucoup d'autres, donnent à comprendre le nationalisme sourcilieux qui règne en Syrie, ainsi que la méfiance viscérale vis-à-vis des manœuvres étrangères. C'est pourquoi, confronté à une vaste révolte populaire, à l'origine spontanée et pacifique, dans la droite ligne des soulèvements tunisien et égyptien, le régime de M. Bachar Al-Assad n'a cessé, pour tenter de légitimer une répression d'une indicible brutalité, de faire appel à la fibre anti-impérialiste. Cette stratégie lui a permis de conserver le soutien de certaines mouvances nationalistes autoritaires et d'une partie minoritaire de la gauche arabe (3).

En dépit de cette posture de résistance aux grandes puissances, on observe pourtant que, durant quatre décennies, le

plateau du Golan a été une oasis de stabilité, et la frontière israélo-syrienne remarquablement calme. En 1976, c'est avec le feu vert américain et l'accord tacite des Israéliens que la Syrie est intervenue au Liban pour empêcher une victoire de la coalition dite « islamo-progressiste ». Durant la « guerre globale contre le terrorisme » des années 2000, elle a participé au programme de sous-traitance de la torture (*extraordinary renditions*) de l'administration du président George W. Bush. Et, après le déclenchement des révolutions arabes, elle a légitimé l'écrasement par l'Arabie saoudite de la révolution à Bahreïn.

L'erreur d'appréciation majeure de M. Al-Assad, flagrante dans son entretien accordé au *Wall Street Journal* le 31 janvier 2011, a été de penser que sa politique étrangère, son soutien au Hezbollah libanais (notamment durant la guerre de l'été 2006) et son appui au Hamas lors de l'invasion israélienne de Gaza (décembre 2008 - janvier 2009) le prémuniraient contre la vague révolutionnaire qui touchait le monde arabe.



WALID EL-MASRI. « Cocoons » (Cocoons), 2013

Quand bien même son supposé anti-impérialisme eût été perçu comme réel et sincère par son opinion publique, cela n'aurait nullement tempéré un soulèvement d'abord motivé par des considérations internes. La situation socio-économique était déplorable : sur trois cent mille Syriens arrivant chaque année sur le marché du travail, seuls huit mille décrochaient un contrat de travail en bonne et due forme (4). Des réformes néolibérales imposées brutalement avaient transformé les monopoles publics en monopoles privés et engendré un capitalisme de copains et de coquins. Un état d'urgence en vigueur depuis 1963 étouffait toutes les libertés. La torture, institutionnalisée, était érigée en mode de gouvernement et de domestication des masses.

Pour autant, cette révolution a rapidement été phagocytée par le jeu des puissances, le territoire syrien devenant le lieu d'une série de guerres par procuration. Ainsi, les deux grands récits rivaux, celui d'une révolte populaire et celui d'un conflit géopolitique régional et international, ne sont pas mutuellement exclusifs : les deux dimensions coexistent, même si la première a prédominé entre mars et octobre 2011 et si la deuxième se manifeste de manière prépondérante depuis juillet 2012.

La Russie de M. Vladimir Poutine s'est montrée la plus déterminée dans son soutien au régime de M. Al-Assad, allant jusqu'à utiliser à trois reprises son droit de veto au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Les causes de ce positionnement sont multiples. D'abord, des relations bilatérales solides, établies dès les années 1950 et ininterrompues depuis. La Syrie, contrairement à l'Égypte d'Anouar El-Sadate, n'a jamais coupé les ponts avec le bloc soviétique : plusieurs dizaines de milliers de binationaux, de couples mixtes ou d'expatriés, des relations économiques solides (les exportations russes étaient supérieures à 1,1 milliard de dollars en 2010, et les investissements s'élevaient cette année-là à près de 20 milliards de dollars). Ensuite, des ventes d'armes qui comptent avant tout parce qu'elles permettent aux Russes de tester la fiabilité de leur technologie – elles leur ont aussi rapporté 4 milliards de dollars en 2011, mais Damas est mauvais payeur, et Moscou doit souvent renégocier ou effacer la dette (5). Quant à la base militaire de Tartous, seule base russe en Méditerranée, il s'agit essentiellement d'une infrastructure de ravitaillement, dont l'importance a été quelque peu surestimée.

Comme la France du XIX^e siècle, la Russie cherche de surcroît à se poser en protectrice des chrétiens d'Orient. Or la Syrie en compte près d'un million, soit 4,6 % de la population (6), dont 52 % de confession grecque-orthodoxe. La nouvelle alliance du trône et de l'autel qui semble se dessiner en Russie entre M. Poutine, le premier ministre Dmitri Medvedev et le patriarche Kirill I^{er} peut expliquer la prise en compte grandissante des intérêts de l'Église orthodoxe de Syrie, dont la hiérarchie est proche du régime. Enfin, le Kremlin estime avoir été floué en 2011 sur le dossier

libyen : pour faire en sorte que l'intervention militaire aille au-delà de la simple « responsabilité de protéger » et aboutisse à un changement de régime, les Occidentaux se sont livrés à une interprétation extensive, sinon abusive, de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Au-delà de tous ces facteurs, la fermeté de la Russie s'explique aussi par le fait que M. Poutine analyse les événements syriens à travers le prisme de la Tchétchénie. Il voit les soulèvements arabes comme des révolutions islamistes qu'il s'agit de stopper avant qu'elles n'atteignent le Caucase ou les autres régions musulmanes du pays (près de 15 % des Russes sont musulmans).

Le soutien de l'Iran au régime de M. Al-Assad s'explique plus facilement : pour

Téhéran, il s'agit de protéger son seul allié arabe et d'assurer la pérennité des canaux d'approvisionnement du Hezbollah. L'alliance irano-syrienne relève d'un pacte stratégique de longue durée, forgé en 1980, peu après la révolution islamique, à une époque où Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président, isolé, pâtissait de ses mauvaises relations avec le frère ennemi baasiste irakien, Saddam Hussein, et avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat.

Cette alliance a survécu à d'intenses pressions, notamment durant la guerre Iran-Irak de 1980-1988, et toutes les tentatives d'éloigner les deux pays se sont soldées par des échecs. Aussi, dès le déclenchement de la révolution syrienne, en mars 2011, l'Iran a pesé de tout son poids pour soutenir M. Al-Assad. Il n'a pas hésité à lui ouvrir, en janvier 2013, une ligne de crédit de 1 milliard de dollars, malgré la situation économique difficile d'un pays asphyxié par les sanctions. Téhéran a également dépêché sur place des cadres appartenant aux gardiens de la révolution, tandis que des combattants du Hezbollah et des milices chiites irakiennes s'engageaient aux côtés du régime.

Les trois principales puissances sunnites de la région, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, en revanche, n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir les rebelles syriens. Après avoir brièvement tenté de concilier les intérêts de Damas et ceux des Frères musulmans, la Turquie a clairement affirmé sa volonté de faire chuter M. Al-Assad. Pour les deux pays du Golfe, il s'agit essentiellement de rogner les ailes de Téhéran, devenu l'ennemi numéro un, au risque de voir le conflit prendre un tour confessionnel d'affrontement entre sunnites et chiïtes.

Tel-Aviv avec Bachar Al-Assad ?

LE QATAR s'est rapidement impliqué dans le soutien aux Frères musulmans syriens, comme il l'avait fait avec leurs homologues tunisiens et égyptiens. Selon le *Financial Times* (7), il aurait déjà dépensé 3 milliards de dollars pour armer les rebelles. Initialement timorée, l'Arabie saoudite a jeté ses forces dans la bataille syrienne quelques mois plus tard. Mais son hostilité aux Frères musulmans (8) l'a conduite à soutenir plutôt les mouvements salafistes – même si elle se méfie des groupes liés à Al-Qaïda, dont elle a subi les attentats dans les années 2000. Si le Qatar joue à fond la carte de la Coalition nationale syrienne et a imposé comme premier ministre M. Ghassan Hitto, Syrien du Texas réputé proche des Frères, les Saoudiens misent plutôt sur le terrain et sur leur aide directe, qui transite à partir de la Jordanie, où ils ont installé un bureau de coordination.

Pour Israël, le régime syrien a longtemps représenté un moindre mal, le garant de la sécurité de sa frontière. Cette position a évolué après la guerre de juillet 2006, lorsqu'il est apparu que le soutien de Damas avait joué un rôle décisif dans la résistance du Hezbollah, et avec l'escalade de la rhétorique anti-iraniennne à Tel-Aviv. Deux écoles de pensée coexistent dans les milieux américains favorables à Israël. Si l'ancien conseiller de la Maison Blanche Dennis Ross penche pour une intervention contre la Syrie, l'universitaire Daniel Pipes, l'un des propagandistes américains les plus inconditionnels d'Israël, préférerait que les

Etats-Unis soutiennent le régime et favorisent la prolongation du conflit. L'ancien directeur du Mossad Efraim Halevy (9) estime quant à lui que M. Al-Assad reste préférable à ceux qui veulent le renverser, et va jusqu'à qualifier le président syrien d'« homme d'Israël à Damas ».

Les hésitations israéliennes ajoutent à la confusion qui règne à Washington, où le président Barack Obama, échaudé par l'expérience irakienne, résiste aux pressions des milieux interventionnistes, toujours influents. La solution idéale pour les Etats-Unis serait de voir M. Al-Assad quitter le pouvoir tout en préservant l'ossature du régime ; c'est le sens de la nouvelle initiative russo-américaine et de la conférence de Genève qui pourrait se réunir ce mois-ci. Quant à la France, après avoir longtemps été en pointe et avoir annoncé la chute imminente du président syrien, elle semble en retrait après l'annonce du rapprochement américano-russe. Craignant sans doute de se retrouver isolée diplomatiquement, elle a commencé à vanter les mérites d'une solution politique, jusque-là déniée sinon rejetée par le Quai d'Orsay.

Ce panorama fait ressortir l'absence de toute planification des puissances régionales et internationales, contrairement aux théories du complot souvent répandues au sujet du Proche-Orient. Pour elles, il s'agit avant tout de préserver leurs intérêts. Seul celui du peuple syrien étant passé par pertes et profits.

(1) Le rôle joué par T. E. Lawrence fut exagéré et sublimé par la culture populaire et le film de David Lean (1962), de sorte qu'il continue d'incarner la figure quasi mythologique de l'Occidental romantique se précipitant au secours des Orientaux en butte au despotisme.

(2) Cf. Tim Weiner, *Legacy of Ashes : The History of the CIA*, Doubleday, New York, 2007. Les archives américaines déclassifiées décrivent Housni Al-Zaïm comme un « voyou sympathique » (likeable rogue).

(3) Lire Nicolas Dot-Pouillard, « La crise syrienne déchire les gauches arabes », *Le Monde diplomatique*, août 2012.

(4) Cf. l'audition de M. Samir Aïta devant la commission des affaires étrangères du Sénat, 24 avril 2013.


(5) Ce point a notamment été soulevé par Fabrice Balanche sur Radio France Internationale dans l'émission « Géopolitique, le débat », 18 mai 2013.

(6) Selon les estimations du démographe Youssef Courbage, « Ce que la démographie nous dit du conflit syrien », Slate.fr, 15 octobre 2012.


(7) « Qatar bankrolls Syrian revolt with cash and arms », *Financial Times*, Londres, 17 mai 2013.

(8) Lire Alain Gresh, « Les islamistes à l'épreuve du pouvoir », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(9) Efraim Halevy, « Israel's man in Damascus. Why Jerusalem doesn't want the Assad regime to fall », *Foreign Affairs*, New York, 10 mai 2013.



**FONDATION
GIPRI**



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

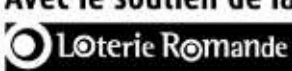
L'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève
en collaboration avec l'Université de Genève
organise à Genève du 2 au 13 septembre 2013
une Université d'été

**L'AFRIQUE
ENTRE CONFLITS
ET DÉVELOPPEMENT**

DIVERSITÉ DES ACTEURS ET DES INTERETS
MEDIATION DES CONFLITS
EAU - EXTRACTION DES RESSOURCES -
LAND GRABBING

Les inscriptions sont ouvertes. Nombre de places limité!
Taxe d'inscription: 500 CHF Possibilité d'aide financière

Fondation GIPRI
www.gipri.ch - info@gipri.ch
6 rte des Jeunes / 1227 Carouge
Genève / Suisse

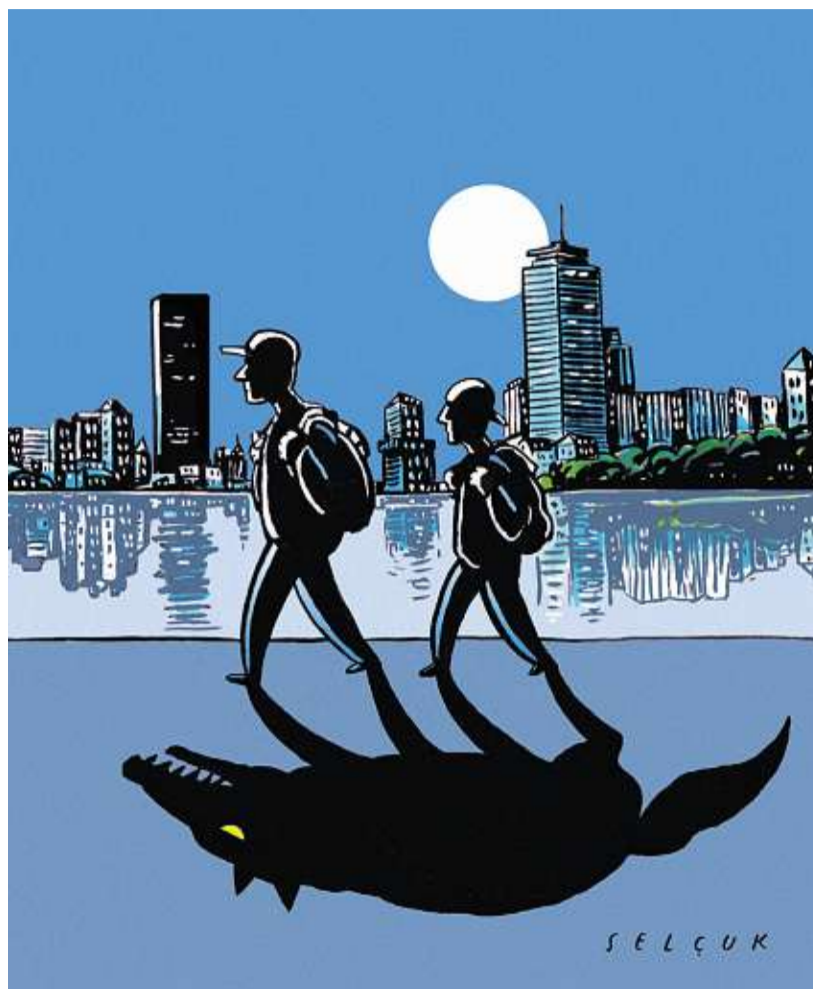
Avec le soutien de la


DJIHAD INTERNATIONAL OU LUTTE INDÉPENDANTISTE TCHÉTCHÈNE ?

Les loups solitaires de Boston

Les attentats du marathon de Boston, le 15 avril dernier, ont fait resurgir le spectre d'un djihad mondial contre les Etats-Unis, qui mobiliserait les combattants islamistes du Sahel à l'Afghanistan en passant par le Caucase. Pourtant, les motivations des frères Tsarnaev ont peu à voir avec la situation en Tchétchénie, république dont ils sont originaires et dont le combat vise avant tout l'indépendance vis-à-vis de la Russie.

PAR MURAD BATAL AL-SHISHANI *



Au lendemain des attentats de Boston, qui firent trois morts et près de deux cents blessés, le 15 avril dernier, se répandit la nouvelle de la disparition de Moshe Gammer. Professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, il avait fait partie, avec Marie Bennigsen-Broxup, elle-même décédée quelques mois plus tôt, des premiers chercheurs intéressés par l'histoire, les sociétés et la culture du Caucase du Nord, un champ d'études resté à ce jour fort peu prisé des universitaires.

Dans les jours qui suivirent, la Tchétchénie devint un sujet en vogue en raison des origines tchétchènes des deux suspects des attentats de Boston, Tamerlan Tsarnaev, mort au cours d'un échange de coups de feu avec la police, et son frère Djokhar, aujourd'hui en détention.

Gammer laisse derrière lui quantité d'articles et de livres consacrés au Caucase du Nord, et plus particulièrement à la Tchétchénie. Son dernier ouvrage, *Le Loup solitaire et l'Ours* (1), retrace l'histoire de la résistance de ce petit peuple face aux appétits impériaux de son puissant voisin, la Russie. Il y examine la thèse d'une transformation du mouvement indépendantiste, passé du nationalisme à des revendications plus religieuses depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Ce

livre figurait sur la liste des commandes que Tamerlan Tsarnaev souhaitait passer sur Amazon.

Bien que les attentats de Boston aient conduit la plupart des médias américains à dissenter sur l'islamisation du Caucase du Nord, il ne fait guère de doute que les frères Tsarnaev agissaient en loups solitaires. Cette dernière image revêt cependant une signification bien différente de celle du loup tchétchène (*borz* en langue locale), symbole national que les indépendantistes revendiquent comme un emblème de leur combat, au point de l'avoir représenté sur leur drapeau : dans les études sur le terrorisme, on parle de « loups solitaires » pour désigner les individus qui, « *mus par un motif personnel ou par la certitude de faire partie d'un groupe idéologique* (2) », poursuivent isolément leurs objectifs guerriers.

Dans un récent ouvrage consacré à cette notion, Jeffrey Simon rappelle que, depuis le début du XX^e siècle, l'histoire des Etats-Unis est émaillée de violences exercées par des loups solitaires (3). En Norvège, le tueur d'extrême droite Anders Behring Breivik, qui a abattu de sang-froid soixante-dix-sept personnes en 2011, en réunissait toutes les caractéristiques.

Un mouvement nationaliste laminé

LES exemples de loups solitaires inspirés par le salafisme djihadiste ou par l'idéologie d'Al-Qaïda sont légion, surtout dans les pays occidentaux. Certains chefs de groupe encouragent les jeunes musulmans à commettre de telles attaques au nom du *djihad al-fardi*, le « *djihad individuel* », conformément au principe édicté par feu Oussama Ben Laden : « *Ne consultez personne lorsqu'il s'agit de tuer des Américains.* »

A en croire les sources officielles, M. Djokhar Tsarnaev aurait confié au Federal Bureau of Investigation (FBI) que son frère et lui-même avaient été influencés par les prêches sur Internet d'Anwar Al-Aoulaki, un prédicateur américain tué en septembre 2011 au Yémen par un drone de la Central Intelligence Agency (CIA) (4). Cela suggère que les deux hommes étaient bel et bien des loups solitaires, sans rapport avec les combattants tchétchènes décrits

par Gammer. En outre, malgré les témoignages non confirmés selon lesquels Tamerlan Tsarnaev aurait rencontré des insurgés dans le Caucase du Nord au cours de son séjour dans la région en 2012, plusieurs éléments indiquent que sa radicalisation était étrangère au contexte caucasien.

L'apparition des djihadistes en Tchétchénie a coïncidé avec les débuts de la première guerre contre les Russes, en décembre 1994. Celle-ci représenta une aubaine pour nombre de combattants arabes d'Afghanistan, désœuvrés et en quête de nouveaux champs de bataille depuis le retrait soviétique de Kaboul. Certains parmi eux, comme le commandant Khattab (alias Samir Saleh Abdullah Al-Suwailem), venaient de prêter main forte aux islamistes dans la guerre civile qui avait fait rage au Tadjikistan de 1992 à 1994.

Toutefois, durant la première guerre de Tchétchénie, les djihadistes n'ont pas formé un mouvement à part. Ils ont préféré se rallier à la bannière nationaliste du président Djokhar Douaev, le premier dirigeant indépendantiste depuis l'éclatement de l'URSS. En 1997, après la débandade des troupes russes, fut signé un traité de paix qualifié par Boris Eltsine, alors président de la Fédération de Russie, d'« *accord aux dimensions historiques, qui donne un coup d'arrêt total à quatre*

cents ans [de conflit entre les deux voisins] ». Un an plus tôt, Douaev avait perdu la vie dans l'explosion d'un missile guidé par laser alors qu'il s'entretenait par téléphone satellitaire avec le roi du Maroc, Hassan II, qui servait d'intermédiaire entre les belligérants.

Au terme d'un processus électoral validé par les observateurs internationaux, Aslan Maskhadov fut ensuite élu président de la Tchétchénie. La Russie refusa pourtant, au mépris de ses engagements, de contribuer à la reconstruction du pays. Maskhadov, militaire laïque et nationaliste comme Douaev, avait toujours plaidé pour un règlement politique du conflit. L'intransigeance de Moscou allait le mettre en porte-à-faux et créer les conditions favorables à l'expansion des djihadistes.

Puissamment financés, ces derniers aidèrent les islamistes locaux à s'implanter chez les jeunes indépendantistes originaires de Tchétchénie ou des républiques voisines, à installer des tribunaux appliquant la charia, à islamiser la société et, surtout, à ouvrir des camps d'entraînement pour les nouveaux combattants arabes qui affluaient dans la région. De 1997 à 1999, la présence de ces derniers ne cessa de croître. Durant cette période, 45 % des vétérans arabes d'Afghanistan se rendirent en Tchétchénie, alors qu'ils n'étaient que 30 % durant la guerre précédente. Sous l'égide du chef de guerre Chamil Bassaev, la frange radicale du mouvement nationaliste noua avec eux une alliance de circonstance. Cette jonction déstabilisa le Daghestan voisin, où l'assistance prêtée par des combattants tchétchènes au projet de création d'une république islamique se heurta à l'intervention militaire de Moscou. Les Russes allaient tirer prétexte de ces incidents pour réoccuper la Tchétchénie en 1999.

La deuxième guerre amorça une nouvelle phase de clandestinité pour les djihadistes caucasiens. Bien que les mots d'ordre islamistes n'aient rencontré qu'un faible écho dans la population, les attentats du 11 septembre 2001 permirent à Moscou de légitimer sa répression brutale des indépendantistes au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Derrière ce paravent, les violations à grande échelle des droits humains, commises sous l'autorité de M. Vladimir Poutine, furent peu couvertes par les médias internationaux.

Au total, les deux guerres auront causé la mort ou le déplacement d'un quart de la population tchétchène. A partir de 2003, les combattants arabes commencent à plier bagage. Certains se replient sur l'Irak, où l'occupation militaire américaine a ouvert aux djihadistes un nouvel espace de propagation. Les Russes consacrent leur triomphe en assassinant le président modéré Maskhadov, le 8 mars 2005, et en

ou étrangers, ils disposent à présent de leurs propres maîtres à penser, comme Saïd Bouriatiski, Anzor Astemirov ou Abou Doujanah, même si ceux-ci ont été tués. D'autre part, les djihadistes internationaux redoublent d'intérêt pour le Caucase du Nord, comme en témoigne la traduction en russe d'une grande partie de leurs textes de propagande. D'innombrables pages sont consacrées à l'IEC sur leurs forums Internet. A ce jour, pourtant, les djihadistes caucasiens ont échoué à mettre en difficulté leur ennemi russe.

De toute évidence, les frères Tsarnaev nourrissaient plus de sympathie pour le pays de naissance de leur mère, le Daghestan, que pour la terre d'accueil de leur père, les Etats-Unis. Le Daghestan occupe depuis plusieurs années une place centrale dans le chaudron caucasien, avec trois cents actes terroristes recensés durant la seule année 2010. Les Tsarnaev n'ont pourtant jamais fait état du moindre lien entre la situation dans la région et les bombes de Boston.

« *Pourquoi Tamerlan Tsarnaev n'a-t-il jamais demandé la fin du bain de sang au Daghestan et préférerait-il s'intéresser aux événements d'Afghanistan et d'Irak ?* », s'interroge à juste titre l'historien tchétchène Mairbek Vatchagaev (5). La réponse à cette question pourrait bien être que sa radicalisation n'avait rien à voir avec le Caucase du Nord.

Les djihadistes caucasiens prospèrent essentiellement sur un terreau local de mécontentement populaire, de pauvreté massive, de chômage, de corruption, de violations des droits humains et d'hégémonie russe. C'est la raison pour laquelle leurs attaques n'ont jamais visé d'autres intérêts que ceux de Moscou. L'équipée sanglante des frères Tsarnaev s'intègre mal à l'échiquier du Caucase du Nord. Sans doute étaient-ils des loups solitaires, mais certainement pas des loups tchétchènes.

(1) Moshe Gammer, *The Lone Wolf and the Bear : Three Centuries of Chechen Defiance of Russian Rule*, Hurst & Company, Londres, 2005.

(2) Raffaello Pantucci, « *A typology of lone wolves : Preliminary analysis of lone Islamist terrorists* », The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence (ICSR), Londres, mars 2011.

(3) Jeffrey Simon, *Lone Wolf Terrorism : Understanding the Growing Threat*, Prometheus Books, Amherst (New York), 2013.

(4) Cf. Daniel Klaidman, « *The Awlaki/Tsarnaev connection* », 26 avril 2013, www.thedailybeast.com

(5) Mairbek Vatchagaev, « *Why Tamerlan Tsarnaev is outside of Chechen mentality* », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 10, n° 83, The Jamestown Foundation, 2 mai 2013.



UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS BRUXELLES

UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS BRUXELLES

PÔLE DE SCIENCES HUMAINES

BAC

- Philosophie
- Histoire
- Romanes
- Germaniques
- Droit
- Économie et gestion
- Ingénieur de gestion
- Sciences politiques
- Sociologie et anthropologie
- Information et communication

MASTER

- Études européennes

PROGRAMMES PLURILINGUES

PORTES OUVERTES
samedi 23 juin 2013 à 10h
samedi 31 août 2013 à 10h

Boulevard du Jardin botanique, 43 | 1000 Bruxelles
Tél. : 02 211 78 11 | Fax: 02 211 79 97 | info@usaintlouis.be
www.usaintlouis.be

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 juin 2013

1 ^{er} SAMOA	Fête nationale
2 ITALIE	Fête nationale
4 TONGA	Fête de l'indépend.
5 DANEMARK	Fête nationale
6 SUÈDE	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête de l'indépend.
RUSSIE	Fête de l'indépend.
14 ROYAUME-UNI	Fête nationale
17 ISLANDE	Fête de l'indépend.
18 SEYCHELLES	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
25 CROATIE	Fête nationale
MOZAMBIQUE	Fête de l'indépend.
SLOVÉNIE	Fête nationale
26 MADAGASCAR	Fête de l'indépend.
27 DJIBOUTI	Fête de l'indépend.
30 RÉP. DÉM. DU CONGO	Fête de l'indépend.



Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY



PRELLE
PRESSE PAYSANNE

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 I 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

Immigration choisie à l'américaine

Actuellement en discussion au Sénat, la réforme de la politique américaine d'immigration prévoit d'ouvrir la voie à la régularisation de onze millions de sans-papiers. Cette mesure, qui focalise l'attention des médias et des partis politiques, en éclipse une autre : l'instauration d'un nouveau système d'attribution des visas qui ferait la part belle aux desiderata des entreprises.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

DEPUIS des décennies, deux discours sur l'immigration cohabitent au sein de la droite américaine. Voleur d'emploi, profiteur de l'aide sociale ou danger pour la sécurité publique, l'étranger est présenté comme une menace ; travailleur courageux qui accepte les tâches dont les autochtones ne veulent plus, entrepreneur acharné qui, arrivé sans le sou, fonde son entreprise, il peut également être paré de toutes les vertus. Fardeau pour la nation ? Trésor pour l'économie ? La droite hésite, écartelée entre des conservateurs qui veulent protéger les « valeurs » américaines et des néolibéraux qui, pour stimuler la croissance économique, prônent une plus grande ouverture des frontières.

En invitant les sans-papiers à « s'auto-expulser » vers leurs pays d'origine – faute de quoi la police s'en chargerait –, le candidat républicain à l'élection présidentielle de 2012, M. Willard Mitt Romney,

avait choisi la première option. Cette stratégie n'a pas séduit les millions d'électeurs hispaniques qui attendaient la régularisation d'un de leurs proches : battu le 6 novembre dernier par le président sortant, il n'a recueilli que 27 % de leurs suffrages (contre 71 % pour M. Barack Obama) (1).

« Il est très difficile d'être entendu par les gens sur les problèmes de croissance économique, de taux d'imposition ou de sécurité sociale s'ils pensent que vous voulez expulser leur grand-mère », lança, quelques jours après le scrutin, le sénateur de Floride Marco Rubio, étoile montante du Tea Party. A supposer qu'il espère remporter des élections présidentielles – et non plus seulement des législatives, où le découpage en circonscriptions permet à ses candidats de s'appuyer sur un électoral blanc solide –, le Parti républicain doit remettre sa rhétorique anti-immigrés.

« Garder les meilleurs »

AUSSI, depuis quelques mois, les ténors conservateurs multiplient les apparitions publiques pour saluer le bilan économique de la liberté de circulation. « Les Etats-Unis sont à la fois le pays le plus riche du monde et la nation la plus accueillante pour les étrangers. Cela n'est pas une coïncidence, explique par exemple l'influent militant anti-impôts Grover Norquist. *Ceux qui veulent nous rendre moins hospitaliers nous rendraient moins brillants, moins prospères, et certainement moins américains* (2). » Quelques jours plus tard, M. Paul Ryan, représentant du Wisconsin et ancien candidat à la vice-présidence des Etats-Unis, montre lui aussi des signes d'ouverture : « Nous devons nous assurer que notre économie est ancrée dans le XXI^e siècle. Et cela signifie que nous devons garder les meilleurs et les plus intelligents ici, en Amérique : ceux qui veulent contribuer, travailler dur, respecter les règles du jeu et s'élever. Tout

le monde dans le pays en profite. C'est ça, l'immigration (3). »

Promise par M. Obama pendant sa campagne, la réforme de la politique d'immigration intervient dans ce contexte de basculement idéologique. Dès décembre, un groupe bipartisan de huit sénateurs (dont M. Rubio) se réunit pour élaborer un projet de loi. Quelques mois plus tard, dans un esprit de consensus inédit, un document de 844 pages est déposé au Sénat : la loi de sécurité des frontières, d'opportunité économique et de modernisation de l'immigration (Border Security, Economic Opportunity and Immigration Modernization Act). Que recèle ce texte, qui, du Cato Institute (libertarien) au Center for American Progress (centre gauche), de la Chambre américaine de commerce à la principale confédération syndicale (AFL-CIO), du Wall Street Journal (conservateur) à la chaîne de télévision MSNBC (prodé-

mocrates), reçoit le soutien des principales forces du pays ?

Réclamée depuis longtemps par les associations de défense des droits civiques, la régularisation de millions de clandestins constitue la mesure la plus spectaculaire et la plus prometteuse de la réforme, mais aussi la plus controversée. Une partie de la droite s'oppose en effet à ce qu'elle considère comme une « amnistie », une récompense offerte aux délinquants. Pour donner des gages à cette frange du Parti républicain, dont le soutien parlementaire sera nécessaire, le « chemin vers la citoyenneté » proposé aux sans-papiers a été voulu long, onéreux et incertain.

Les onze millions d'étrangers clandestins arrivés aux Etats-Unis avant le 31 décembre 2011 ne pourront ainsi obtenir un « statut probatoire » d'une durée de dix ans que s'ils acquittent une amende, des impôts rétroactifs (s'ils ont travaillé au noir) et des frais de dossier s'élevant à plusieurs centaines de dollars. Au terme de cette décennie, durant laquelle ils devront payer des impôts sans pouvoir bénéficier de nombreux services fédéraux (Medicaid, assurance-maladie, sécurité sociale...), ils recevront une autorisation de résidence permanente (la carte verte) qui leur permettra, au bout de trois ans, de prétendre à la nationalité américaine. Mais ils n'obtiendront celle-ci que s'ils réussissent une batterie de tests (langue, civisme...), et s'ils ont un casier judiciaire vierge : la moindre incartade pourra ruiner treize ans d'efforts. Les plus vieux – qui risquent de mourir avant d'avoir achevé le parcours –, les plus pauvres – qui ne pourront régler le prix de la nationalité américaine – et les derniers entrants, arrivés après la date fatidique, sont exclus de la réforme.

Comme si ces embûches ne suffisaient pas, les huit sénateurs ont subordonné l'obtention de la résidence permanente et de la citoyenneté à une condition préalable : le renforcement du contrôle des frontières. Les autorités fédérales estiment bloquer 40 % des passages de clandestins ; il faudra atteindre 90 %. A moins d'une militarisation poussée, un tel objectif paraît inatteignable : on compte déjà dix gardes pour chaque mile de frontière avec le Mexique. « Les élus qui ont concocté la réforme de l'immigration semblent avoir voulu créer un chemin vers la citoyenneté plus décourageant qu'accessible », tranche la revue de gauche radicale *Counterpunch* (4). Et pourtant... Quoique tortueux, ce sentier semble encore trop praticable à une partie de la droite, qui pourrait le barrer.

Les débats sur cette (très conditionnelle) régularisation massive ont en partie éclipsé un autre volet de la réforme, pourtant tout aussi critique et éclairant sur la conception de l'immigration qui se répand aux Etats-Unis : la refonte du système d'attribution des visas de travail. Le sujet a déjà fait achopper plusieurs projets de loi. Dernier en date, celui de M. George W. Bush, en 2007. Le président républicain avait alors demandé à l'AFL-CIO et à la Chambre de commerce de s'accorder sur un texte commun. Mais le syndicat, qui redoutait qu'un afflux de travailleurs migrants ne vienne déprécier les salaires des Américains, et l'instance patronale, qui souhaitait voir grossir la réserve de main-d'œuvre immigrée, ne parvinrent pas à s'entendre, et la réforme échoua.

Depuis, divers groupes de pression plaident sans relâche pour obtenir une augmentation du nombre de visas attribués annuellement : l'Association des entrepreneurs du bâtiment et de la construction, les rassemblements d'exploitants agricoles, la Chambre de commerce, des think tanks (le Cato Institute, la Brookings Institution, ImmigrationWorks USA...), etc. Plus récemment, M. Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, et plusieurs de ses homologues de la Silicon Valley ont eux aussi fondé un lobby visant à assouplir les conditions d'attribution des visas aux travailleurs hautement qualifiés.



FAITH47. – « The Long Wait IX » (La Longue Attente IX), 2012

Tous ces efforts ont fini par payer. En février dernier, c'est main dans la main que les présidents de la Chambre de commerce et de l'AFL-CIO, MM. Thomas Donohue et Richard Trumka, ont dévoilé le contenu d'un accord historique, directement intégré au projet de réforme de l'immigration. « Nous avons créé un nouveau modèle, un système moderne de visas », claironnait M. Trumka, qui voit dans l'arrivée de migrants légaux un moyen de grossir les rangs syndicaux. A lire le texte, la modernité n'est pas seulement synonyme de syndicalisation ; elle signifie aussi la flexibilité et la soumission accrue aux desiderata des entreprises, qui, si la loi était votée, pourraient modeler à leur convenance les flux migratoires.

Le nombre d'ingénieurs, de scientifiques ou de mathématiciens invités chaque année à travailler aux Etats-Unis, actuellement

limité à soixante-cinq mille, passerait à cent dix mille, et même à cent quatre-vingt mille pour les périodes de forte croissance, contribuant à accentuer une fuite des cerveaux coûteuse pour les pays de départ. De plus, les scientifiques étrangers formés dans les universités américaines recevraient une autorisation de résidence permanente, contre un visa d'un an dans la législation en vigueur. Distancés par l'Inde et la Chine, qui produisent tous les ans cinq à dix fois plus d'ingénieurs, les Etats-Unis veulent reprendre pied dans la course aux diplômés.

Un nouveau visa, appelé le W-Visa, devrait faciliter la venue de travailleurs non qualifiés et répondre aux besoins des secteurs qui manquent de main-d'œuvre (5) : la restauration, l'hôtellerie, la grande distribution, les services à la personne notamment. Bref, des secteurs d'emplois sous-payés et non délocalisables, où l'embauche de travailleurs étrangers garantit des prix bas. « Grâce au travail de migrants peu qualifiés, le coût de la nourriture, des services à domicile et de la garde d'enfants plonge, le niveau de vie augmente, et davantage de femmes peuvent se permettre de travailler hors de chez elles (6) », se réjouit l'éditorialiste de centre droit David Brooks.

Gourmande, la Chambre de commerce réclamait quatre cent mille de ces nouveaux visas ; l'AFL-CIO n'en souhaitait que dix mille. Leur nombre a été fixé à vingt mille la première année, trente-cinq mille la deuxième, cinquante-cinq mille la troisième et soixante-quinze mille la quatrième. Passé cette date, le chiffre, limité à deux cent mille, sera déterminé – et réajusté – par le Bureau de recherche sur l'immigration et le marché, créé pour l'occasion et répondant aux demandes des entreprises. Ce système de planification à flux tendu des attributions de visas accordera une voix prépondérante au secteur privé. « Les forces du marché sont les mieux à même de déterminer combien et quel type d'immigrés les employeurs veulent embaucher, explique le think tank patronal American Enterprise Institute. Les quotas arbitraires, fixés par des politiciens ou des bureaucrates, ne permettent pas de répondre assez rapidement aux évolutions de l'économie. »

La loterie de la carte verte supprimée

COMMENT définir un déficit de main-d'œuvre ? Comment évaluer son étendue ? Le texte n'en souffle mot. Les employeurs, obligés de traiter de la même manière immigrés et nationaux, pourraient bien jouer de ce flou pour tirer les salaires vers le bas, ou tout au moins empêcher leur augmentation, comme l'explique l'ancien ministre du travail Robert Reich, qui enseigne désormais l'économie à l'université de Berkeley : « *Sitôt qu'une croissance de la demande poussera les salaires vers le haut, les employeurs pourront crier à un déficit de main-d'œuvre, autorisant ainsi la venue de plus de travailleurs immigrés, afin de maintenir les salaires au même niveau* (7). »

Cette mesure témoigne d'une vision étroitement comptable du phénomène migratoire. Elle s'accompagne d'une restriction du nombre de visas délivrés sur la base du regroupement familial : en seraient exclus les frères et les sœurs, les enfants mariés de plus de 31 ans. Et, comme le hasard n'a plus sa place dans cet univers guidé par les lois du marché, la réforme prévoit de supprimer la loterie de la carte verte, qui permet chaque année à cinquante-cinq mille étrangers de recevoir une autorisation de résidence permanente aux Etats-Unis. Un système d'attribution au mérite la remplacera, qui prendra en compte le secteur d'activité du demandeur, ses diplômes, son pays d'origine, sa maîtrise de la langue anglaise, etc. Place à une immigration choisie, filtrée, où les aléas du sort ne

risquent plus de mêler le bon grain économique et l'ivraie sociale.

Dans un pays où chaque chose a un prix, l'immigré est toujours plus perçu comme un « investissement à long terme », tributaire d'un calcul rationnel coût/bénéfice. Certains suggèrent même déjà à l'Etat de vendre aux enchères les visas de travail aux entreprises, selon un système où « la cotation des permis signifierait l'étendue de la demande de migrants et guiderait les ajustements du nombre de visas délivrés chaque année (8) ». Mais nul n'évoque encore le retour au temps où les esclaves étaient négociés sur la place publique...

(1) Lire Jérôme Karabel, « Fin de la "stratégie sudiste" aux Etats-Unis », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(2) Grover Norquist, « Immigration reform is a no-brainer to help the economy », *The Guardian*, Londres, 24 avril 2013.

(3) Gerald F. Seib, « Ryan takes a key role on immigration », *The Wall Street Journal*, New York, 30 avril 2013.

(4) Mark Vorpahl, « The argument for amnesty », *Counterpunch*, Petrolia (Californie), 5 février 2013.

(5) Avant d'employer un étranger, les entreprises doivent prouver qu'elles ont d'abord tenté d'embaucher un Américain.

(6) David Brooks, « The easy problem », *The New York Times*, 31 janvier 2013.

(7) Robert Reich, « What immigration reform could mean for American workers, and why the AFL-CIO is embracing it », 2 avril 2013, <http://robertreich.org>

(8) Giovanni Peri, « The economic windfall of immigration reform », *The Wall Street Journal*, 12 février 2013.

LE MONDE diplomatique

Abonnez-vous à la version numérique sans engagement de durée

A partir de 3,60 € par mois

Vous recevrez tous les mois un courriel d'alerte dès qu'un nouveau numéro est disponible en version électronique.



Accès Internet, tablettes, smartphones et liseuses. Feuilletter le journal en ligne, télécharger le numéro au format e-book (epub, iPad, Kindle) ou PDF.

Retrouvez nos offres sur Internet

www.monde-diplomatique.fr/abojournal

UNE PLANÈTE GRISONNANTE

Et si, même sur le plan économique, une population vieillissante était un atout pour un pays ? C'est en tout cas la carte que veut jouer le Japon en misant sur le « marché argenté » (page 20). En Allemagne, les pensions ne suffisent plus pour payer les établissements médicalisés ; certaines familles envoient donc leurs parents en Thaïlande ou en Roumanie (pages 14 et 15). La Chine, essentiellement rurale il y a trente ans, a vu

depuis les jeunes partir pour la ville, laissant derrière eux les vieux isolés dans leur village (pages 16 et 17). L'Afrique affronte une évolution identique (page 18). En France, une nouvelle réforme se prépare, qui vise à faire payer les retraités (pages 18 et 19). Selon les circonstances, les responsables politiques et les dirigeants d'entreprise valorisent les plus de 60 ans ou les fustigent (ci-dessous).

A quel âge devient-on vieux ?

PAR JÉRÔME PELLISSIER

(Suite de la première page.)

LES mentalités conservent une vision idéalisée (mais fautive) d'un pays jeune : la France du XIX^e siècle, marquée par un contexte géopolitique très particulier, quand les jeunes Français, vus avant tout comme des ouvriers et des soldats, devaient surpasser en nombre les jeunes Allemands. Alfred Sauvy et Robert Debré analysaient ainsi la victoire des armées nazies : « La terrible défaillance de 1940, plus encore morale que matérielle, doit être rattachée en partie à cette redoutable sclérose [une population vieillissante] (4) ».

C'est aussi oublier un peu vite qu'un pays (la France d'alors, comme certaines nations africaines contemporaines) est jeune quand de très nombreux enfants meurent avant de devenir adultes et quand les adultes meurent tôt, la plupart avant d'atteindre la vieillesse. Aujourd'hui, on vit globalement en meilleure santé et plus longtemps. Conséquence : le stade de la vieillesse recule. Pendant plusieurs siècles, 60-65 ans fut considéré comme une sorte d'« âge d'entrée dans la vieillesse » (5). Désormais, comme l'ont notamment montré les travaux de Patrice Bourdelais, il faut atteindre 75-80 ans pour ressembler, en termes de santé, d'espérance de vie, d'activités, etc., aux sexagénaires des années 1950 (6).

Il existe cependant de fortes variations entre les individus : on ne devient pas soudainement tous vieux au même âge, comme on ne devient pas soudainement tous adultes au même âge. Le moment de la vieillesse varie également selon les catégories socioprofessionnelles : si l'espérance de vie à la naissance est la même pour tous, à 35 ans elle n'est plus que de quarante et un ans pour un manœuvre, contre quarante-sept ans pour un cadre (7). Et l'écart est encore plus important si l'on prend l'espérance de vie sans incapacité : respectivement trente-deux et quarante années. Autrement dit, pour certains, et notamment les ouvriers, c'est la « double peine » (...) : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte (8). Si, globalement, nous ne sommes plus comme ces vieux que chantait Jacques Brel, « usés à 15 ans », certains continuent d'accuser un vieillissement prématuré ; presque 30 % des hommes meurent avant 65 ans. Le travail conserve... ceux qu'il n'a pas tués.

La question de l'âge de la vieillesse n'est pas qu'une marotte de démographes ou de gérontologues. Elle change le regard de chacun et de l'ensemble de la société. Au XVI^e siècle, Montaigne évoque la vieillesse à 30 ans ; au XVII^e, on parle plutôt de 40 ans ; en 1950, de plus de 60 ans (ce qui représente 16 % de la population) ; en 2000, de plus de 65 ans (16 %) ; et en 2060, de plus de 75 ans (16 %). On voit que le vieillissement démographique, c'est-à-dire la proportion de personnes âgées dans la population, ne ressemble en rien à un tsunami ! Ce que confirme l'évolution de l'âge médian (9), qui passerait de 40 ans actuellement à 45 ans en 2060.

Il y a bien une révolution démographique : celle de la forte augmentation du nombre de personnes de plus de 60 ans. Mais cela ne signifie pas que le nombre de vieux s'accroît considérablement, ni que la vieillesse dure plus longtemps qu'autrefois.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 14 ET 15 : Les Allemands exportent aussi leurs grands-parents, par Heike Haarhoff.

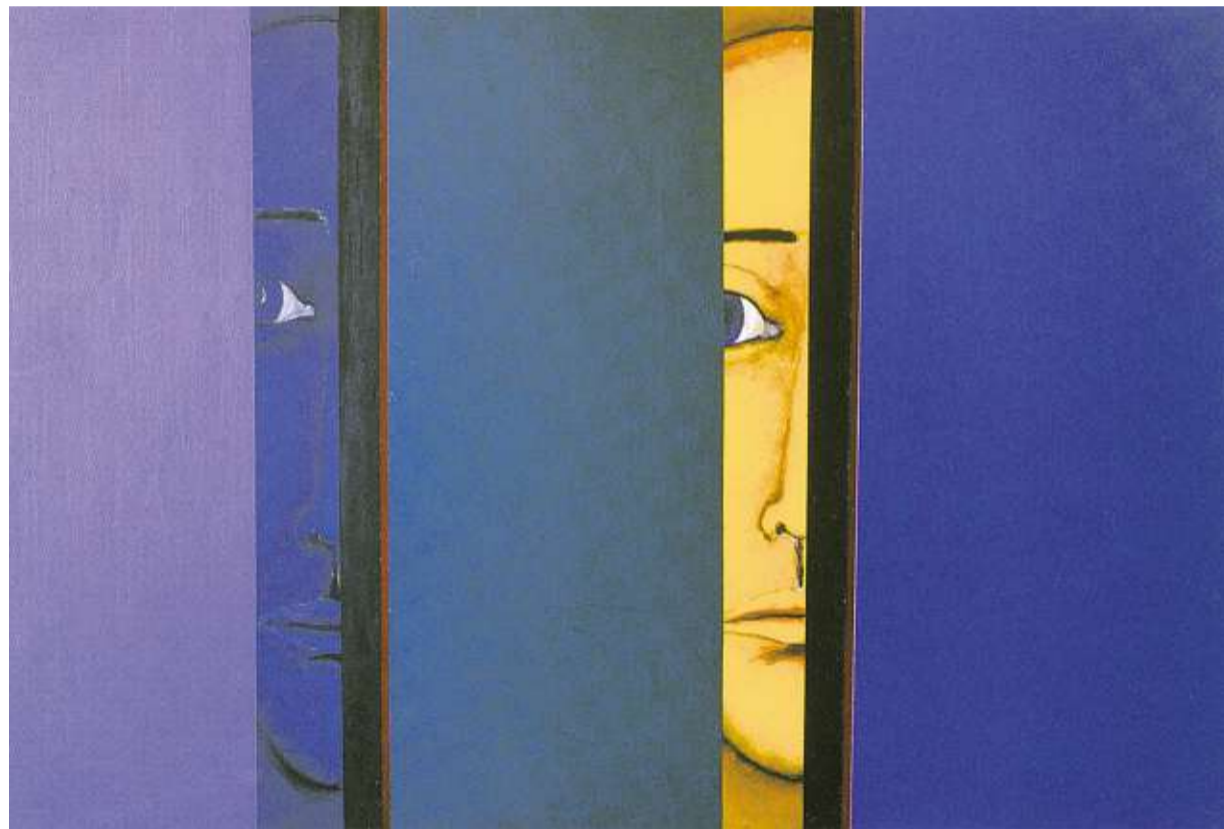
PAGES 16 ET 17 : Qin Zhuang, royaume des aînés, par Jordan Pouille.

PAGES 18 ET 19 : Et maintenant, faire payer la crise aux retraités, par Antoine Rémond.

« Te souviens-tu de nos 20 ans ? », par Mariama Ndooy.

PAGE 20 : Un marché qui excite le patronat japonais, par Florian Kohlbacher.

Cartographie de Philippe Rekacewicz, avec le concours d'Agnes Stienne.



Jusqu'au XIX^e siècle, non seulement la plupart des gens mouraient jeunes, mais ils mouraient vite : il y avait très peu de maladies chroniques, invalidantes. Désormais, elles sont nombreuses : cancer, diabète, maladies neurologiques – dont la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées. Bien souvent, on peut vivre longtemps avec l'une d'entre elles. De surcroît, certaines, liées à l'environnement, aux conditions de travail, aux modes de vie, apparaissent tardivement et ne se déclarent qu'au bout de plusieurs décennies.

Le nombre de personnes de tous âges qui vivent avec des maladies chroniques et invalidantes, en situation de handicap et en perte d'autonomie, a augmenté, et va continuer à croître dans les prochaines décennies. Sur soixante-cinq millions de Français, environ sept millions souffrent d'une affection de longue durée (ALD) ; un million trois cent mille sont en situation de perte d'autonomie et reçoivent des allocations (deux millions quatre cent mille prévus en 2060). Il est donc indispensable de réfléchir à la manière dont la société doit les soigner et les accompagner. Et ce quel que soit leur âge. Car, contrairement aux idées reçues, ces situations ne concernent pas que les vieux, et tous les vieux ne sont pas « dépendants ». Seuls 17 % des plus de 75 ans, par exemple, perçoivent l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Tous les vieux ne sont pas malades, mais, comme on est malade de plus en plus tard, on associe souvent vieillesse et maladie. Dans la France du XVIII^e siècle, par exemple, où les enfants mouraient le plus (un sur deux décédait avant 5 ans) et où il y avait très peu de « vieillards », ces derniers étaient considérés comme exceptionnels : ils avaient survécu aux maladies, échappé à la mort. Désormais, la majorité des décès ont lieu aux grands âges, ce qui aggrave la confusion entre vieillesse et mort. La tendance à cacher la mort que l'on observe dans notre culture conduit alors aussi à cacher ces très vieilles personnes qui nous la rappellent trop...

Autre phénomène engendré par l'augmentation de l'espérance de vie sans incapacité : l'intervalle entre la fin de l'activité professionnelle et le début de la vieillesse s'allonge. La perte d'autonomie n'apparaît généralement, quand elle survient, qu'à la fin de la vie. Les personnes qui meurent à 85 ou 90 ans ne vivent pas « dans la vieillesse » depuis leurs 60 ans ; du moins, pas dans la vieillesse biologique. Mais socialement ? Pour M^{me} Delaunay, aucun doute : « Il est temps pour la génération qui est la mienne de mesurer que la vieillesse va durer trente ans, voire davantage » (entretien au Monde déjà cité). Cette confusion serait-elle entretenue pour justifier certaines politiques ?

Pierre Bourdieu le disait, l'âge est une « donnée biologique socialement manipulée et manipulable » (10). C'est flagrant pour la limite des 60 ans. Qui souhaite convaincre qu'il faut repousser l'âge de la retraite oublie les métiers pénibles, et insiste sur le fait qu'on est « encore jeune » à cet âge. Lorsque, en revanche, on cherche à exclure de certains dispositifs d'aide des personnes en situation de handicap et de perte d'auto-

nomie, celles-ci deviennent des « personnes âgées » à 60 ans, et leur handicap se transforme officiellement en « dépendance » (moins indemnisée). Les sexagénaires seront donc jeunes ou vieux selon ce qu'on veut en faire : des actifs rentables ou des handicapés moins coûteux.

« Ce fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente », estimait Bourdieu. La manipulation s'applique aussi à ces millions de personnes placées dans la catégorie floue des « personnes âgées ». Parle-t-on des plus de 60 ans ? Des plus de 80 ans ? Des actifs, des retraités ? Des enfants de 70 ans ou de leurs parents de 95 ans ? Il y a plus de points communs entre deux avocats parisiens de 30 ans et 70 ans qu'entre un avocat parisien de 30 ans et un paysan du même âge.

Les enquêtes ne nous en apprennent pas plus. D'une part, sur certains thèmes, les « plus de » ne sont tout simplement pas pris en compte : c'est le cas dans plusieurs grandes études réalisées ces dernières années, que ce soit sur la sexualité, la santé ou la sécurité. Seuls les adultes de moins de 60 ans sont interrogés dans une partie de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee, 2006-2007) ; de moins de 70 ans dans l'étude « Contexte de la sexualité en France » de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'Institut national des études démographiques (INED, 2007). Nous n'avons pas non plus de données fiables concernant les violences faites aux femmes, la dernière enquête de l'Insee se limitant aux moins de 60 ans (11).

lit, la santé ou la sécurité. Seuls les adultes de moins de 60 ans sont interrogés dans une partie de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee, 2006-2007) ; de moins de 70 ans dans l'étude « Contexte de la sexualité en France » de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'Institut national des études démographiques (INED, 2007). Nous n'avons pas non plus de données fiables concernant les violences faites aux femmes, la dernière enquête de l'Insee se limitant aux moins de 60 ans (11).

D'AUTRE PART, les tranches d'âge s'étirent au fur et à mesure que l'âge augmente. Ainsi, les « plus de... » sont regroupés dans une catégorie tellement vaste qu'elle perd tout sens : on passe souvent des 18-24 ans (six ans d'intervalle) et des 40-49 ans (neuf ans)... aux « plus de 60 ou de 65 ans », qui peuvent avoir plus de trente ans d'écart et appartenir à des générations différentes. Vus avec de telles lunettes, tous les vieux sont gris...

Une fois cette fausse unité réalisée, on peut aisément généraliser à l'ensemble de ces personnes des caractéristiques, modes de vie, etc., propres seulement à certaines d'entre elles. Cette forme d'âgisme utilise un procédé qu'on retrouve par ailleurs dans le racisme ou le sexisme : « les étrangers », « les femmes », « les personnes âgées »... Autant de catégorisations qui véhiculent des idées reçues.

En politique, la rengaine est bien connue : les vieux sont immobilistes, réactionnaires. Les commentateurs ont recouru à cet effet d'unité, par exemple, lors de l'élection présidentielle de 2012. Ils ont insisté sur les 41 % des plus de 65 ans qui avaient voté en faveur de M. Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire, UMP) pour minorer les 30 % d'entre eux qui avaient choisi M. François Hollande (Parti socialiste), et plus encore le fait que cette « classe d'âge » est celle qui a le moins voté pour l'extrême droite. Quant aux 54 % de retraités qui ont voté pour M. Sarkozy au second tour, ils ont souvent fait oublier les 46 % qui avaient effectué un choix différent !

(Lire la suite page 14.)

(4) Alfred Sauvy et Robert Debré, *Des Français pour la France. Le problème de la population*, Gallimard, Paris, 1946.

(5) Cf. Patrice Bourdelais, *L'Age de la vieillesse*, Odile Jacob, Paris, 1993.

(6) Ces données sont établies à partir de plusieurs critères (espérance de vie, état de santé...).

(7) *Insee Première*, n° 1372, octobre 2011.

(8) *Population et société*, n° 441, Institut national des études démographiques (INED), Paris, janvier 2008.

(9) L'âge médian est celui qui divise la population en deux groupes égaux.

(10) Pierre Bourdieu, « La "jeunesse" n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, 1980.

(11) « Les violences faites aux femmes », *Insee Première*, n° 1180, février 2008.



Tuez-les tous

Si nous étions extrêmement cyniques, nous dirions que le moment arrive où, du point de vue de la dépense publique, il vaudrait mieux que meurent les gens qui veulent rester oisifs.

Richard Liscia (éditorialiste), Le Quotidien du médecin, Paris, 30 mars 2005.

Il existe un excédent prévisible de personnes âgées par rapport aux capacités de financement des systèmes de protection sociale.

Rapport annuel 1987-1988 de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 1988.

Plus ça va et plus je me sens coupable, en me levant le matin, à l'idée que les soins sont totalement payés par le gouvernement. Le problème [du financement de la Sécurité sociale] ne sera pas résolu tant qu'on ne laissera pas les [vieux malades] mourir plus vite.

Aso Taro, ministre des finances du Japon, lors d'une réunion sur la Sécurité sociale. Rapporté par Justin McCurry, « Let elderly people "hurry up and die", says Japanese minister », The Guardian, Londres, 22 janvier 2013.

Si l'on en juge par ses priorités sonnantes et réverbérantes, et non sur les discours de ses dirigeants, la France est devenue un pays d'hypocondriaques vieillissants. [Un pays dominé par une] génération vieillissante qui confisque à son profit le pouvoir et choisit de se soigner, dans tous les sens du terme, au détriment de l'intérêt de la nation.

Jean de Kervasdoué, titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Le Monde, 19 décembre 2004.

Constatant que 70 % des dépenses de santé interviennent durant les six derniers mois de la vie, l'économiste Alain Cotta propose « une sorte d'autorégulation organisée par la société [qui créerait] une fonction sociale : donner la mort ».

Le Journal du dimanche, Paris, 7 septembre 2003.

Il y a un problème dont on ne parle jamais, c'est l'effet du vieillissement sur les hausses des dépenses d'assurance-maladie et la façon dont on va le financer. (...) J'ai un père qui a 102 ans. Il a été hospitalisé quinze jours en service de pointe. Il en est sorti. La collectivité française a dépensé 100 000 euros [M. Minc a ultérieurement divisé ce chiffre par dix] pour soigner un homme de 102 ans. C'est un luxe immense, extraordinaire. Pour lui donner quelques mois ou, j'espère, quelques années de vie.

Alain Minc, France Info, 7 mai 2010.

Les baby-boomers et les seniors (...) perçoivent des retraites qui ne sont pas toujours négligeables (...). Ils ont accumulé plus d'argent qu'ils ne pourront jamais en dépenser jusqu'à la fin de leurs jours [et ils] disposent d'un excédent considérable.

François de Witt, journaliste économique, Appauvrissez-vous !, Bourin Editeur, Paris, 2004.

Nous n'avons pas de place pour tout le monde. C'est pourquoi nous sommes obligés de faire un tri et de fixer la limite d'âge à 70 ans pour les soins intensifs et la rééducation des personnes âgées. (...) Nous avons choisi de réserver les lits aux générations plus jeunes, à tous ceux qui sont chargés de famille et veulent revenir sur le marché du travail.

Un neurologue d'un hôpital de Copenhague – dont les propos sont corroborés par les enquêtes sur le terrain – cité par Bernadette Puijalon et Jacqueline Trincaz, Le Droit de vieillir, Fayard, Paris, 2000.

Politiquement et psychologiquement, le vieillissement se traduit par le conservatisme, l'attachement aux habitudes, le défaut de mobilité et l'inadaptation à l'évolution du monde actuel.

Alfred Sauvy, préface, dans Pierre Laroque, Politique de la vieillesse (rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse), La Documentation française, Paris, 1962.

Nous voyons ainsi émerger un phénomène qui n'avait pas été prévu dans l'évolution, et qu'il aurait même fallu empêcher coûte que coûte : la majorité de la société est constituée par un groupe ayant dépassé l'âge de la reproduction, qui a rempli depuis longtemps son objectif biologique, dont les défaillances ne sont plus réparées et dont la nature annonce le départ.

L'essayiste allemand Frank Schirrmacher dans son livre à succès Le Réveil de Mathusalem, Robert Laffont, Paris, 2006.

Grâce à l'arrivée massive d'immigrés en 2012, pour la première fois depuis huit ans, la population allemande a augmenté. Mais elle vieillit rapidement. Faute de moyens collectifs adaptés, les familles ont recours à d'étranges solutions.

PAR HEIKE HAARHOFF *

ABERLIN, M^{me} T. habite une grande maison, construite autrefois par son mari pour eux et pour les enfants qu'ils n'ont finalement jamais eus. Désormais veuve et âgée de 87 ans, elle vit seule. Elle n'a qu'une nièce, à sept cents kilomètres d'ici, et un vague parent de l'autre côté de l'océan. M^{me} T. est enrôlée, car les occasions de discuter se font rares ; anxieuse, car ses jambes ne veulent plus obéir ; perturbée, car, de plus en plus souvent, en sortant de chez elle, elle ne sait pas si elle doit tourner à droite ou à gauche pour aller chez son médecin. « Démence sénile évolutive », a noté celui-ci dans son dossier.

M^{me} T. est formelle : elle ne veut à aucun prix aller vivre en maison de retraite. Comme les deux tiers des Allemands, si l'on en croit des sondages. Il faut dire que les reportages n'y encouragent guère. On y a vu des sondes gastriques posées à la hâte parce qu'il n'y avait personne pour donner à manger, des couches qu'on avait oublié de changer depuis des heures. Il manque actuellement trente mille infirmiers en Allemagne, selon les estimations de la Fédération des prestataires de services sociaux privés (BPA) ; et ce chiffre pourrait grimper jusqu'à deux cent vingt mille d'ici à 2020. Déficit de personnel qualifié, conditions de travail pénibles. C'est dans le secteur des soins ambulants, à domicile, que la pénurie est la plus criante. Mais la surcharge de travail et le surmenage sont également flagrants dans les maisons de retraite, même dans les établissements de qualité.

DES MAISONS DE RETRAITE TROP CHÈRES ET QUI MANQUENT DE PERSONNEL

Certes, l'assurance-dépendance obligatoire a été introduite en 1995 par l'ancien ministre du travail et des affaires sociales Norbert Blüm (Union chrétienne-démocrate, CDU), sous la coalition noire-jaune (1) de M. Helmut Kohl. Mais cette protection, financée à parts égales par les employeurs et les employés, n'a jamais eu vocation à assurer tous les risques, en vertu d'hypothèses tacitement admises : soit les Allemands ne vivraient pas aussi vieux et ne deviendraient donc pas dépendants, soit les proches assumeraient cette responsabilité. Le gouvernement de M^{me} Angela Merkel continue de tabler sur la privatisation de la dépendance. Mais les arrangements familiaux montrent leurs limites : les enfants devenus adultes vivent rarement au même endroit que leurs parents ; et les épouses, filles et belles-filles, qui, jusqu'ici, s'occupaient des invalides à la maison, tranquillement et à moindre coût, ne sont plus aussi disponibles.

* Journaliste, Die Tageszeitung, Berlin.

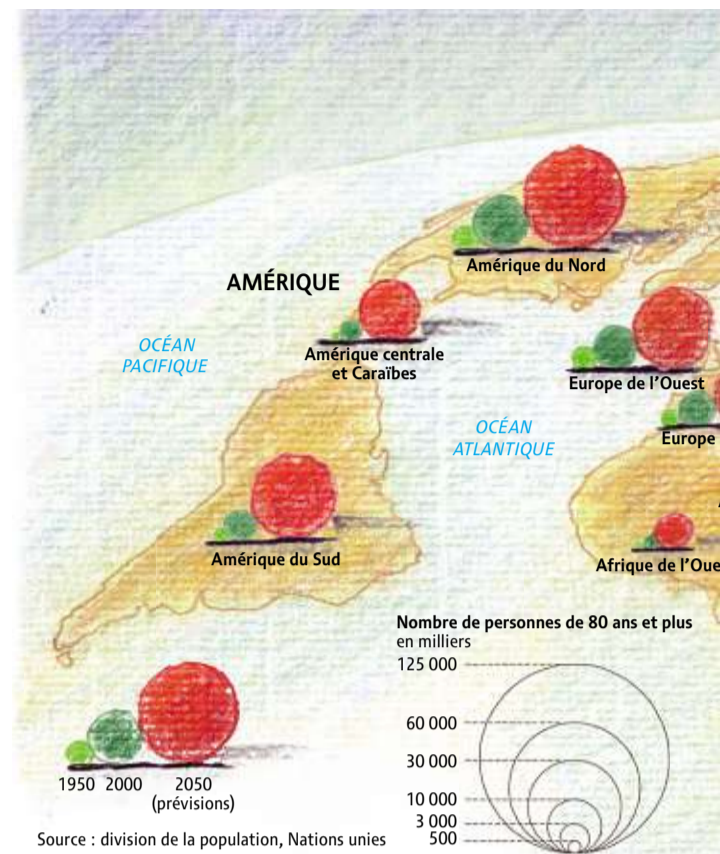
(Suite de la page 13.)

L s'opère une confusion entre l'effet d'âge, qui serait attaché à une caractéristique donnée – les vieux votent à droite parce qu'ils sont vieux –, et l'effet de génération : les électeurs ayant régulièrement voté à droite continuent de voter à droite en vieillissant, et les électeurs ayant régulièrement voté à gauche continuent de voter à gauche. Ainsi, ceux qui ont autour de 60 ans, et qui avaient donc 20 ans dans les années 1970, ont davantage voté pour M. Hollande ou pour M. Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) au premier tour que les électeurs âgés de 25-34 ans ou ceux de 35-49 ans. Les travaux sérieux tendent à montrer que les effets de génération et les aspects socio-économiques jouent un rôle important, tandis que les effets d'âge sont surtout fantasmés (12).

Cela n'empêche pas certains essayistes d'alimenter ces stéréotypes, et d'en tirer des conclusions pour le moins surprenantes. Ainsi, Yves Michaud, directeur de l'Université de tous les savoirs, estime qu'il faut « se poser la question d'une fin de la vie citoyenne. Je pense que tôt ou tard il faudra envisager qu'il y ait un âge de la retraite du citoyen. Je verrais bien des gens votant par exemple entre 16 et 80 ans. Et puis, à 80 ans, on arrête (13) ». Ce fantasme de dissolution de la démocratie s'exprime de manière encore plus radicale chez M. Martin Hirsch : « Il faut refaire le suffrage censitaire et donner deux voix aux jeunes quand les vieux n'en ont qu'une. Il faut donner autant de voix qu'on a d'années d'espérance de vie. (...) Quelqu'un qui a quarante ans devant lui devrait avoir quarante voix, quand celui qui n'a plus que cinq ans devant lui ne devrait avoir que cinq voix (14). »

On retrouve cette fausse unité des vieux dans le domaine des ressources et des modes de vie. Régulièrement dépeints comme aisés et privilégiés, les retraités se voient accusés du dénuement des jeunes. Tous sont assimilés aux plus riches et urbains d'entre eux, ceux des publicités pour voitures et montres de luxe. Or la moyenne des pensions de retraite se situe autour de 1 200 euros par mois, et de moins de 900 euros pour les femmes (lire l'article page 18).

Les Allemands exportent



LE MONDE DES SUPER

En fonction du type de maison de retraite et d'équipement, les pensionnaires doivent déboursier entre 1 000 et 3 000 euros par mois, et payer de leur poche le gîte et le couvert, en sus des prestations de l'assurance-dépendance. Quand ils n'en ont pas les moyens – quatre cent mille personnes âgées seraient dans cette situation en Allemagne, selon un calcul réalisé début 2013 par l'Office de la statistique –, l'Etat intervient. Mais il examine la situation en détail. Dans le cas de M^{me} T., par exemple, il a estimé que son bien immobilier devrait d'abord être vendu pour cofinancer sa place en maison de retraite. Ce qui ne serait pas forcément suffisant, ni apprécié par ses héritiers.

C'est pourquoi les membres de la famille cherchent fébrilement une solution moins coûteuse qui pourrait convenir à la vieille dame autant qu'à eux : par exemple, embaucher une infirmière à domicile venue d'Europe de l'Est, en recourant par ailleurs aux prestations spécialisées (Sachleistungen) d'un service de soins ambulants payé à l'heure par l'assurance-dépendance (au maximum 700 euros par mois), et fournir un peu d'aide familiale.

Beaucoup d'Allemands privilégient ce modèle. Mais, pour M^{me} T., c'est hors de question : elle a besoin d'un accompagnement vingt-quatre heures sur vingt-quatre dont elle ne peut supporter le coût sans le soutien de ses proches. C'est pourquoi sa nièce réfléchit en secret à une option que les tabloïds ont récemment fustigée comme une « délocalisation des grands-mères et des grands-pères », indigne d'une société pétrie de valeurs chrétiennes comme l'Allemagne : faire soigner M^{me} T. à

A quel âge

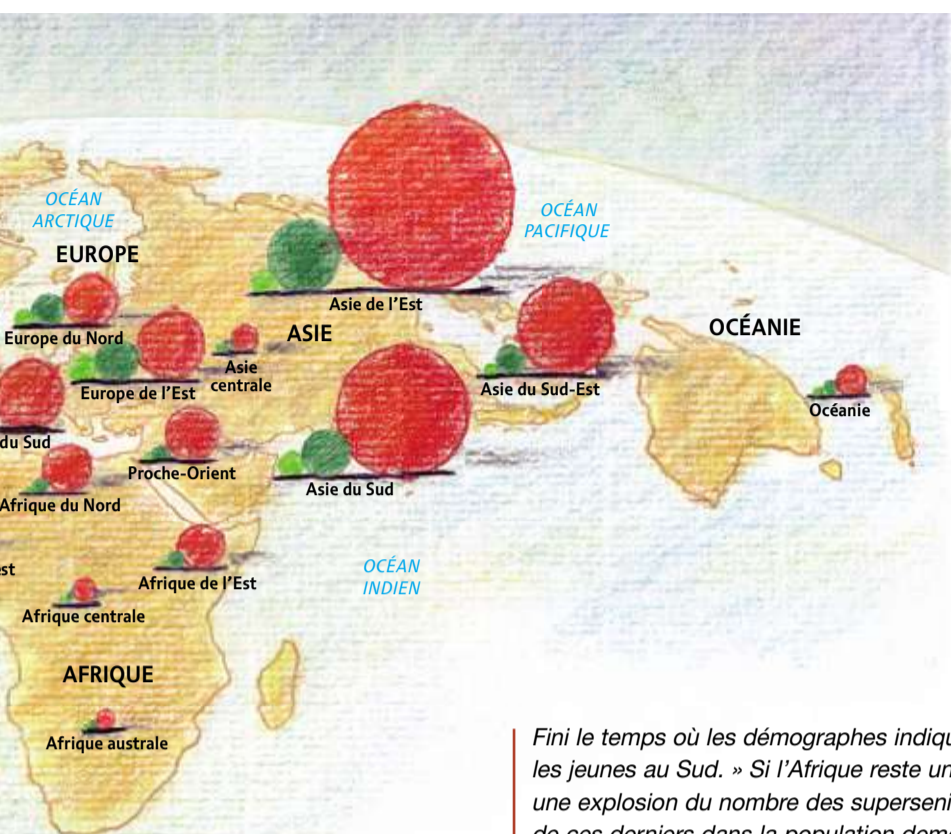
Certes, la pauvreté a constamment diminué depuis les années 1960. En 1970, le taux de pauvreté des plus de 65 ans était de 35 % (17 % pour l'ensemble de la population), tandis qu'il se situe actuellement autour de 10 % (14 % pour l'ensemble de la population). Les plus de 60 ans sont moins touchés que les moins de 30 ans. Mais, là encore, prudence : les plus de 75 ans restent plus frappés que toutes les tranches d'âge entre 30 et 65 ans (15). Or on sait que la pauvreté, l'isolement et la fragilité se cumulent pour créer des situations de grande vulnérabilité. En 2011, un tiers des personnes décédées par suicide étaient âgées de plus de 65 ans.

Le discours sur les « retraités aisés » construit une sorte d'écran destiné à décrire les divisions sociales dans les termes d'un simple conflit entre vieux (riches) et jeunes (pauvres). De quoi masquer les inégalités grandissantes au sein de chaque génération, comme les conséquences des effets conjoints du sexisme et de l'âgisme (femmes isolées, pauvres et souvent très âgées). Pourtant, bien souvent, jeunes et vieux sont, ensemble, les premières victimes des mêmes phénomènes. Dans le champ de l'emploi, par exemple : au prétexte de l'expérience des plus jeunes et de l'obsolescence des plus âgés, on élargit des deux côtés d'un « âge d'employabilité idéal » qui se réduit à 25-45 ans. La durée moyenne d'inscription sur les listes de Pôle emploi double chez les plus de 50 ans par rapport aux autres demandeurs d'emploi (16).

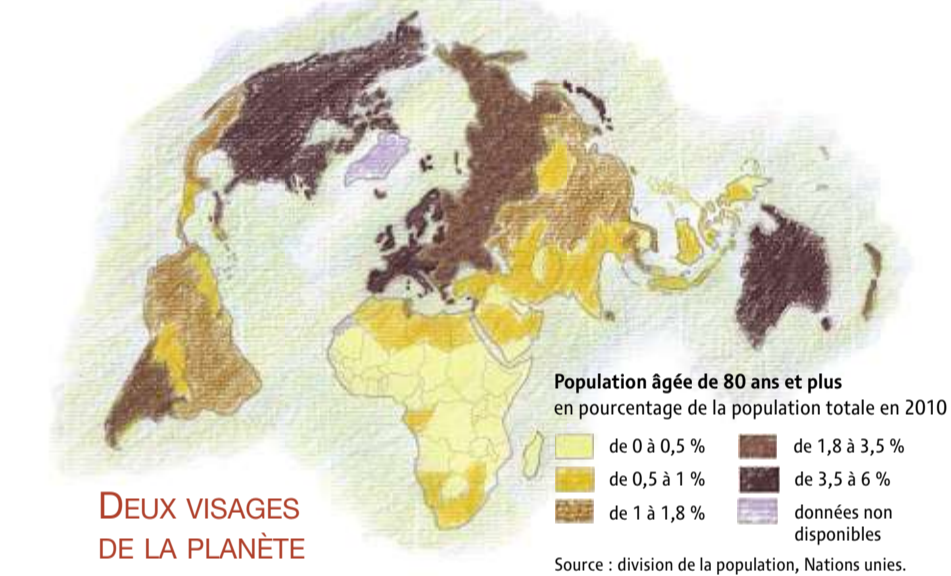
C'EST également vrai en matière de précarité. Si les jeunes sont touchés, les situations de fragilité en lien avec la vieillesse ont repris leur courbe ascendante après les réformes des retraites successives. Dans les difficultés vécues depuis deux décennies par les plus de 50 ans, l'isolement, la pauvreté, le handicap combinent leurs effets. Tout indique que les vieux pauvres de la France des années 1970 resurgiront dans la France des années 2030-2040 (17).

Tandis que les puissants se moquent bien de leur âge, pour les autres l'attention se focalise sur les générations, au point de négliger les ques-

ent aussi leurs grands-parents

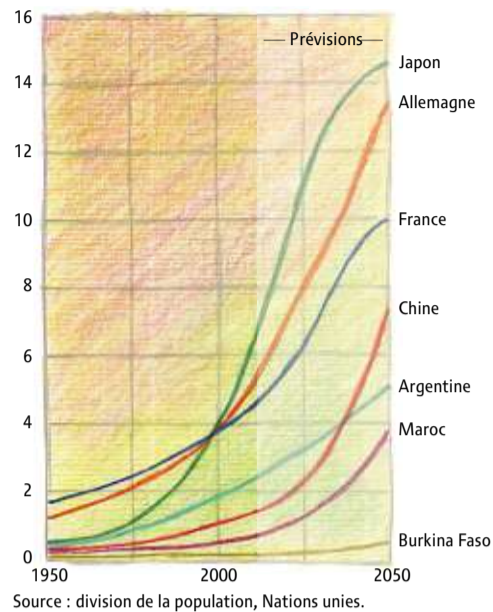


SENIORS



Finis les temps où les démographes indiquaient : « Les vieux sont au Nord, les jeunes au Sud. » Si l'Afrique reste un continent jeune, l'Asie connaît une explosion du nombre des superseniors. Toutefois, la part de ces derniers dans la population demeure plus faible que dans les pays occidentaux, sauf pour le Japon.

Population âgée de 80 ans et plus en pourcentage de la population totale



Source : division de la population, Nations unies.

LA VAGUE MONTANTE

auprès d'elle, qui prendraient soin d'elle avec affection et qui l'écouteront, dit-elle. Qu'importe qu'elle soit à sept cents ou à sept mille kilomètres d'ici : nous ne nous verrons certainement pas plus souvent dans le premier cas que dans le second. »

Sur Internet, on trouve l'annonce de ce travailleur social suisse, M. Martin Woodtli, qui a fait de son propre destin un modèle. Il a emmené sa mère atteinte de la maladie d'Alzheimer en Thaïlande, où il travaillait déjà à l'époque. Puis il a promu à grand renfort de publicité son programme de soins exotiques prodigués sous la conduite d'une équipe parlant allemand : « Je suis convaincu qu'il faut de plus en plus être à la recherche de nouvelles formes de prise en charge, de façon à ce que nous puissions être à la hauteur des besoins des personnes atteintes de démence sénile, mais aussi de ceux de leurs proches. » M. Woodtli et son équipe thaïlandaise proposent un « accompagnement vingt-quatre heures sur vingt-quatre des personnes atteintes de démence, avec infirmier particulier ». Ainsi, les Allemands atteints de démence

peuvent passer leurs vieux jours dans un « environnement agréable et accueillant ».

M. Woodtli défend cette solution avec un sobre pragmatisme : « Vous disposez de trois accompagnatrices qui se relaient dans leur travail de surveillance et qui s'occupent exclusivement d'une personne dépen-

dante. » Et tout cela pour un prix qui ne ruine personne : l'ensemble des coûts, promet le superviseur de l'équipe de soins, s'élève en général à « moins de la moitié de ceux d'une maison de retraite en Suisse ou en Allemagne ».

Des offres similaires existent en Europe de l'Est, ou sont en cours de création. Selon des chercheurs, quelque sept mille Allemands vivraient dans des maisons de retraite en Hongrie, trois mille en République tchèque, six cents en Slovaquie. On ignore le nombre de personnes placées en Grèce, en Espagne, en Ukraine, en Thaïlande et aux Philippines, qui semblent être les principales destinations pour l'exportation de personnes âgées (2). Il ne s'agit encore que de niches. « Pour moi, affirme la nièce de M^{me} T., c'est une option. J'aurais l'espoir que, grâce aux traditions de la société thaïlandaise, ma tante puisse simplement vieillir dans la dignité. »

« BESOIN DE PLUS DE PRÉSENCE HUMAINE »

Bien sûr, les personnalités politiques, tous partis confondus, dénoncent cette expulsion cynique des personnes âgées dépendantes. Selon la convention de l'Organisation des Nations unies (ONU) relative aux droits des personnes handicapées, rappelle M. Christoph Fuchs, médecin gériatre à la clinique municipale de Munich, « la démence est une forme d'existence. Nous n'avons pas besoin de médication supplémentaire, mais de plus de présence humaine ». Vieillir dans la dignité, mais sans y mettre trop de moyens : c'est le dilemme que la coalition de M^{me} Merkel, au pouvoir depuis bientôt quatre ans, ne parvient pas à résoudre. Le monde politique botte en touche. L'année 2011, pompeusement proclamée par la coalition Année de la dépendance, s'est écoulée sans décision notable. Dans une société qui vieillit constamment, en raison de sa démographie et grâce au progrès médical, le nombre de personnes dépendantes atteint aujourd'hui deux millions et demi. Il pourrait doubler d'ici à 2050.

« Nous avons besoin d'un nouveau contrat social, dit l'expert en questions sociales Jürgen Gohde (sans étiquette), qui a dirigé le Conseil de la dépendance à partir de 2007, sous la grande coalition formée par la CDU et le Parti social-démocrate (SPD). Autonomie des personnes âgées, participation, respect et dignité : il ne s'agit pas d'idées insensées formulées par un vieux dérangé, mais de droits sociaux.

En 2013, précise M. Gohde, l'absence de soutien pour les un million cinq cent mille personnes qui prennent soin de leurs proches à domicile se double d'un manque de logements (environ deux millions et demi) adaptés aux personnes âgées. Sans parler d'un environnement favorable où les personnes atteintes de démence puissent vivre le plus longtemps possible de façon autonome, avec des épiceries sur place, des médecins ou des coiffeurs à proximité. Si rien ne change, M^{me} T. quittera bientôt sa petite rue du nord de Berlin pour aller finir sa vie dans un pays lointain.

HEIKE HAARHOFF.

(1) Coalition gouvernementale formée de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), de l'Union chrétienne-sociale (CSU) et du Parti libéral-démocrate (FDP), dirigée par M. Helmut Kohl de 1982 à 1998, puis par M^{me} Angela Merkel depuis 2009.

(2) Chiffres cités par Kate Connolly, « Germany "exporting" old and sick to foreign care homes », *The Guardian*, Londres, 26 décembre 2012.

devient-on vieux ?

tions de pouvoir et de classes sociales. N'y aurait-il plus qu'une jeunesse, à plaindre, et une vieillesse, à accabler ?

Lorsque l'image d'Épinal du senior aisé-oisif-égoïste, responsable des maux de la jeunesse, semble décidément trop usée, apparaît celle de la « personne âgée dépendante », avec son cortège de tares (lenteur, frilosité, inadaptation...), que l'on accuse, cette fois, de coûter cher. Comme l'annonçait dès les années 1960 le premier rapport officiel sur le sujet, les vieux vont « grever les conditions d'existence de la population française (18) ». Faut-il de s'attaquer aux vraies causes de la faillite de notre système économique, certains désignent de nouveaux coupables : les inactifs (retraités ou malades) qui vivent plus longtemps. Et tous ceux qui, passés sous la toise de normes comptables à courte vue, coûtent plus qu'ils ne rapportent : retraités, chômeurs, métiers du soin, de la culture, de l'éducation...

En termes économiques, le « problème » est posé et les solutions proposées depuis bien longtemps, comme en témoigne cette formule du ministre des finances japonais, en janvier dernier : « Le problème [du financement de la Sécurité sociale] ne sera pas résolu tant qu'on ne laissera pas les [vieux malades] mourir plus vite (19). » En France, « on ne laisse pas mourir les vieux », mais la pénurie de moyens conduit à délaissier beaucoup de personnes très âgées, qui auraient pu être soignées dans certains services d'urgence si elles avaient été prises en charge à temps, par exemple. Ou, comme dans certaines maisons de retraite, à ne pas les aider à vivre correctement.

Si les vieux pauvres sont surtout accusés de peser, les vieux riches font désormais l'objet de multiples attentions de la part des partisans de la *silver economy* (lire l'article page 20), qui rêvent de vieux consommateurs mobiles, sportifs, technophiles et friands de « maisons intelligentes » (domotique et autres). Naissent alors des dispositifs destinés à entretenir leur capital-santé et leur capital intellectuel, à les « surcouvrir » d'assurances-dépendance qui, quand ils seront malades ou handicapés, permettront de créer des emplois non délocalisables. Des emplois souvent pénibles, avec des salaires bas et un manque criant de formation, généralement occupés par des travailleuses délocalisées...

En attendant, pour les personnes de 60 ou 70 ans, auxquelles on affirme, comme le fait M^{me} Delaunay, que leur vieillesse a commencé, un problème débute dès maintenant : la société les invite à un « bien vieillir » socialement et culturellement vide (20), et n'imagine pour elles qu'une série d'activités aussi peu excitantes que la stimulation cognitive sur console de jeu pour éviter l'Alzheimer, le tai-chi pour prévenir les chutes, ou la technologisation de leur logement pour « retarder la dépendance ». Sans oublier – car il ne faudrait pas jouer les « vieux égoïstes » – de nombreuses missions : garder leurs petits-enfants, aider financièrement leurs fils et leurs filles, soigner leurs vieux parents, animer les associations locales... Nombre de retraités participent déjà à ces activités de solidarité, familiales comme associatives. Mais le danger existe de transformer ces choix en injonctions, voire en condition pour être socialement aidé ou considéré.

POUR les personnes âgées dites dépendantes, un autre problème tourne au cauchemar. Si, dans certains pays (Allemagne, Pays-Bas, Danemark...), les handicaps et les maladies avec perte d'autonomie activent des aides quel que soit l'âge de la personne, en France, on cesse, à 60 ans, d'être une personne handicapée pour devenir une « personne âgée dépendante », avec, à handicap égal, un dispositif plafonné. Et donc des montants largement inférieurs aux besoins. Un système discriminatoire, maintenu de gouvernement en gouvernement au seul motif que « ça coûterait trop cher » d'aider les personnes handicapées de plus de 60 ans comme on aide celles de moins de 60 ans.

La « réforme de la dépendance » annoncée par le gouvernement socialiste de M. Jean-Marc Ayrault ne mettra pas fin à cette discrimination. Centrée sur le financement, à l'image de ce que M. Sarkozy et M^{me} Roselyne Bachelot avaient imaginé, la future loi risque de s'employer surtout à réduire les dépenses en supprimant les aides aux personnes les moins « dépendantes », ce qui, en langage ministériel, s'énonce ainsi : « Les aides publiques seront davantage orientées vers ceux qui en ont le plus besoin » (M^{me} Delaunay au Monde). Le but est aussi de « faire jouer la

responsabilité individuelle » – expression également utilisée par M. Hollande lors de son intervention au congrès de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopps) le 29 janvier 2013, ce qui signifie en réalité : faire fortement appel aux assurances privées.

Le principe de solidarité nationale ne s'appliquerait-il pas aux citoyens âgés de plus de 60 ans, et plus particulièrement aux citoyennes ? Les vieilles femmes sont en effet les principales victimes de ce dispositif « dépendance ». Comme au temps où Simone de Beauvoir condamnait la manière dont la société les traitait (lire page 19), elles subissent un système qui, cumulant sexisme, âgisme et utilitarisme, considère qu'il y a des vies moins précieuses que d'autres. Et réalise ainsi la prédiction de Hannah Arendt : « Si nous nous obstinons à concevoir notre monde en termes utilitaires, des masses de gens en seront constamment réduites à devenir superflues (21). »

JÉRÔME PELLISSIER.

(12) Annick Percheron et René Rémond (sous la dir. de), *Age et politique*, Economica, Paris, 1991.

(13) Yves Michaud, « L'esprit public », France Culture, 4 juin 2006.

(14) « La jeunesse, tu l'aimes ou tu la quittes », France Inter, 27 juillet 2010. Cf. « Martin Hirsch, vote censitaire et espérance de vie », Observatoire de l'âgisme, août 2010, <http://agisme.fr>

(15) Cf. « Evolution de la pauvreté des personnes âgées et du minimum vieillesse », *Retraite et société*, n° 56, La Documentation française, Paris, janvier 2009.

(16) « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en janvier 2013 », *Dares indicateurs*, n° 25, Paris, février 2013.

(17) Cf. « Vieillir dans la pauvreté », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 977, La Documentation française, octobre 2010.

(18) Pierre Laroque, *Politique de la vieillesse*, rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse, La Documentation française, 1962.

(19) « Let elderly people "hurry up and die", says Japanese minister », *The Guardian*, Londres, 22 janvier 2013.

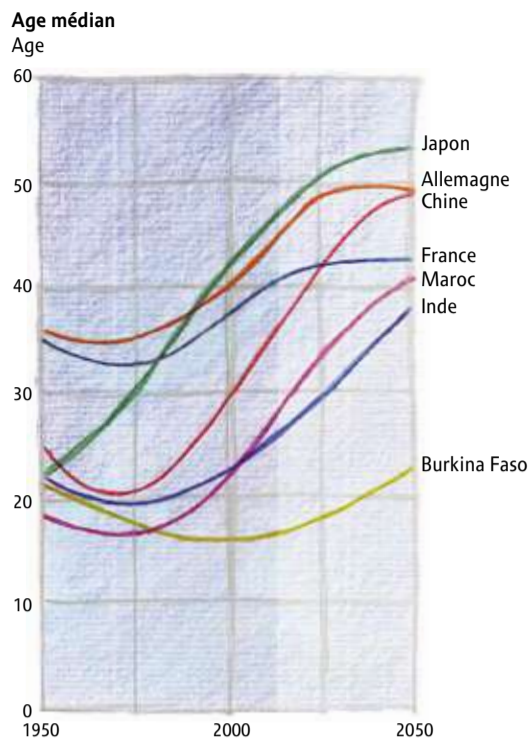
(20) Lire Lucien Sève, « Reconsidérer le "bien vieillir" », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

(21) Hannah Arendt, *Le Système totalitaire. Les Origines du totalitarisme*, tome III, Seuil, coll. « Points Essais », Paris, 2005 (1^{re} éd. : 1972).

Qin Zhuang,

Conformément à la tradition chinoise et confucéenne, les vieux ont longtemps vécu avec leurs enfants. Désormais, ces derniers sont partis pour la ville. Et 54 % des cent quatre-vingt-cinq millions de Chinois de plus de 65 ans vivent seuls. Comme dans ce petit hameau de huit cents âmes.

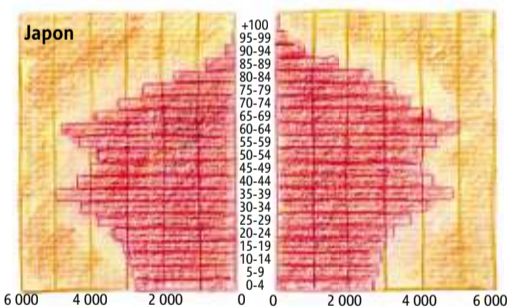
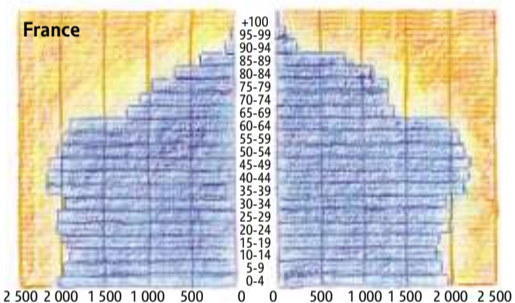
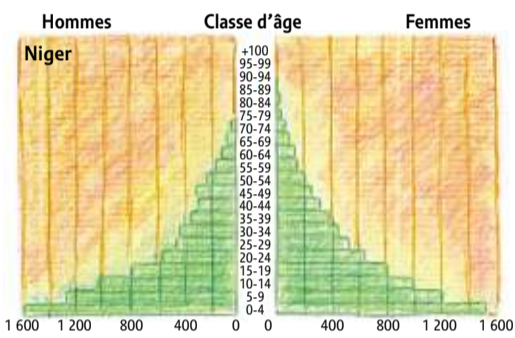
PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JORDAN POUILLE *



Source : division de la population, Nations unies.

LES MOINS DE 20 ANS EN VOIE DE DISPARITION

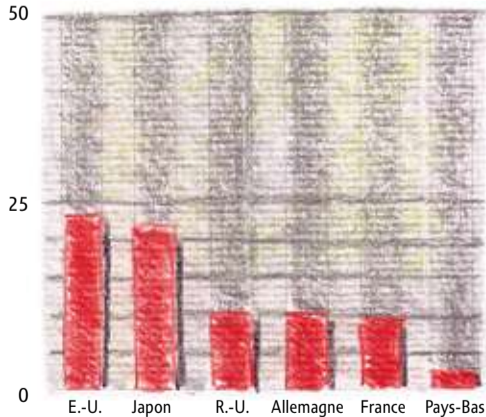
Au Japon, en Allemagne ou en Chine, la moitié de la population aura 50 ans ou plus en 2050 ; pour la France, l'Inde ou le Maroc, le cœur de la population active se situera autour de 40 ans – un atout.



DE LA PYRAMIDE AU CERF-VOLANT

Au Japon, les naissances sont rares alors que les gens vivent de plus en plus longtemps ; en France, la population vieillit mais le taux de natalité demeure relativement élevé – moins bien sûr qu'au Niger, où le taux de mortalité reste très fort.

Les pauvres de 65 ans et plus en pourcentage de l'ensemble des retraités



Source : Conseil d'orientation des retraites, octobre 2010 (basé sur les chiffres de l'OCDE).

VIEUX ET PAUVRES

Sans surprise, c'est dans les pays où les systèmes solidaires et publics de retraite sont faibles que les vieux pauvres sont les plus nombreux : Etats-Unis, Japon...

On ne tombe pas sur Qin Zhuang par hasard. Depuis la route, ce village, à trois cent trente kilomètres de Pékin, disparaît derrière des fabriques de machines d'emballage. Il est aussi jalonné d'usines d'engrais chimiques qui rendent l'air du district de Dongguang particulièrement inconfortable.

Pour y accéder, il vaut mieux longer le Grand Canal, ce formidable ouvrage assemblé sous la dynastie Sui (581-618) qui relie Pékin à Hangzhou, au sud. Le courant est paisible, mais dépose au pied des roseaux une écume jaune citron : une mousse sécrétée par une papeterie, à quatre-vingts kilomètres en amont. L'une des berges surplombe des champs de blé, morcelés en étroites parcelles, puis des maisonnettes de briques protégées par des rangées disciplinées de peupliers. C'est là qu'habitent les vieux paysans de Qin Zhuang.

M^{me} Qin Xuexi, 65 ans, a été prévenue de notre arrivée. Son accueil est chaleureux. Chevelure à la garçonnette, maquillage discret, surmanches en Nylon par-dessus son manteau de fourrure synthétique, elle nous tend en guise de bienvenue des cigarettes « Montagne de la Pagode rouge » et joint ses mains derrière le dos en nous guidant solennellement à travers les ruelles boueuses de son village : « Par ici, nous avons construit une route, avec les moyens du bord. » Des briques assemblées en épi mènent jusqu'à un petit temple bouddhiste : « Nous l'avons repeint en rouge cette année, afin qu'il retrouve de l'allure. Certains paysans viennent y prier... pour devenir fonctionnaires. » M^{me} Qin Xuexi ne manque pas d'humour, ni de poigne. Elle est la chef du Parti communiste (PC) de son village. « En Chine, les plus de 60 ans constituent 14 % de la population [et ils pourraient atteindre les 30 % d'ici à 2050]. A Qin Zhuang, ils représentent 70 % des huit cents habitants. Et 100 % d'entre eux vivent dans la pauvreté. »

Cette agricultrice à la retraite a accepté cette responsabilité il y a deux ans, contre une indemnité de 600 yuans (74 euros) par mois. C'est la première fois depuis l'avènement de la Chine communiste que le PC de Qin Zhuang est dirigé par une femme. « Parce que c'est la première à se bouger pour nous. Il faut dire qu'elle a élevé cinq enfants... » ; « Elle est dégourdie, ne se débène pas devant les projets extravagants des officiels », entend-on. Contrairement à

* Journaliste, Pékin.

M. Zheng Ronglin, chef communiste d'un village voisin, haï des paysans depuis qu'il s'est laissé corrompre par le patron d'une usine de cellulose très polluante, M^{me} Qin Xuexi fait l'unanimité.

Ses administrés comptent beaucoup sur son énergie pour restaurer leur qualité de vie, malmenée par une piété filiale en déliquescence et par le développement sauvage de l'industrie lourde. A partir du milieu des années 1990, les forces vives du village ont peu à peu délaissé les champs pour les usines ou les chantiers de construction et leurs dortoirs, pléthoriques à travers le pays. Avec leur pécule, beaucoup ont envoyé de l'argent pour entretenir ou agrandir les fermes. En revanche, la dernière génération de migrants s'est laissé totalement absorber par l'urbanisation, garante d'un nouveau style de vie, plus confortable mais plus coûteux.

LES PROMOTEURS LORGNENT LES CHAMPS À L'ABANDON

A quinze kilomètres à peine, la ville de Dongguang attend toujours son premier McDonald's et se contente d'un Dico's, son succédané chinois. Elle achève une route express à six voies. De chaque côté, la terre est rase, mais une forêt de grues annonce des tours résidentielles. Des pancartes promettent une verdure inouïe entre chaque bâtisse, dont le mètre carré est proposé à 4 000 yuans (493 euros). « Hukou rural accepté ! », précise le panneau, entre autres arguments de vente. En Chine, les travailleurs migrants, même bien établis en ville, n'ont généralement pas le droit d'acheter un appartement, ni d'y scolariser leurs enfants : ils sont discriminés par leur hukou d'origine, leur passeport interne. En s'étendant sur les champs, Dongguang intègre les paysans des alentours, dont ceux qui rêvent d'une vie de citadins.

En novembre 2012, au lendemain du XVIII^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), M^{me} Qin Xuexi a été invitée par les officiels de Dongguang. En bonne élève, elle a assisté à la lecture des soixante-quatre pages récapitulantes les travaux du secrétaire général sortant, M. Hu Jintao. Puis elle est retournée au village, en bus.

La chef du parti tient ses réunions hebdomadaires dans l'arrière-salle de l'unique épicerie

de Qin Zhuang. Les camarades s'assoient sur les cartons de bière ou sur le kang du vendeur, ce lit en ciment chauffé par en dessous grâce à des briques de charbon. Au-dessus, un poster rend hommage à l'héroïsme de l'Armée populaire de libération. Un autre vante les vertus aphrodisiaques d'un alcool de riz bon marché. Le plafond est recouvert du métal de centaines de canettes de soda. Ici, presque tous les habitants portent le même patronyme : Qin.

En sept ans, quatre usines ont déjà investi le territoire des Qin. Dans ces hangars de tôle blanche et bleue, parfois nichés entre deux fermes en ruine, de jeunes hommes assemblent des machines à cracher du cellophane ou de la feuille de carton ondulé. Et, surprise, aucun n'est originaire du village, ni même de la province du Hebei. Ils viennent du Qinghai, une province pauvre à l'ouest de la Chine, où le salaire mensuel de base ne dépasse pas 800 yuans (98 euros).

Le village compte cinq véhicules à moteur. Une camionnette grise Wuling, celle de l'épicier, et quatre coquilles de noix à 20 000 yuans (2 468 euros) l'unité, des voiturettes à trois roues, toutes rouges et théoriquement réservées aux handicapés. « Ici, les habitants sont trop vieux. Ils n'ont ni les moyens ni le courage de conduire une voiture, au milieu de tous ces camions pressés », explique M^{me} Qin Xuexi.

Mais si ces paysans perdent en vigilance, les champs de Qin Zhuang disparaîtront, inexorablement. L'an dernier, dans le village mitoyen, un promoteur a entamé la construction de quatre bâtiments résidentiels sur des terrains délaissés. « Ils prétendent que c'est pour améliorer notre confort, qu'on ne peut plus vivre à l'ancienne, avec un puits pour l'eau et un trou dans la cour en guise de toilettes. » Mais les surfaces proposées sont si grandes – de 120 à 300 mètres carrés – que ces logements demeurent inabordables : ils coûtent au moins 240 000 yuans (30 000 euros), sans compter le chauffage au gaz.

« Les résidents sont des commerçants dont le revenu par foyer varie entre 200 000 et 300 000 yuans [37 000 euros] par an », concède le promoteur en caressant sa boucle de ceinture Hermès. Il n'est pas peu fier de nous montrer l'entrée du lotissement, ornée de deux colonnes dorées et d'une plaque de marbre sur laquelle est gravé : « La belle ville près de la rivière ». Une piste de ciment relie le tout à la route principale.

M^{me} Qin Xuexi, elle, préfère s'assurer que les paysans retraités labourent leurs terres et les entretiennent, même sommairement, quitte à n'en tirer que quelques sacs de maïs ou de farine. « Chaque année, à la fin du mois de janvier, tous les paysans reçoivent une prime de 687 yuans. » Le bulletin stipule qu'il s'agit d'une aide pour acheter des engrais chimiques de l'usine voisine Hua Ge. « Mais il ne peut en disposer à leur guise. Ici, on n'aime plus vraiment les engrais chimiques. » Et pour cause : l'usine a pollué l'eau du robinet des soixante villages du district. A tel point que d'étranges publicités sont apparues sur les murs : « Pour prendre une douche à l'eau propre, appelez ce numéro... »

Plus jeune à 74 ans qu'à 57

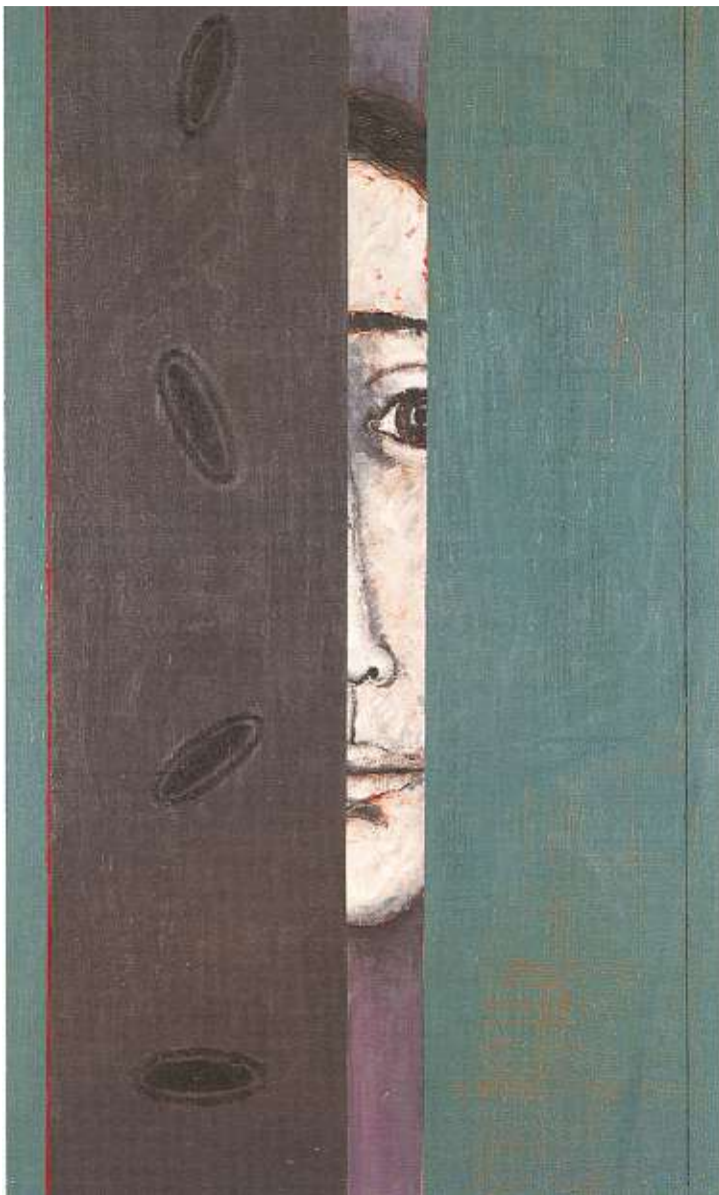
Paul Auster dialogue avec lui-même sur la « fuite du temps ». Il raconte sa rencontre, en 2004, avec l'acteur français Jean-Louis Trintignant.

Tu te trouves dans la petite ville française d'Arles, sur le point de lire en public des extraits d'un de tes livres. Sera sur scène avec toi l'acteur Jean-Louis Trintignant (un ami de ton éditeur) qui lira dans leur traduction française les passages que tu auras lus en anglais. (...) Tu es content d'être en compagnie de Trintignant ce soir, car tu tiens sa façon de jouer en haute estime (...). Comme nombre des acteurs que tu connais et avec lesquels tu as travaillé Trintignant est quelqu'un de réservé et de timide. Il émane certes de lui une aura de bonne volonté et de sympathie, mais en même temps il est replié sur lui-même : c'est un homme qui a du mal à parler aux autres. Pour l'heure, vous êtes tous deux sur scène en train de répéter, seuls dans la grande église – ou plutôt l'ancienne église – où la lecture de ce soir aura lieu. Tu es impressionné par le timbre de la voix de Trintignant et sa résonance, qualités qui distinguent les grands acteurs de ceux qui ne sont que bons, et tu éprouves un plaisir immense à entendre les mots que tu as écrits (non, pas tout à fait les tiens, mais tes mots traduits dans une autre langue) transmis par l'instrument de cette voix exceptionnelle. A un moment, à propos de rien, Trintignant se tourne vers toi et te demande ton âge. 57 ans, lui dis-tu, et après un bref silence, tu lui demandes le sien. 74, répond-il, et puis, après un autre petit silence, vous vous remettez tous deux au travail. Après la répétition, on te conduit avec Trintignant dans une pièce, quelque part dans cette église, en attendant que le public soit assis et que la lecture puisse commencer.

Il y a d'autres personnes dans la pièce avec vous, divers membres de l'équipe de la maison qui publie ton œuvre, la personne qui organise la soirée, des amis anonymes de gens que tu ne connais pas, peut-être en tout une douzaine d'hommes et de femmes. Tu es assis dans un fauteuil sans parler à personne, juste assis en silence à regarder les gens dans la pièce, et tu vois Trintignant, à quelque trois mètres de toi, lui aussi assis, en silence, qui regarde le plancher, le menton posé dans la main, apparemment perdu dans ses pensées. Il finit par lever la tête, croise ton regard et déclare avec un sérieux et une gravité inattendus : « Paul, il y a juste une chose que je voudrais vous dire. A 57 ans, je me sentais vieux. Maintenant, à 74 ans, je me sens beaucoup plus jeune qu'à l'époque. » Sa remarque te trouble. Tu n'as aucune idée de ce qu'il essaye de te transmettre, mais tu sens que c'est important pour lui, qu'il s'efforce de partager avec toi quelque chose qui revêt une importance vitale, et c'est la raison pour laquelle tu ne lui demandes pas d'expliquer ce qu'il veut dire. Depuis près de sept ans, à présent, tu n'as cessé de peser ses paroles, et bien que tu ne saches toujours pas comment les interpréter exactement, il y a eu de brèves lueurs, de tout petits moments pendant lesquels tu as eu l'impression d'avoir presque pénétré la vérité de ce qu'il te disait. Il se peut que ce soit quelque chose d'aussi simple que ceci : qu'un homme a davantage peur de la mort à 57 ans qu'à 74. Ou peut-être a-t-il vu en toi quelque chose qui l'a inquiété : les traces encore présentes de ce qui t'était arrivé pendant les mois horribles de l'année 2002 [un accident de voiture]. Car, c'est un fait, tu te sens plus robuste maintenant, à 63 ans, qu'à 55.

Paul Auster, Chronique d'hiver, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Furlan, Actes Sud, Arles, 2013.

royaume des aînés



Les œuvres qui accompagnent ce dossier sont du peintre espagnol Juan Martínez. Elles font partie des séries « Visiones » (Visions) et « Acecho » (Guet) et sont extraites de deux monographies : *Visiones. Juan Martínez*, de José María Merino, Nueva Comunicación, León, 2007 ; et *Juan Martínez. 1975-2000*, Gráficas La Paz, Torredonjimeno (Jaén), 2003.

Contre une cotisation annuelle de 40 yuans (5 euros), les vieux de Qin Zhuang bénéficient désormais d'un remboursement des soins à 80 % et des médicaments à 30 %, conformément au programme national. Les soins prodigués ne sont pas toujours à la hauteur des pathologies, de plus en plus lourdes avec la pollution de l'eau. Les tiroirs du praticien du village débordent plutôt de pilules et de cachets contre l'hypertension. « Deux fois par an, au printemps et à l'automne, les habitants partent en pèlerinage à l'hôpital de Lian Zheng, à une demi-heure de marche. Ils y restent une semaine pour y subir une batterie d'examens et d'injections. Cela leur coûte seulement 200 yuans [24 euros] », assure le médecin de 34 ans, qui a succédé à son père.

DES ENFANTS QUI GRANDISSENT LOIN DE LEURS PARENTS

L'autre figure de Qin Zhuang, c'est M. Qin Ruhe, 65 ans. Il tient depuis quarante-cinq ans l'unique magasin du lieu. C'est par son intermédiaire que les habitants accèdent à la société de consommation vantée à la télévision. Une trentaine de marques de cigarettes, des thés au lait déshydratés, des chips à cinq parfums : à part les œufs et les légumes, tout, ici, est présenté sous emballage plastique, sur de solides étagères de bois. « Au début, je ne proposais qu'une vingtaine de produits. Avec 150 yuans, vous pouviez acheter tout mon magasin ! » Puis, dans les années 1980, un fabricant de crèmes glacées lui a offert un congélateur, et les habitants ont découvert les glaces au lait.

Aujourd'hui, l'épicier s'approvisionne lui-même en ville, grâce à sa camionnette : « Je me souviens que j'ai dû apprendre aux villageois à se servir d'un briquet pour allumer le feu. Certains s'obstinent à refuser le progrès ! Je sors encore mon bouillier pour les clients. » Depuis un an, M. Qin Ruhe propose même des abonnements au réseau 3G de China Telecom : « Mais personne ne sait se servir d'un ordinateur, encore moins d'un smartphone. » Il n'a pas de tiroir-caisse, juste un coffre en bois, « de deux cents ans au moins », dans la pièce voisine, avec une fente au milieu pour y glisser ses précieux billets.

Les voisins vous diront qu'il a mis 100 000 yuans (12 334 euros) de côté : une épargne faramineuse. Ils lui en veulent à cause de son second enfant, une fille aujourd'hui âgée de 32 ans, née au tout début de la politique de l'enfant unique. Il n'avait écopé que de 200 yuans d'amende ; les autres familles, de dix fois plus, ce qui les a contraintes à l'infanticide ou à la clandestinité.

Certains lui prêtent aussi un caractère bizarre : « Un jour, il est allé réclamer 100 yuans à sa sœur. Une sorte d'amende parce que son arbre touchait son fil électrique. » Pourtant, l'épicier fait souvent crédit, et les paysans le remboursent après la récolte. M. Qin Ruhe est fier de ses bonnes manières : « Je lis la presse et c'est à moi qu'on demande quelles sont les nouvelles de Pékin. » Pour les petits-enfants des paysans, une cinquantaine, scolarisés dans un village voisin, il se démène afin de trouver les bonbons les plus farfelus, ceux que l'on voit sur Kaku TV, une chaîne chinoise de dessins animés : « L'an dernier, tout le monde me réclamait des chewing-gums orange. Et c'était le casse-tête pour en trouver ! Tous ces gamins sont éduqués par des personnes âgées, loin de leurs parents. Vous imaginez combien ça peut être triste, parfois. »

Depuis deux jours, nous dormons chez M. Zhou Fengjun et son épouse Ge Hairong, âgés respectivement de 64 et 62 ans. Sur le fronton de leur vieille ferme, on lit : « L'Orient est rouge », titre d'un chant de la Révolution culturelle. L'intérieur est modeste : pas de frigo ni de machine à laver, mais une chaudière au charbon et un climatiseur acheté il y a quatre ans grâce à un coup de pouce gouvernemental pour inciter les ruraux à s'équiper.

Aujourd'hui tous deux handicapés, nos hôtes ont été réunis par une mariéeuse professionnelle, contre 50 yuans. Un vrai coup de foudre : « Ma femme est courageuse et très compréhensive, dit M. Zhou Fengjun. Elle prépare le repas et verse l'alcool de riz dans mon verre quand je rentre. Moi, en retour, je vais faire les courses, ou je porte mes vêtements le plus longtemps possible pour qu'elle se fatigue moins à les laver. » Malgré son handicap, il cultive seul le coton et le maïs sur 4,5 mu (0,3 hectare), en fonction du calendrier lunaire. Elle élève l'enfant de leur fils unique, parti faire du commerce dix mois par an dans une province voisine.

Le 27 septembre 2011, devant sa ferme, M^{me} Ge Hairong a glissé sur le sol gelé. Elle s'est fracturé le genou droit, déjà abimé par le virus de la poliomyélite contracté durant l'enfance. L'opération a coûté 16 000 yuans (1 974 euros), non remboursés. Avec ses broches en inox dans le genou, M^{me} Ge Hairong assure qu'elle peut au moins prévoir la météo : « Quand j'ai mal, cela veut dire qu'il pleuvra le lendemain. »

Pour payer la facture de l'hôpital, son mari est parti travailler sur un chantier de ligne de chemin de fer, celui du train rapide à Nanchang, la capitale du Jiangxi. A 80 yuans la journée, et la paye n'est versée qu'à la fin du contrat, un an plus tard. « Notre fils n'a envoyé que 3 000 yuans et n'est même pas venu voir sa mère pendant ses deux semaines d'hospitalisation », grogne-t-il.

Comme M^{me} Ge Hairong se contorsionne à chaque enjambée, elle ne s'éloigne guère de la maison, mais veille, en bonne nounou, sur les petits du village. Sa ferme est devenue une garderie, avec posters d'animaux, alphabets sur chaque porte et un cerf-volant fixé au mur. « Quand un enfant est de trop, il vit caché, le temps que ses parents parviennent à payer l'amende. De mon temps, c'était tellement plus strict ! Il fallait tuer le deuxième enfant nous-mêmes, avec du poison donné par un fonctionnaire, ou par strangulation. »

« MÉFIEZ-VOUS DE L'ÉPICIER, IL RACONTE PARTOUT QUE VOUS ÊTES UN ESPION »

Si la piste est sèche, dès 8 heures le matin, M. Zhou Fengjun parcourt dix villages sur un triporteur électrique. Il récupère les bouteilles de plastique vides et les revend au poids. Il peste sans cesse contre son fils qui n'envoie pas d'argent, seulement des vêtements et du lait en poudre pour le bébé. Son épouse et lui touchent chacun 60 yuans de retraite par mois. Depuis septembre 2009, le gouvernement expérimente un système de retraite à la campagne : toute personne ayant entre 18 et 59 ans est tenue de verser entre 100 et 500 yuans de cotisation par an. A partir de 60 ans, chacun peut prétendre à un versement minimal de 59 yuans par mois (1).

Quand nous lui avons demandé quelle était sa principale dépense, M. Zhou Fengjun a répondu sans hésiter : « L'alcool de riz. » Puis il a hurlé : « Cul sec », a descendu son quatrième gobelet d'une traite, vomi tout son repas sur la table et s'est excusé comme un enfant. Au coucher, il a tenu à nous avertir : « Surtout, méfiez-vous de l'épicier, il raconte partout que vous êtes un espion. »

A 63 ans, M^{me} Liu Ruiyan demeure, elle aussi, indispensable à Qin Zhuang, où elle est installée depuis trente ans. C'est l'arrangeuse de mariages, l'entremetteuse officielle. Bonne vivante, elle déambule de maison en maison, du matin au soir. Une voisine nous a vanté son grand cœur et son « don pour transformer un mort en vivant ». Elle a été chrétienne : « Mais le pasteur nous a dit que jouer au mah-jong c'était mal, alors j'ai arrêté la religion. » En janvier, elle a réuni deux quinquagénaires : « Les deux avaient des enfants. Le mari de la femme s'était suicidé. Il avait donné toutes ses économies à son frère pour monter une affaire, mais ce dernier a tout dilapidé. L'homme, en revanche, a beaucoup de terres. Il cherchait une femme qui aime travailler. Son ancienne épouse, qui venait de Mandchourie, fumait trop, jouait beaucoup. Elle l'a quitté subitement, après dix ans de mariage. » Plus rarement, M^{me} Liu Ruiyan assemble des femmes, deux vieilles dames qui sauront s'entraider : « Mais pas deux hommes, non. J'aurais trop peur qu'on dise du mal derrière mon dos. »

Rapprocher les cœurs ne suffit cependant pas à faire vivre le foyer, ni à payer les factures. C'est pourquoi M. Qing Bing Zhang, son mari de 64 ans, relève régulièrement ses manches pour aller travailler en ville, dans les chantiers. Sur un mur, en quittant le village, on repère cette pancarte : une publicité pour « Les Charmes Exotiques de Paris », un studio de photos de mariage de Dongguang. Juste en dessous, un numéro de téléphone peint à la hâte. Celui d'un démolisseur de fermes abandonnées.

JORDAN PUILLE.

(1) « China extending pension program to countryside », *China Daily*, Pékin, 16 septembre 2011.

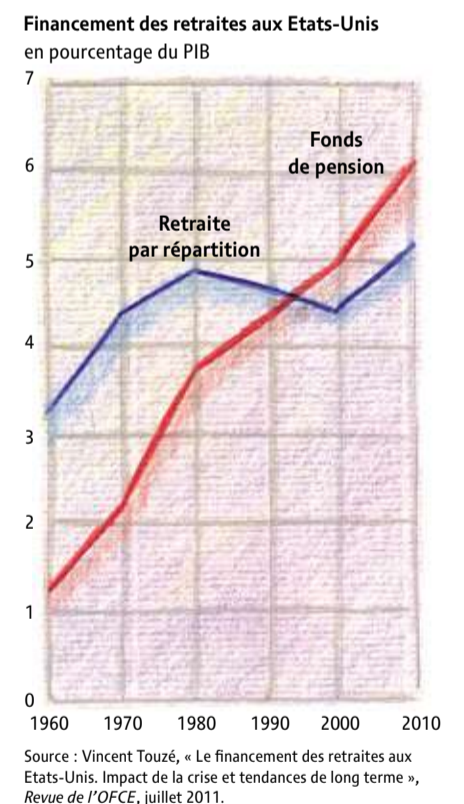
Briser la conspiration du silence

LA TRAGÉDIE de la vieillesse est la radicale condamnation de tout un système de vie mutilant : un système qui ne fournit à l'énorme majorité des gens qui en font partie aucune raison de vivre. Le travail et la fatigue masquent cette absence : elle se découvre au moment de la retraite. C'est beaucoup plus grave que l'ennui. Devenu vieux, le travailleur n'a plus sa place sur terre parce qu'en vérité on ne lui en a jamais accordé une : simplement il n'avait pas le temps de s'en apercevoir. Quand il s'en rend compte, il tombe dans une sorte de désespoir hébété. (...)

Les vieillards sont-ils des hommes ? A voir la manière dont notre société les traite, il est permis d'en douter. Elle admet qu'ils n'ont ni les mêmes besoins ni les mêmes droits que les autres membres de la collectivité puisqu'elle leur refuse le minimum que ceux-ci jugent nécessaire : elle les condamne délibérément à la misère, aux taudis, aux infirmités, à la solitude, au désespoir. Pour apaiser sa conscience, ses idéologues ont forgé des mythes, d'ailleurs contradictoires, qui incitent l'adulte à voir dans le vieillard non pas son semblable mais un autre. Il est le sage vénérable qui domine de très haut ce monde terrestre. Il est un vieux fou qui radote ou extravague. Qu'on le situe au-dessus ou en dessous de notre espèce, en tout cas on l'en exile. Mais plutôt que de déguiser la réalité, on estime encore préférable de radicalement l'ignorer : la vieillesse est un secret honteux et un sujet interdit.

C'est justement pourquoi j'ai écrit ces pages. J'ai voulu décrire en vérité la condition de ces parias et la manière dont ils la vivent, j'ai voulu faire entendre leurs voix : on sera obligé de reconnaître que c'est une voix humaine. On comprendra alors que leur malheureux sort dénonce l'échec de toute notre civilisation : impossible de le concilier avec la morale humaniste que professe la classe dominante. (...) Tout est à reprendre dès le départ : le système mutilant qui est le nôtre doit être radicalement bouleversé. C'est pourquoi on évite si soigneusement d'aborder la question du dernier âge. C'est pourquoi il faut briser la conspiration du silence.

Simone de Beauvoir, *La Vieillesse*, Gallimard, Paris, 1970.



AUX ETATS-UNIS, L'ASCENSION DES FONDS DE PENSION

A mesure que progresse le financement privé des retraites, le système par répartition, plus juste, marque le pas.

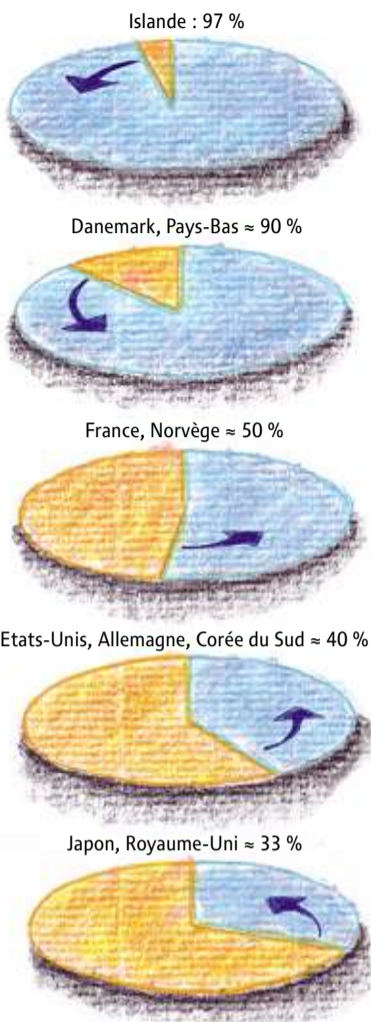
Dors heureuse...

IL faut vieillir. Ne pleure pas, ne joins pas des doigts suppliants, ne te révolte pas : il faut vieillir. Répète-toi cette parole, non comme un cri de désespoir, mais comme le rappel d'un départ nécessaire. Regarde-toi, regarde tes paupières, tes lèvres, soulève sur tes tempes les boucles de tes cheveux : déjà tu commences à t'éloigner de ta vie, ne l'oublie pas, il faut vieillir ! Eloigne-toi lentement, lentement, sans larmes ; n'oublie rien ! Emporte ta santé, ta gaieté, ta coquetterie, le peu de bonté et de justice qui t'a rendu la vie moins amère ; n'oublie pas ! Va-t'en parée, va-t'en douce, et ne t'arrête pas le long de la route irrésistible, tu l'essaierais en vain – puisqu'il faut vieillir ! Suis le chemin, et ne t'y couche que pour mourir. Et, quand tu t'étendras au travers du vertigineux ruban ondulé, si tu n'as pas laissé derrière toi un à un tes cheveux en boucles, ni tes dents une à une, ni tes membres un à un usés, si la poudre éternelle n'a pas, avant ta dernière heure, sevré tes yeux de la lumière merveilleuse – si tu as, jusqu'au bout, gardé dans ta main la main amie qui te guide, couche-toi en souriant, dors heureuse, dors privilégiée.

Colette, *Les Vrilles de la vigne*, 1908.

Et maintenant, faire payer

Taux de remplacement brut des régimes de retraite obligatoires



REVENUS EN BERNE

A part en Islande, au Danemark et aux Pays-Bas, le revenu des nouveaux retraités baisse sensiblement par rapport à leur ancien salaire (taux de remplacement), hors pension privée individuelle.

La conférence sociale organisée les 20 et 21 juin par le gouvernement de M. Jean-Marc Ayrault devrait entériner de nouvelles brèches dans le système de retraite français.

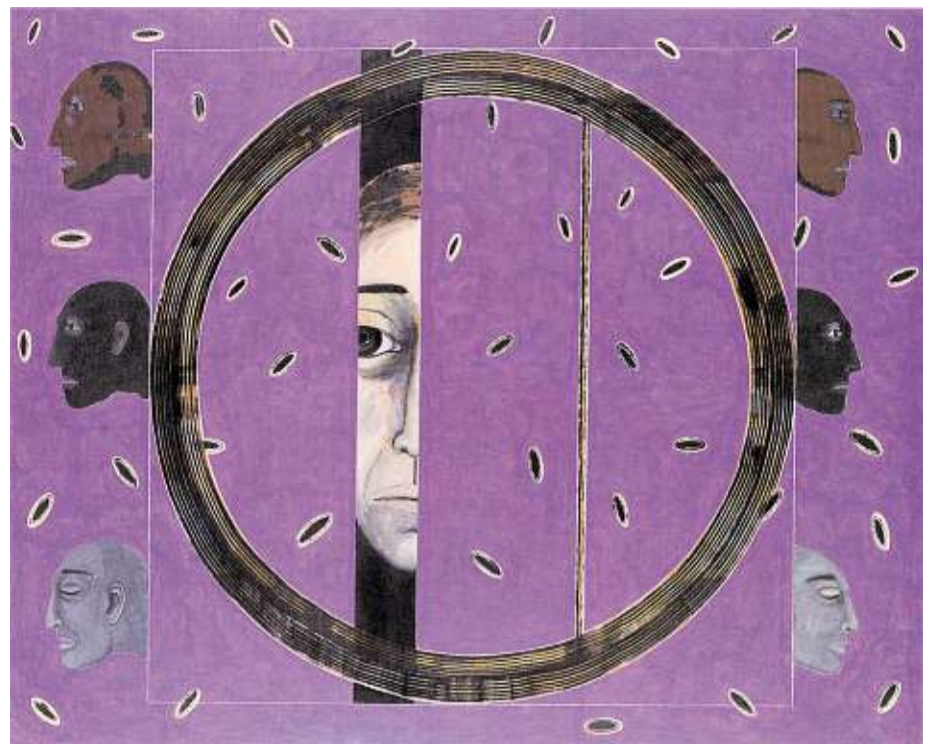
PAR ANTOINE RÉMOND *

RÉCESSION en 2013, faible croissance en 2014 : la détérioration des prévisions de la Commission européenne pour la France annonce une dérive des finances publiques. Si la France a obtenu un délai de deux ans pour revenir à l'objectif d'un déficit public de 3 % du produit intérieur brut (PIB), le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, M. Olli Rehn, a assorti cette décision d'une contrepartie : des « réformes structurelles substantielles en matière de marché du travail », « d'ouverture des marchés » et... « de système de pensions (1) ». Voilà donc que se profile la perspective d'une nouvelle réforme des retraites.

Selon le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), à court terme, le besoin de financement du système s'éleverait à 1 % du PIB en 2020, soit 22 milliards d'euros (2). Vers 2050-2060, en revanche, le scénario médian ne montre aucune détérioration supplémentaire. Le besoin de financement reculerait même à partir de 2060, les dépenses de retraites représentant alors 13,5 % du PIB (contre 13,8 % aujourd'hui). C'est une nouveauté par rapport aux précédentes projections. La variante optimiste prévoit même un excédent de 0,5 point de PIB et une réduction de la part des retraites dans le PIB à 12,4 %. Autrement dit, la question du financement relèverait essentiellement d'un horizon de court ou moyen terme, lié à la crise économique actuelle et au départ en retraite des générations nombreuses du baby-boom, qui s'étalera jusque vers 2035.

D'ici là, quelles solutions de financement ? Depuis 1991, un consensus implicite s'est installé pour ne pas augmenter les taux de cotisation. Le gouvernement pourrait rompre avec cette logique, mais la cohérence avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, décidé à l'automne 2012, aboutirait certainement à une hausse marginale.

* Chargé d'études au Centre études & prospective du Groupe Alpha. Dernier ouvrage paru : *Retraites : quelle nouvelle réforme ?*, La Documentation française, Paris, 2012.



Un allongement supplémentaire de la durée d'assurance pour une retraite à taux plein semble délicat. Elle est déjà passée de 37,5 à 40 ans entre 1993 et 2008. Une hausse qui a absorbé les gains d'espérance de vie réalisés sur la période : 2,3 années pour les hommes et 1,8 pour les femmes. Depuis 2009, une règle d'allongement automatique de la durée d'assurance instaurée par la réforme de 2003 stipule que toute augmentation de l'espérance de vie doit se répartir entre le maintien en activité (pour deux tiers) et la retraite (pour un tiers). Le gouvernement envisagerait de pérenniser ce dispositif, initialement prévu pour prendre fin en 2020.

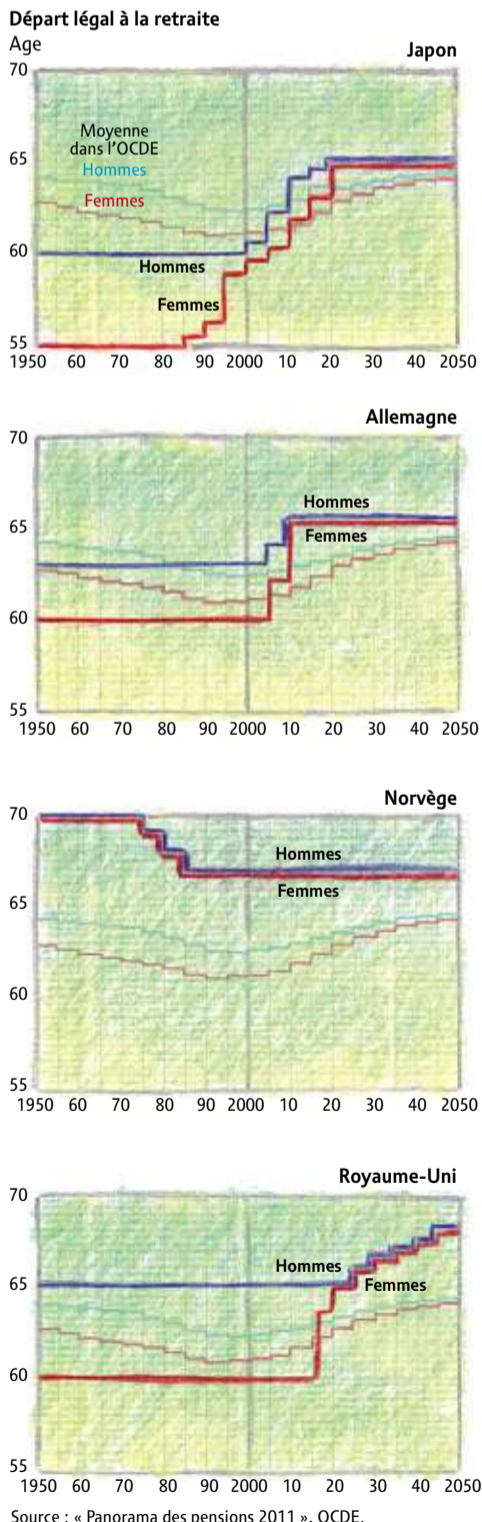
DÉSINDEXER LES PENSIONS, LE DERNIER LEVIER

Quant à l'âge de la retraite, la réforme de 2010 prévoit de retarder l'ouverture des droits de 60 à 62 ans en 2018 pour les personnes nées en 1956 et après. Ce relèvement, déjà plus rapide que lors des autres réformes en Europe, a été accéléré par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012. L'ouverture des droits à l'âge de 62 ans débutera dès 2017 pour les personnes nées à partir de 1955.

Dans ces conditions, le niveau des pensions devient la nouvelle cible. En juillet 2012, la Cour des comptes indiquait qu'« une maîtrise accrue des dépenses, si elle s'avérait nécessaire, pourrait, à court terme, porter sur les mécanismes d'indexation des pensions ». Selon elle, une revalorisation non plus en fonction de l'inflation, mais de l'inflation moins un point, rapporterait 750 millions d'euros en 2013 pour le seul régime général. Dans cette hypothèse, la Cour des comptes conseille aux pouvoirs publics d'étudier la faisabilité technique et juridique d'une « différenciation des revalorisations en fonction du niveau des pensions perçues afin de préserver les retraités les plus modestes ». Une désindexation différenciée poserait des problèmes techniques en raison de la situation des polypensionnés (assurés ayant cotisé à plusieurs régimes de base) : certains perçoivent ainsi une faible pension de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, parce qu'ils ont travaillé peu de temps dans le secteur privé, mais une pension plus généreuse dans un autre régime de base.

(1) Conférence de presse sur les prévisions économiques de printemps, 3 mai 2013.

(2) « Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060 », Conseil d'orientation des retraites, 11^e rapport, La Documentation française, Paris, 2012.



Source : « Panorama des pensions 2011 », OCDE.

TRAVAILLER TOUJOURS PLUS

Sur tous les continents, et quels que soient les gouvernements, l'âge de départ à la retraite recule. Ce sont les entreprises – et non plus les salariés – qui profitent de la hausse de l'espérance de vie.

« Te souviens-tu de nos

Au Sénégal comme dans toute l'Afrique, l'âge est tabou. Jamais on ne le demande. Sont donc considérés comme vieux ceux qui en ont l'apparence. Symboles de la sagesse, ils sont respectés par leurs enfants. Mais, avec l'urbanisation, les liens se modifient. L'écrivaine sénégalaise Mariama Ndoye, lauréate du prix Ivoire en 2012, a rédigé cette nouvelle pour « Le Monde diplomatique ».

PAR MARIAMA NDOYE *

Macodou et Déguène, un couple d'octogénaires comme on en trouve encore tant dans nos contrées, s'entretiennent.

– Déguène, te souviens-tu de nos 20 ans ?

– Ey mon oncle, parle bas, les petits-enfants vont nous entendre ! Il n'est pas décent de parler de notre jeunesse devant eux !

– Et pourquoi donc ? Les photos montrent bien que tu étais plus belle que nos filles au même âge. Tu étais robuste et tu n'avais pas besoin de domestique pour tenir ta maison propre et nourrir quinze personnes, trois fois par jour, à heures fixes.

– C'est vrai, mes regrettés beaux-parents, mes belles-sœurs et quelques-uns de tes cousins vivaient avec nous. A 8 heures du matin, j'étais déjà au marché pour faire mes emplettes parce que ton père ne voulait manger que du poisson frais et non du congelé. En ce temps-là, le thiof (1) était encore accessible aux bourses des petits fonctionnaires.

– Un fonctionnaire n'est jamais petit, ma femme. Il travaille dans un bureau, porte un costume, reçoit une manne régulière à chaque fin de mois. A l'époque, il jouissait de l'estime de tous. C'est vers lui que se tournaient tous les quémandeurs ou emprunteurs de mouton de Tabaski (2) ou de baptême. Ceux qui étaient ou prétendaient être dans le besoin. De nos jours, les nouveaux nantis sont les footballeurs, les

* Ecrivaine. Dernier roman : *L'arbre s'est penché*, Eburnie, Abidjan, 2012.

lutteurs, les chanteurs et surtout les émigrés revenus d'Espagne, d'Italie, des Etats-Unis. Ils ont remplacé les bureaucrates, commis d'administration, chauffeurs de personnalités officielles, comme moi.

– Oui, mon oncle. Tu avais fière allure dans ton uniforme de chauffeur du gouverneur de région ! Le képi toujours bien vissé sur la tête quand tu conduisais. Quelle élégance quand tu ouvrais la portière de la voiture à ton patron lors du défilé de la fête nationale. Les caméramen de la télévision l'attendaient. Tu arrêtais la voiture pile sur le tracé indiqué par des bandes blanches sur la chaussée. Tu mettais pied à terre prestement, contournais la voiture, te décoiffais, ouvrais la portière en t'inclinant. Ensuite, tu refermais la portière, te remettais au volant et allais garer ton véhicule en ligne droite impeccable. On pouvait se méprendre et penser que c'était toi le patron tellement tu étais fringant !

– Ah ! Déguène, vraiment ?!

– Oui, vraiment ! Même qu'une de nos voisines s'était une année éprise de toi. Elle s'enthousiasmait de tes prestations auprès de qui voulait l'entendre. Elle se targuait même que tu ailles lui rendre visite nuitamment. Tu te souviens ?

– Non ! Je ne me souviens que des choses qui ne prêtent pas aux discussions orageuses, tu le sais bien ! Viens plutôt me masser le dos, au lieu de ressasser tes souvenirs, femme ! Tu sais bien que ma pension de retraite ne me permet pas de soigner à la fois mon arthrose, mon début de glaucome, ton diabète...

– Quel diabète ? Ne parle pas de malheur, ce ne sont que des traces de glycémie !

– Tu es superstitieuse, en bonne Sénégalaise, tu crois que si j'en parle le taux va monter. Tu prétends être en bonne santé juste pour continuer à manger ton bol de riz à midi sans te faire gourmander !

– Ey, Macodou, laisse-moi tranquille et couche-toi pour que je puisse enduire ton dos de karité et te masser bien comme il faut !

Il soulève son boubou et s'étend sur le ventre. Puis soudain :

– Déguène, tu n'as plus de force dans les bras, il faut que j'épouse une troisième femme forte et vigoureuse !

Elle lui donne une grande tape.

– Quand on n'a plus de rien, on se tient tranquille. Tu sais bien que les jeunettes achèvent les vieux de ton âge ! Regarde un peu autour de toi. Il paraît que ce sont elles qui vont percevoir toutes les pensions de retraite. Elles voulaient être des veuves pour entre-

la crise aux retraités

Ce type de mesure concernerait probablement tous les assurés – sauf les bénéficiaires du minimum vieillesse, une allocation indépendante de la durée d'activité.

Dans les régimes de retraite complémentaire du secteur privé Arrco et Agirc, une telle désindexation a été décidée par l'accord du 13 mars 2013 entre le patronat et trois organisations syndicales : la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Force ouvrière (FO) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Elle s'appliquera au cours des trois prochaines années et concernera tous les salariés. Avant même l'issue de la négociation, le ministre du budget de l'époque, M. Jérôme Cahuzac, avait défendu cette mesure, y voyant un « *élément d'appréciation très important* ». Le gouvernement, disait-il, ne pourrait pas « *ne pas en tenir compte* » lors de la réforme des régimes de base (*Les Echos*, 15 janvier 2013).

Or les signataires de l'accord disent s'opposer à la désindexation pour les régimes de base : le secrétaire général de la CFDT souligne qu'« *une contribution des retraités pour financer le système n'est pas une bonne solution* » ; celui de FO rappelle que « *désindexer les pensions de l'inflation reviendrait à taper sur les petites retraites* » ; et la présidente du Mouvement des entreprises de France (Medef) met en garde contre une « *rupture dans le pacte entre générations* » (3). Mais ces protestations s'avèrent contradictoires avec la mesure de désindexation approuvée dans l'accord du 13 mars. La garantie du niveau des pensions complémentaires est autant au cœur du pacte entre les générations que celle des régimes de base, ne serait-ce que parce qu'à partir d'un certain niveau de salaire l'essentiel de la pension provient des régimes complémentaires.

Pour justifier une désindexation des retraites, trois arguments sont généralement avancés. Premièrement, il s'agirait du seul levier laissé intouché lors des précédentes réformes. Pourtant, les retraités actuels ont déjà subi une baisse du pouvoir d'achat. L'indexation des pensions sur les prix, et non plus les salaires (en 1987), puis le passage des dix aux vingt-cinq meilleures années pour déterminer le salaire annuel moyen et donc le montant de la retraite (en 1993), ont raboté le niveau des pensions par rapport aux derniers salaires (taux de remplacement) dans le régime général du secteur privé. Cette diminution s'est produite bien que les personnes parties en retraite ces dernières années aient eu plus souvent des carrières complètes et liquidées des pensions en moyenne meilleures que leurs aînés. Par ailleurs, depuis 2013, les retraités contribuent au financement de la dépendance en s'acquittant d'une taxe de 0,3 % sur leurs pensions

de retraite et d'invalidité, sauf s'ils sont soumis au taux réduit de contribution sociale généralisée (CSG) de 3,8 % ou exonérés de ce prélèvement.

Le deuxième argument pourrait se résumer ainsi : les retraités ayant tendance à moins dépenser, une ponction de leur pension pénaliserait moins la consommation globale qu'une augmentation des taux de cotisation des actifs. Toutefois, les comportements ne peuvent se réduire à la seule baisse de la propension à consommer, mesurée par les enquêtes « budget des familles » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Lesquelles ignorent certains éléments : par exemple, les personnes âgées vivant en institution affichent un taux d'épargne plus faible que celles vivant à domicile (lorsqu'il n'est pas négatif), mais ne sont pas couvertes par les enquêtes de l'Insee. Par ailleurs, cette faible propension à la consommation peut être liée à la volonté de transmettre un patrimoine aux descendants ; ce qui, à revenu inchangé, permet aux générations d'actifs de consommer plus. Elle vient également de la constitution d'une épargne de précaution, destinée à financer la dépendance, les ménages devant assumer eux-mêmes la prise en charge d'un hébergement en institution. On consomme par ailleurs moins lorsqu'on ne dispose pas d'une offre de biens et services (ni de modes de distribution) adaptée à ses besoins : l'essor de produits intégrant des technologies de l'information et de la communication exclut de fait les plus âgés, qui souvent n'en maîtrisent pas l'usage.

PLUS RICHES QUE LES ACTIFS ?

Le troisième argument censé justifier la désindexation insiste sur le niveau de vie des retraités. Puisqu'il est équivalent à celui des actifs, il serait « logique », explique-t-on, qu'ils paient. Le montant de la retraite représente une partie du salaire moyen perçu au cours de l'activité professionnelle. Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), la pension moyenne brute (4) était de 1 301 euros en 2008 (dernier chiffre disponible), soit une retraite annuelle moyenne nette de 13 895 euros, alors que l'Insee établit le revenu salarial annuel moyen

net des actifs à 18 800 euros. La pension moyenne représente donc 74 % du salaire moyen net et 62 % du salaire moyen net à temps complet. Le niveau de vie des retraités est quant à lui de 95 % de celui des actifs. Cela s'explique par la composition des ménages (généralement, ils n'ont plus d'enfants à charge) et par la prise en compte des revenus du patrimoine, plus importants en moyenne en raison d'un patrimoine financier supérieur à celui des actifs.

Quoi qu'il en soit, la situation relative des retraités ne s'est pas améliorée au cours de la période récente, puisqu'en 1996 leur niveau de vie moyen représentait 97 % de celui des actifs.

Par ailleurs, ces comparaisons de niveau de vie divisent. Les uns font valoir que les retraités sont plus souvent propriétaires de leur résidence principale ; une situation qui relèverait leur niveau de vie légèrement au-dessus de celui des actifs. Les autres soulignent le coût de la complémentaire santé, plus élevé pour les retraités en raison de leur âge et de contrats individuels, ce qui ramène à une équivalence de niveau de vie. Néanmoins, celle-ci ne tient pas compte des transferts intergénérationnels entre vivants (transmission du patrimoine, aides financières), qui réduisent le niveau de vie des retraités et augmentent celui des actifs.

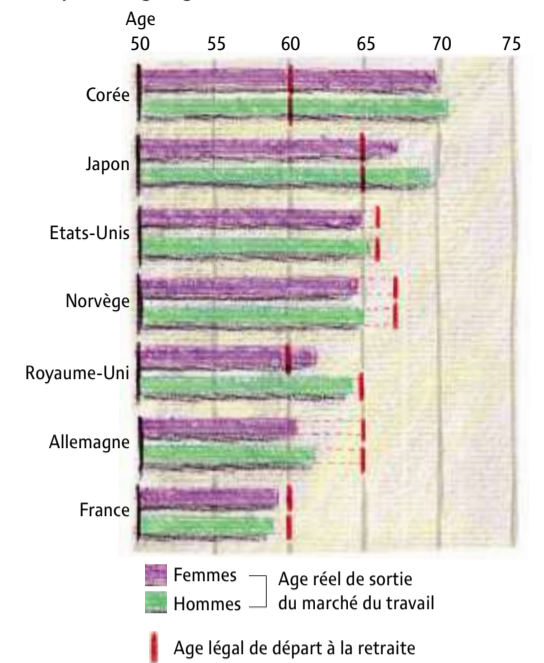
Plutôt qu'une désindexation, la réforme à venir ne devrait-elle pas chercher une clarification du financement du système ? Au fil des réformes, celui-ci est devenu de plus en plus complexe. Le but de certains prélèvements manque de clarté : ainsi, le forfait social et la CSG servent à financer à la fois l'assurance-maladie et le Fonds de solidarité vieillesse (FSV). Dans certains cas, leur logique est devenue incompréhensible : le forfait social et la taxe sur les salaires sont des cotisations sociales qui financent le FSV, mais pas les régimes de retraite eux-mêmes, alors que plusieurs syndicats demandent un élargissement de l'assiette des cotisations...

ANTOINE RÉMOND.

(3) Respectivement France Info, 13 mai 2013 ; déclaration à la presse, 13 mai 2013 ; point presse mensuel, 15 janvier 2013.

(4) « Les retraites perçues fin 2008 », *Études et résultats*, n° 758, Drees, Paris, avril 2011.

Age de sortie du marché du travail comparé à l'âge légal de la retraite

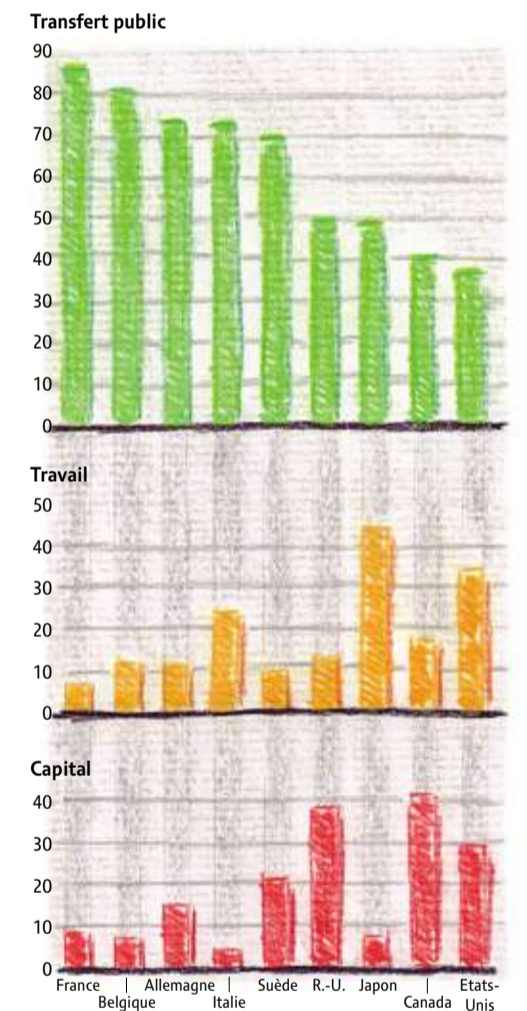


Source : « Panorama des pensions 2011 », OCDE.

AU-DELÀ DE LA LIMITE D'ÂGE

Dans certains pays (Corée, Japon, Royaume-Uni), les salariés doivent travailler au-delà de l'âge fixé par la loi ; dans d'autres (la France), ils partent plus tôt mais ne bénéficient pas toujours d'une retraite à taux plein.

Composition des revenus des personnes de plus de 65 ans en pourcentage du revenu total



Source : Conseil d'orientation des retraites, octobre 2010 (basé sur les chiffres de l'OCDE).

LE MODÈLE EUROPÉEN

Les « transferts publics » désignent les pensions de retraite financées par des prélèvements publics (cotisation ou impôt). Ils constituent l'essentiel des revenus des retraités en Europe.

20 ans ? »

tenir leurs jeunes soupirants après vous avoir menés à la tombe. C'est ce que tu veux aussi ?

– Arrête tes commérages et masse-moi plutôt ! Je sais que l'épaisseur de mon porte-monnaie n'attire plus personne, et que si par extraordinaire on m'offrait une troisième épouse, elle s'enfuirait comme la deuxième du domicile conjugal à la première dispute. As-tu fait chauffer l'eau pour mes ablutions ? Nous sommes en février et il fait encore froid.

– Ey, grand-père des enfants, je n'ai pas dix mains pour faire dix choses à la fois ! Veux-tu que j'arrête le massage ? D'ailleurs, lève-toi ! Je vois ton fils arriver, enfiler vite ton boubou !

– Assalamou aleykoum, avez-vous la paix, chers parents ?

– La paix seulement, fils béni ! Et toi, as-tu laissé les gens de ta maison en paix ?

– Je ne vous dérange pas ?

– Mais non ! On faisait une petite sieste après un copieux déjeuner.

– Je ne vais pas rester, je venais juste vous remettre votre part de mon petit salaire. J'aimerais tellement faire plus pour vous. Vous m'avez donné naissance là où il seyait de le faire et je n'ai jamais manqué de rien. Mes sœurs non plus. Priez seulement pour que je réussisse le concours auquel je me suis présenté. De caissier, je deviendrai assistant de direction et je vous gâterai par un deuxième pèlerinage aux lieux saints.

– Ey, mon fils, nous n'avons plus les jambes pour ce voyage. Tu nous as déjà offert le premier pèlerinage, qui est le seul obligatoire. Tu l'as fait au prix de nombreuses privations. Rassure-toi, s'il est vrai que je n'ai jamais connu d'autre homme que ton père, qui m'a épousée quand j'avais 16 ans, tu seras le premier d'entre tes pairs, tu toucheras tout ce vers quoi tu tendras la main, inch'Allah. Si Dieu ne retire pas ce qu'il a donné, s'il n'y a qu'un seul gagnant à ce concours, ce sera toi, et pas un autre.

Le jeune homme, ému par les propos de sa noble mère, que peu de femmes de sa connaissance pouvaient tenir sur serment sans encourir les flammes de l'enfer, se retira aussi vite qu'il était venu, laissant ses parents à leur intimité.

– Quel bon fils tu m'as donné, Déguène ! Regarde notre confort ! Une maison à nous, un canapé, un lit à deux places, une armoire à cinq battants bien remplie, un téléviseur, un réfrigérateur, un congélateur.

– Une domestique pour cuisiner, une lingère pour faire le linge, des factures d'eau et d'électricité toujours payées à temps ! Machallah !



Il ne faut pas que notre bouche lui porte préjudice ! Notre seul désarroi est que nous ne le voyons pas assez souvent. Les transports sont onéreux et fatigants dans cette immense cité qu'est devenue notre ville. Si seulement son épouse acceptait de venir vivre avec nous, quelles économies il ferait ! Mais les jeunes femmes d'aujourd'hui veulent vivre en appartement avec leur mari, leur enfant, leur chien, parfois leur chat. Pourtant, dès qu'il y a un problème, on court chercher belle-maman parce que le bébé a le corps chaud ou qu'il a avalé de travers.

– Allez, Déguène, ne te morfonds pas. Chacun sa vie. Elle ne nous a pas pris notre fils. Loin s'en faut. Et puis, le muezzin appelle à la prière. Donne-moi mes sandales, sous le lit, et sors la bouilloire pour mes ablutions. D'ici à la mosquée, c'est une petite trotte.

– Ouy, mon oncle, tu oublies que j'ai du mal à me relever quand je me baisse trop. Enfile les babouches que tu vois devant la porte, prends une écharpe et ton bonnet fez. Il fait frisquet dehors.

– Eh oui ! Il n'y a plus de saisons ! murmura le vieux Macodou en se baissant pour ne pas se cogner au haut de la porte. Il aimait cette expression qu'il avait maintes fois entendu son patron prononcer

quand il s'enquêrait, au téléphone, avec son cousin, du temps qu'il faisait en métropole.

Déguène ne comprenait rien à ce charabia, mais elle aimait quand son homme parlait français ; quand les lointaines réminiscences de sa langue de travail affleuraient de sa mémoire de retraité de la coloniale.

Déguène étira ses longs bras, découvrant une peau fine de deux nuances plus claire que la peau de son visage. Elle se regarda furtivement dans le miroir de la commode et dit : « Cey, la beauté n'est pas fidèle, miroir mon ami, Déguène, qui suis devant toi ? » Puis elle rendit grâce à Dieu : « Celles qui n'ont pas vieilli comme moi ont rejoint l'autre monde. Que la terre leur soit légère ! »

MARIAMA NDOYE.

(1) Poisson le plus renommé du pays.

(2) Nom de l'Aïd Al-Kabir au Sénégal.

Un marché qui excite le patronat japonais

En 2050, le nombre de Japonais devrait avoir diminué de plus de trente et un millions par rapport à l'an 2000. Du jamais-vu dans un pays développé. Classiquement, l'Archipel choisit de retarder les départs à la retraite tout en misant sur la consommation.

PAR FLORIAN KOHLBACHER *

LE vieillissement et, dans certains cas, la décroissance de la population ont des conséquences économiques, sociales, individuelles et organisationnelles importantes. Le Japon est à la fois le pays le plus touché par cette mutation démographique et le plus avancé en termes d'innovation et de développement d'un marché nouveau.

La baisse de la population a commencé dès 2005. En octobre 2010, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 23 % de la population, et celles de 50 ans et plus 43 %, soit les taux les plus élevés du monde. D'un côté, cette mutation fait peser la menace d'une pénurie de main-d'œuvre et d'une perte de savoir-faire, ainsi que d'un rétrécissement du marché intérieur. De l'autre, elle ouvre la perspective de ce que l'on appelle le « marché argenté » (*silver market*), ou « marché du vieillissement ».

Selon les prévisions, un tiers des Japonais auront 65 ans ou plus en 2025. La structure des âges s'écartera de plus en plus de la forme pyramidale classique, et s'inversera même pour adopter la forme d'un cerf-volant (voir le graphique page 16). Le nombre de seniors continuera de croître, tandis que la population totale chutera pour atteindre 95 millions en 2050 (contre 126,87 millions en 2000) en raison du faible taux de natalité.

Dès 2005, cette baisse démographique s'est accompagnée d'une diminution de la force de travail. Si aucune mesure n'est prise pour accroître la population active, celle-ci déclinera de façon spectaculaire. La solution qui fait consensus dans la société (*lire ci-dessous*) consiste à augmenter le nombre de seniors au travail. On pourrait aussi accroître celui des femmes, dont le taux d'activité reste inférieur à celui observé dans les autres pays développés (71,6 % pour les 25-54 ans, contre 75,2 % aux États-Unis, 81,3 % en Allemagne ou 83,8 % en France). Mais le changement de mentalité permettant une plus grande égalité des sexes risque de prendre du temps, alors que la question du vieillissement se pose dès maintenant. Selon le Livre blanc du gouvernement, les actifs devraient passer de 66,57 millions en 2006 à 42,28 millions en 2050 (1).

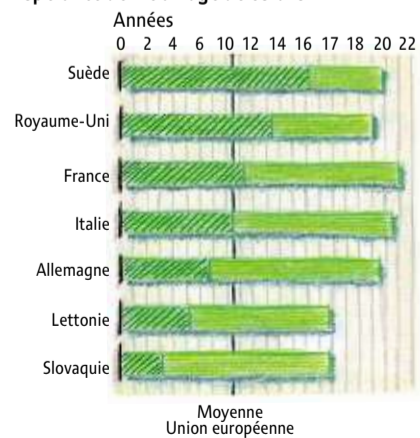
Depuis 2007, la génération des baby-boomers est en mesure de partir à la retraite. Cela pose de si grandes difficultés que l'on a parlé du *nisenana-nen mondai* (« le problème de l'année 2007 »). Au sens étroit du terme sont concernées les personnes nées entre 1947 et 1949 ; si l'on étend la définition aux deux années suivantes (1950 et 1951), cette génération atteint 10,7 millions de personnes, dont 8,2 millions d'actifs, soit plus de 12 % de la population active totale. On imagine la situation si tous prenaient leur retraite en même temps...

Beaucoup d'experts craignent que cette vague de départs annoncés n'entraîne de graves dysfonctionnements, tant au niveau de chaque entreprise qu'à l'échelle du pays. D'abord, ces salariés détiennent des savoir-faire, et leur retrait risque d'occasionner une perte d'expérience ; ensuite, une pénurie de main-d'œuvre qualifiée se profile. D'où l'idée de garder les travailleurs jusqu'à 65 ans environ. Cela oblige les entreprises à s'adapter : les capacités et les besoins physiologiques et psychologiques de ces employés étant différents, il est probable que les méthodes de travail devront changer.

La question des qualifications se révèle d'autant plus critique que l'approche japonaise de l'organisation du travail repose sur un transfert direct des compétences pendant les heures de travail et lors de « rencontres sociales » le soir ; elle privilégie la formation sur le tas. Une grande partie du savoir-faire n'a donc jamais été consignée. C'est particulièrement vrai pour les très grandes entreprises fonctionnant selon le système traditionnel de l'emploi à vie et de l'ancienneté (deux tiers de la main-d'œuvre). Et la codification des compétences requiert du temps.

* Responsable de la section Economie et entreprises de l'Institut allemand d'études japonaises de Tokyo, membre du Forum mondial sur le vieillissement et la démographie. Coauteur de *The Silver Market Phenomenon : Marketing and Innovation in the Aging Society*, Springer, Heidelberg, 2011 (2^e éd.).

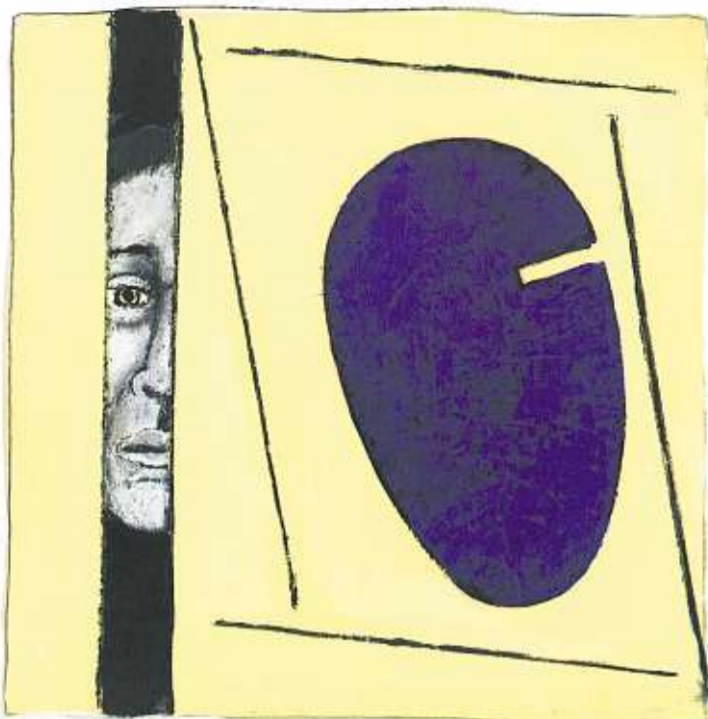
Espérance de vie à l'âge de 65 ans



Source : « Population et société », n° 499, INED, avril 2013.

RETRAITÉ ET... MALADE

On vit de plus en plus longtemps sans toujours bien profiter de sa retraite. Ainsi, en France, à 65 ans, on peut espérer vivre encore 20,9 ans en moyenne, mais seulement 9,8 ans sans handicap.



Pour l'heure, la vague de départs tant redoutée n'a pas eu lieu. Au contraire : selon une enquête du ministère japonais de la santé, du travail et de l'aide sociale (2), le nombre de travailleurs ayant entre 60 et 65 ans a augmenté de 9,3 % en 2008, puis encore de 4 % en 2009. Leur taux d'activité atteint 76,5 % en 2009. Près de la moitié (49,4 %) des 65-69 ans ont un emploi, et même près d'un sur cinq (19,9 %) parmi les 70 ans et plus. Cela tient à l'amendement de la loi sur la stabilisation de l'emploi des personnes âgées, qui a retardé l'âge du départ à la retraite de 60 à 65 ans, par paliers, entre avril 2006 et avril 2013 (3). De 2005 (juste avant la loi) à 2009, le nombre de salariés réguliers de 60-64 ans s'est accru de 80,8 %, et celui des plus de 64 ans de 104,9 %. L'actuel gouvernement entend à terme repousser cet âge à 70 ans.

D'ores et déjà, l'âge effectif de la retraite (presque 70 ans pour les hommes) est plus élevé que l'âge légal. En fait, le Japon compte le plus grand nombre de retraités qui travaillent (4), et se caractérise par un taux très élevé des plus âgés sur le marché du travail. Du coup, les entreprises font pression pour restructurer la politique des salaires basée sur l'ancienneté, qui, à les entendre, constitue un frein au maintien dans l'emploi après 60 ans.

CLAVIER PLUS GRAND ET ICÔNES FACILES À LIRE SUR LE TÉLÉPHONE RAKU RAKU

Par ailleurs, les dirigeants d'entreprise essaient de capter (ou de créer) de nouveaux marchés. Déjà, dans certaines industries, les plus de 40 ans constituent la majorité des consommateurs, et ont remplacé la jeune génération comme « segment cible ». Le cas du marché des couches jetables apporte un éclairage symbolique sur la réalité nipponne : en 2008, pour la première fois de l'histoire, les ventes de couches pour adultes ont égalé celles des couches pour enfants. Celles-ci devraient baisser de 10 %, alors que celles pour adultes vont augmenter de 40 % par an au cours des deux prochaines années.

Ce *silver market* apporte la preuve que la crise démographique, initialement perçue comme un danger, peut s'avérer une chance pour développer l'emploi. En d'autres termes, toute crise recèle aussi une occasion. Ce que confirment les caractères sino-japonais, le second caractère du terme « crise » (*kiki*) signifiant aussi « occasion » (*kikai*).

A l'heure actuelle, le monde des affaires porte la plus grande attention à cette génération appelée à représenter le premier marché, au moins pour la partie la plus aisée de la population. Les baby-boomers, toujours actifs et énergiques, ont formé un sous-groupe doté de moyens financiers, curieux d'innovations technologiques et avide d'achats. Quand ils prennent (enfin) leur retraite, et disposent donc d'un nouveau temps libre, ils représentent un marché très convoité.

Une grande partie des avoirs financiers japonais, et notamment la dette publique, leur appartient, selon les dernières estimations (datant de

2009) : les cinquagénaires en détiennent 21 %, les sexagénaires 31 %, et les septuagénaires et plus, 28 %. Par ailleurs, les Japonais les plus âgés ne sont généralement pas endettés et possèdent leur logement. On surnomme ces personnes financièrement à l'abri *rojin kizoku* (« la noblesse des anciens »).

Déjà, des entreprises ont réussi à adapter des produits existants, à en concevoir de nouveaux, ainsi qu'à développer de nouvelles technologies à l'intention de cette clientèle disposant d'un pouvoir d'achat confortable. Le téléphone mobile Raku Raku (« facile facile ») en est un exemple : icônes et texte faciles à lire, clavier plus grand, applications plus simples, maniement intuitif, système de détection du bruit. Il réalise une synthèse des dernières technologies et, grâce à son approche trans-générationnelle, séduit aussi d'autres tranches d'âge. Autre exemple de cette approche : la console de jeu Wii de Nintendo, qui connaît un succès phénoménal. Elle peut réunir plusieurs générations autour de jeux communs et séduit ainsi toute la famille, même les grands-parents.

D'autres entreprises ont adopté le concept « facile facile » : en 2007, Panasonic a lancé le Raku Raku Walk, une machine d'exercice destinée aux personnes souffrant de problèmes aux genoux, qui renforce les muscles des jambes tout en soulageant les articulations. Quant à la société Wacoal, numéro un japonais de la lingerie féminine, elle a créé une marque, Raku Raku Partner, destinée à la fois aux personnes âgées et à celles qui en prennent soin. De larges emmanchures, par exemple, permettent aux femmes d'enfiler et d'enlever facilement certains vêtements elles-mêmes ; le boutonnage est simplifié : boutons de forme ovoïdale, boutons-pression à angles ou fermetures Velcro. Certains vêtements sont aussi conçus pour éviter de se blesser, comme l'*Anshin Walker* (*anshin* signifiant « sécurité »), commercialisé en 2007 : une gaine équipée de rembourrages qui protège le col du fémur en cas de chute et soutient également les muscles lorsqu'on est assis ou que l'on marche...

Autre marché en plein développement : celui des maisons spécialisées. Traditionnellement, les plus âgés demeuraient avec leurs enfants ou leurs petits-enfants, et il était fréquent de voir trois générations sous un même toit. Désormais, cela concerne moins de la moitié (45 %) des plus de 65 ans, contre près de 70 % en 1980 (5). Avec les changements que connaissent les plus jeunes (notamment l'urbanisation et la mobilité du travail) et l'augmentation de l'espérance de vie, de plus en plus de retraités décident de rester chez eux, quitte à procéder à des aménagements de leur logement, ce qui stimule le marché de la rénovation immobilière. D'autres s'installent dans des maisons médicalisées ou des établissements pour retraités. On a souvent parlé dans les médias occidentaux des robots adaptés aux soins. Mais, à ce jour, cette industrie n'a pas répondu aux attentes, même si le Japon reste pionnier dans ce domaine, et si les recherches se poursuivent.

Avec la crise, cependant, les Japonais réduisent leurs dépenses. Les baby-boomers qui ont un peu d'argent ont plutôt tendance à le mettre de côté ou à soutenir financièrement leurs enfants et petits-enfants. Déjà, pour faire face à leurs besoins, les Japonais ont réduit leur taux d'épargne, passé de 21 % de leur revenu disponible brut en 1990 à quelque 6 % aujourd'hui.

Par ailleurs, le Japon s'est surtout intéressé aux gens âgés riches et en bonne santé, et beaucoup moins aux gens âgés pauvres et malades. Pourtant, ce dernier groupe pourrait bien devenir important à l'avenir, et le *silver market* ressembler à tout autre chose que ce qui était prévu. Les inégalités salariales et économiques, ainsi que la pauvreté parmi les plus âgés, menacent de devenir une bombe à retardement. Actuellement, 25,4 % des plus de 75 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 16,1 % pour la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et 10,6 % pour la France (6). Cela devrait alerter les pouvoirs publics, mais aussi les entreprises, qui pourraient s'engager à fournir des produits et des services destinés à aider les personnes âgées dans leur vie quotidienne.

(1) « Livre blanc sur la population », ministère de la santé, du travail et de l'aide sociale, 2009, www.stat.go.jp

(2) « Labour force survey, 2009-2011 », ministère de la santé, du travail et de l'aide sociale, www.stat.go.jp

(3) En avril 2006, l'âge légal de la retraite est passé à 62 ans, puis à 63 ans entre 2007 et 2009, à 64 ans entre 2010 et 2012, et à 65 ans en 2013.

(4) Les employeurs ont la possibilité de réembaucher des travailleurs à la retraite, avec un statut inférieur, sans les garanties et les avantages antérieurs.

(5) Cf. Maren Godzik, « New housing options for the elderly in Japan : The example of Tokyo's edogawa ward », *Imploding Populations in Japan and Germany*, Brill, Leyde, 2011.

(6) Ce taux est inférieur à la moitié du revenu disponible médian des ménages. Cf. « Panorama des pensions 2011. Les systèmes de retraite dans les pays de l'OCDE et du G20 », OCDE, Paris, 2012.

Consensus inattendu

En revanche, la plus importante confédération syndicale du Japon, Rengo, s'est félicitée de la loi adoptée en août 2012 qui pousse à maintenir les employés dans l'entreprise jusqu'à 65 ans (1).

Du côté des partis politiques, le consensus est total. C'est à la quasi-unanimité que les députés de l'opposition d'alors (Parti libéral-démocrate et Komei), ceux de la majorité (Parti démocratique du Japon) et quelques autres ont voté cette loi. Seuls les six députés communistes et quatre sociaux-démocrates (sur deux cent quarante-deux) l'ont rejetée (2).

Quant à la population, la retraite ne représente pas dans son imaginaire une nouvelle étape de la vie. En général, les Japonais ne sont pas hostiles à l'idée de travailler plus longtemps. D'abord pour des raisons financières, car le jeune système de retraite, créé en 1985, verse des pensions très faibles et ne couvre pas tous les salariés. Les travailleurs qui ont cumulé des contrats précaires (même à plein temps) ne touchent pratiquement rien.

Les autres sont mieux lotis, mais beaucoup doivent tout de même continuer à travailler pour boucler

leurs fins de mois, leur pension devant souvent couvrir les dépenses de leur couple.

Enfin, une partie significative des retraités potentiels refusent de quitter leur emploi. « *Je préfère être au travail qu'à la maison* », expliquent beaucoup d'entre eux. Toute leur vie sociale s'est déroulée dans et autour de l'entreprise, notamment avec les rencontres le soir, après le travail. Quitter son poste reviendrait à se couper de tous ses liens sociaux.

Pour les plus jeunes, la question de la retraite ne se pose pas : la plupart sont plutôt préoccupés par la recherche d'un emploi stable, de plus en plus rare... C'est là que se situe le débat essentiel dans la société nipponne.

EMMANUEL BONAVITA, traducteur, coresponsable de l'édition japonaise du *Monde diplomatique*.

(1) Cf. « Action policies, 2012-2013 », Rengo (Japanese Trade Union Confederation), www.jtuc-rengo.org

(2) Chambre des conseillers, Tokyo, www.sangiin.go.jp

AUCUNE RÉVISION STRATÉGIQUE DEPUIS LA GUERRE FROIDE

L'arme nucléaire oubliée du débat français

Le nouveau Livre blanc sur la défense remis au président de la République a reconduit la posture et l'arsenal nucléaires tels qu'ils avaient été définis par le général de Gaulle. Encore une fois, les changements intervenus au cours des dernières décennies et la modification des menaces n'ont pas été pris en compte. Au risque d'affaiblir les capacités de dissuasion de la France.

PAR VINCENT DESPORTES *

LES discours officiels sur le nucléaire sont rares, et ne sont le plus souvent qu'une répétition *ad nauseam* du dogme de l'« assurance-vie » que constituerait la dissuasion. Après en avoir été le fleuron, la pensée nucléaire est devenue, par tabou, le parent pauvre de la réflexion stratégique. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale remis au président François Hollande le 29 avril 2013 ne fait pas exception : dans un contexte budgétaire extrêmement tendu, il reconduit sans les justifier la posture et l'arsenal de la France (entre 3,5 et 4,5 milliards d'euros par an, 10 % à 20 % du budget militaire selon le périmètre et les calculs).

D'excellents spécialistes et de belles organisations traitent du sujet, mais ne le font que sous l'angle des moyens, de l'approche technique, ou sous celui de la prolifération. Les réflexions portent sur le « quoi » et le « comment », mais rarement sur le « pourquoi » et le « contre qui ». Au

* Général de l'armée de terre (corps de réserve), professeur associé à Sciences Po Paris, ancien directeur de l'École de guerre.

fond, le corpus conceptuel de la guerre froide n'a jamais été redéfini.

Pourtant, la dissuasion nucléaire n'assure pas la paix et ne protège pas de tout. Pour reprendre l'expression commune de deux premiers ministres et d'un ministre de la défense, « la pertinence stratégique de la dissuasion connaît des "angles morts" de plus en plus larges (1) ». Ses outils présentent le double défaut de n'être ni nécessaires de manière évidente, ni suffisants, loin s'en faut : absence de menaces directes contre la France, persistance des attaques en dessous du seuil nucléaire, inadaptation de ces armes à la menace terroriste, impossibilité morale d'utiliser leur puissance destructrice non discriminante dans de nombreux cas. En outre, la légitimité de la France comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) provient autant de ses capacités d'intervention, par exemple au Mali, que de son arsenal nucléaire. Le modèle de défense « la bombe et les gendarmes » – vers lequel on glisse – est inopérant.

Les besoins sécuritaires imposent de réduire les coûts de l'arsenal nucléaire.

Le redimensionnement de ce dernier doit permettre de préserver les capacités classiques nécessaires à la logique de dissuasion. La présidente de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M^{me} Patricia Adam, ne le reconnaissait-elle pas récemment en évoquant une « dissuasion crédible, car fondée sur un éventail de forces qui inclut les capacités conventionnelles (2) » ? Ce lien stratégique très fort entre nucléaire et capacités conventionnelles repose sur la progressivité de l'action, la vraisemblance de la menace et l'aptitude à prévenir les contournements de la force de dissuasion.

Pour caricaturale qu'elle soit, la première nécessité est évidente : le dilemme du « tout ou rien » n'est pas crédible. On ne passe pas brutalement de l'inaction à l'apocalypse : les principes établis de l'action graduée demeurent. Cette évidence a conduit les Etats-Unis et la France à conserver un arsenal classique très important durant la guerre

froide. Rien n'a changé : pas de « frappe en premier » justifiable devant l'histoire si elle n'est pas précédée d'actions classiques solides plaçant l'adversaire face à ses responsabilités.

La démonstration de la volonté politique n'est pas moins importante. Cette vraisemblance doit avoir été établie par des démonstrations de force. On se rappelle que tant les Etats-Unis que l'URSS y ont eu recours. L'architecture de dissuasion doit ainsi comporter des forces conventionnelles robustes afin d'assurer la crédibilité du déclenchement du feu nucléaire. Il faut enfin parer au possible contournement de la dissuasion, en particulier aux agressions limitées visant à créer rapidement des « faits accomplis ». Et pour cela disposer d'un système de forces conventionnelles propre à faire échec aux opérations que l'adversaire pourrait conduire. Il paraît donc nécessaire de rééquilibrer le budget de la défense. C'est possible : la problématique des économies réalisables – il y en a, et d'importantes – mérite d'être sérieusement étudiée.

fort discutable, en particulier parce que la durée des plongées est largement modulable en fonction de l'évolution des tensions internationales.

En raison des masses budgétaires concernées, on doit s'interroger sur le remplacement des plates-formes et le perfectionnement des armes. Pourquoi, en une quinzaine d'années, changer quatre fois de têtes, pour passer, de 1997 à 2020, du M-45 au M-51.1, au M-51.2, puis au M-51.3 ? Avoir la capacité de raser Pékin est-il d'un intérêt véritablement stratégique ? Le stock minimal de nos têtes ne serait-il pas encore suffisant s'il descendait au-dessous du niveau de trois cents auquel nous le maintenons ? La Chine en possède seulement deux cent quarante et le Royaume-Uni deux cent vingt-cinq, avec l'objectif de descendre à cent quatre-vingts en 2020 (3). Le concept de fiabilité mérite aussi d'être examiné : sur l'autoroute, l'automobiliste ralentit autant devant un radar fiable à 75 % que devant un radar qui le serait à 100 % (4).

Le débat stratégique doit être ouvert : une honnête réflexion permettra de redimensionner un outil devenu inadapté à la réalité du monde. La garantie nucléaire doit être conservée mais, dans le contexte économique actuel, vouloir à tout prix préserver l'arsenal en l'état, c'est altérer sa pertinence et mettre la France en danger.

(1) Alain Juppé, Bernard Norlain, Alain Richard et Michel Rocard, *Le Monde*, 14 octobre 2009.

(2) *Communication & Influence*, n°42, Paris, mars 2013.

(3) Lire Olivier Zajec, « Les ambitions de Pékin bousculent la donne spatiale et nucléaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(4) Cf. Yves Quéau, « Angles morts et typologie argumentaire de la dissuasion nucléaire : le vrai-faux débat sur les coûts », *Les Champs de Mars*, n°25, La Documentation française, Paris, hiver 2013.

Un outil inadapté à la réalité du monde

Il faut aborder la nécessité de la composante aéroportée. A la réponse attendue de la « capacité de gesticulation et de souplesse » qu'elle apporte, on opposera son caractère gentiment irréaliste face au type d'adversaires qu'elle entend dissuader. Certes, les plates-formes et les armes existent déjà, mais les coûts d'entretien et de modernisation d'un tel système nécessitent d'y consacrer sur quelques années des sommes équivalentes aux budgets d'acquisition. Notons au passage que les Britanniques ont

renoncé à cette composante depuis bien longtemps.

La question taboue de la « permanence à la mer » (présence constante dans les océans d'un ou de plusieurs sous-marins équipés de missiles balistiques à têtes nucléaires) ne peut être éludée. Parfaite en période d'euphorie budgétaire, celle-ci a un coût très important – au moins un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) à entretenir, puis à moderniser et à remplacer, avec ses équipages et ses armes – pour une utilité

RÉVOLTE DE CITOYENS DISCRIMINÉS

Sans-papiers koweïtiens au Koweït

Comme les autres pays pétroliers du Golfe, le Koweït vit grâce à une main-d'œuvre étrangère corvéable à merci. Mais les « bidoun », ces citoyens privés de droits, sont une particularité du petit émirat.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
ALAIN GRESH

UNE route, parfois un simple chemin de terre, sépare les deux mondes. Du mauvais côté, des maisons basses en parpaings ou en tôles ondulées, des entrées barrées de draps tendus, des fils électriques dénudés au ras du sol, une allure de provisoire qui n'en finit pas. De l'autre, des villas de plusieurs étages, pimpantes, pas forcément luxueuses, mais qui respirent le bien-être et la stabilité.

Du bon côté, des familles de fonctionnaires, d'enseignants, de médecins, disposant de tous les avantages de la nationalité koweïtienne, propriétaires de leur logement grâce aux aides gouvernementales. De l'autre, des familles d'anciens fonctionnaires, d'anciens policiers, d'anciens militaires qui ont découvert, au tournant des années 1990, qu'ils n'étaient pas des « nationaux » et se sont retrouvés privés de leurs droits, exclus des écoles et des hôpitaux publics. Simples locataires, ils paient chaque mois un loyer au gouvernement.

Nous sommes à Tayma, une ville située à quelques vingt-cinq kilomètres de Koweït, la capitale, où ont été construites à la fin des années 1970 des *bouyouit chaabiyya* (« maisons populaires ») pour regrouper une partie de ceux que l'on appelle ici les *bidoun*, les « sans » – sous-entendu sans nationalité. Souvent d'origine bédouine, étrangers aux pratiques administratives, ils ne se sont pas enregistrés auprès des comités de nationalité créés à l'indépendance, en 1961, et sont devenus des sans-papiers.

C'est dans ces quartiers, au lendemain de la chute de M. Zine El-Abidine Ben Ali en Tunisie et de M. Hosni Moubarak en Egypte, que l'émirat connaît ses premières manifestations. Des centaines de ces laissés-pour-compte demandent l'égalité des droits. Ils brandissent des portraits de l'émir et affirment leur appartenance à la nation koweïtienne. Très vite, ils s'installent sur un terrain vague, rebaptisé Midan Al-Hourriya (« place de la Liberté »). Le gouvernement riposte en mettant la ville en état de siège, en bloquant l'accès, en réprimant sévèrement, en multipliant les arrestations. Les manifestants sont vilipendés par une partie de la presse, honnis par nombre de Koweïtiens.

« Seulement attirés par l'argent de l'Etat »

Mais pas par tous. M^{me} Maha Barges, militante des droits humains, raconte comment elle a décidé de briser le blocus, malgré les conseils de ses amis, et comment elle a pu établir un dialogue avec les révoltés. Pour elle, l'enjeu est un principe fondamental : l'égalité. Elle rappelle la descente aux enfers de ces oubliés du riche émirat pétrolier : « Depuis l'indépendance jusqu'à 1985, ils ont bénéficié des mêmes droits que tous les citoyens. Ceux qui voulaient étudier à l'étranger obtenaient des bourses



GREG CONSTANTINE. – Femme « bidoun », 2012

de l'Etat. Ils étaient massivement présents dans l'armée et la police : 70 % des effectifs environ. »

de l'Etat. Ils étaient massivement présents dans l'armée et la police : 70 % des effectifs environ. »

A partir de 1985, le discours des autorités à leur égard se durcit. On les accuse d'être des nationaux d'un autre Etat (Irak ou Arabie saoudite), de cacher leurs papiers pour bénéficier de tous les avantages de l'Etat-providence. Mais le vrai tournant date de l'occupation irakienne, en 1990-1991. On les soupçonne – comme les Palestiniens – d'avoir pactisé avec l'ennemi. Ils sont alors privés de l'éducation et de la santé gratuites, rejetés de l'armée, de l'administration et de la fonction publique. On refuse de leur délivrer des certificats de mariage ou de divorce. Des pressions multiples s'exercent pour qu'ils révèlent leur « vraie nationalité », et on les pousse à l'exil. Leur nombre, évalué alors à deux cent cinquante mille ou trois cent mille, est tombé, officiellement, à cent cinq mille.

Ces discriminations soulèvent peu de protestations. Certains considèrent les *bidoun* comme des agents de l'étranger ou comme des délinquants ; d'autres les craignent, car ils seraient chiites. Beaucoup s'inquiètent du coût économique que représenterait leur intégration. Auteure d'une thèse stimulante sur leur situation (1), Claire Beaugrand insiste sur le fait que ceux qui appartiennent aux grandes familles citadines, que l'on appelle les « sang bleu » (*al-dima al-zarqa*), se vivent comme les « bâtisseurs de l'Etat », ceux qui ont assuré l'âge d'or de

Ni nationaux ni immigrés

Pourtant, des voix dissidentes commencent à se faire entendre, et les organisations internationales de défense des droits humains se mobilisent. Les conséquences des mesures de discrimination, notamment en matière de scolarisation, émeuvent jusqu'à des membres de la famille régnante. La fille de l'émir obtient ainsi au début des années 2000 la création d'une caisse spéciale pour aider à l'éducation des jeunes. Aujourd'hui, treize mille enfants et adolescents, âgés de 7 à 18 ans, bénéficient de ces bourses.

Emerge aussi une nouvelle génération de *bidoun*, qui a eu accès à l'enseignement supérieur ou qui a réussi à surmonter les embûches semées par le pouvoir en fréquentant les facultés privées. « C'est en 2006 que nous avons commencé nos activités, explique l'un de ces militants. Nous avons réussi à abattre le mur du silence, à faire mieux connaître notre cause. »

Mais, poursuit-il, les résistances viennent de nombreux milieux : ceux qui les considèrent comme des agents de l'étranger ou encore ceux qui profitent du fait que le travail des *bidoun* n'est pas réglementé, puisqu'ils ne relèvent ni de la législation des nationaux, ni de celle des immigrés. « Le secteur privé, explique notre interlocuteur, aime à les employer dans tous les services qui supposent des contacts avec le public, parce qu'ils sont, de par leur culture, totalement koweïtiens. Ils travaillent ainsi dans les cabinets d'avocats, le commerce, la sécurité, voire dans les écoles ou les hôpitaux privés. Ils sont corvéables à merci, moins bien payés, sans droit aux vacances. » Un statut qui rappelle celui des sans-papiers en Europe. Si ce n'est qu'il existe au Koweït un échelon encore inférieur sur l'échelle sociale : les centaines de milliers d'immigrés asiatiques ou arabes, sans aucun droit.

(1) Claire Beaugrand, *Stateless in the Gulf: Migration, Nationality and Society in Kuwait*, à paraître chez I. B. Tauris, Londres.

TROIS RÉFLEXIONS SUR LE LIBÉRALISME

Chérir la liberté,

● **DOMENICO LOSURDO**
Contre-histoire du libéralisme, traduit de l'italien par Bernard Chamayou, La Découverte, Paris, 2013, 390 pages, 25 euros.

● **JEAN-CLAUDE MICHÉA**
Les Mystères de la gauche. De l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu, Climats, Paris, 2013, 131 pages, 14 euros.

● **GEOFFROY DE LAGASNERIE**
La Dernière Leçon de Michel Foucault. Sur le néolibéralisme, la théorie et la politique, Fayard, Paris, 2012, 192 pages, 17 euros.

La popularité persistante du libéralisme tient au fait qu'on ne sait jamais par où le prendre. Critique-t-on son volet économique ? Ses partisans insistent alors sur sa contribution au pluralisme politique, à la diversité culturelle. Evoluer indéfiniment d'un registre à l'autre fait parfois oublier sa bienveillance passée envers l'esclavage (lire l'article de Lucien Sève). Et attribue aux néolibéraux le mérite de transformations émancipatrices auxquelles ils se sont souvent opposés (lire l'article de Serge Halimi).

PAR LUCIEN SÈVE *

QU'IL se fait du libéralisme l'image donnée par les libéraux va au-devant de rudes surprises en lisant ce maître livre de Domenico Losurdo, où d'entrée apparaît un extraordinaire paradoxe.

Etre libéral, en principe, c'est militer, à l'école de grands auteurs comme Hugo Grotius ou John Locke, Adam Smith ou Alexis de Tocqueville, pour les libertés de l'individu contre l'absolutisme politique, le dirigisme économique, l'intolérance philosophique. Puissant mouvement de pensée et d'action qui, du XVI^e au XVIII^e siècle et à travers trois glorieuses révolutions aux Pays-Bas, en Angleterre et en Amérique, a modelé toute l'histoire

* Philosophe.

contemporaine. Or c'est justement avec lui que l'esclavage connaît son plus grand développement. En Amérique, il y a trois cent trente mille esclaves en 1700, près de trois millions en 1800, le double au milieu du XIX^e siècle. Les Pays-Bas n'abolirent l'esclavage dans leurs colonies qu'en 1863. Au milieu du XVIII^e siècle, c'est la Grande-Bretagne qui compte le plus d'esclaves : près de neuf cent mille. Et il s'agit là du pire esclavage, le *racial chattel slavery*, où l'homme de couleur est tout uniment un « bien meuble ». On ne peut imaginer plus radical déni de la liberté individuelle. Où est l'erreur ?

L'ouvrage est consacré de bout en bout à l'expliquer, avec un luxe impressionnant de faits saignants et de citations suffoquantes. Non, il ne s'agit pas d'une erreur. La doctrine libérale est née et n'a cessé d'être à double face : message enflammé de liberté individuelle pour les seuls citoyens, hommes blancs propriétaires formant un *Herrenvolk*, un « peuple de seigneurs » – germanisme adopté sans complexe par cette idéologie largement anglophone ; déni cynique d'humanité non seulement pour les gens de couleur dans les colonies, mais tout autant pour les peuples réputés « barbares », comme les Irlandais ou les Indiens d'Amérique, et pour la masse des serviteurs et travailleurs dans les métropoles mêmes – autant dire pour la très grande majorité. Cette contre-histoire du libéralisme, sans du tout nier sa face claire, dévoile en toute son ampleur cette face sombre depuis l'origine que ne cesse de dissimuler l'hagiographie libérale. Quand, par exemple, détail entre cent, on apprend que le grand philosophe libéral Locke était actionnaire de la Royal African Company, organisatrice majeure de la traite des Noirs, on commence à

mieux saisir bien des choses dans notre histoire moderne.

Mais on comprend aussi que ce livre iconoclaste ait mis du temps à nous parvenir. Et que ce qu'en disent, chichement, nos grands médias trahisse souvent une mauvaise humeur embarrassée. L'ouvrage est bien trop érudit en même temps que limpide pour pouvoir être aisément récusé. S'exercent dès lors à son encontre les tours usés de la polémique. On met en cause les prises de position de l'auteur sur de tout autres sujets, où il est parfaitement permis de ne pas le suivre. On l'accuse d'unilatéralisme, quand il ne manque aucune occasion de montrer la diversité d'aspects du libéralisme, la complexité de ses courants, souvent l'ambiguïté de ses penseurs. Pour finir, on lui fait le coup du « mais c'est bien connu ! », quand l'idéologie dominante s'active sans cesse à faire vivre en sa grossière partialité la légende dorée du libéralisme.

Le Nouveau Monde, un « berceau vide »

Il faut dire que le livre de Losurdo abonde en citations qui font très mal à la légende. Comme ce texte de Tocqueville légitimant l'extermination des Peaux-Rouges : « *La Providence, en les plaçant au milieu des richesses du Nouveau Monde, semblait ne leur avoir donné qu'un court usufruit. Ils n'étaient là, en quelque sorte, qu'en attendant. Ces côtes si bien préparées pour le commerce et l'industrie, ces fleuves si profonds, cette inépuisable vallée du Mississippi, ce continent tout entier, apparaissaient alors comme le berceau encore vide d'une grande nation.* » Le « berceau vide » : voilà comment un célèbre libéral légitime d'une plume légère l'un



SUMEDH RAJENDRAN. – « Bouncing High Walls » (Contre les murs), 2008

Le laisser-faire est-il libertaire ?

PAR SERGE HALIMI

L'UN est un philosophe passé des marges de l'édition au statut de référence de la contestation antiproduktiviste. L'autre, un normalien de 30 ans tenant séminaire à l'École normale supérieure. Leurs travaux respectifs semblent camper les deux pôles entre lesquels tatonne la gauche française.

Jean-Claude Michéa et Geoffroy de Lagasnerie s'opposent sur à peu près tout. Le premier pourfend le libéralisme culturel autant que le libéralisme économique ; le second salue en eux un « foyer d'imagination ». Tous deux s'accordent cependant pour les juger liés. C'est là que réside leur erreur commune.

Livre après livre, Michéa a creusé l'idée que les avocats d'une « transgression morale et culturelle permanente » débattaient sur le versant gauche du champ politique le terrain des « prédateurs de la finance mondiale ». Le dernier ouvrage de Lagasnerie semble confirmer une telle intuition, puisque ce jeune défenseur de Michel Foucault, inquiet des « pulsions autoritaires » de la gauche, y oppose, avec une bienveillance appuyée, le « pluralisme » des penseurs libéraux de l'université de Chicago.

L'œuvre de Michéa, qui se réfère souvent à George Orwell et à Christopher Lasch (1), se soucie plutôt de ressusciter les traditions populaires de la gauche. Elle fustige donc avec verve sa dérive bourgeoise, marchande, ses « prétentions intellectuelles ». Estimant qu'« une propagande socialiste n'a de sens que si elle s'adresse d'abord aux "gens de peu" », Michéa recommande qu'elle privilégie « aussi bien la femme de ménage qui joue au loto tous les vendredis que l'ouvrier plongé dans la lecture quotidienne de L'Equipe, l'employé amateur de pêche à la ligne ou la petite vieille qui promène son teckel (2) ».

La construction d'idéaux-types que l'on oppose (l'ouvrier viril qui aime le football ; le bourgeois parisien qui circule à vélo) a des vertus pédagogiques, en même temps qu'elle fortifie l'humour ou la colère. Mais elle risque aussi de donner une image superficielle et dépassée de la société. Vigueur, franchise, camaraderie d'un côté ; hédonisme, artifices et profits de l'autre. Le peuple de Michéa, c'est Jean Gabin dans *La Belle Equipe*. Musclé, français, chef de famille. Quant à la gauche folle de modernité qu'il accable, elle paraît se résumer aux lecteurs de moins en moins nombreux de *Libération* et des *Inrockuptibles*. Ceux dont le « progressisme » n'aurait pour objet que de « désinstaller une à une toutes les

traces et toutes les racines du passé ». Alors même que « si les classes populaires vivent aujourd'hui de plus en plus mal, c'est que, pour elles, les choses allaient un peu mieux avant ».

D'après Michéa, la gauche et l'extrême gauche sont trop « modernes » ? Lagasnerie leur reproche au contraire de ne pas l'être assez. Prenant appui sur des cours donnés par Foucault au Collège de France, il redoute que la mise en accusation du néolibéralisme ne dissimule la nostalgie d'un monde autoritaire, bureaucratique : « *Nous touchons ici à un problème central, auquel sont confrontés tous les grands auteurs radicaux : comment désamorcer la pulsion passiste ou réactionnaire nécessairement inscrite au cœur de tout projet critique ? Comment mettre en cause un ordre présent sans que cela débouche, quasi automatiquement, sur une adhésion à l'ordre ancien ou sur la perception de celui-ci comme un moment que l'on ne peut que regretter ? Et donc comment concevoir une investigation critique du néolibéralisme qui ne présenterait pas de manière valorisée ce que le néolibéralisme a déjà fait, qui ne s'adosserait pas, consciemment ou inconsciemment, aux valeurs prélibérales ?* »

Des catégories intellectuelles manquant d'épaisseur sociale

Michéa et Lagasnerie sont à la fois adversaires et complémentaires. Si l'un n'existait pas, l'autre l'aurait inventé. Là où le premier entrevoit dans le dynamitage des « limites morales et naturelles » traditionnelles l'« indispensable volet culturel du libéralisme », le second défend une « perception positive de l'invention néolibérale » au service des « mobilisations minoritaires » et de la « critique radicale des fondements de l'exercice du pouvoir disciplinaire ». Des penseurs néolibéraux comme Gary Becker (3) auraient, nous dit Lagasnerie, élargi l'espace de la liberté personnelle en délégitimant l'Etat et ses mécanismes de contrôle social. Toute décision humaine – mariage et crime compris – relevait en effet à leurs yeux d'un calcul économique. Ils nous auraient ainsi dégagés des grands jugements moraux, du recours aux psychiatres, des « opérations de classification des individus entre normaux et anormaux ». En somme, l'université de Chicago a relayé l'école de Francfort (4).

Des passerelles existent bien entre les deux systèmes de pensée. Certains libertariens américains réclament à la fois la dépénalisation du cannabis, le droit au mariage homosexuel et le démantèlement total de l'Etat social. Toutefois, des personnalités aussi peu effacées qu'Augusto Pinochet, Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou Deng Xiaoping ont rappelé qu'on pouvait mettre en

œuvre le néolibéralisme et maintenir, voire consolider, les dispositifs étatiques de contrôle social et de répression. Inversement, l'univers ne manque pas d'artistes, de libres-penseurs, d'athées, de noctambules, de toxicomanes qui exècrent le capitalisme financier. Cela, Michéa et Lagasnerie le savent ; il leur arrive d'ailleurs de le signaler furtivement. Et pourtant...

Pourtant, leurs postulats opposés campent deux lignes d'autant plus séduisantes intellectuellement, cohérentes même, qu'elles citent ou interprètent des textes, composent des catégories, mais sans interroger leur épaisseur sociologique ou leur destin historique. Ainsi, lorsque Michéa prétend qu'« un militant de gauche est essentiellement reconnaissable, de nos jours, au fait qu'il lui est psychologiquement impossible d'admettre que, dans quelque domaine que ce soit (5), les choses aient pu aller mieux avant », de quel militant de gauche parle-t-il au juste ? Se peut-il réellement qu'il les croie tous atteints du « complexe d'Orphée », c'est-à-dire soumis à une « croyance métaphysique dans le sens de l'histoire », terrorisés par l'« interdiction religieuse de regarder en arrière » ? Jusqu'à une date récente, on reprochait plutôt à la gauche sa posture nostalgique, ses présidences qui commençaient au Panthéon, sa manie des commémorations (6).

Michéa force également le trait en prétendant que la droite aurait, de son côté, cessé d'être réactionnaire. Car, un peu comme celle du « petit peuple », sa définition de la réaction – précapitaliste, nostalgique de l'Ancien Régime, soumise au pouvoir de l'Eglise – semble consigner celle-ci dans un passé révolu. Ce qui lui permet de rattacher les deux camps concurrents à une même fascination hébétée de la modernité, du marché, de l'individualisme, du déracinement, du cosmopolitisme bohème. Pourtant, la récurrence au sein de la droite de propos hostiles à la Révolution française, à la souveraineté populaire, tout comme la vigueur des cortèges de familles catholiques révoltées par le mariage homosexuel, suggèrent que les réactionnaires n'ont pas tout à fait disparu avec Charles Maurras.

Lagasnerie, lui, ne s'intéresse pas à l'histoire politique du néolibéralisme. Il sait bien que Milton Friedman a conseillé Pinochet ; Friedrich Hayek et Becker, Reagan et Thatcher. Mais cela ne l'empêche pas de prétendre que leurs travaux ont « dédramatisé la réflexion sur le crime », l'ont « débarrassée de l'emprise qu'exercent sur elle des catégories morales et moralisantes » : « *Avec le néolibéralisme, l'ensemble du système pénal s'écroule et se trouve déstabilisé, puisque ce système repose sur la pathologisation du criminel et le pouvoir psychiatrique.* » Singulière déstabilisation qui, du temps de Reagan et de Thatcher (pour ne rien dire de Pinochet),

pénalisa la misère et expédia un nombre record de détenus dans les couloirs de la mort. Les libéraux auraient estimé pourtant qu'une telle répression avait « un prix – en termes d'effectifs de police, de fonctionnement de la justice, etc. Par conséquent, l'idée même d'identifier et de punir l'ensemble des criminels est absurde. Le coût d'une telle politique serait (...) très largement supérieur aux bénéfices que la société en retirerait ».

Le pari perdu de Michel Foucault

Dans le monde réel, les libéraux ont dû faire d'autres calculs... Et ils ne se sont pas contentés de produire des textes universitaires : ils ont épaulé des politiques publiques. Avec le même tropisme positiviste, leurs théoriciens les plus attachés à l'« économie du crime » ont déduit que, compte tenu du coût de celui-ci pour la société (vols et cambriolages, meurtres, systèmes de protection et de gardiennage, assurances, traumatismes psychiques, etc.), toutes les dépenses du système carcéral en devenaient justifiées, avantageuses même.

Au demeurant, si, comme le croient les économistes néoclassiques, le criminel calcule avant de commettre son forfait, il importe alors d'élever sans cesse le prix du crime (peines interminables, brimades, exécutions) dans l'espoir d'amener tous ceux qu'il tente encore à déduire, rationnellement, que le jeu n'en vaut plus la chandelle. Un tel raisonnement a réduit en cendres la construction, largement spéculative, qui associe les ultra-libéraux au libéralisme pénal et judiciaire. En 1978-1979, lorsqu'il donnait ses cours au Collège de France, Foucault pouvait, à la rigueur, tenter un pari contraire. Quelques décennies plus tard, les jeux sont faits – et le pari perdu.

Le travail intellectuel continue donc. Mais notre salut éventuel ne surgira ni de la réinterprétation émerveillée des théories néolibérales, ni de la résurrection du prolétariat du siècle dernier.

(1) Historien et sociologue américain (1932-1994).
(2) Jean-Claude Michéa, *Le Complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats, 2011, p. 67.
(3) Economiste américain (né en 1930).
(4) Vers la fin des années 1960 se développa à Francfort une critique révolutionnaire des formes sociales et culturelles du capitalisme moderne, propagande politique et publicité incluses. Nombre de dirigeants étudiants de l'époque s'en inspirèrent.
(5) C'est Michéa qui souligne. Dans *Les Mystères de la gauche*, op. cit., p. 31.
(6) Lire Pierre Rimbert, « L'histoire ne repasse pas les plats », *Le Monde diplomatique*, avril 2012.

justifier l'esclavage

des grands massacres de l'histoire, fournissant d'avance un justificatif très apprécié aux doctrinaires de la « terre sans peuple » offerte par Dieu à un peuple sans terre... Des textes de cette encre, on en lit en grand nombre, et souvent des plus inattendus, dans cette contre-histoire.

« Il y a des hommes nés pour la servitude »

En nous donnant beaucoup à apprendre, l'auteur nous donne plus encore à penser. Par exemple, et de façon centrale, en exhibant ce propos d'un George Washington ou d'un John Adams, tellement révélateur sur la révolution américaine menée à la fin du XVIII^e siècle par des colons libéraux propriétaires d'esclaves et on ne peut plus conscients d'être quant à eux « *des sujets britanniques blancs et nés libres* », cri du cœur envers ces Anglais de la métropole qui les briment : « *Nous ne voulons pas être leurs nègres !* » Ce qui saute d'un coup aux yeux ici, c'est que la pensée libérale n'a jamais été une pensée authentiquement universaliste. Les libertés exigées « pour l'individu » ne le sont pas du tout pour l'ensemble des êtres humains, mais uniquement pour le petit nombre des élus, au double sens biblique et civique du terme.

Et ce particularisme agressif est bel et bien de fondation. Grotius, l'un des pères de la doctrine libérale au XVII^e siècle, légitime sans réticence l'institution de l'esclavage (« *il y a des hommes nés pour la servitude* », écrit-il en se réclamant d'Aristote), traite les ressortissants des colonies néerlandaises de « *bêtes sauvages* » et, qualifiant leur religion de « *rébellion contre Dieu* », justifie d'avance à leur égard la plus cruelle « *punition des coupables* ». Il ne s'agit donc aucunement de dérives pratiques : c'est l'idée libérale même qui trahit un aristocratie anthropologique directement ségrégué et déshumanisant.

Le Français Tocqueville, aristocrate-démocrate, pense lui-même à plus d'un titre de façon fort voisine. Losurdo cite cette déclaration : « *La race européenne a reçu du ciel ou acquis par ses efforts une si incontestable supériorité sur toutes les autres races qui composent la grande famille humaine que l'homme placé chez nous, par ses vices et son ignorance, au dernier échelon de l'échelle sociale est encore le premier chez les sauvages.* » Beaucoup aujourd'hui sont stupéfiés par la morgue de caste dont font étalage bien des membres, hommes ou femmes, des milieux dirigeants ; à lire cette contre-histoire, on comprend que, avant d'être un trait psychologique-social des individus, c'est une caractéristique foncière de la doctrine libérale même, et de la posture pratique qu'elle a de tout temps

commandée. Libéralisme et démocratie n'ont jamais été synonymes.

« *Il s'agit, en vient à conclure Losurdo, d'un discours entièrement centré sur ce qui, pour la communauté des hommes libres, est l'espace sacré restreint* » – espace sacré tel que le légitime une culture éthico-religieuse protestante foncièrement nourrie de l'Ancien Testament. Et il suffit de faire intervenir dans l'analyse l'« *espace profane* » (les esclaves des colonies et les serviteurs de la métropole) pour se rendre compte du caractère inadapté et trompeur des catégories utilisées d'habitude pour retracer l'histoire de l'Occident libéral : prééminence absolue de la liberté individuelle, antiétatisme, individualisme. L'Angleterre du XVIII^e et du XIX^e siècle est-elle le pays de la liberté religieuse ? A

propos de l'Irlande, le libéral Gustave de Beaumont, compagnon de Tocqueville pendant son voyage en Amérique, parle d'une « *oppression religieuse qui dépasse toute imagination* ».

Un congé scolaire pour assister aux lynchages

Suivre à la trace le libéralisme dans sa longue histoire implique aussi de s'intéresser, au moins de façon subsidiaire, à ce qui est venu le contester, voire le contrer. A travers ce livre, on voit se former les diverses figures d'un universalisme, depuis celui, catholique et monarchique, d'un Jean Bodin au XVI^e siècle, au radicalisme anticolonial

et abolitionniste auquel prêtent parfois la main des libéraux avancés du XIX^e, et jusqu'à la fondamentale critique de Karl Marx, qui excelle à dévoiler le « *caractère conservateur de la révolution anglaise* ». L'émancipation politique bourgeoise a en effet été le signal d'un déchaînement social à l'encontre non seulement des peuples coloniaux, mais aussi de la paysannerie anglaise elle-même, avant de s'en prendre au prolétariat urbain incroyablement maltraité dans les *workhouses* (hospices). Analyse que Losurdo ne suit pas entièrement cependant, esquissant une vue d'ensemble personnelle des révolutions libérales aussi bien latino-américaines qu'européennes.

Mais pour marquantes que soient ces prises de position antilibérales, plus concrètement productifs ont été les

mouvement des peuples eux-mêmes, au premier rang desquels Losurdo place la révolte de Saint-Domingue (ancien nom d'Haïti), avec pour figure de proue Toussaint Louverture. Ce vrai coup de canon dans le concert dominant de l'époque – un peuple noir à l'incroyable audace de vouloir s'affranchir ! –, au temps même de la Révolution française, fait prendre un tournant décisif à l'indépendance créole et à l'abolition de l'esclavage en Amérique latine. Cent vingt-cinq ans plus tard, une puissante impulsion de même sens sera donnée par la révolution d'Octobre en Russie. « *Tout bien considéré, c'est la révolte de Saint-Domingue et la révolution d'Octobre qui ont respectivement mis en crise, d'abord l'esclavage, puis le régime terroriste de la domination blanche* » : deux chapitres historiques « *majoritairement hais par la culture libérale de l'époque* ».

Sans aborder l'histoire récente du néolibéralisme, Losurdo s'interroge pour finir sur la responsabilité du libéralisme dans les « *catastrophes du XX^e siècle* », et, de façon entièrement convaincante, il la juge lourde. Evoquant la thèse de Hannah Arendt, qui part « *des colonies de l'Empire britannique pour expliquer la genèse du totalitarisme du XX^e siècle* », il rappelle que l'univers concentrationnaire et d'autres institutions antidémocratiques « *ont commencé à s'esquisser bien avant la fin de la prétendue Belle Epoque* », évoquant par exemple les « *déportations sanglantes et répétées des Indiens, à partir de celle mise en œuvre par l'Amérique d'Andrew Jackson (désignée par Tocqueville comme un modèle de démocratie)* ».

Avec le traitement infligé aux Noirs du Nouveau Monde, on a atteint en matière de déshumanisation « *des sommets difficiles à égaler* ». En Jamaïque britannique, « *un esclave était obligé de déféquer dans la bouche de l'esclave coupable, bouche qui était ensuite cousue pendant quatre ou cinq heures* ». Aux Etats-Unis, les enfants des écoles pouvaient avoir un jour de congé pour assister à un lynchage. Un livre paru à Boston en 1913 évoque dans son titre la « *solution finale* » (*ultimate solution*) de la question noire. Un chercheur américain, Ashley Montagu, écrit à propos du racisme et du nazisme que « *le monstre qui a pu bondir librement sur le monde est en grande partie notre création (...), et nous sommes responsables de la forme horrible qu'il a prise* ».

L'auteur a-t-il tort, en conclusion, d'appeler à en finir avec la mensongère hagiographie du libéralisme, qui nous a été réadministrée à haute dose durant trois décennies depuis les débuts du règne de Margaret Thatcher ?

LUCIEN SÈVE.



SUMEDH RAJENDRAN. – « Day Bargaining » (Marchandage du jour), 2008



Les Amis du MONDE diplomatique

RÉGIONS

ANGOULÈME. Le 13 juin, à 18h30, à la MIC Louis-Aragon, place Vitoria : « *Quel projet pour quelle Europe ?* », avec Anne-Cécile Robert. (*patrickbouthinon@orange.fr* et *05-45-67-20-21*.)

AVIGNON. Le 20 juin, à 19 heures, salle de l'antichambre de l'hôtel de ville : « *L'Europe, l'Europe, l'Europe... quelle Europe ?* », avec Anne-Cécile Robert. (*ruiz.bouqueyrant@wanadoo.fr*)

CAEN. Le 20 juin, à 18 heures, au café des Arts, à Hérouville : enregistrement en public de l'émission « *T'es autour du Diplo* », avec un débat sur le dossier du mois. A écouter sur le site de l'association et sur *www.zonesdondes.org* (*06-34-28-61-03*.)

CLERMONT-FERRAND. Le 1^{er} juin, à 17 heures, au café-lecture Les Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins : « *Albert Londres* ». (*06-07-80-96-09*.)

DORDOGNE. Le 20 juin, à 20h30, au foyer municipal de Montpon-Ménestérol, débat autour d'un article du *Monde diplomatique* de mai 2013. (*05-53-82-08-03* et *henri.compain@sfr.fr*)

FRANCHE-COMTÉ. Projections du film *La Saga des Conti*, suivies d'un débat en présence du réalisateur Jérôme Palteau : le 13 juin, à 20h30, au cinéma Majestic, Vesoul ; le 14 juin, à 20h30, au cinéma Méliès, Lure ; et le 15 juin, à 20h15, au cinéma Colisée, Montbéliard. Le 20 juin, à 20h30, au cinéma des Quais, Belfort : projection du film *Into Eternity*, suivie d'un débat. (*03-84-30-35-73* et *odile-mangeot@wanadoo.fr*)

GIRODE. Le 6 juin, à 20h30, à la médiathèque de Saint-Médard-en-Jalles : « *Gaz de schiste, éldorado ou supercherie ?* », avec Christophe Larcher et Romain Porcheron. Le

10 juin, à 20h30, à l'Espace 29, rue Fernand-Marin, Bordeaux : « *Imaginer un revenu garanti pour tous* », avec Mona Chollet. (*06-75-88-81-31*.) Le 19 juin, à 20h30, « *café-Diplo* » au café de l'Orient, place François-Mitterrand, Libourne : débat autour de l'article de Mona Chollet « *Imaginer un revenu garanti pour tous* ». (*groupeamdlibournais@orange.fr*) Le 26 juin, à 19h30, au Poulailleur, place du 14-Juillet, Bègles : débat sur l'Iran. (*06-85-74-96-62* et *amis.diplo33@gmail.com*)

GRENOBLE. Le 6 juin, à 20h15, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux : « *Instabilité financière et dette publique* ». Programme complet des rencontres sur le site de l'association. (*04-76-88-82-83* et *jacques.toledano@wanadoo.fr*)

LILLE. Le 12 juin, à 20h30, MRES, 23, rue Gosselet : « *Retour sur les mouvements arabes* », avec Mehdi Lahlou. (*06-24-85-22-71* et *amdnoord@yahoo.fr*)

MÂCON. Le 7 juin, à 20 heures, salle n° 2, 25, rue Gambetta : « *Où est le rôle politique du peuple ?* », avec Pierre Zarka. Soirée organisée en partenariat avec l'AlaPEC, le comité Attac de Mâcon et la FASE 71. (*renedevos@orange.fr*)

MARSEILLE. Le 19 juin, à 19 heures, dans les locaux de *La Marseillaise*, 19, cours d'Estienne-d'Orves : « *Europe, droit d'inventaire* », avec Anne-Cécile Robert. (*06-76-31-35-47* et *g.ollivier1@free.fr*)

METZ. Le 13 juin, à 18h30, petite salle des Coquelicots, rue Saint-Clément, « *café-Diplo* » : « *La sécurité des individus entre contrôle institutionnalisé et autorégulation intérieure* ». (*christopherpollmann@univ-lorraine.fr*)

NICE. Le 27 juin, à 19 heures, au Casino de Vence : « *Europe, droit d'inventaire* », avec Anne-Cécile Robert. (*04-93-58-38-20*.)

PAU. Le 5 juin, à 20 heures, au cinéma Méliès, projection du film *Notre monde*, suivie d'un débat en présence du réalisateur Thomas Lacoste. (*parabieaubies@no-log.org*)

TOULOUSE. Le 4 juin, à 20h30, salle du Sénéchal : « *Le projet politique et philosophique de décroissance* », avec Vincent Cheynet. Le 11 juin, à 20h30, au cinéma Utopia, concert et débat autour du film de Philippe Pichon *Les Fins de droits*, avec le slameur Miloud Chabane et le directeur de l'association Partage. (*05-34-52-24-02* et *amdoul@free.fr*)

TOURS. Du samedi 1^{er} juin, à 18 heures, au dimanche 2 juin, à 6 heures du matin : Nuit des Studios. Le 7 juin, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « *Le vieillissement de la population* ». Le 12 juin (13 heures), le 13 juin (20 heures) et le 17 juin (11 heures), sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (*02-47-27-67-25* et *pjc.arnaud@orange.fr*)

VALENCE. Le 18 juin, à 20h15, au Lux - Scène nationale de Valence : projection-débat autour du documentaire de Manuela Fresil *Entrée du personnel*. (*suzanne.dejours@orange.fr*)

VILLEURBANNE. Le 18 juin, à 19 heures, au Palais du travail : « *Comprendre les crises de la société de marché avec Polanyi* », avec Jérôme Maucourant. (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 17 juin, à 19h30, à la mairie du 14^e arrondissement, 2, place Ferdinand-Brunot, salle des mariages : rencontre avec Anne-Cécile Robert et Antoine Schwartz autour du numéro de *Manière de voir* « *Europe, droit d'inventaire* ». (*amis.diplo75@gmail.com*)

ESSONNE. Le 17 juin, à 20h30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses, Evry : réunion mensuelle autour d'un article du journal (*amd91.evry@gmail.com*)

YVELINES. Le 8 juin, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier), rencontre avec Maurice Lemoine sur la Colombie, autour de son dernier ouvrage *Sur les eaux noires du fleuve* (Don Quichotte). (*06-07-54-77-35* et *eveleveque@wanadoo.fr*)

HORS DE FRANCE

BRUXELLES. Le 3 juin, à 19h30, Espace Marx, 4, rue Rouppe : « *Les coopératives, une formule passée pleine d'avenir* », avec Julien Dohet et Bernard Bayot. (*amd-b@skynet.be*)

GENÈVE. Le 11 juin, à 19h30, au café La Barge des volontaires, 26, rue de la Coulouvrenière, « *café-Diplo* » : « *Imaginer un revenu garanti pour tous* », débat autour de l'article de Mona Chollet. (*amidiplo-suisse@hotmail.com*)

LIÈGE. Le 27 juin, à 19h30, à Barricade, 19-21, rue Pierreuse : « *Revenu universel et/ou salaire socialisé : regards croisés sur le dossier du Monde diplomatique de mai et L'Enjeu du salaire*, de Bernard Friot ». (*amdgl@teledisnet.be*)

LUXEMBOURG. Le 3 juin, à 20h30, Le Monde en doc à la cinémathèque de la ville de Luxembourg : projection du film de Zelimir Zilnik *The Old School of Capitalism*, suivie d'un débat en sa présence. En collaboration avec Attac et Etika. Le 11 juin, à 19 heures, au Circolo Curiel, 107, route d'Esch, Luxembourg-Hollerich, les « *mardis du Diplo* » : « *L'allocation universelle, une utopie à portée de main* », discussion à partir du *Monde diplomatique* de mai 2013. (*deckert@pt.lu*)



LITTÉRATURES

AMÉRIQUES	EUROPE	PROCHE-ORIENT	
<p>OS SENTIDOS DO LULISMO. Reforma gradual e pacto conservador. – André Singer <i>Companhia das Letras, São Paulo, 2012, 280 pages, 29,50 reais.</i></p> <p>André Singer, porte-parole de la présidence au cours du premier mandat (2003-2007) de M. Luiz Inácio Lula da Silva, rassemble ici ses analyses sur le phénomène politique que constitue à ses yeux le « lulisme ». Pour le politiste – dont les observations ont bousculé les milieux intellectuel et politique brésiliens –, en réduisant la misère par la dynamisation du marché interne, sans confrontation avec les puissances économiques du pays, le gouvernement Lula s'est assuré le soutien des couches populaires : une petite révolution pour un dirigeant issu du Parti des travailleurs (PT) qui suscitait auparavant la méfiance des plus pauvres et devait son essor au soutien des classes moyennes. Plus tard, ces dernières se sont senties trahies par les scandales politiques qui accablaient le PT (notamment le mensalão, en 2005), renforçant ainsi la mutation du parti, alors défendu par la rue et la Bourse. A partir de ce constat, Singer dessine le programme politique du « lulisme », basé sur la conciliation d'intérêts que le PT considèrerait jusque-là comme antagonistes.</p> <p>DOUGLAS ESTEVAM</p>	<p>RENGAINEZ, ON ARRIVE ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire, des années 1970 à aujourd'hui. – Mogniss H. Abdallah <i>Libertalia, Paris, 2012, 192 pages, 12 euros.</i></p> <p>« Rengainez, on arrive ! La chasse est fermée » : les manifestants de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983 apostrophaient l'Etat et la société civile, mais durent ravalé assez vite les espoirs soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Fondateur de l'agence IM média, réalisateur et militant associatif, Mogniss H. Abdallah est un grand connaisseur des luttes de l'immigration et du cortège de crimes racistes ou sécuritaires qui entachent la France depuis les années 1970. Sans chercher à développer un argumentaire idéologique, il s'attache à conduire une enquête rigoureuse, sur les crimes comme sur les luttes, d'autant plus édifiance que ce travail exhaustif n'avait jamais été fait. Les quelques noms restés emblématiques (le petit Toufik de La Courneuve, Malik Oussekinne, Ali Ziri...) n'étant que la partie visible de l'iceberg, il est grand temps d'aller « au-delà des pleurs ».</p> <p>MARINA DA SILVA</p>	<p>LES COPTES D'ÉGYPTE. Violences communautaires et transformations politiques (2005-2012). – Laure Guirguis <i>Karthala, Paris, 2012, 312 pages, 28 euros.</i></p> <p>Comment s'est construite, sur les plans religieux et politique, la communauté copte – souvent estimée à 6 % de la population égyptienne, mais plus importante selon ses dirigeants ? Et comment évolue-t-elle ? C'est ce qu'analyse cet essai de Laure Guirguis, issu de sa thèse. Sous l'impulsion du puissant pape Chenouda III (1971-2012), l'Eglise et la communauté se développent comme jamais, y compris sur le plan international. Elles se divisent aussi, sur fond de luttes de pouvoir et de dissensions, liées à l'attitude « dictatoriale » du pape, à l'opacité de l'institution et à son soutien indéfectible au président Hosni Moubarak, « rempart contre les Frères musulmans ». L'auteure démonte également les idées reçues sur la loi islamique, les apostasies imposées, les femmes coptes enlevées et converties de force... Et elle propose une lecture des stratégies des mouvements islamistes – divisés. Pour eux, la « question copte » est un test : certains mettent en avant les préceptes islamiques pour rétablir l'égalité, alors que, finalement, prévalent toujours les calculs politiques. De part et d'autre.</p> <p>WARDA MOHAMED</p>	<p>Voyous « made in England » <i>Lionel Asbo, l'état de l'Angleterre,</i> de Martin Amis <i>Traduit de l'anglais par Bernard Turle, Gallimard, Paris, 2013, 376 pages, 21 euros.</i></p> <p>LIONEL ASBO, « criminel à la petite semaine » et allégorie grotesque des comportements que sont censés combattre les décrets relatifs aux comportements antisociaux, les Anti-Social Behaviour Orders (ASBO), passe soudainement du statut de petite frappe multirécidiviste à celui de nouveau riche multimillionnaire, par la grâce de quelques bons numéros à la loterie que son neveu Desmond a cochés pour lui. Alors que la presse tabloïd s'empare de lui, Lionel, pourtant soucieux de maîtriser son image, rivalise de maladroites et de provocations dans sa découverte de « monde des riches », des femmes et du champagne.</p> <p>Attribuant à son personnage l'ambitieuse vocation de donner à voir « l'état de l'Angleterre », Martin Amis brosse d'abord le portrait satirique d'un déséquilibré notoire évoluant dans l'« univers flottant, brillant » d'une banlieue fictive de Londres. Il présente une culture populaire réduite à sa plus simple expression : refrains des Beatles entonnés pour combler le vide et articles voyeuristes et putassiers publiés dans des tabloïds faiseurs de stars.</p> <p>Si le Royaume-Uni est à l'image du personnage éponyme du roman, on peut voir dans <i>Lionel Asbo</i> un commentaire cynique sur les relations au sein d'une société centrée sur elle-même, toujours en représentation, où les normes familiales se fissurent pour laisser s'exprimer « la fracture, la fêlure de l'ordre établi ». Le fantasme absolu du gros lot, fiction ultime de la société ultralibérale, devient l'occasion d'une parodie d'irrésistible ascension, où des déclassés connaissent une forme de redistribution arbitraire des richesses sans pour autant savoir s'offrir le luxe du bon goût, à l'instar d'Asbo exhibant ses signes extérieurs de richesse comme un « rappel constant de sa nullité ».</p> <p>Revisitant le thème des antagonismes de classes entre « eux » et « nous », Amis signe pourtant une fable politiquement ambivalente sur la crise des valeurs de la société contemporaine et sur les rapports qui la structurent. Certes, son récit semble exprimer une certaine sympathie pour le neveu, le brillant métis Desmond, qui, amant incestueux de sa grand-mère, mais cœur sensible et inquiet, cherche à s'extraire de son milieu, et, « socialiste » rêveur, « n'aime pas les revenus non gagnés à la sueur de son front ». Mais il s'en dégage aussi un certain mépris envers les chavs, ces jeunes issus de milieux défavorisés, portant casquette et survêtement, et dont Lionel, gavé de télévision, de pornographie et de Kentucky Fried Chicken (KFC), de surcroît parfaitement incapable de lucidité, serait la caricature.</p> <p>Le propos du roman paraît bien faire écho à certaines prises de parole de son auteur, par exemple lorsqu'il explique que le règne de Margaret Thatcher a contribué à mettre un terme au système de classes. Troquant ses idées de gauche pour migrer toujours plus vers un centrisme fragile, Amis, qui affirme pourtant ne s'intéresser qu'aux extrêmes, livre une caricature brillante mais assez vaine de phénomènes culturels laissés ici à l'état de sketches drolatiques qui donnent une cohérence, mais non une consistance, à un roman consacré sans doute à dessein... au vide. Reste le style d'Amis, art consommé de l'ellipse, de la syntaxe éclatée follement inventive et de l'irrévérence, qui fait de <i>Lionel Asbo</i> une chronique familiale immorale et satirique, un récit enlevé au burlesque savoureux.</p> <p>ROMAIN NGUYEN VAN.</p>
<p>LA GRANDE REVANCHE. Les Amérindiens à la reconquête de leur destin. – Jean-Baptiste Mouttet et Julie Pacorel <i>Autrement, Paris, 2013, 143 pages, 19 euros.</i></p> <p>Cet ouvrage présente à la fois les avantages et les inconvénients de la méthodologie adoptée par les auteurs : écrit au terme d'une année d'enquête sur les lieux de résistance des indigènes en Amérique du Sud, il expose de façon précise leurs combats, sans toujours maintenir la distance critique qui permettrait au lecteur de les replacer dans un contexte plus large. Le terme de « revanche » – qui donne son titre au livre – suggère ainsi un « nous » rassemblant des réalités multiples et s'opposant à un « eux » tout aussi varié : une multinationale, un grand propriétaire, une guérilla, des paramilitaires, un gouvernement, etc.</p> <p>L'enquête n'en est pas moins riche. Elle illustre la gamme des stratégies de résistance, du développement du tourisme communautaire chez les Quechuas, dans les Andes, à la création d'une radio diffusant des informations aux communautés indigènes du nord de l'Argentine. Les journalistes dessinent également les limites de certaines actions, qu'il s'agisse de celles d'organisations non gouvernementales (ONG) qui peinent à déléguer ou de la promotion d'un discours identitaire facilement récupéré par les gouvernements.</p> <p>MATHILDE SIMON</p>	<p>CRISE EUROPÉENNE. Posologie du fédéralisme. – Tony Andréani <i>Notes de la Fondation Gabriel-Péri, Paris, 2013, 70 pages, 4 euros.</i></p> <p>Ce petit livre pourrait donner de l'urticaire à certains. L'auteur, professeur émérite de sciences politiques à l'université Paris-VIII, cherche à dépasser le débat sur la fédéralisation de l'Europe. Il démonte les prétentions quasi absurdes du fédéralisme budgétaire, technocratique et punitif dont l'Allemagne se fait la porte-parole. Selon lui, il faut penser cette question à partir du principe de subsidiarité, chaque champ de compétence appelant une dose plus ou moins importante de fédéralisme.</p> <p>En faisant de la souveraineté populaire un axe central, cette analyse implique de limiter les domaines de compétence de l'Union, d'organiser progressivement l'harmonisation sociale par le haut, et de mettre en place une structure institutionnelle démocratique qui ne dessaisisse pas les représentations nationales.</p> <p>MARC MANGENOT</p>	<p>UNDERGROUND. – Murakami Haruki <i>Belfond, Paris, 2013, 585 pages, 22 euros.</i></p> <p>Etonnante enquête que celle menée par l'un des plus célèbres romanciers japonais contemporains après l'attentat du 20 mars 1995 dans le métro de Tokyo : à l'heure de pointe, des adeptes de la secte Aum répandent du gaz sarin, tuant une douzaine de personnes et en blessant plus de cinq mille. Tout au long de l'année suivante, Murakami Haruki est parti sur les traces des victimes, dont il reproduit les témoignages fragiles et émouvants. On revit en kaléidoscope cette journée si particulière. Si l'on est frappé par l'attachement de ces anonymes à leur travail, on prend surtout la mesure de la désorganisation des services de l'Etat – pompiers, police, hôpitaux... –, identique à celle constatée lors de la catastrophe de Fukushima, en 2011. Puis Murakami se tourne vers les disciples d'Aum, qui auraient pu faire partie des tueurs – pas des « salauds », pas des miséreux (il fallait payer pour entrer), mais des Japonais instruits à la recherche d'une utopie spirituelle. C'est en écrivain – et non en journaliste – qu'il raconte. Ce livre, publié en anglais en 1997, préfigure sa célèbre trilogie <i>IQ84</i> (10/18, 2011, 2012 et 2013).</p> <p>MARTINE BULARD</p>	<p>LA VIE À TOKYO AVEC 0 YEN. – Kyohei Sakaguchi <i>Sea JP, Tokyo, 2012, 192 pages, 6,22 euros.</i></p> <p>Kyohei Sakaguchi se définit comme « quelqu'un qui travaille dans l'architecture », rejetant de fait le titre d'architecte. Dans un livre magnifique, il raconte comment sa rencontre avec M. Suzuki, « un sans-abri qui s'est fabriqué son abri » et vit en récupérant des objets, a changé sa vie, jusques et y compris sa conception de l'architecture. A l'aide de dessins, il donne à voir sa propre évolution et montre qu'il est possible de construire une « maison pour 0 yen », en n'utilisant que des matériaux de récupération. Il ne fait pas l'éloge de la pauvreté, mais cherche une autre façon de concevoir l'espace et la vie en commun.</p> <p>M. B.</p>
<p>MAGHREB</p> <p>ORPHELINS DE BOURGUIBA ET HÉRITIERS DU PROPHÈTE. – Samy Ghorbal <i>Cérès, Tunis, 2012, 197 pages, 17 dinars tunisiens.</i></p> <p>« La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe, et son régime la République » : l'article premier de la Constitution tunisienne de 1959 « concilie (...) la logique de l'identité et la logique de la modernité ». Il fait du pays « un Etat séculier à ancrage religieux », et non laïque, comme le rappelle cet essai consacré aux rapports contrariés du religieux et du politique en Tunisie. L'ouvrage propose à la fois un historique des premiers débats constitutionnels de l'indépendance tunisienne et un portrait intellectuel du président Habib Bourguiba. Paradoxe pour l'auteur : l'article premier, « fil rouge de la modernité tunisienne », « la fonde en même temps qu'il l'hypothèque », en établissant une « dichotomie (...) entre les principes de liberté et de souveraineté de l'individu issus de la philosophie des droits de l'homme et les normes d'une vie collective toujours organisée sur un mode communautaire et unanimiste ». Débats qui traversent l'actuelle Assemblée nationale constituante, et renvoient à la bipolarisation progressive entre « modernistes » et « islamistes ».</p> <p>NICOLAS DOT-POUILLARD</p>	<p>RETOUR D'UNE AUTRE RUSSIE. Une plongée dans le pays de Poutine. – Jean Radvanyi <i>Le Bord de l'eau, Lormont, 2013, 200 pages, 22 euros.</i></p> <p>Spécialiste de la Russie et du Caucase, le géographe Jean Radvanyi a dirigé durant quatre ans le Centre d'études franco-russes à Moscou. Il rapporte de ce séjour un ensemble de « vignettes impressionnistes » rédigées sur un ton intimiste, qui permettent de saisir l'état actuel de ce « pays en quête de lui-même », au-delà du cliché de l'immobilisme supposé.</p> <p>Au fil de ses rencontres, il décrit une « autre Russie » : celle de Moscou l'arrogante, mais aussi celle du Nord, celle des Adyghéens du Caucase et des Tatars de la Volga, ou encore celle du grand port « torturé » de Vladivostok. Il note également les soubresauts qui secouent le pays et tente de comprendre l'origine de cette envie de changement au sein d'une partie de la population, désabusée par un système qui mine une corruption endémique. Il revient sur les grandes manifestations moscovites qui ont suivi les élections jugées frauduleuses de décembre 2011, et qui semblent marquer le début d'une rupture entre le régime de M. Vladimir Poutine et la « nouvelle classe moyenne » des grandes villes.</p> <p>ALEXANDRE BILLETTE</p>	<p>ASIE</p> <p>LA VIE À TOKYO AVEC 0 YEN. – Kyohei Sakaguchi <i>Sea JP, Tokyo, 2012, 192 pages, 6,22 euros.</i></p> <p>Kyohei Sakaguchi se définit comme « quelqu'un qui travaille dans l'architecture », rejetant de fait le titre d'architecte. Dans un livre magnifique, il raconte comment sa rencontre avec M. Suzuki, « un sans-abri qui s'est fabriqué son abri » et vit en récupérant des objets, a changé sa vie, jusques et y compris sa conception de l'architecture. A l'aide de dessins, il donne à voir sa propre évolution et montre qu'il est possible de construire une « maison pour 0 yen », en n'utilisant que des matériaux de récupération. Il ne fait pas l'éloge de la pauvreté, mais cherche une autre façon de concevoir l'espace et la vie en commun.</p> <p>M. B.</p>	<p>ASIE</p> <p>LA VIE À TOKYO AVEC 0 YEN. – Kyohei Sakaguchi <i>Sea JP, Tokyo, 2012, 192 pages, 6,22 euros.</i></p> <p>Kyohei Sakaguchi se définit comme « quelqu'un qui travaille dans l'architecture », rejetant de fait le titre d'architecte. Dans un livre magnifique, il raconte comment sa rencontre avec M. Suzuki, « un sans-abri qui s'est fabriqué son abri » et vit en récupérant des objets, a changé sa vie, jusques et y compris sa conception de l'architecture. A l'aide de dessins, il donne à voir sa propre évolution et montre qu'il est possible de construire une « maison pour 0 yen », en n'utilisant que des matériaux de récupération. Il ne fait pas l'éloge de la pauvreté, mais cherche une autre façon de concevoir l'espace et la vie en commun.</p> <p>M. B.</p>

CINÉMA

Fronde contre la bigoterie en Iran

SOUJETS aux contraintes imposées par le régime islamique, les cinéastes iraniens n'ont jamais osé traiter de la sexualité. Mais les « Iraniens de l'extérieur » n'encourent pas directement l'ire des mollahs...

Mitra Farahani (née en 1975) est peintre et cinéaste. Son premier documentaire, *Juste une femme*, traçait le portrait d'un transsexuel revendiquant son statut de femme à Téhéran, et fut primé au Festival de Berlin en 2002. Il complète en « bonus » le DVD de *Tabous* (1). Tourné en Iran sous forme d'un reportage qui n'a rien perdu de son actualité, il ne fut jamais projeté officiellement, mais circula sous le manteau. La réalisatrice a interrogé de nombreux Iraniens, du plus favorable au régime (« *le regard est la principale source du vice* ») et « *il faut purifier la société* ») au plus critique, qui dénonce l'hypocrisie des mœurs (« *tous ces non-dits autour du sexe, la pureté, la chasteté, la virginité, les tabous sexuels, tout ça, c'est à cause d'une chose : en se prétendant vierge, une Iranienne peut avoir ce que les femmes du monde entier obtiennent en travaillant vingt ou trente ans* »). Tour d'horizon de la misère sexuelle, et plaidoyer pour que la société iranienne ne soit plus obsédée par la virginité...

Reza Serkanian (né en 1966) a quitté son pays en 1997, et fini par s'installer en France. Ses *Noces éphémères* (2) rendent compte d'une autre hypocrisie, celle liée aux « mariages temporaires ». Pour tempérer le rigorisme moral, un Iranien peut obtenir des autorités religieuses un

certificat lui permettant de contracter un « mariage » de convenance pour la durée d'un rapport sexuel. Dans ce film virtuose, il décrit les rites religieux qui scandent la vie d'une famille, de la circoncision à la mort, et termine sur cette pratique du mariage provisoire, nouveau rite d'un monde où règne la police des mœurs à l'affût de la prostitution et de l'adultère. Commencé comme une fiction, virevoltant dans une grande maison où se concentrent toutes les composantes de la société, *Noces éphémères* se fait documentaire en décrivant in situ les étapes de ce mariage à durée déterminée, qu'une femme vante comme « *une solution pour les veuves* », car « *rester seule est un péché* ».

En secret (3), de Maryam Keshavarz, est encore plus sulfureux. Née en 1975, elle est américano-iranienne, et choisit ici de parler de l'homosexualité féminine. Portrait de deux jeunes filles issues des couches moyennes aisées et progressistes, décrivant les « fêtes sauvages » d'une jeunesse dorée nourrie au hip-hop et jouant à cache-cache avec les agents des mœurs, *En secret* montre comment ce milieu qui se croyait à l'écart du credo de la République islamique finit à son tour par s'y soumettre, par calcul ou par peur. Si la réalisatrice signe là un film de facture hollywoodienne, aux antipodes du cinéma allégorique dont Abbas Kiarostami et Jafar Panahi ont été les grands maîtres, elle parvient aux mêmes conclusions que Farahani et Serkanian : pour vivre sereinement une autre sexualité que celle pronée par les autorités, il faut quitter le pays.

Particulièrement si on est une femme, car, comme il est dit dans *Tabous*, le sort d'une iranienne se résume à « *un, la famille ; ensuite le mari ; après, les enfants* ».

Montrant sans détour les désirs et les frustrations de la société, ces trois films ne pouvaient que braquer un régime où, s'il faut en croire un clerc s'exprimant dans *Tabous*, « *la masturbation est un péché parce que cela abîme les reins, les yeux et le cerveau, et surtout le cœur, la source de toutes les émotions humaines* », tandis qu'une femme voilée affirme dans *Noces éphémères* que « *le Coran donne des droits à la femme plus que dans toute autre religion* ». Farahani fut brièvement emprisonnée lors d'un voyage en Iran. Keshavarz ne peut y retourner. En 2011, au Festival de Cannes où était présenté le film de Serkanian, des chaises vides symbolisaient l'absence de Panahi, condamné à six ans de prison, et de Mahnaz Mohammadi, la comédienne principale des *Noces éphémères*, également réalisatrice de documentaires, qui n'avait pas eu l'autorisation de sortir du territoire.

PHILIPPE PERSON.

(1) *Tabous* (67 minutes, 2004), de Mitra Farahani, Les Films du paradoxe, 2011, 19,90 euros.
(2) *Noces éphémères* (78 minutes, 2011), de Reza Serkanian, Jupiter Films, 2012, 22 euros.
(3) *En secret* (1 h 45, 2011), de Maryam Keshavarz, Ad Vitam, 2012, 19,99 euros.

DU MONDE

Généalogie d'un crime remarquable

L'affaire Eszter Solymosi
de Gyula KrúdyTraduit du hongrois par Catherine Fay,
Albin Michel, Paris, 2013,
637 pages, 24 euros.

UNE petite bonne de 13 ans disparaît en allant faire une course. « Une fillette triste et brune » qui n'intéresse personne – même sa mère n'arrive pas à se rappeler si elle a les yeux bleus ou noirs. Ce menu fait divers aurait dû se perdre dans le silence des oubliés. Il va devenir une stupéfiante cause internationale, car les Juifs de son village seront accusés d'avoir égorgé l'enfant pour ajouter son sang au pain azyme de la Pâque. On est en 1882, à Tiszaeszlár, dans le Szabolcs, au nord-est de la Hongrie, et la chronique de cette affaire folle, telle que Gyula Krúdy la conte, la chante, la reconstitue, la fait proliférer, est bien plus que le plaidoyer contre l'antisémitisme auquel on aurait pu s'attendre.

En 1931, quand il fait paraître en feuilleton ce récit, la Hongrie est dirigée par l'amiral Miklós Horthy, et a promulgué des lois antisémites vigoureuses. Le fantasme Krúdy (1878-1933), qui a l'écrivain Sándor Márai comme fan absolu, est déjà reconnu comme l'un des plus grands prosateurs de son pays. Il est originaire du Szabolcs, mais son désir d'écrire sur les incroyables rebondissements et retentissements de la disparition d'Eszter dépasse à l'évidence le souci de comprendre sa seule région. Ce qu'il évoque avec splendeur, c'est à la fois le « monde en voie de disparition des seigneurs, des chimères et des souvenirs » et les tensions et les enjeux politiques qui fondent la Hongrie : celle du Compromis, quand, en 1867, après l'échec de la révolution de 1848 contre les Habsbourg, s'établit le dualisme, empire d'Autriche et royaume de Hongrie s'unissant pour devenir l'Autriche-Hongrie, mais également celle de l'après-guerre, de l'éphémère république rouge des conseils et du traité de Trianon (1920), qui a réduit brutalement le territoire.



En 1882, la « modernité » – presse d'opinion, Parlement, trains transcontinentaux... – semble triompher, y compris dans cette province proche de la frontière slovaque, où le fils du bedeau juif va soudain accuser son père et ses coreligionnaires de crime rituel, et être cru avec enthousiasme. L'histoire est saisissante. Parce que le jeune Moric est à l'évidence un cas psychologique digne

des grands romans russes, parce que viennent s'y greffer des épisodes mélodramatiques échevelés, mais surtout parce que s'y déploie une déclaration de tendresse compliquée pour un bilinguisme intérieur et parfois dissonant, qui serait peut-être une composante déterminante de l'identité hongroise, toujours traversée, travaillée, remuée par l'autre, le Juif, le Tzigane, le Ruthène (1), mais aussi bien l'Autrichien, ou encore les fantômes des Huns au galop. Bilinguisme qui contribuerait à l'élan vers la fraternité qu'a pu incarner le héros de l'indépendance, Lajos Kossuth, aussi bien qu'à cette mélancolie ravageuse, âmes en peine, fêlées par un rêve de complétude, caractéristique des acteurs de cette histoire – du procureur du roi qui quitte son bureau et se suicide « à un moment où les choses se passaient plutôt bien » au député Géza Ónody, l'un des organisateurs du premier Congrès international antijuif (1882), sans doute principal responsable de l'affaire, habité par une incandescente passion pour les femmes... juives, et irrémédiablement neurasthénique.

Tous les accusés seront acquittés, au terme d'un procès qui aura suscité l'émotion de l'Europe entière. A Tiszaeszlár, le monument élevé à la mémoire d'Eszter est aujourd'hui un lieu de pèlerinage pour les membres du parti Jobbik, le Mouvement pour une meilleure Hongrie, troisième formation politique du pays, hostile à toutes les minorités.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Lire Laurent Geslin et Sébastien Gobert, « Voyage aux marges de Schengen », *Le Monde diplomatique*, avril 2013.

DIPLOMATIE

Ambassadeurs sous les projecteurs

L'OUTIL diplomatique est d'abord question de personnes. Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Marie-Christine Kessler étudie avec minutie les ressource humaines du Quai d'Orsay et l'organisation de ses services de la III^e République jusqu'à nos jours (1). Elle constate que le recrutement des ambassadeurs, autrefois aristocratique et discrétionnaire, s'est progressivement démocratisé, grâce notamment à l'institutionnalisation d'un concours en 1880 et aux stages organisés à partir de 1929, sans oublier le rôle joué par l'École nationale d'administration (ENA) depuis maintenant près de trois quarts de siècle. Mais elle note également la tendance à de nouvelles dynasties, confortées par des cooptations pour les grands postes. Elle explique comment les ambassades – environ deux cents, sans compter les consulats et délégations – se transforment en représentations de la « Maison France », dotées d'une équipe parfois nombreuse : chancellerie diplomatique, service de presse, service consulaire, mission économique et commerciale, poste d'attaché de défense, antenne de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dissimulée sous une autre fonction, service culturel, etc. Il arrive que s'y ajoutent des services très spécialisés, avec des attachés responsables des questions de sécurité, de l'environnement ou de l'humanitaire. Cette évolution oblige de plus en plus l'ambassadeur à jouer un rôle d'animateur auquel il n'est généralement pas préparé.

Si elle montre l'utilité des ambassadeurs, soumis à la concurrence d'autres acteurs appartenant à des réseaux moins hiérarchisés, mieux dotés financièrement, davantage écoutés à Paris (les représentants sur place d'entreprises françaises, des compatriotes entrés au service des autorités locales et rétribués au pourcentage pour leur double appartenance, voire des universitaires ou experts du pays), l'identification du rôle du diplomate, dans telle affectation ou mission particulière, reste à systématiser. Il faudrait étudier, au fil de quelques épisodes précis ou de parcours personnels, ce que la doctrine française doit à certains : ainsi, les frères Cambon sont certes chacun décisifs, l'un à Londres et l'autre à Berlin, mais Paul (1843-1924) a déterminé l'Entente cordiale, tandis que Jules (1845-1935) n'a pu soutenir la tentative de pacification de Joseph Caillaux... Maurice Couve de Murville apporte à Charles de Gaulle l'intuition d'une possible association franco-allemande, mais aucun ambassadeur à Moscou n'est à l'origine des politiques fran-

çaises vis-à-vis de l'Union soviétique. La transparence de la conception de la politique étrangère française reste à établir.

Un témoignage de praticien sur la « Françafrique » est encore à paraître, sinon à rédiger. Malgré des formules heureuses comme « L'Afrique en Amérique contre la France en Afrique », Dominique Decherf, qui propose les *Mémoires d'un ambassadeur de France en Afrique* (2), n'en dit rien. Aujourd'hui retraité, il évoque ce qu'il a connu et compris au cours d'une quarantaine d'années, la désuétude sans illusion du trente-septième Mogho Naba, le souverain traditionnel du royaume Mossi, au Burkina Faso, les Mémoires légendaires de Julius Nyerere et de Kwame Nkrumah, le « complexe racisme/antiracisme », le Rwanda où il fut ambassadeur (2004-2006), Djibouti où il le fut ensuite (2007-2010) : deux affectations difficiles, et qui offrent l'occasion d'interroger la valeur du rite de passage des instructions – selon l'usage suivi depuis une vingtaine d'années, celles données au partant sont discutées devant lui avec le collègue rappelé auquel il succède.

Dans son enquête « derrière la façade des ambassades de France (3) », le journaliste Franck Renaud n'omet aucun élément susceptible d'attiser la curiosité ou de s'avérer utile. Des mouvements de grève aux scandales de corruption, des modes de rémunération aux études de comportement et aux retraites dorées en rupture avec la morale du corps, tout est dit, aussi précisément que possible. Si la connaissance théorique de la « diplomatie » n'est plus systématisée comme autrefois, la vie de ses praticiens a désormais ses sociologues, et elle est rendue visible, au fil d'exemples ou... de contre-exemples. Le public, citoyens et usagers du réseau diplomatique, peut trouver avantage à cette connaissance. Mais elle n'explique certainement pas comment naît ou s'éteint une influence française dans le monde.

BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT,
premier ambassadeur de France au Kazakhstan.

(1) Marie-Christine Kessler, *Les Ambassadeurs*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012, 413 pages, 32 euros.

(2) Dominique Decherf, *Couleurs. Mémoires d'un ambassadeur de France en Afrique*, Pascal Galodé, Saint-Malo, 2012, 333 pages, 21,90 euros.

(3) Franck Renaud, *Les Diplomates. Derrière la façade des ambassades de France*, Nouveau Monde, Paris, 2011, 521 pages, 9,20 euros.

ÉCONOMIE

POCKET WORLD IN FIGURES. Edition 2013. – « The Economist »

Profile Books, Londres, 2012, 256 pages,
10,99 livres sterling.

La moyenne d'âge de la population est de 44,3 ans en Allemagne ; de 15,5 ans au Niger. A la naissance, un Tokyoïte peut espérer connaître 83,7 floraisons de cerisiers ; un Sierra-Léonais, moins de 49 saisons des pluies. Si l'on exclut l'Angola, les sept pays les plus inégalitaires se trouvent en Amérique latine ; Suède, Norvège et Finlande enregistrent les meilleurs scores dans ce domaine. Israël est le pays qui consacre la plus grande partie de sa richesse aux investissements de recherche et développement, mais, en valeur absolue, la somme constituée moins d'un quart de celle dépensée par les Etats-Unis. La Belgique trône en tête des pays où l'on enregistre le plus de vols, le Honduras des pays les plus violents, l'Islande de ceux où l'on va le plus au cinéma. Il ne s'agit que d'une (petite) sélection des chiffres que compile ici l'hebdomadaire *The Economist* dans ce recueil précieux. L'occasion également, pour la revue libérale, de promouvoir des « classements » aux critères plus que discutables (ouverture économique, compétitivité, etc.).

RENAUD LAMBERT

IDÉES

TRADUIRE LA LITTÉRATURE ET LES SCIENCES HUMAINES. Conditions et obstacles. – Sous la direction de Gisèle Sapiro

La Documentation française, Paris,
2012, 226 pages, 14 euros.

Fondée sur une enquête menée entre 2009 et 2011 en France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Brésil, cette étude approfondie s'intéresse aux conditions économiques et culturelles de la traduction, depuis ou vers la langue française, tant en littérature que dans les sciences humaines et sociales. Si le rapport de forces entre les cultures demeure déterminant – la production en provenance des Etats-Unis gagne en hégémonie depuis les années 1960 et, plus largement, l'anglais représente plus d'un tiers sur deux de l'ensemble des traductions –, le français reste néanmoins la deuxième langue la plus traduite, essentiellement pour les ouvrages catégorisés « haut de gamme ». Gisèle Sapiro souligne le rôle crucial des petits éditeurs indépendants oscillant entre résistance et adaptation, l'importance des dispositifs de soutien public... Même si, bien sûr, « il ne suffit pas qu'un texte soit traduit pour qu'il soit reçu ».

DOMINIQUE AUTRAND

CE DIEU QUE J'AIME. – Christine Pedotti

Médiaspaul, Paris, 2012,
104 pages, 16 euros.

Seconde génération. Il est de ces chrétiens qui, enfants, ont vu leurs parents s'enthousiasmer pour le concile Vatican II, puis le mettre en œuvre en faisant progresser l'Eglise, par sa base, dans son intégration au monde. Et eux-mêmes poursuivent dans cette voie, loin du « conservatisme catholique » qui est seul à intéresser la plupart des médias. Christine Pedotti, sous son nom ou celui de Pietro de Paoli, en témoigne. Ici, elle regarde cette humanité qui aménage, transforme, crée, mais aussi souffre. Elle voit l'intelligence humaine à l'œuvre, cet entêtement du pourquoi, du comment. Elle n'y cherche pas la preuve de l'existence de Dieu, mais y trouve des traces de ce que les croyants nomment son amour. C'est avec cette grille qu'elle interroge et met en perspective tant les réalités de l'humanité que les textes bibliques.

BRUNO LOMBARD

SCIENCES

LES SCIENCES, ÇA NOUS REGARDE. Histoires surprises de nos rapports aux sciences et aux techniques. – Sous la direction de Lionel Larqué et Dominique Pestre

La Découverte, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », Paris, 2013,
332 pages, 19,50 euros.

Une cinquantaine de physiciens, géographes, historiens, économistes, sociologues, journalistes, etc., ont rassemblé les matériaux d'une histoire buissonnière des sciences et des techniques au fil d'instantanés aussi saisissants qu'instructifs. Que penser des controverses sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) ? Quel type d'expertise livrer aux décideurs politiques sur le climat ? La radioactivité à faible dose est-elle vraiment dangereuse ? Va-t-on manquer d'eau ? Les brevets stimulent-ils ou freinent-ils l'innovation ? Quelle valeur attribuer à l'environnement ? Faut-il faire confiance aux sondages ? Les études longues sont-elles rentables ?

Les réponses partagent une même ambition pédagogique : découvrir les démarches de la raison plutôt que célébrer des cathédrales de résultats. Du pourquoi scientifique au comment technicien, cet essai ramène insensiblement aux questions proprement politiques : « Que faire ? » Remettant ainsi à l'ordre du jour le nécessaire débat démocratique sur les technosciences.

ANDRÉ PRIOU

SOCIÉTÉ

LA SANTÉ ÉCARTELÉE. Entre santé publique et business. – André Grimaldi

Dialogues, Brest, 2013, 220 pages, 16,90 euros.

Pour faire prendre conscience des menaces qui pèsent sur l'hôpital public, le professeur André Grimaldi, ex-chef du service de diabétologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, a choisi de raconter sa vie professionnelle et sa vie militante – l'une et l'autre se confondent. Il faut dire qu'il finit son internat de médecine à la veille de Mai-68, au moment où la jeunesse espère bousculer le monde. Les carabins de la Pitié resteront assez sages, mais ils chahuteront tout de même les mandarins et leurs pratiques féodales. Si Grimaldi décortique les multiples réformes contre l'hôpital public menées par les gouvernements de droite et de gauche, il ne manifeste aucune nostalgie. C'est précisément au nom des réformes indispensables pour prendre en charge le malade dans sa totalité qu'il alerte sur les dangers présents : médecine « industrielle », dépassements d'honoraires, liaisons dangereuses avec les laboratoires, autorisations étatiques... La charge est lourde, mais étayée. Et le plaidoyer pour qu'un jour « la Carte bleue ne remplace pas la carte Vitale » d'une grande actualité.

MAUD PASCAL

TRAVAILLER DANS LE NUCLÉAIRE. Enquête au cœur d'un site à risques. – Pierre Fournier

Armand Colin, Paris, 2012,
231 pages, 23,60 euros.

Longtemps dans l'ombre, les travailleurs du nucléaire suscitent davantage, depuis quelques années, l'attention des journalistes et du grand public. Tandis que se multiplient les témoignages-choix sur les « nomades du nucléaire », Pierre Fournier, professeur de sociologie à l'université d'Aix-Marseille, développe une analyse très fouillée – trop, parfois – du travail quotidien. Il s'appuie sur des observations faites « en indigène », alors qu'il était salarié dans la sous-traitance à Marcoule. Ses descriptions minutieuses contrastent avec les comptes rendus technocratiques de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et leur fâcheuse tendance à occulter l'humain, sauf pour stigmatiser un « manque de culture de sécurité » quand il s'agit de trouver l'origine d'un incident.

A contrario, le livre met en avant avec empathie la complexité des relations dans le milieu pour éclairer les « petits arrangements » avec les procédures. « Ni pro ni anti-nucléaire », Fournier contribue pourtant à mettre à bas les prétentions d'une industrie qui se proclame sûre.

SABINE BLANC

ART

LA FABRIQUE DE L'ART NATIONAL. Le nationalisme et les origines de l'histoire de l'art en France et en Allemagne, 1870-1933. – Michela Passini

Éditions de la Maison des sciences de l'homme,
Paris, 2012, 342 pages, 48 euros.

Le moment de la naissance de l'histoire de l'art comme discipline universitaire et de son institutionnalisation est fortement marqué par des enjeux politiques. Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, elle participe pleinement à la construction des identités nationales. Issu de sa thèse, l'ouvrage de Michela Passini restitue avec clarté cette « fabrique de l'art national » en France et en Allemagne. En deux parties, l'une consacrée aux études sur la Renaissance et les Primitifs et l'autre aux débats sur le gothique, elle démontre l'importance des stratégies de « nationalisation » de l'art dans les écrits des premiers maîtres de la discipline, qu'il s'agisse de Heinrich Wölfflin, de Wilhelm Worringer, d'Emile Mâle ou d'Henri Focillon. En rupture avec une esthétique normative centrée sur le modèle antique et italien, le discours sur l'art se structure autour des thèmes de l'identité et de l'altérité, du génie national et des influences exogènes.

JOHAN POPELARD

L'AFFAIRE BELTRACCHI. – Stefan Koldehoff et Tobias Timm

Jacqueline Chambon - Actes Sud,
Paris-Arles, 2013, 244 pages, 24 euros.

Wolfgang Beltracchi, peintre peu assidu, se rend compte un jour que, « sur le marché de l'art, l'authenticité et donc la valeur marchande de l'œuvre ne dépendent que d'un certificat d'authenticité ». Sa voie est tracée : il se documente sur quelques expressionnistes mineurs, repère le titre de toiles disparues pendant les années noires (1933-1945), les fait réapparaître puis authentifier, et devient riche. Il ne saura pas s'arrêter à temps, et sera jugé en 2011. L'enquête de Stefan Koldehoff et Tobias Timm montre que les riches clients de Beltracchi « appréciaient beaucoup la discrétion d'un milieu où les financements occultes et le blanchiment d'argent jouent un rôle non négligeable ». Les tableaux ne sont que « des actions qu'on accroche chez soi ». Géniaux ou médiocres, vrais ou faux, qu'importe : ils servent à placer des milliards loin du fisc. Au milieu de ce vol qualifié des richesses du monde, Beltracchi n'apparaît que comme un pâle escroc. Il prend six ans ferme dans un silence ouaté. « Ce scandale n'a eu aucune conséquence sur le marché de l'art. »

CATHERINE DUFOUR



HISTOIRE

AMERICAN NIGHT. The Literary Left in the Era of the Cold War. – Alan Wald

University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2012, 432 pages, 45 dollars.

Ce remarquable ouvrage d'histoire littéraire, dernier tome d'une trilogie, analyse aussi bien les œuvres des écrivains communistes nord-américains pendant la guerre froide que la tension permanente entre leurs aspirations artistiques et la ligne du parti. Réprimé et marginalisé par l'Etat, le Parti communiste des Etats-Unis attirait de nombreux auteurs, eux-mêmes marginalisés : Juifs, Afro-Américains, homosexuels, bohèmes. Leurs écrits relèvent à la fois d'une identification affective avec le grand mouvement de lutte sociale des années 1930 et d'un aveuglement sur la nature de l'URSS stalinienne. L'un des chapitres les plus stimulants est consacré aux écrivains afro-américains – Langston Hughes, James Baldwin, Chester Himes, Ralph Ellison, Richard Wright –, qui finiront pour la plupart par rompre avec le parti, et feront de cette crise le sujet de romans majeurs. Un autre, passionnant, concerne les « Juifs sans judaïsme » : Norman Mailer, Saul Bellow, Bernard Malamud ou encore Arthur Miller. Plusieurs quitteront le parti, notamment après 1956, mais sans devenir pour autant anticommunistes.

MICHAEL LÖWY

LA FAUNE DE LA COLLABORATION. Articles 1932-1942. – Jacques Decour. Textes réunis par Emmanuel Bluteau et Pierre Favre.

La Thébaïde, Paris, 2012, 350 pages, 23 euros.

Jacques Decour (1910-1942), instigateur dès 1940 de la résistance intellectuelle à l'occupant, cofondateur du Comité national des écrivains en 1941, fut fusillé au Mont-Valérien, avec Georges Politzer et Jacques Solomon. Agrégé d'allemand, membre du Parti communiste depuis 1936, il laisse une œuvre journalistique en prise sur son époque. L'ouvrage présente regroupe les textes publiés avant-guerre, dont une charge contre *Retour d'URSS*, d'André Gide, mais l'essentiel réside dans ses articles de la clandestinité. Dans *L'Université libre*, créée en novembre 1940 avec Politzer et Solomon, il avertit, après la manifestation étudiante du 11 novembre 1940, que « la France ne sera jamais un pays d'esclaves ». En 1941, c'est dans *La Pensée libre* qu'il vitupère les intellectuels qui « collabore[nt] à l'asservissement de l'opinion française ». Alphonse de Châteaubriant, Pierre Drieu la Rochelle, Jean-Louis Tixier-Vignancourt, le « Führer vichyssois de la radio et du cinéma » ; dans *Les Lettres françaises*, dont le premier numéro paraîtra après son exécution, il affirmait : « Nous sauverons par nos écrits l'honneur des lettres françaises. »

ANNE MATTHIEU

POÉSIE

DE LA ROSE ET DU RENARD, LEURS COULEURS ET ODEURS. – Anne Kawala

Centre international de poésie, Marseille, 2012, 80 pages, 14 euros.

Cet ensemble poétique a été composé lors d'une résidence d'auteur au Liban durant l'automne 2011. Un vers en scande les séquences, comme l'énoncé d'une méthode visant à maintenir la sensibilité à son degré le plus haut : « Je suis venue vierge. » Dès lors l'enjeu sera de « penser dans sa langue en butte aux autres » la confrontation aux horizons, aux divisions et aux tensions internes, le surgissement permanent des récits dans les paroles rencontrées. Il faudra aussi démêler l'entrelacs des désirs éveillés – « une main offre l'extérieur » – et de ses propres souvenirs venus d'ailleurs pour que « disparaissent les taches noires, le sel des larmes, les zones aveugles » et que prenne forme, « constance, au-delà des recoupements », une possible langue d'amour.

MICHAËL BATALLA

PROCHE-ORIENT

Lumières du politique

LA GUERRE froide s'est substituée une nouvelle confrontation d'envergure à l'échelle internationale : l'« Occident » serait désormais en proie à une nouvelle menace, l'« islamo-fascisme », dont le terrorisme djihadiste serait l'expression la plus visible. Bloc contre bloc. Les discours idéologiques mais aussi démographiques. Le discours dominant est également l'expression de la survivance d'une vision mythifiante et mystificatrice d'un Orient et d'un Occident réduits à des clichés.

Face à ces propos qui réduisent chaque conflit à une essence anthropologique, religieuse ou ethnique, Georges Corm (1) réhabilite les vertus du politique sur fond de connaissance de l'histoire : les conflits armés sont avant tout l'expression d'intérêts antagonistes (économiques, géographiques mais aussi démographiques). Le discours dominant est également l'expression de la survivance d'une vision mythifiante et mystificatrice d'un Orient et d'un Occident réduits à des clichés.

La « lecture profane des conflits » que prône l'auteur permet de comprendre la nécessité d'une analyse non culturaliste – et donc multicausale – des tensions et des crises. Il n'y a pas de retour du religieux, écrit Corm, mais plutôt un retour du « discours » religieux, apparu selon lui dans les années 1980, qui affaiblit à la fois le religieux et le politique. Pour éviter une confrontation encore plus violente et globale devrait s'imposer une vraie laïcité, débarrassée des particularismes et autres revendications communautaires aujourd'hui florissantes, mais également respectueuse des données historiques.

Pour Corm, au niveau national et international, la séparation du religieux et du politique ainsi que le rétablissement d'une pleine citoyenneté sont les conditions essentielles de la paix civile. Si l'on peut rester circonspect en ce qui concerne l'avenir de la laïcité d'inspiration française à l'heure du communautarisme anglo-saxon, et alors que cette notion même est un repoussoir au sud de la Méditerranée, la réflexion de l'auteur a le mérite d'esquisser les prémices de ce qui pourrait être un espace international véritablement républicain.

ZIYAD CLOT.

La compréhension des enjeux au Proche-Orient, c'est également ce que permet Eric Rouleau (2). Il détaille non seulement les premiers pas des Etats arabes – à commencer par l'Egypte – et leurs tentatives pour s'affranchir de la tutelle des puissances européennes, puis des impérialismes américain et soviétique, mais également l'histoire de l'Etat d'Israël naissant, et rapidement conquérant ; celle du nationalisme arabe dans sa version nassérienne, que la guerre de 1967 viendra enterrer ; celle du nationalisme palestinien, enfin, qui se nourrit de ses cendres.

Passeur d'exception, Juif arabophone égyptien devenu français, Rouleau, journaliste du *Monde* reconverti en diplomate sur le tard, fut un témoin unique de cette période décisive. Au fil des pages, on comprend qu'il en a été aussi acteur. Il a tissé des liens étroits avec les dirigeants arabes et israéliens de l'époque, et il tire de ces rencontres des portraits et des récits remarquables. Non, Nasser n'était pas un « nouvel Hitler », comme le professait l'opinion dominante dans la France contemporaine de l'expédition de Suez. Non, Anouar El-Sadate, dont on ne saurait oublier le passé douteux, n'est pas le héros pacifique, courageux et visionnaire que la postérité voudra retenir. Non, le personnage de Yasser Arafat ne saurait se réduire à l'étiquette de « terroriste », et pas davantage au statut d'icône : il est bien autrement ambivalent.

C'est à l'envers du décor que ces Mémoires donnent accès : celui des calculs et des jeux politiques troubles, mais aussi celui de la centralité de l'humain et de l'émotionnel dans la prise de décision – et donc aussi dans les erreurs d'analyse – de ces dirigeants, faiseurs de paix et de guerre.

(1) Georges Corm, *Pour une lecture profane des conflits. Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains au Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2012, 275 pages, 19,50 euros. Lire également « Pour une analyse profane des conflits », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(2) Eric Rouleau, *Dans les coulisses du Proche-Orient. Mémoires d'un journaliste diplomate (1952-2012)*, préface d'Alain Gresh, Fayard, Paris, 2012, 433 pages, 22 euros.

MÉDIAS

Royaume-Uni, la presse et la loi

ENTRÉ à la Chambre des communes en 2001 et membre de la commission culture et médias, M. Tom Watson a été un témoin privilégié du séisme qui a ébranlé l'empire de M. Rupert Murdoch en 2011 (1) : le groupe l'avait constamment éreinté alors qu'il occupait des fonctions ministérielles, n'hésitant pas à le mettre sous surveillance. Avec le concours d'un journaliste du quotidien *The Independent*, il dévoile (2) les rouages d'un système alimenté par l'intrusion dans la vie privée de milliers de personnes, de préférence célèbres, à travers le piratage de leurs messageries ou de leurs ordinateurs. Des pratiques sur lesquelles Scotland Yard n'aura guère mis d'empressement à enquêter, News International – la société qui coiffe les titres britanniques du groupe Murdoch – sachant se montrer accueillante pour les anciens fonctionnaires du service. A ces relations tarifées avec la police s'ajoutaient les proximités, sinon les connivences, de l'état-major du groupe avec les locataires successifs du 10 Downing Street, et tout particulièrement avec M. David Cameron, l'actuel premier ministre conservateur. Dressant le bilan de cet épisode, M. Brian Leveson, responsable de la commission d'enquête chargée en juillet 2011 par M. Cameron d'évaluer « la culture, les pratiques et la déontologie » de la presse, a présenté son rapport en novembre dernier (3).

Après un état des lieux accablant (4), M. Leveson formule diverses propositions. L'actuelle instance de régulation, la Press

Complaints Commission (PCC), n'est au mieux, indique le rapport, qu'un organe de médiation entre les victimes et les responsables de rédaction, et reste totalement tributaire de la profession pour son financement et sa composition. Il préconise donc son remplacement par un organisme réellement indépendant, capable de prendre l'initiative d'enquêtes, et qui aurait, entre autres pouvoirs, celui d'imposer la publication de rectificatifs assortis d'excuses, ainsi que des amendes plafonnées à 1 million de livres sterling.

La désignation des membres de cet organisme, et en particulier de son président, serait confiée à une commission majoritairement composée de personnalités sans rôle politique actif et sans lien avec le secteur de la presse. M. Leveson admet toutefois que le nouvel organisme collecteur des cotisations des éditeurs, destiné à financer ce dispositif, serait associé au processus de désignation. Il estime en outre que les principes déontologiques dont se doterait cette instance devraient être validés par un texte législatif qui en garantirait le caractère statutaire. Ce qui permettrait également de consacrer par la loi le système d'arbitrage préconisé pour accélérer le règlement des plaintes consécutives à la publication d'articles qui relèveraient d'une juridiction pénale (et pour en réduire le coût). Mais sans « franchir le Rubicon » (M. Cameron), c'est-à-dire faire intervenir le Parlement dans la gestion des affaires de la presse. Les libéraux-démocrates et les principaux ténors travaillistes y étaient favorables, contrairement au gouvernement...

Le 18 mars, les trois principaux partis se sont donc entendus sur une traduction législative, certes, mais minimale : une charte royale définit le statut et la composition d'un comité de validation (*recognition panel*) chargé de superviser l'action de l'instance de régulation que les professionnels sont appelés à mettre en place. Le système reposant sur le volontariat, il importait d'inciter les éditeurs de presse à y participer. Les récalcitrants sont menacés de fortes amendes lors d'actions judiciaires pour diffamation les concernant. Cette mesure est déjà jugée discriminatoire et contraire à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissant la liberté d'expression, tandis que les principaux éditeurs de titres nationaux et régionaux menacent de boycotter le système au profit d'une instance mise en place par leurs soins. Le compromis fut entériné par la Chambre des communes le 19 mars dernier, mais le débat est loin d'être clos...

JEAN-CLAUDE SERGEANT.

(1) Lire « Pourquoi l'empire Murdoch se délite d'un joyau devenu trop pesant », *Le Monde diplomatique*, octobre 2011.

(2) Tom Watson et Martin Hickman, *Dial M for Murdoch : News Corporation and the Corruption of Britain*, Allen Lane Penguin Books, Londres, 2012, 20 livres sterling.

(3) « An inquiry into the culture, practices and ethics of the press », 29 novembre 2012, www.official-documents.gov.uk

(4) Lire « Ce rapport qui accable les médias britanniques », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS.** Le traitement numérique des masses de données individuelles collectées par les pouvoirs publics et les entreprises n'est pas une panacée : « Si Henry Ford avait interrogé des algorithmes pour découvrir les attentes des consommateurs, ils auraient répondu : "un cheval plus rapide" ». (Vol. 92, n° 3, mai-juin, bimestriel. – 58 East, 68th Street, New York, NY 10065, Etats-Unis.)

□ **PROSPECT.** Ancien directeur exécutif de la Banque mondiale, M. Moïse Naim constate qu'il est désormais plus aisé de mobiliser « autour de la protection d'une espèce de papillon menacée en Indonésie » qu'autour de projets politiques portés par des partis. (N° 206, mai, mensuel, 4,50 livres sterling. – 2 Bloomsbury Place, Londres, WC1A 2QA, Royaume-Uni.)

□ **COUNTERPUNCH.** La Californie va-t-elle connaître un boom pétrolier ? Quels rapports le nouveau pape François a-t-il entretenus avec la théologie de la libération quand il était encore cardinal ? En quoi les « crimes de guerre » sont-ils devenus pour les Etats-Unis une technique militaire à part entière ? (Vol. 20, n° 4, avril, mensuel, 72,50 dollars par an. – PO Box 228, Petrolia, CA 95558, Etats-Unis.)

□ **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW.** Quand la volonté d'équilibrer les points de vue conduit des journalistes à donner du crédit à une rumeur associant à tort vaccination des enfants et autisme. Enquête sur la manière dont s'informent les jeunes Américains qui ne lisent pas la presse. (Mai-juin, bimestriel, 4,95 dollars. – 729 Seventh Avenue, New York, NY 10019, Etats-Unis.)

□ **EXTRA !** Aux Etats-Unis, les médias feignent de redouter que les opposants au mariage gay ne soient pas entendus. Les tensions en Corée vues par les reporters américains, comme au temps de la guerre froide. (Vol. 26, n° 5, mai, mensuel, 4,95 dollars. – 104 West 27th Street, New York, NY 10001-6210, Etats-Unis.)

□ **N + 1.** Les effets inattendus de la sociologie critique de Pierre Bourdieu dans les milieux branchés new-yorkais : « Un jour, il faut soutenir Terence Malick et, le lendemain, choquer tout le monde en défendant Transformers. Etre de gauche implique une vigilance quotidienne pour éviter d'être catalogué comme snob ». (N° 16, printemps, trisannuel, 13,95 dollars. – 68 Jay Street, 405, Brooklyn, NY 11201, Etats-Unis.)

□ **LA NOUVELLE REVUE GÉOPOLITIQUE.** Dans un dossier consacré à l'Union européenne en 2020, l'économiste Renaud Bellais critique la désindustrialisation du continent et évoque la nécessité de nouveaux projets du type Airbus. (N° 121, avril-juin, trimestriel, 10 euros. – 25, rue Ginoux, 75015 Paris.)

□ **MIDDLE EAST REPORT.** Un riche numéro consacré au dixième anniversaire de la guerre en Irak, au moment où celui-ci replonge dans le chaos : comment le conflit a échappé aux calculs américains, détruit durablement le pays et écrasé les populations, notamment les femmes, qui en sont les premières victimes. (N° 266, printemps, trimestriel, abonnement un an : 60 dollars. – 1344 T St. NW # 1, Washington, DC 20009, Etats-Unis.)

□ **CQFD.** Interrogé sur les révolutions arabes, notre collaborateur Gilbert Achcar estime que les Frères musulmans sont « les garants de l'ordre dans la région. Le capitalisme mondial mise sur eux pour se conformer aux exigences du FMI [Fonds monétaire international] ». (N° 111, mai, mensuel, 3,20 euros. – BP 70054, 13192 Marseille Cedex 20.)

□ **MAGHREB-MACHREK.** Le rôle des armées dans les transformations du monde musulman, avec une ethnologie des forces saoudiennes et une étude sur les pasdarans iraniens. (N° 214, hiver, trimestriel, 20 euros. – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

□ **SURVIVAL.** Comment analyser la cyberattaque contre la société pétrolière saoudienne Aramco ? Un texte qui tombe à point nommé alors que le royaume a subi une nouvelle offensive informatique en mai. (Vol. 55, n° 2, avril-mai, bimestriel, abonnement un an : 150 euros. – ISS-Routledge, Washington.)

□ **VINGTIÈME SIÈCLE.** Afin de réfléchir à la manière dont se construisent les récits nationaux, la revue d'histoire propose les portraits de plusieurs héros africains, de Léopold Sédar Senghor à Jomo Kenyatta en passant par le Burundais Louis Rwagasore. (N° 118, avril-juin, trimestriel, 18,50 euros. – Presses de Science Po, 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

□ **POLITIQUE AFRICAINE.** La République démocratique du Congo, géant africain aux immenses ressources minières, est disputée par ses voisins et convoitée par les multinationales. Au quotidien, comment vivent les Congolais ? Quelles sont les forces sociales et politiques à l'œuvre dans ce pays en quête d'Etat ? (N° 129, mars, trimestriel, 19 euros. – Karthala, Paris.)

□ **NUEVA SOCIEDAD.** Les luttes ouvrières en Chine, « souvent improvisées » et « sans véritable stratégie », ne parviennent guère à bousculer un appareil Etat-capital « parfaitement coordonné ». (N° 244, mars-avril, bimestriel, sur abonnement. – Defensa 111, 1° A, C1065AAU Buenos Aires, Argentine.)

□ **REPORT ON THE AMERICAS.** « Justice climatique », ou comment la dépendance du Nord à l'égard des énergies fossiles transforme la géographie au Sud. (Vol. 46, n° 1, printemps, bimestriel, 10 dollars. – North American Congress on Latin America, 38 Greene Street, 4th Floor, New York, NY 10013, Etats-Unis.)

CARTOGRAPHIE

Glissements des empires

LES Portugais sont les premiers sur les côtes africaines, mais Christophe Colomb donne le coup d'envoi de la première mondialisation et d'une lutte sans merci entre les puissances européennes pour la colonisation de la planète. Grâce à la traite négrière et à son double avantage : la mise en valeur des colonies et le formidable essor du commerce atlantique, gages de la suprématie de l'Ouest européen. Naissent, se façonnent et prospèrent les empires qui atteignent au XVIII^e siècle leur apogée marchande (1). Ils feront bientôt face aux trois premières ruptures : l'indépendance des Etats-Unis dès 1783, puis celle d'Haïti et celles de l'Amérique ibérique.

Ce n'est pas encore la fin de l'Ancien Monde face au Nouveau, mais le terme de trois siècles d'expansion continue. Un nouveau partage des rôles et des



La découverte de l'Amérique d'après Jean Vespucci (1526)

pouvoirs prévaut lentement, indispensable pour comprendre l'actuelle mondialisation et sa compétition tout aussi implacable, avec ce qui s'y joue : conflits, émergences et déclin. Plus de cent vingt cartes, plans de ville et graphiques éclairent les moments marquants de cette longue et cruciale histoire.

CHRISTOPHE WARGNY.

(1) Marcel Dorigny, *Atlas des premières colonisations. XV^e - début XIX^e siècle : des conquêtes aux libérateurs*, Autrement, Paris, 2013, 96 pages, 19 euros.

SCIENCE-FICTION

Afrique, présence des futurs

La science-fiction déplie les possibles enfouis dans le présent et cristallise les formes que pourrait prendre l'avenir. En rendant ainsi sensibles des peurs et des espérances collectives, elle est toujours – à sa façon – politique. Alors que les Anglo-Saxons l'ont largement abandonnée au profit de la fantasy, les artistes africains s'en saisissent.

PAR ALAIN VICKY *



RANSOME STANLEY. – « Afrodisiakum », 2008

LOIN des radars médiatiques, un groupe de jeunes artistes africains, petits-enfants des indépendances, Noirs et Blancs, connectés par quelques blogs et par une poignée de nouvelles revues panafricaines, provoquent une révolution culturelle sur le continent en occupant un territoire jusqu'alors réservé aux imaginations occidentales, celui de la science-fiction. Pour paraphraser le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne, sur un continent où la fabrique de l'avenir est en crise, le sens vient du futur... Ce à quoi font écho les « hommes invisibles » du collectif 3D Fiction, engagés dans la « possibilité d'une écriture partagée sur le devenir de Dakar », quand ils affirment : « Le futur invoqué par le récit fait naître un nouveau temps présent, qui remet en question notre présent (1). »

Jusqu'à la fin des années 2000, pour le continent africain, la contre-utopie, le déploiement d'un monde tel qu'on le craint – l'une des dimensions de la science-fiction –, n'avait pas vraiment lieu d'être : le réel suffisait. Mais la modernité secoue désormais le présent : dans le nord du Mali, on pouvait récemment croiser des « types très endurants et armés, qui vivent dans leur tête comme au VII^e siècle, mais utilisent une technologie du XXI^e siècle », rapportait *Le Monde* (30 janvier 2013). Et à la sortie d'un centre commercial de Johannesburg, trois jeunes hommes, qui n'ont plus de rands pour recharger leur mobile en unités téléphoniques, vitupèrent contre l'« esclavage digital »...

Or « que se passe-t-il quand la jeunesse du tiers-monde a accès à des technologies pratiquement inimaginables il y a quelques années ? », interroge le Ghanéen Jonathan Dotse sur son blog Afrocyberpunk. « Qu'advient-il si cette tendance se poursuit, disons, encore cinquante ans ? Qui est censé répondre à ces questions ? Les écrivains de science-fiction, bien sûr ! » Dans ce que l'on considérera peut-être un jour comme un manifeste de cette nouvelle scène, « Developing worlds : Beyond the frontiers of science fiction », Dotse raconte comment il a découvert cet univers. « Imaginez un petit Africain écarquillant les yeux devant les images granuleuses d'un vieux poste de télévision réglé sur un canal VHF, un enfant qui découvre pour la première fois les images et les sons d'un monde merveilleusement étrange, au-delà des limites de la ville. C'est un de mes plus anciens souvenirs : j'ai grandi au milieu des années 1990, dans un petit immeuble tranquille de Maamobi, une enclave de la banlieue de Nima, l'un des bidonvilles célèbres d'Accra. Outre la Société de diffusion gérée par l'Etat, il n'y avait à l'époque que deux chaînes dans tout le pays, et ma famille n'avait absolument pas les moyens de s'abonner à la télévision par satellite. Néanmoins, à l'occasion, toutes sortes de programmes intéressants venus du monde entier passaient sur ces chaînes publiques. C'est ainsi que j'ai rencontré la science-fiction, non pas à travers les ouvrages de grands auteurs, mais à partir d'approximations distillées de leurs grandes visions. »

Dès le milieu des années 2000, quelques ovnis avaient commencé à traverser le ciel de la création africaine. *Les Saignantes*, film réalisé en 2005 par le Camerounais Jean-Pierre Bekolo, se situait dans le Yaoundé de 2025. *Aux Etats-Unis d'Afrique* (Jean-Claude Lattès, 2006), de l'écrivain franco-djiboutien Abdourahman A. Waberi, décrivait un monde inversé où l'Afrique, en 2033, devenait le centre économique et intellectuel du monde, alors que les damnés de la terre se concentraient dans une Euramérique indigente. L'occasion pour l'auteur de tancer « l'homme d'Afrique [qui] s'est senti, très vite, sûr de lui. Il s'est vu sur cette terre comme un être supérieur, inégalable

parce que séparé des autres peuples et des autres races par une vastitude sans bornes. Il a mis sur pied une échelle de valeurs où son trône est au sommet. Les autres, les indigènes, les barbares, les primitifs, les païens, presque toujours blancs, sont ravalés au rang de parias ».

En 2009, c'était au tour de l'écrivain angolais José Eduardo Agualuza de s'emparer de l'avenir. Dans *Barroco Tropical* (Métaillé, 2011), qui se déroule en 2020, les profits du pétrole font fleurir à Luanda, capitale de l'Angola, de hauts bâtiments aux murs réfléchissants. Mais, ensuite, « le prix a baissé (sans filet de sécurité, il s'est effondré) et tout ce monde nouveau et radieux a connu lui aussi un collapsus... Les pompes qui amenaient l'eau aux étages les plus élevés sont tombées en panne. Les générateurs aussi. Beaucoup d'expatriés sont partis. Les déshérités ont recommencé à occuper les immeubles ». Plus au sud, au Cap, la revue *Chimurenga* publiait à la même époque un numéro spécial, devenu culte, consacré à la science-fiction, « D' Satan's echo chamber ». Comme le souligne Waberi, « c'est bien un territoire esthétique qui est en train de se dessiner et que laboure une nouvelle génération de jeunes artistes africains. C'est même sans doute l'une des rares véritables révolutions en train de survenir dans le paysage artistique africain ».

C'est particulièrement vrai en Afrique anglophone, et plus encore en Afrique du Sud, pays très imprégné par la culture de masse anglo-saxonne, et qui dispose de la plus importante industrie du spectacle du continent. « En 2009, rappelle Oulimata Gueye, commissaire d'exposition dans le domaine des arts visuels, Neill Blomkamp, réalisateur d'origine sud-africaine, petit prodige de la culture digitale et protégé de Peter Jackson [réalisateur de la trilogie *Le Seigneur des anneaux*], choisissait de revenir sur la terre de son enfance, plus précisément à Chiavelo, l'un des quartiers les plus pauvres du district de Soweto, pour tourner son premier long-métrage. Mêlant habilement l'esthétique du reportage de guerre, du documentaire télévisé et de la science-fiction, il réalisait le film qui, par son succès planétaire, allait marquer l'entrée "officielle" de l'Afrique dans l'univers de la science-fiction : District 9 (2) ».

CE film, qui fera plus d'un million d'entrées en France, revisitait assez finement les problématiques de l'Afrique du Sud contemporaine, et en premier lieu sa xénophobie. Il mettait en scène des réfugiés extraterrestres parqués dans des réserves et surveillés par une multinationale cherchant à accaparer leurs secrets technologiques. Depuis, le roman *Zoo City*, de l'écrivaine et journaliste sud-africaine Lauren Beukes, a connu un rayonnement international semblable. D'abord publiées dans le pays même chez Jacana Media, puis au Royaume-Uni, les aventures de Zinzi September, détective privée de Jo'burg dotée de pouvoirs extralucides, ont été couronnées en 2011 par le prestigieux prix Arthur C. Clarke, qui récompense le meilleur roman de science-fiction paru au Royaume-Uni.

C'est aussi d'Afrique du Sud que vient de surgir *AfroSF* (3), première compilation de nouvelles africaines de science-fiction. A l'origine de ce recueil, le Zimbabwéen Ivor Hartmann, désormais installé à Johannesburg. La vingtaine de textes commandés à des auteurs nigériens, ghanéens, sud-africains mêlent voyage dans le temps, mégapoles gangrenées par les gangs, pandémies incontrôlables, planète colonisée par un équipage africain, administration régie par des robots regrettamment dysfonctionnels... « La science-fiction, souligne Hartmann dans l'introduction, est le

seul genre littéraire qui permette aux auteurs africains d'aborder l'avenir de leur propre point de vue. Si vous ne pouvez pas offrir et relayer votre propre vision du futur, celle-ci sera proposée par quelqu'un d'autre, qui ne sera pas nécessairement animé à votre égard des meilleures intentions. C'est pourquoi la science-fiction est d'une importance cruciale pour le développement et l'avenir de notre continent. »

PARMI les auteurs choisis, on retrouve Nnedi Okorafor, Américaine d'origine nigérienne. Marquée par la cosmogonie et la pensée magique de ses ancêtres de l'ethnie ibo, son premier livre, *Who Fears Death* (4), décrit comme un pendant africain du *Seigneur des anneaux*, a été distingué en 2011 par un World Fantasy Award, et, comme *Zoo City*, est en cours d'adaptation au cinéma. C'est la Kényane Wanuri Kahiu, réalisatrice d'un court-métrage particulièrement remarqué dans les festivals, *Pumzi*, situé dans une Afrique en proie au réchauffement climatique, qui le tournera.

Dans *Zoo City*, Beukes accorde une grande importance aux musiques urbaines de Johannesburg. Son héroïne est d'ailleurs chargée par un producteur de rechercher un chanteur disparu. Une bande-son paranoïaque et enfumée, mêlant hip-hop, électro, kwaito et dubstep, a été composée par le label sud-africain African Dope pour accompagner la lecture. Un jeune musicien, bien réel, est en outre cité par l'auteure : Nhtato Mokgata, alias Spoeck Mathambo, sans doute l'un des artistes les plus novateurs apparus ces dernières années sur le continent. « Je ne saurais dire s'il y a une réelle famille de pensée africaine qui se développe autour de la science-fiction, nous confiait-il en 2012. Ce qui est sûr, c'est que William Gibson et Philip K. Dick font partie de mes auteurs préférés. » En deux disques (*Mshini Wam* en 2010 et *Father Creeper* en 2012), Mathambo a été désigné par la critique rock occidentale et africaine comme l'héritier africain de l'afrofuturisme. Né dans les marges de la Great Black Music, ce courant brassant mythologie et technologie, musiques traditionnelles et électroniques, a été théorisé en 1975 dans les colonnes du *New York Times* par le critique Mark Dery, avant de resurgir, au mitan des années 1980, sur la scène techno de Detroit.

De l'Amérique à l'Afrique, la boucle est bouclée. « L'afrofuturisme constitue une généalogie culturelle, explique Mathambo. C'est le pianiste de jazz Sun Ra qui peut apparaître comme ma plus forte influence, parce qu'il a créé un univers entier. Il vient de Saturne. Ce qui m'enchant. En tant qu'Africains, à cause de notre système d'enseignement, nous ne sommes pas nourris par notre histoire et notre culture. Et les gens ne vont pas forcément chercher à les creuser. Les afrofuturistes proposent un récit alternatif. Si l'homme blanc dit que nous sortons de la jungle et qu'avant lui nous n'étions rien, nous allons créer une autre généalogie, fondée sur notre histoire, mais aussi bien sur tout ce qui nous semblera convenir. Et qui aura beaucoup à voir avec la fierté et avec notre propre construction en tant que peuple (5). »

Il n'y a toujours pas de printemps politique en Afrique. Mais le futur, c'est déjà maintenant.

(1) <http://dakardeadropfiction.wordpress.com>(2) Oulimata Gueye, « Afrique & science-fiction. Un univers en pleine expansion », 18 septembre 2012, www.gaite-lyrique.net(3) *AfroSF : Science Fiction by African Writers*, StoryTime, Johannesburg, 2013, 406 pages, 12,63 dollars. Cf. également <http://ivorhartmann.blogspot.fr>(4) Cf. son blog : <http://nnedi.blogspot.fr>(5) « Spoeck Mathambo on afro-futurism and finally taking South Africa », 13 mars 2012, <http://afripopmag.com>

* Journaliste.

DANS LES REVUES

□ **SOLIDARITÉ GUATEMALA.** La revue du collectif Guatemala analyse les enjeux du procès de l'ancien dictateur José Efraín Ríos Montt. (N° 203, avril, trimestriel, sur abonnement. – Collectif Guatemala, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.)

□ **TAHITI PACIFIQUE.** Le directeur de la publication, M. Alex du Prel, dénonce le « racket administratif » qui entrave selon lui le secteur économique de Tahiti. La revue s'interroge également sur le mystère du retour au pouvoir de M. Gaston Flosse. (N° 263, mai, mensuel, 6 euros. – Moorea, Polynésie française.)

□ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ.** Comment les immigrés maghrébins s'intègrent-ils au Québec ? Dans les pays européens qui l'ont mis en place, le droit de vote des résidents étrangers sert-il de compensation à une fermeture de la nationalité ? (Vol. 25, n° 146, mars-avril, bimestriel, 18 euros. – 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

□ **FAKIR.** Un numéro très riche, qui traite à la fois des moyens de se dégager de l'état de la dette publique et de ces dix jours de mars 1983 au cours desquels la gauche française renonça (déjà) à être de gauche. Également au sommaire, un entretien avec l'économiste Christophe Rameaux sur l'Etat social. (N° 60, avril-juin, bimestriel, 3 euros. – 303, rue de Paris, 80000 Amiens.)

□ **LA REVUE DES LIVRES.** Technopolitique du nucléaire. Archive : Stuart Hall sur Margaret Thatcher. Un texte d'Yves Citton sur l'« économie de l'attention » : « Dans nos sociétés offrant un accès virtuellement illimité à l'écrit, au son et à l'image, le "temps d'attention" apparaît comme la nouvelle rareté. » (N° 11, mai-juin, bimestriel, 5,90 euros. – 31, rue Paul-Fort, 75014 Paris.)

□ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Le mensuel de la Confédération paysanne propose un dossier sur l'aide alimentaire. En ces temps de disette budgétaire, les associations s'organisent pour soutenir les plus démunis et mettre la puissance publique face à ses responsabilités. (N° 284, mai, mensuel, 5,50 euros. – 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** « Et quand un Etat fera défaut de paiement ? », avec Olivier Berruyer, Anselm Jappe, Olivier Delamarche et Bernard Friot. « Big data » ou « Big Brother » ? Les services écologiques doivent-ils être rémunérés ? (N° 99, mai, mensuel, 2,50 euros. – 52, rue Crillon, 69411 Lyon Cedex 06.)

□ **AGONE.** Campagnes populaires, campagnes bourgeoises... Pour sortir de l'indistinction propre à la représentation médiatique des espaces ruraux, ce numéro enquête : ouvriers des villages, luttes sociales locales, embourgeoisement agricole, isolement des jeunes femmes, poncifs politologiques. (N° 51, mai, quadrimestriel, 20 euros. – BP 70072, 13192 Marseille Cedex 20.)

□ **LA REVUE DE L'ÎRES.** Le dossier consacré à l'expertise sur les conditions de travail et le syndicalisme se penche sur une institution méconnue : les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). (N° 74, 2012/3, 24,50 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand Cedex.)

□ **ARTICLE 11.** Autonomie, de Notre-Dames-Landes, en Loire-Atlantique, à la ferme de l'Oseraie en Seine-Maritime. Les transactions boursières à haute fréquence. Jacob Law l'anarchiste. « Descendre dans la rue » : terrain de lutte ou terrain de jeu ? (N° 10, mai-juin, bimestriel, 3 euros. – 2, rue Auguste-Poullain, 93200 Saint-Denis.)

□ **LA GRANDE RELÈVE.** A signaler, un dossier historique sur les mines et la culture ouvrière. (N° 1142, mai, 11 numéros par an, 2,20 euros. – BP 108, 78115 Le Vésinet Cedex.)

□ **ALTERNATIVE LIBERTAIRE.** Qu'est-ce que le « masculinisme » ? La revue s'intéresse à cette idéologie qui, sous des dehors égalitaristes, est surtout antiféministe. Le mouvement, au Québec et en France, veut privilégier les droits des pères, combattre la crise de la « masculinité » et les violences faites aux hommes... (N° 228, mai, mensuel, 2 euros. – BP 295, 75921 Paris Cedex 19.)

□ **TERMINAL.** Un dossier sur le *transmedia storytelling*, défini par l'universitaire américain Henry Jenkins comme un « processus dans lequel les éléments d'une fiction sont dispersés sur diverses plateformes médiatiques », et dont la trilogie *Matrix* a représenté un cas d'école. (N° 112, hiver, trimestriel, 16,50 euros. – L'Harmattan, Paris.)

□ **WIRED.** D'Angry Birds, un jeu vidéo téléchargé plus d'un milliard de fois, au virus informatique Zeus, le magazine de San Francisco propose, pour fêter ses 20 ans, un abécédaire de la « génération numérique ». Lire notamment la notice de « Faking it », où le cocréateur de Twitter livre le récit amusé de son embauche par Google. (Mai, mensuel, abonnement annuel : 70 dollars. – 520 Third Street, suite 305, San Francisco, CA 94107-1815, États-Unis.)

□ **SIÈCLE 21.** Une anthologie de la littérature contemporaine finlandaise, prolongée par une bibliographie sélective. Un dossier consacré à l'œuvre d'Armand Gatti, sa singularité et ses enjeux. (N° 22, printemps-été, semestriel, 17 euros. – 2, rue Emile-Deutsch-de-la-Meurthe, 75014 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

NOUVEAUX OUTILS DU MARKETING

Pêcher le client dans une baignoire

PAR JACQUES NANTEL ET ARIANE KROL *

LA semaine dernière, vous avez acheté un billet d'avion pour Montréal. Après avoir consulté le tarif sur le site de la compagnie aérienne, vous avez navigué sur Internet à la recherche d'une meilleure offre, pour finalement revenir au site original. A votre grand étonnement, le tarif avait grimpé. Vous vous êtes empressé de réserver votre billet avant que son prix n'augmente davantage.

Vous vous êtes fait avoir.

Le site a sans doute profité de votre première visite pour retenir l'adresse IP (1) de votre ordinateur ou, mieux encore, pour insérer un cookie (2) dans votre navigateur. Il a ainsi pu vous suivre à la trace sur le Web, et vous identifier comme un client à fort potentiel : de toute évidence, vous aviez très envie de voyager. Lorsque vous êtes revenu voir le billet convoité, il vous a reconnu et n'a eu qu'à augmenter le prix pour vous convaincre de conclure la transaction.

Habitué d'Amazon, ou du site de la Fnac, vous vous y sentez comme un enfant dans un magasin de jouets. En mieux : les titres recommandés semblent devancer vos attentes. Un marchand qui connaît vos goûts mieux que vos amis ? Difficile de résister. Ce mécanisme, appelé « filtrage collaboratif », n'est pourtant pas nouveau. Créé en bonne partie dès 1995 dans les laboratoires du Massachusetts Institute of Technology (MIT), il permet de regrouper des individus ayant des profils de navigation et de consommation similaires. En cliquant sur des pochettes d'album, vous pensez être seul au monde à aimer à la fois Serge Gainsbourg, les opéras de Jean-Philippe Rameau et Metallica ? Détrompez-vous. Il y a fort à parier que des milliers d'individus ont déjà acheté ces disques ensemble. Enregistrées et analysées, ces données permettent de calculer les probabilités d'achat d'un client potentiel en fonction des pages qu'il visite. Ne reste plus alors au marchand qu'à vous proposer ce que vos « clones » ont déjà acheté et que vous ne possédez pas encore.

Cette approche fondée sur de puissants algorithmes a fait des merveilles pour Amazon, géant du commerce en ligne. Ses ventes annuelles moyennes par client aux Etats-Unis, autrefois plafonnées à 160 dollars, ont dépassé les 240 dollars après l'adoption de ce système de recommandation. Déjà, en 2006, l'entreprise annonçait que plus de 30 % de ses ventes étaient induites par les recommandations faites aux consommateurs (3).

* Respectivement professeur de marketing à HEC Montréal et journaliste. Auteurs de l'essai *On veut votre bien et on l'aura. La dangereuse efficacité du marketing*, Transcontinental, Montréal, 2011.

Un système si efficace que le site vous demande même si vous achetez cet article pour vous ou pour l'offrir, afin de ne pas corrompre votre profil de consommation.

Bienvenue dans le nouveau monde du marketing personnalisé. Un monde qui veut votre bien... et qui fera tout pour l'obtenir. Au début des années 1980, décliner, à coups de sondages auprès des consommateurs, ses stratégies en fonction des « segments » visés – ménagères de plus de 50 ans, professions libérales de moins de 35 ans ayant des revenus supérieurs à 210 000 francs et jouant au tennis au moins deux fois par mois, etc. – était le fin du fin. Les spécialistes du secteur pêchaient en quelque sorte au filet dérivant, après que leur sonar avait signalé un banc de poissons de la bonne espèce. Aujourd'hui, ce ne sont plus les jeunes de moins de 35 ans ou tout autre segment qui les intéressent : c'est vous. Plus de filet, plus de sonar : la pêche se fait dans une baignoire.

Pour cela, les experts bénéficient de la coopération quotidienne – mais le plus souvent inconsciente – de leurs clients. Les utilisateurs de Facebook, par exemple (plus d'un milliard), livrent gracieusement une mine d'informations que tout individu raisonnable aurait refusé de fournir à un marchand il y a encore quelques années : profil sociodémographique (âge, sexe, éducation, ville de résidence) et, souvent, goûts musicaux, liste d'amis, photographies, projets, rêves et aspirations.

A ces renseignements se greffent le profil de navigation en temps réel de l'internaute et ce qu'on appelle son profil comportemental : les traces laissées quand il navigue sur le Web ou par le truchement des diverses applications qu'il utilise sur son téléphone ou sur sa tablette électronique. Bref : tout ce qu'il regarde, lit, écoute, télécharge. Et, bien entendu, tout ce qu'il achète.

Presque tous les sites Internet vous imposent un cookie qui vous reconnaît lorsque vous revenez. C'est à cause de lui que le prix de votre billet pour Montréal a bondi lors de votre seconde visite. La plupart des applications téléchargées gratuitement vous assignent en outre un autre mouchard, beaucoup plus intrusif, appelé *spyware*. Celui-ci surveille vos activités (pages consultées, temps passé par page, produits achetés, etc.) afin de relayer ces informations aux experts du marketing. Lesquels, évidemment, s'en servent pour mieux cibler leurs offres.

La dernière fois que vous avez téléchargé une application sur votre ordinateur ou votre smartphone, avez-



PETER KLASSEN. – « La Cible », 1967

vous pris le temps de lire l'avis légal qui l'accompagnait ? Si tel est le cas, félicitations : vous faites partie des 3 % de consommateurs qui s'en donnent la peine. Dans le cas contraire, vous consentez régulièrement à être épié et à ce que vos données personnelles circulent d'entreprise en entreprise. Telle est en effet la contrepartie du clic sur le bouton « J'accepte » afin de télécharger au plus vite une application sans lire le contrat qui précède. Discutable, le procédé n'en demeure pas moins légal.

GOOGLE Maps, Hotmail, Facebook, Instagram... Les applications et services gratuits sont autant de chevaux de Troie qui offrent les informations nécessaires pour adapter les offres commerciales. C'est le mandat du responsable SEO (Search Engine Optimization), nouveau métier qui consiste à présenter la bonne publicité au bon consommateur, principalement par l'intermédiaire des moteurs de recherche. Pour le plus grand profit de Google (4) : les services sans frais de la multinationale californienne lui ont rapporté plus de 32 milliards de dollars de revenus publicitaires en 2012.

Un tel ciblage n'est d'ailleurs pas sans risque pour les publicitaires et leurs collègues du marketing, car la mesure du retour sur investissement devient implacable. Il y a dix ans à peine, la publicité se négociait presque entièrement selon le nombre de consommateurs contactés, que cette publicité les intéresse ou non. Aujourd'hui, plus de 20 % des revenus de l'industrie se calculent sur la base du CTR (Click-Through Rate) (5) : l'annonceur ne paie que si l'internaute a cliqué sur la publicité. D'où la nécessité de connaître ce consommateur sous toutes les coutures.

Une autre approche fondée sur la notion de commission commence aussi à émerger. C'est ce que l'on appelle l'*affiliate marketing*, ou « marketing par affiliation ». Il s'agit de rétribuer la publicité, en totalité

ou en partie, en fonction des ventes qu'elle génère : M. Dubois a cliqué sur l'annonce de l'entreprise X et acheté le produit ? L'entreprise X versera une commission au site, au moteur de recherche ou au réseau social qui a établi le contact avec M. Dubois. On peut voir ce mécanisme à l'œuvre sur le site de certains transporteurs aériens : une fois votre billet acheté, ils vous suggèrent de réserver un hôtel. Cette approche, tout comme le *pay per click* qui l'a précédée, a le vent en poupe, à l'inverse de la publicité traditionnelle, rémunérée en fonction du nombre de personnes qui l'ont vue (*online display*). Les nouvelles approches axées sur la performance immédiate rencontrent une certaine résistance parmi les professionnels du secteur, qui ne veulent pas voir leur rôle réduit à leur seule capacité de réaliser des ventes instantanées.

Pourtant, cette logique s'impose. Supposons que M. Dubois achète le produit seulement deux semaines plus tard, non pas sur Internet, mais chez un marchand situé à quatre cents kilomètres de chez lui. Une commission est-elle due ? De plus en plus, il faudra répondre par l'affirmative, puisqu'on arrive de mieux en mieux à suivre le profil de consommation de M. Dubois, aussi bien dans l'univers virtuel que dans le monde réel. Science-fiction, pensez-vous ? C'est que vous n'avez pas encore entendu parler d'outils comme le portefeuille Google (Google Wallet).

Cette application, simple en apparence, poussera le marketing personnalisé à un niveau jamais atteint. Vous la téléchargez sur votre téléphone et y inscrivez vos informations personnelles et vos numéros de carte de crédit ou de compte bancaire. Lors d'un achat, le marchand n'aura qu'à capter le signal de votre téléphone et, une fois votre approbation donnée, la transaction sera conclue (6). Le commerçant n'a même pas accès à vos données financières : seul Google les détient. C'est lui qui débitera votre compte afin de payer le marchand. Ce faisant, il en apprendra encore un peu plus sur vos habitudes.

Nous n'en sommes pas encore là, mais il est certain qu'une entreprise comme Google, qui est avant tout un géant de la publicité, est consciente du potentiel de sa technologie. Mettre en relation la publicité vue et les achats qui en découlent, qu'ils soient effectués en magasin ou dans le cyberspace, simplifie la vie du consommateur tout en augmentant les probabilités qu'il passe à la caisse.

(1) Internet Protocol : numéro attribué à toute machine connectée à Internet.

(2) Petit fichier d'information subrepticement envoyé au visiteur d'un site Internet et qui reste stocké dans son ordinateur. Il contient des données sur les pages vues, le temps passé sur ce site, etc. Il est possible de l'effacer ou de régler son navigateur pour en limiter la présence.

(3) J. P. Mangalindan, « Amazon's recommendation secret », CNN Money, 30 juillet 2012, <http://tech.fortune.cnn.com>

(4) Lire Frédéric Kaplan, « Quand les mots valent de l'or », *Le Monde diplomatique*, novembre 2011.

(5) Interactive Advertising Bureau et Pricewaterhouse Coopers, « IAB Internet advertising revenue report : 2011 full year results », avril 2012, www.iab.net

(6) Il y a plus de dix ans, Microsoft avait déjà tenté de mettre en place un tel système pour les achats en ligne avec son Microsoft Passport.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Europe, droit d'inventaire, par **CORINNE GOBIN**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Les robots ne joueront pas « La Traviata », par **PIERRE RIMBERT**.

PAGES 4 ET 5 :
Le Brésil s'empare du rêve de Bolívar, par **RENAUD LAMBERT**. – Des Mexicains plus proches de Paris que de Caracas, par **ELENA DE LA SOUCHÈRE**.

PAGE 6 :
Prendre le pouvoir sans perdre son âme, par **BAPTISTE DERIQUEBOURG**.

PAGE 7 :
Portugal, pays du doux soleil..., par **JOSÉ LUÍS PEIXOTO**.

PAGES 8 ET 9 :
Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-à-porter, suite de l'article d'**OLIVIER CYRAN**. – New York - Dacca, d'un incendie à l'autre (O. C.).

PAGE 10 :
Guerres par procuration en Syrie, par **KARIM EMILE BITAR**.

PAGE 11 :
Les loups solitaires de Boston, par **MURAD BATAL AL-SHISHANI**.

PAGE 12 :
Immigration choisie à l'américaine, par **BENOÎT BRÉVILLE**.

PAGES 13 À 20 :
DOSSIER : UNE PLANÈTE GRISONNANTE. – A quel âge devient-on vieux ?, suite de l'article de **JÉRÔME PELLISSIER**. – Les Allemands exportent aussi leurs grands-parents, par **HEIKE HAARHOFF**. – Qin Zhuang, royaume des aînés, par **JORDAN POUILLE**. – Et maintenant, faire payer la crise aux retraités, par **ANTOINE RÉMOND**. – « Te souviens-tu de nos 20 ans ? », par **MARIAMA NDOYE**. – Un marché qui excite le patronat japonais, par **FLORIAN KOHLBACHER**. – Consensus inattendu, par **EMMANUEL BONAVITA**.

PAGE 21 :
L'arme nucléaire oubliée du débat français, par **VINCENT DESPORTES**. – Sans-papiers koweïtiens au Koweït, par **ALAIN GRESH**.

PAGES 22 ET 23 :
TROIS RÉFLEXIONS SUR LE LIBÉRALISME. – Chérir la liberté, justifier l'esclavage, par **LUCIEN SÈVE**. – Le laisser-faire est-il libertaire ?, par **SERGE HALIMI**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Lionel Asbo, l'état de l'Angleterre », de Martin Amis, par **ROMAIN NGUYEN VAN**. – « L'affaire Eszter Solymosi », de Gyula Krúdy, par **EVELYNE PIELLER**. – Fronde contre la bigoterie en Iran, par **PHILIPPE PERSON**. – Ambassadeurs sous les projecteurs, par **BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT**. – Lumières du politique, par **ZIYAD CLOT**. – Royaume-Uni, la presse et la loi, par **JEAN-CLAUDE SERGEANT**. – Glissements des empires, par **CHRISTOPHE WARGNY**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Afrique, présence des futurs, par **ALAIN VICKY**.

– *Supplément Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, pages I à IV.*

– *Supplément Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development, Tacad), pages I à IV.*



Le Fonds mondial
De lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA SANTÉ GLOBALE

Trente ans après la découverte du virus du sida, le combat contre la maladie a connu des progrès certains. Infection elle aussi mortelle, le paludisme fait l'objet d'un travail de prévention systématique, comme en République démocratique du Congo (lire le reportage pages II et III), tandis que le traitement de la tuberculose est de plus en plus accessible. Créé en 2002, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est l'instrument-clé de ce travail de titan

qui nécessite la mobilisation de sommes importantes. Mais, en période de crise et de restrictions budgétaires, les bailleurs se montrent parfois hésitants à maintenir un soutien financier pourtant indispensable (lire les tribunes de Pascal Canfin et de Mark Dybul). Définis en 2000, les Objectifs du millénaire pour le développement ne seront pas atteints en matière de santé à l'horizon 2015 (lire l'article page IV), et la situation en Afrique francophone demeure inquiétante (lire ci-dessous).



FREDDY TSIMBA. – « Figure inquiète », 2011

L'Afrique francophone face au sida

PENDANT près de vingt ans, le sida a été considéré comme une maladie mortelle, sans échappatoire possible. Mais depuis l'identification, en 1983, du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), la recherche a effectué des progrès spectaculaires, permettant la mise au point de médicaments d'une grande efficacité, les antirétroviraux, très largement répandus depuis le début des années 2000.

Depuis 2005, selon les estimations fournies à la fin de 2012 par Onusida, l'agence de l'Organisation des Nations unies (ONU) chargée de coordonner la lutte contre le sida, les décès ont diminué de 25 % à travers le monde, ce qui représente cinq cent mille vies épargnées. Entre 2011 et 2013, le nombre de personnes traitées a augmenté de 63 %. Un chiffre qui s'explique très largement par les progrès

réalisés en Chine, où, pour la seule année 2011, celui-ci a crû de 50 % (1).

Par ailleurs, alors que le sida et plusieurs autres maladies, en particulier la tuberculose et l'hépatite C, se renforcent mutuellement, le nombre de ces infections diminue également. Enfin, autre bonne nouvelle, soulignée par le directeur général d'Onusida, le Malien Michel Sidibé : « *Le rythme des progrès s'accélère. Nous pouvons à présent réaliser en deux ans ce qui, auparavant, demandait une décennie* (2). » Cet optimisme est partagé par M. Lelio Marmora, responsable de l'Afrique au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : « *Dans les cent cinquante pays où nous travaillons, la prévalence de la maladie a considérablement diminué, en particulier depuis 2004, et surtout depuis 2006*. » Au total, entre 2000 et 2012, elle a baissé, selon les pays, de 25 à 50 %.

PAR CLAIRE BRISSET *

Mais ce panorama global masque des inégalités frappantes ; inégalités géographiques, puisqu'elles concernent plus particulièrement certains pays du continent noir, et générationnelles, puisqu'elles touchent plus lourdement les enfants de ces mêmes pays, malgré les progrès constatés ailleurs.

En attente de traitements

C'est en Afrique francophone que la lutte contre le sida prend du retard. Un constat présenté lors du sommet de la francophonie qui s'est tenu en octobre 2011 à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), là où les ravages du sida

sont actuellement hors de contrôle. Les chiffres publiés conjointement par Onusida et par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) parlent d'eux-mêmes : alors que les traitements antirétroviraux atteignent 59 % des personnes contaminées par le virus dans les pays subsahariens non francophones, seuls 43 % des patients y ont accès dans les pays africains membres de l'OIF. Le traitement des femmes enceintes séropositives, qui seul permet d'éviter la contamination de l'enfant tout en sauvant sa mère, est lui aussi beaucoup moins répandu en Afrique francophone (36 %) qu'ailleurs sur le continent (62 %). Ce constat a d'ailleurs été souligné au sommet de Kinshasa par le secrétaire général de l'OIF lui-même,

M. Abdou Diouf : « *15 % seulement des enfants ont accès aux traitements antirétroviraux* » dans les pays africains francophones, écrivait-il dans un document remis aux délégués. Et il ajoutait : « *Parmi les femmes enceintes de ces mêmes pays, une sur cinq reçoit le traitement antirétroviral qui lui garantit la santé*. » La santé et même la survie, la sienne et celle de son enfant.

Le village d'orphelins

Ce retard a une traduction directe : près d'un million de personnes, en Afrique francophone subsaharienne, attendent des médicaments. Lorsqu'ils sont nés porteurs du virus, c'est-à-dire lorsque leur mère n'a pas été traitée, la moitié des enfants n'atteignent pas l'âge de 1 an. Les autres survivent temporairement. Au total, dans le monde, trois millions et demi de jeunes de moins de 15 ans vivent avec le virus du sida, dont 91 % en Afrique subsaharienne, avec une forte prédominance dans les pays francophones.

Selon M. Sidibé, ce retard tient notamment à l'histoire de l'épidémie, qui s'est répandue à la faveur des déplacements des travailleurs des mines d'Afrique australe. En particulier le long des « corridors miniers » (Botswana, Zambie, Swaziland, Lesotho, Mozambique, Afrique du Sud), où la population est très mobile et où l'épidémie a littéralement flambé. La situation était si grave, la mortalité par sida telle que les gouvernements n'ont pu rester inactifs. Des villages entiers étaient composés d'orphelins dont s'occupaient des adolescents soutenus tant bien que mal par leurs grands-parents, la génération intermédiaire ayant été décimée. Dans toute l'Afrique australe, les populations se sont donc très fortement mobilisées. Par exemple, en Afrique du Sud, un million sept cent mille personnes sont actuellement sous traitement, soit une augmentation de

75 % en seulement quelques années (3).

En Afrique francophone, une telle mobilisation ne s'est pas produite car, à part en RDC, l'épidémie n'y a jamais pris de telles proportions. De plus, l'industrie s'est d'abord intéressée aux pays où des débouchés substantiels s'ouvraient à elle, à savoir l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, où l'épidémie était massive. Un élément que confirme M. Marmora : l'épidémie a été beaucoup plus violente en Afrique australe que partout ailleurs sur le continent – la RDC exceptée, où elle flambe –, et elle le demeure.

En outre, « *dans dix-neuf pays africains francophones et en Haïti, rappelle M. Sidibé, l'homosexualité reste interdite par la loi* ». Même si, en Afrique, le sida est très majoritairement transmis par voie hétérosexuelle, « *cet interdit entrave l'accès aux services de santé et nuit à l'égalité des droits* ». Des résistances culturelles et la faiblesse de l'éducation sexuelle jouent donc un rôle dans ce retard. Entrent par ailleurs en ligne de compte les réflexes des soignants qui négligent, en Afrique francophone, les approches préventives, pourtant essentielles dans ce domaine.

La violence favorise également la diffusion du virus : troubles civils, guerres, violence envers les femmes... Ainsi, 30 % de tous les enfants contaminés du monde se concentrent en RDC, en proie depuis des années au chaos, et où l'Etat central est extrêmement faible. Seules 5 % des mères séropositives y reçoivent un traitement, contre 95 % en Afrique du Sud.

(Lire la suite page IV)

(1) Source pour tous les chiffres : « Forum africain de la santé 2013. Financement et renforcement des capacités pour de meilleurs résultats », Onusida, Genève, 22 avril 2013, www.unaids.org

(2) Les citations de M. Sidibé sont extraites d'un entretien accordé à l'auteur.

(3) Lire André Clément, « Enfin, l'Afrique du Sud affronte le sida », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.

Tribune

Innover, c'est lutter

PAR PASCAL CANFIN *

QUE de chemin parcouru par le Fonds mondial en une décennie : plus de quatre millions de personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) sous traitement antirétroviral, près de dix millions de cas de tuberculose détectés et traités, trois cent dix millions de moustiquaires imprégnées distribuées pour lutter contre le paludisme. Et pourtant, il reste tant à faire pour vaincre les grandes pandémies. La lutte contre le sida, le paludisme ou la tuberculose demeure un défi crucial pour le développement. Désormais, grâce aux progrès réalisés par la science, par la prévention et dans l'accès aux traitements, il n'est pas impossible d'imaginer infléchir le cours de ces pandémies. Cela dépendra des progrès scientifiques à venir, mais aussi et peut-être avant tout de notre mobilisation collective et de notre capacité à dégager de nouveaux financements.

C'est pourquoi, au-delà des alternances politiques, la France a fait de la santé une priorité de sa politique de développement. Depuis 2002, elle a consacré 4 milliards de dollars à la lutte contre les grandes pandémies à travers le Fonds mondial, Unitaïd ou ses programmes bilatéraux. La solidarité se traduit tous les jours sur le terrain. Elle porte des noms : traitements, vaccins, actions de prévention. C'est pour nous toutes et tous un motif de fierté.

* Ministre délégué chargé du développement.

La France a pris l'initiative, dès 2006, d'introduire une contribution appliquée à chaque billet d'avion acheté. Cette démarche pionnière a permis de collecter en six ans plus de 1 milliard d'euros au bénéfice de la lutte contre les trois grandes pandémies, contribuant ainsi au développement de médicaments adaptés pour les enfants infectés par le VIH/sida. Le 1^{er} mars 2013, lors de la clôture des Assises du développement et de la solidarité internationale, le président de la République, M. François Hollande, a annoncé que cette contribution serait revalorisée pour la première fois depuis sa création. Parallèlement, nous continuons le nécessaire travail de persuasion pour rallier de nouveaux pays à cette forme innovante de solidarité.

Dans le même temps, et contrairement au précédent gouvernement, qui avait consacré l'ensemble des revenus de la taxe sur les transactions financières (TTF) à la réduction du déficit, nous avons souhaité, pour notre part, que 10 % des revenus de la TTF française soient affectés au développement. Aujourd'hui, notre pays porte ce projet auprès de ses partenaires européens. En février 2013, onze Etats de l'Union ont donné leur accord au projet qui devrait voir le jour en 2014. Alors que l'assiette et l'affectation des ressources restent en discussion, la France soutient l'attribution d'une part significative de cette TTF européenne aux enjeux de développement. Selon la Commission européenne, cette taxe serait susceptible de générer plus de 35 milliards d'euros de recettes. Son affectation partielle au développement, et notamment à la lutte contre les grandes pandémies, est donc un enjeu majeur. La mobilisation de la société civile est essentielle pour accroître la pression en ce sens dans l'ensemble des pays européens.

Des mécanismes de financement innovants ont été mis en œuvre par une vingtaine de pays, qu'il s'agisse de la contribution sur les billets d'avion, de l'émission d'obligations financières, de la garantie d'achats futurs sur le vaccin contre le pneumocoque, etc. Tous ont en commun de concerner des activités qui ont largement bénéficié de la mondialisation. Ainsi, ces activités sont mises au service de la solidarité internationale. Elles participent également à la préservation de ce bien collectif qu'est la santé. Car la santé est tout autant un impératif individuel qu'une responsabilité collective dans un monde interconnecté.

Grâce à ces financements, nous nous donnons les moyens de lutter efficacement contre les grandes pandémies. Hier, nous ne pouvions rêver d'une génération sans sida ou d'une éradication du paludisme. Ensemble, relevons le défi pour que ce rêve devienne, demain, une réalité.

Bataille contre les moustiques en RDC

Le paludisme demeure la première cause de mortalité en Afrique. Si les structures de santé manquent cruellement, la misère aggrave la situation en limitant l'accès aux soins et aux médicaments. En République démocratique du Congo, associations et organisations internationales mènent des campagnes d'action et d'information, notamment auprès des femmes enceintes.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
TRISTAN COLOMA *

Les trombes d'eau qui s'abattent sur Kinshasa ce 23 avril ne diluent pas la misère de tout un pays, et la hargne du soleil mordant qui leur succède n'évapore en rien l'indigence morale de la classe politique congolaise. En République démocratique du Congo (RDC), la «révolution de la modernité» est le slogan gouvernemental du jour. Mais qu'importe à la cohorte de désœuvrés qui marchent le long des avenues en quête de moyens de survie. «*Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent*», entend-on de la bouche d'un sénateur repu. De l'eau, de la farine de manioc, du sucre : la majorité des Congolais continuent de vivre avec moins de 1 dollar par jour. La main tendue vers le passant est le prolongement d'une voix résignée. Qui aidera ces laissés-pour-compte, qu'accable un Etat gangrené par la corruption, à se préoccuper de leur santé ?

«*Nous avons été mal gérés : prévarication, corruption, détournement, c'était le triptyque perdant en RDC. Heureusement, les initiatives de transparence engagées par le gouvernement vont faire que l'argent ne parte plus en balade*», avance M. Lambert Mende, le ministre de la communication. En matière de santé publique, il y a urgence. 97 % des soixante-dix millions de Congolais vivent dans des zones de paludisme endémique.

Le parasite, transmis par la femelle du moustique anophèle («nuisible» en grec), y tue toujours cent quatre-vingt mille personnes chaque année, dont 91 % de femmes enceintes et d'enfants de moins de 5 ans. Mais, selon l'expression locale,

* Journaliste.

comment «conscientiser» des crève-la-faim pour les amener à consacrer l'argent qu'ils n'ont pas à des dépenses de santé, lorsque les moustiques prolifèrent là où l'Etat est absent ?

Adeptes d'une «gestion par substitution», le gouvernement se défausse de ses responsabilités sur des acteurs internationaux, souvent privés. Ce sont ainsi des organisations non gouvernementales (ONG) qui mènent la lutte, principalement avec l'appui financier et technique du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (abrégé en Fonds mondial). Et dans leur plan d'action, la priorité est accordée à l'information de la population.

Des «causeries éducatives»

A Kimpese, dans le Bas-Congo, tout commence sur le tableau noir des écoles primaires, où des leçons consacrées à la santé sont dispensées par un instituteur en verve. A la question : «*Qui a déjà souffert du paludisme ?*», la grande majorité des enfants ne lèvent pas que le doigt : ils bondissent de leurs bancs de tout leur corps. Chacun veut être le premier à décrire les symptômes de la maladie. Orchestrées de main de maître par l'instituteur, les réponses s'enchaînent sans fausse note : vomissements, fatigue, douleurs dans les muscles, fièvre, convulsions. L'enseignement semble bien intégré.

L'ombre d'un doute apparaît pourtant sous le seul manguier de l'esplanade déserte qui fait office de cour de récréation. Ces éco-

liers, venus s'abriter de la touffeur de midi, n'affichent pas la spontanéité de leurs camarades... Après quelques questions restées sans réponse, un silence gêné s'installe. Le chemin à parcourir avant que l'ensemble des enfants soient informés est encore long. L'effort est aussi à prolonger en faveur des adultes. Pour cela, tous les médias sont bons : aussi bien les messages radiophoniques que les nombreux chants psalmodiés en chœur lors des consultations prénatales et préscolaires mises sur pied par le programme Santé rurale (Sanru) (1), ONG associée à l'Eglise du Christ au Congo, pour exorciser la maladie.

Sur la route de l'Institut médical évangélique (IME) de Kimpese, une fois qu'on s'est extirpé de l'enfer urbain kinois et de son air visqueux, une pancarte met en garde contre un trop-plein d'optimisme : le local d'une association au nom lourd de symboles - SOS L'Humanité - indique «fermé». Quelques kilomètres plus loin, sur le fronton du bâtiment principal de l'IME, on peut lire en kikongo : «*Nzambi izola*» («Dieu est amour»). Des femmes enceintes chantent avec ferveur le Cantique des cantiques contre le paludisme avant que ne commencent les «causeries éducatives» où les infirmières distribuent gratuitement conseils et moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MILD) grâce aux subventions du Fonds mondial (2). «*Il faut insister sur les bons comportements, surtout auprès des mamans*, explique aussi le Dr Nicole Anshambi, médecin-chef de zone de Bandalungwa. *Elles restent à regarder la télé pendant la soirée avec l'enfant sur elle et ne le mettent sous la moustiquaire que pour le coucher. C'est trop tard, car les moustiques sont actifs dès le début de la soirée...*»

Avant l'accouchement, les femmes se voient aussi administrer deux doses de vaccin qui doivent immuniser le fœtus et la mère. Ainsi, dans cette zone, la maladie est passée depuis 2011 sous la barre des treize mille cas par an, contre plus de vingt mille les années précédentes. Non loin de l'IME, les consignes semblent scrupuleusement respectées par M^{me} Nathalie Nzenze, jeune mère de deux enfants. Sa maison est un véritable «*bunker antimoustiques*». Les fenêtres et la porte d'entrée sont même blindées avec des chutes d'anciennes mousti-

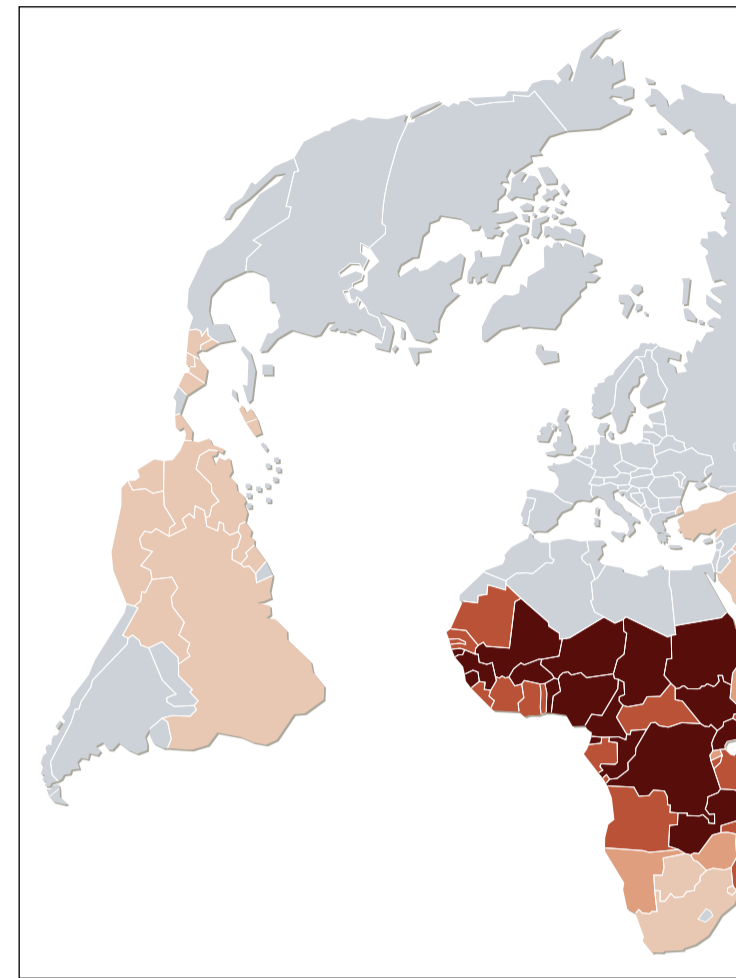
quaires. «*Il faut se montrer très prudent avec le paludisme*, souligne-t-elle. *Les femmes enceintes devraient se rendre systématiquement à l'hôpital. Ceux qui n'ont pas d'argent et d'instruction disent que les produits distribués gratuitement sont de mauvaise qualité; ils sont très méfiants. Mais c'est par ignorance.*»

La maladie des pauvres

Une inconscience coupable, selon des infirmiers de la maternité qui soignent un enfant atteint de paludisme grave. Il est dans le coma, et seule la transfusion qu'il reçoit pourra le sauver d'une anémie liée à la maladie : «*Beaucoup trop de gens pensent connaître les symptômes et ne viennent pas réaliser de test de dépistage rapide (TDR). Ils ne profitent pas des médicaments gratuits du Fonds mondial, qui approvisionne l'IME. A la cité, beaucoup préfèrent acheter les médicaments entre 3500 et 5000 francs congolais (3), sans garantie.*»

Au moment où le Dr Joël Matondo, médecin-chef de zone de Kimpese, branche son rétroprojecteur, la chaleur est à son comble. Tout paraît immobile, figé par le soleil. Même les femmes et mères de patients se sont arrêtées de cuisiner dans les jardins du parc de l'IME. A l'écran, les diapositives aux nuances vertes semblent elles-mêmes malades. Le Dr Matondo déplore avant tout le dénuement des centres de santé de province : «*Si la mortalité baisse fortement, les ruptures de médicaments sont fréquentes. Ce n'est pas une raison pour aller sur les marchés, car les molécules peuvent être douteuses. Dans la cité [division administrative], on trouve des génériques pirates: nos frontières sont poreuses. De plus, la plupart des fièvres sont virales, et les gens se soignent contre le paludisme à la moindre fièvre...*» Il est à craindre qu'avec ce type d'attitude les efforts déployés ces dernières années ne soient à terme ruinés.

Car les statistiques d'aujourd'hui font mentir les professionnels de la santé d'hier qui pensaient, après l'abandon du programme d'éradication du paludisme mené par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique en 1976, que la tâche était impossible. Compte tenu de l'étendue du continent et de son



climat principalement tropical, elle constitue effectivement un défi. Pourtant, un regain d'optimisme s'est fait sentir depuis la création du partenariat Faire reculer le paludisme, en 1998, suivie de l'élaboration des Objectifs de développement durable pour le développement (ODD) (lire l'article page IV). La RDC a, elle aussi, souscrit à la réalisation des ODD pour maîtriser le paludisme d'ici à 2015. Mais les experts estiment déjà que, grâce à la mobilisation internationale, la mortalité due au parasite a reculé de 30 % depuis le début des années 2000.

Triste perspective qu'un retour en arrière, alors que depuis 2001 les progrès sont indéniables. Selon les chiffres du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) - malgré l'absence d'enquête nationale -, l'évaluation du taux de prévalence de la fièvre présumée palustre est passée de 41,1 % en 2001 à 27 % en 2010.

Si le Dr Jean Angbalu, directeur national par intérim du PNLP, insiste sur l'implication et l'efficacité des ONG, il évoque cependant sa théorie de l'«hippopotame flottant» : «*En Afrique, nous n'avons pas d'icebergs. Donc, la*

face immergée de l'hippopotame montre que seules 5 % des personnes infectées se rendent à l'hôpital et que 15 % accèdent à un dispensaire, lorsque les 80 % restantes demeurent à domicile sans soins et décèdent chez elles en cas de paludisme grave. C'est la maladie de toutes les pauvretés...»

Pour les habitants de la commune de Ngaba, à Kinshasa, ce qui rend la lutte contre le paludisme difficile n'est pas le manque de structures de santé, mais plutôt la misère. C'est avec embarras que le superviseur de la zone de santé de Ngaba, le Dr Daniel Tambwe, concède qu'il existe un marché noir de revente de MILD. «*Les riverains sont tellement pauvres que, durant les campagnes de distribution massive de MILD, certaines personnes reviennent plusieurs fois pour pouvoir revendre leurs moustiquaires et gagner quelques dollars.*»

Et ce manque de moyens génère des situations bien plus dramatiques... Sous le toit de tôles chauffées à blanc, une femme enceinte sort du centre prénatal, la mine déconfite. Le TDR qu'elle vient de subir confirme qu'elle a contracté le paludisme. Abattue,

Vers le renforcement des systèmes de santé

Pour éradiquer les maladies chroniques comme le sida, une stratégie sanitaire globale est nécessaire.

PAR KARL BLANCHET *

JANVIER 2013. Freetown, en Sierra Leone. Une réunion se tient au premier étage de l'hôpital Connaught, la référence du pays. Les fenêtres sont ouvertes pour tenter de laisser entrer le faible vent et de rafraîchir le personnel du ministère de la santé incommodé par la chaleur étouffante. Soudain, dans la cour montent les cris et les pleurs d'une femme. Près d'elle se tient un petit garçon de 5 ans qui regarde droit devant lui, impassible. Cette mère vient de découvrir que son enfant est aveugle et le restera toute sa vie. Pourtant, sa maladie était facilement guérissable, même au centre de santé local. Mais la famille a attendu bien trop longtemps et

* Chercheur à la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

le mal est maintenant trop avancé pour que le meilleur spécialiste du pays puisse sauver les yeux du jeune garçon. Pourtant, les ressources financières et humaines existaient; les médicaments étaient disponibles. Le drame provient d'une faille de la politique d'information des populations et d'une carence du système de santé dans l'identification des personnes en danger.

Il y a trente-cinq ans, au moment de la déclaration d'Alma Ata, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est focalisée sur les soins de santé primaires. L'idée était de rapprocher les services disponibles des populations en créant un réseau de dispensaires ruraux. Si la couverture géographique s'en est trouvée améliorée, un manque d'adaptation aux nécessités du terrain est apparu. Par exemple, les programmes verticaux (ceux dédiés à une seule maladie) ont créé une situation où les services de santé fonctionnent en silos, de manière non coordonnée, et ne sont pas capables de répondre aux vrais besoins, qui sont multiples et peuvent concerner plusieurs domaines d'intervention. Le professeur Peter Piot, directeur de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, reconnaît qu'au moment où le sida se propageait «*il était impératif d'agir rapidement et à grande échelle. Aujourd'hui, les temps ont changé, et le sida est considéré comme*

une maladie chronique. Il devient impératif que les systèmes de santé soient capables de fournir ces soins de manière continue. Créer des systèmes parallèles ou verticaux n'est plus viable.»

BEAUCOUP de stratégies d'éradication ont fonctionné de manière exemplaire, par exemple en ce qui concerne l'élimination du ver de Guinée, aujourd'hui pratiquement achevée. Cependant, elles ont aussi montré leurs limites : les inégalités entre les groupes de population dans un même pays se sont accrues (1). On a également pris conscience du fait que chaque système de santé était unique et devait être abordé comme un tout (2). Il paraît ainsi inconcevable qu'un enfant régulièrement vacciné par l'agent de santé meure de diarrhées après avoir bu l'eau d'un étang parce que le dispensaire n'a pas les médicaments adéquats. Ne pas intégrer les différents programmes paraît techniquement plus facile aux professionnels, mais les empêche d'être efficaces.

Les caractéristiques épidémiologiques des pays en développement ont bien changé depuis Alma Ata. La mondialisation a augmenté les risques de pandémie et le trafic de médicaments illicites. La distinction ne se fait plus entre mala-

dies infectieuses et maladies non transmissibles, mais plutôt entre les pathologies chroniques et aiguës. Dans les années 1970, la maladie était perçue comme une succession d'épisodes dont l'issue était soit la guérison, soit la mort. Aujourd'hui, le patient apprend à vivre avec des affections telles que l'asthme, le diabète, l'épilepsie, les insuffisances cardiaque, rénale ou respiratoire, ou encore le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

Les systèmes de santé ont eux aussi évolué avec le temps et l'avancement des technologies. Les pays à revenus limités peuvent maintenant se doter en équipements de diagnostic, de prévention et de soins inabordable il y a trente ans. L'essor des télécommunications (téléphone mobile et Internet) relie les patients aux centres médicaux pour les évacuations sanitaires. La télémédecine permet de former des spécialistes depuis l'autre bout du monde.

Le financement des systèmes de santé est probablement l'aspect qui a le plus changé. Aujourd'hui, les principes de l'initiative de Bamako, stipulant que chaque patient doit systématiquement payer son traitement, sont remis en cause. L'accès aux soins de santé reste une question brûlante dans des sociétés où la majorité de

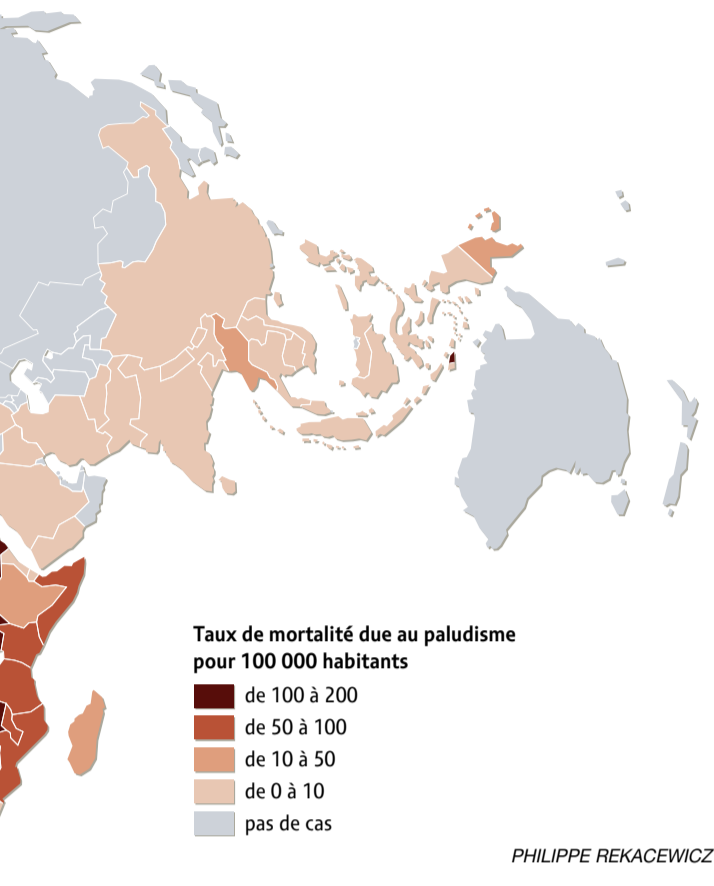
la population vit en des conditions de vie comme au Burkina Faso. En 1998, quarante mille personnes ont célébré le cinquantième anniversaire de l'indépendance. Loppé les structures de santé, le nombre et les compétences des professionnels. Mais, comme l'explique la direction générale des services sociaux de la capitale, «*le manque de coup de familles, payés à l'aveugle, est une perte possible. Les réserves dans les foyers*». Ouagadougou, la capitale, a la capacité de mettre en place un centre de notre système de santé de plein droit de cales que ce pays peut alors sauver beaucoup.

CE FAIBLE financement du Sud se combine avec le Nord. On estime qu'en Afrique, vingt-trois millions de personnes émigrent vers les pays développés, dont des médecins béninois à Paris.

Les mécanismes de financement sont multipliés pour harmoniser les inefficiences. Par

République démocratique du Congo

Mourir du paludisme en Afrique



elle avoue être en retard sur le calendrier des vaccinations : « Mon mari était parti travailler loin. Je n'avais pas d'argent pour payer ma consultation... » La chef du service pédiatrique du centre de santé de Libikisi, le Dr Agnès Wanga Lohese, ne peut que constater le désastre : « Les familles font face à de telles difficultés financières qu'elles ne consultent que très peu et pratiquent l'automédication. Or cela comporte de nombreux risques, surtout si on utilise des antipaludéens : on peut être victime de surdosage ou d'une erreur de diagnostic. »

« Il faut toute la main »

Dans cette zone où l'on compte trois centres de santé publics et un hôpital pour cinquante structures privées – confessionnelles, en majorité –, les malades payent 5,50 dollars la consultation générale dans le public, et plus de 10 dollars dans le privé ; le double pour les spécialités. Sans compter le coût des médicaments... Officiellement, le ministre de la santé, M. Felix Kabange Numbi, dans une salle

pavoisée de l'étendard congolais et du portrait du président, M. Joseph Kabila, reconnaît qu'« à l'heure actuelle 40 % des frais de santé sont assumés par la population. Aussi nous travaillons à la rédaction d'une loi pour le développement de la couverture universelle de soins avec l'assistance de l'OMS. Ainsi les plus riches paieront pour les plus pauvres ».

Espoir de création d'une assurance-maladie obligatoire sur fond de justice sociale ou simple effet d'annonce (4) ? Le doute est permis lorsque, de l'aveu du Dr Angbalu, « le PNLP va être complété pour rendre les médicaments plus accessibles, mais il n'est pas prévu de réformes pour la prise en charge des soins. Il est pourtant vrai que les structures sanitaires font payer les patients même si la population n'en a pas les moyens. Mais, d'ores et déjà, si on applique le PNLP, la lutte contre la maladie avance ». Affable, le haut fonctionnaire se ravise et ajoute : « L'Etat manque d'ambition politique pour combattre la maladie. Comme on n'a pas encore de plan d'action, il est impossible de budgétiser les besoins de manière cohérente. » Pourtant, en 2001, la RDC a approuvé la déclaration d'Abuja

de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (5) qui fixait comme objectif aux pays signataires d'allouer 15 % de leurs dépenses publiques au secteur de la santé et plaçait pour réduire de moitié la mortalité due au paludisme avant 2010.

M. Mende, qui s'est rendu en Inde en 2012 pour raisons de santé aux frais du contribuable congolais (6), semble bel et bien rétabli lorsqu'il justifie les faibles crédits accordés par son gouvernement : « On n'est pas Crésus ! Nous avons 7 milliards de recettes par an : c'est le budget d'une université américaine. Alors, quelles peuvent être nos dépenses ? La santé, après l'éducation, est le ministère qui touche le plus, mais c'est un budget de pauvres. En outre, nous devons répondre aux agressions de nos voisins et pacifier l'est du pays (7). »

En solide rhéteur, le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement congolais omet de dire qu'en 2011 le bilan sanitaire était plus mauvais qu'en 2012, alors qu'il n'y avait pas de guerre. « Il est clair que le gouvernement met en avant une surexécution du budget de la défense pour se disculper de n'investir que moins de 5 % du budget national dans la santé. Cela permet de faire pleurer dans les chaumières en Europe pour que les ONG investissent. Le phénomène de désresponsabilisation est criant quand la moitié des finances publiques proviennent de l'aide internationale », s'emporte un diplomate.

Si le Fonds mondial continue de financer à hauteur de 50 % la lutte contre le paludisme en RDC (8), la question est : jusqu'à quand le pourra-t-il ? L'organisme financier est en crise. Pour apporter l'argent récolté auprès des Etats membres (9) et des partenaires privés directement aux

ministères de la santé et aux ONG locales, il est nécessaire que les donateurs continuent de garantir leurs engagements. Or, entre politique d'austérité et crise de la dette, l'argent risque de manquer. Dans un contexte financier délicat, la France, qui contribue pour 360 millions de dollars chaque année, pourrait être amenée à diminuer sa part (10). Pourtant, comme le souligne le chef de cité de Kimpese, M. Dieudonné Mitu, « un seul doigt ne peut laver tout le visage : il faut toute la main ». C'est pourquoi le ministre de la santé appelle « les Etats-Unis, la France et l'Union européenne à continuer d'appuyer le Fonds mondial. Nous nous engageons aussi à faire plus d'efforts, car jusqu'en 2011 le pays n'a pas payé de contreparties au bailleur. Dorénavant, nous avons la volonté de régulariser cette situation, mais c'est difficile pour nous qui avons été en guerre ».

Une stratégie coûteuse

Se présentant comme la victime économique des prédateurs miniers, saignée par le conflit avec le Rwanda, la RDC, pays dont le Trésor ressemble à une passoire, aurait tout à gagner à éradiquer le fléau que représente le paludisme. Selon l'OMS, la maladie a un impact économique majeur et coûterait à l'Afrique 12 milliards d'euros de produit intérieur brut (PIB) par an. Dans les pays où le paludisme est endémique, comme la RDC, il ruinerait la croissance de 1,3 point par an. Les économies générées par une victoire sur la maladie permettraient par exemple de faire que le Programme national d'assainissement se concrétise et donneraient la possibilité à « Kin' la poubelle » de redevenir « Kin' la belle », comme on appelait autrefois la capitale.

Car, actuellement, sur la commune de Lingwala – la ville est une agglomération de plusieurs communes –, les déversements d'ordures ont transformé la rivière Gombe en une usine de production massive de moustiques.

Conscient que la salubrité est un facteur déterminant de la lutte contre le paludisme, M. Kabange Numbi assure avoir la volonté d'« utiliser du DDT pour effectuer des épandages intradomestiques ». Mais l'équation reste la même ; toute action a un coût, et M. Angbalu tempère rapidement l'une des nombreuses « priorités » de son ministre de tutelle : « C'est une stratégie extrêmement coûteuse, puisqu'elle est estimée à 3,50 dollars par pulvérisation et par habitant. De plus, il en faut trois par an... »

Avant même de déployer de nouvelles stratégies, encore faudrait-il que l'Etat décaisse les financements obtenus par les partenaires du développement (les Etats-Unis, le département international du Royaume-Uni et la Banque mondiale). « Chaque année, on envoie un plan d'actions budgétisé, et les fonds que nous touchons ne représentent que 10 % des demandes formu-

lées. Si le Fonds mondial n'était pas là, on ne pourrait que se débrouiller avec les moyens du bord », tranche le Dr Daniel Tambwe. Et les répercussions sont lourdes. « Trop régulièrement, nous enregistrons des ruptures d'intrants que le gouvernement devrait au moins pouvoir assurer », déplore, un brin désabusé, le Dr Eric Tsasa, coordinateur provincial Bas-Congo de la lutte contre le paludisme du gouvernement. Et le Dr Matondo, son collègue de Kimpese, de s'étonner qu'« aujourd'hui le seul argent que nous arrivons à obtenir de l'Etat presque régulièrement [soit] celui destiné à la maintenance des bâtiments qui commencent à tomber en ruine, et celui des primes – les salaires des fonctionnaires ».

Pour autant, comme une majorité de Congolais, M^{me} Jorette Mulungu, infirmière stagiaire au centre de santé de Ngaba, semble avoir plus foi dans les puissances du ciel qu'en son gouvernement. « Comme la Bible nous le dit, nous devons travailler pour le bien-être universel. C'est pour ça que j'ai choisi d'exercer ce métier. Si l'Etat ne nous paie pas, c'est Dieu qui nous paiera, de notre vivant ou au paradis. »

TRISTAN COLOMA.

(1) Sanru est la principale bénéficiaire de l'aide du Fonds mondial, avec l'Etat congolais et l'Association de santé familiale (ASF).

(2) En 2001, seuls 0,7 % des ménages disposaient d'une MILD. En 2010, le chiffre atteint 51 %, et la couverture monte même à 89,2 % dans le Bas-Congo. Selon le Fonds mondial, si au moins 80 % des ménages utilisaient des MILD, le nombre de cas de paludisme pourrait être réduit de moitié. Afin de parvenir à une couverture universelle de la RDC, au moins 39,8 millions de MILD sont nécessaires.

(3) 1 000 francs congolais équivalent à 0,8 euro.

(4) Lire Assane Fall-Diop, « Batailles pour la protection sociale en Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

(5) En 2002, l'Union africaine a remplacé l'OUA.

(6) Chaque haut fonctionnaire congolais dispose d'une enveloppe de 13 000 dollars par an pour des soins à l'étranger.

(7) Depuis 1997, l'est de la RDC est le théâtre de violences armées qui auraient fait plusieurs millions de morts.

(8) Le budget approuvé par le Fonds mondial pour la période juillet 2012-décembre 2014 est de 121,6 millions de dollars, avec un financement additionnel de 85 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014.

(9) Les Etats-Unis contribuent pour 30 % au budget du Fonds mondial. La France est quant à elle le second plus important donateur, à hauteur de 12 % de la totalité des provisions de l'organisme.

(10) L'arbitrage budgétaire a lieu au mois de juin.

Tribune

Ecrire l'histoire ensemble

PAR MARK DYBUL *

ENTOURÉ d'une aura de mythe, de confusion et de terreur, le sida a attiré l'attention de la communauté internationale lorsqu'il a commencé à décimer des populations entières, voilà une génération. J'en ai été le témoin direct en Californie, où j'étudiais la médecine, alors que la crainte, l'ostracisme et le désespoir étaient les sentiments dominants. Nul n'ignore que cette maladie a durement frappé certaines régions d'Afrique, où des villages enterraient leurs morts à la chaîne.

Pourtant, la situation du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et du sida a connu ces dernières années des bouleversements à peine concevables. Grâce à la ténacité de nombreux intervenants, depuis les gouvernements jusqu'aux personnes touchées en passant par les organisations confessionnelles et les associations, depuis les professionnels de la santé et les scientifiques jusqu'aux administrateurs, la dynamique du traitement, de la prise en charge et de la prévention a, elle aussi, évolué.

Le nombre de décès liés au sida en Afrique a reculé de plus de 25 % au cours des six dernières années. Il s'agit là d'une avancée remarquable, également perceptible pour la tuberculose et le paludisme. Nous avons une occasion historique de venir à bout de ces trois maladies. Les récents progrès de la science nous permettent désormais de supprimer ces trois grands tueurs de la liste des menaces pour la santé publique.

Depuis des siècles, on doit à la tuberculose et au paludisme des souffrances indicibles et un nombre incalculable de décès. Le VIH, pour sa part, est un fléau de notre époque. Parvenir à les maîtriser au travers de programmes de prévention et de traitement intelligents et efficaces permettra d'améliorer considérablement la vie de millions de personnes, de leurs familles, de leurs communautés et de leurs pays. Cela nous fera aussi économiser des milliards de dollars.

Le Fonds mondial a été conçu comme un outil novateur visant à établir des partenariats entre les pays maîtres d'œuvre, les bailleurs de fonds, la

société civile, les institutions techniques, etc., afin qu'ensemble ils apportent une contribution déterminante. Les personnes engagées dans le combat mené contre ces trois maladies participent à chacune des étapes du processus décisionnel.

La France a servi de chef de file dans cette démarche. Elle a montré la voie en tant que modèle de démocratie et de justice sociale, mais également comme pionnière scientifique et comme partenaire empreint de compassion dans tous les aspects de notre cause commune. Je sais que le peuple français est très attaché au progrès mondial et aux droits humains, et que les dirigeants de ce pays, de même que sa société civile, ses scientifiques et d'autres partenaires continueront d'œuvrer pour cet idéal que nous partageons tous.

L'instant est critique. Nous perdrons l'acquis de ces dernières années si nous n'allons pas de l'avant. Nous ne pouvons pas nous arrêter maintenant. Si nous ne faisons rien, nous courons le risque de voir ces maladies repartir de plus belle, entraînant des coûts exorbitants à long terme, tant sur le plan financier qu'humain, par la souffrance et la mort qui viendraient dans leur sillage.

La victoire contre le sida, la tuberculose et le paludisme passe obligatoirement par un engagement sans faille en faveur de l'unité et du travail collectif. Nous devons tout mettre en œuvre pour informer la communauté internationale de l'ampleur de la tâche qui nous attend et l'encourager à investir dans la lutte contre notre argent, nos connaissances et notre passion.

Le Fonds mondial est résolu à promouvoir les droits humains. Cet engagement est non seulement juste, mais également intelligent. En effet, de nouvelles études montrent qu'un ciblage des populations les plus vulnérables constitue un moyen très efficace de maîtriser et de vaincre des maladies infectieuses. Or celles-ci touchent de façon disproportionnée les populations marginalisées, qui sont aussi

les plus difficiles à atteindre. C'est en concentrant les interventions et les financements sur des populations et des zones géographiques spécifiques que nous pourrions le plus efficacement contrôler la diffusion de ces maladies. Nous devons faire tout notre possible pour aller au-devant des groupes très vulnérables et frappés d'ostracisme, parmi lesquels figurent les femmes et les jeunes filles, les professionnels du sexe, les consommateurs de drogues par injection, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les prisonniers et les migrants. Ces efforts nécessitent un engagement important auprès de la société civile.

La nouvelle démarche que le Fonds mondial vient d'adopter vise à atteindre davantage de personnes et à avoir un effet plus marqué en encourageant des programmes ambitieux, ainsi qu'en recentrant les interventions sur les populations les plus exposées et sur les zones où elles vivent. Nous nous efforçons en outre d'aligner les investissements consentis sur les stratégies nationales de santé, tout en consolidant les systèmes de santé et en servant de plate-forme de promotion de la santé humaine en général, et non uniquement de lutte contre des maladies en particulier.

L'heure est venue d'agir, mais il nous faut le faire à bon escient, ce qui suppose de travailler avec nos partenaires pour trouver les mesures qu'il convient de prendre contre une maladie donnée dans un contexte spécifique. Pour ce faire, il faut sans cesse innover pour trouver les meilleures solutions, et donc étendre le vivier des personnes avec lesquelles nous travaillons. Ce ne sera pas chose facile, mais nous ne manquerons ni d'espoir ni de détermination.

A lui seul, l'argent ne suffira pas à remporter cette bataille. Nous devons réfléchir aux avancées de la recherche et aux perspectives qu'elles ouvrent. Nous devons maintenir le lien avec nos partenaires des médias et de la société civile, actifs dans les communautés où ils transmettent aux gens les informations qui les aideront à prendre en connaissance de cause les décisions concernant leur santé.

Je sais que nous pouvons vaincre le sida, la tuberculose et le paludisme, et, ce faisant, nous écrivons l'histoire ensemble.

santé

essous du seuil de pauvreté, so. Dans ce pays, chaque enfants meurent avant leur Et pourtant, l'Etat a développé de santé et amélioré le lences des professionnels. ue de Dr Pierre Yameogo, le de santé, « pour beau- ses soins relève de l'im- financières sont faibles gadougou étudie la possi- ce la gratuité. « Il s'agit de tient soit véritablement au e de santé et puisse béné- toutes les capacités médi- t offrir. Et nous pourrions d'enfants », ajoute-t-il.

ent des systèmes de santé e à la fuite des cerveaux me que chaque année, en s mille professionnels s riches (3). Il y a plus de aris qu'au Bénin.

de coordination se sont niser les pratiques et éviter exemple, Health 8 réunit

KARL BLANCHET.

(1) Lale Say et Rosalind Raine, « A systematic review of inequalities in the use of maternal health care in developing countries : Examining the scale of the problem and the importance of context », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, vol. 85, n° 10, Genève, 2007.

(2) Gerald Bloom et Hilary Standing, « Pluralism and marketisation in the health sector : Meeting health needs in contexts of social change in low and middle income countries », *IDS Working Paper*, Institute of Development Studies, Brighton, 2001.

(3) Tikki Pang, Mary Ann Lansang et Andy Haines, « Brain drain and health professionals », *British Medical Journal*, n° 324, Londres, 2002.

(4) L'Alliance GAVI est un partenariat des secteurs public et privé sur les questions d'immunisation qui a pour but d'accélérer les progrès dans le domaine de la vaccination.

* Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Défis du Millénaire en matière de santé

Les Nations unies auraient-elles fait preuve d'irréalisme dans la définition des Objectifs du millénaire en matière de santé ? Spectaculaires, les progrès réalisés n'en demeurent pas moins très en deçà des espérances.

PAR PHILIPPE
REKACEWICZ

« **T**ENIR les promesses : unis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement [OMD]. » C'est le titre, en forme de trompe-l'œil, de la déclaration qui concluait la réunion d'étape de septembre 2010, destinée à évaluer les progrès réalisés dans la poursuite des OMD. Lancés à l'automne 2000 (1) par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), ces derniers – au nombre de huit – relèvent d'un choix stratégique. En effet, face à l'échec relatif des précédents programmes, il s'agit de suivre un plan d'action sur une période de vingt-cinq ans, c'est-à-dire une génération, pour combattre des fléaux comme la pauvreté, la faim, les inégalités, et améliorer l'accès aux services de santé, à l'eau potable, à l'éducation (2)... Le principe était de fixer des « niveaux de progrès minimum » à atteindre en 2015 par rapport à la situation qui prévalait en 1990.

C'est la première fois que les Nations unies se fixent ainsi une date butoir, ce qui ne manque pas d'un certain courage de la part des concepteurs du projet, par ailleurs parfaitement conscients de l'ampleur de la tâche à accomplir. Sur les huit objectifs, qui comprennent en tout 21 cibles mesurées par 60 indicateurs, trois sont plus ou moins directement liés à la santé : réduire la mortalité infantile (objectif 4), améliorer la santé maternelle (objectif 5) et combattre les pandémies (objectif 6) – VIH/sida, paludisme, tuberculose et autres graves maladies.

Après une décennie, les résultats sont plus que mitigés : le rapport d'étape de 2010 (3) montre qu'il subsiste d'énormes disparités, non seulement entre les continents, mais aussi entre les objectifs eux-mêmes, loin de progresser au même rythme. L'Inde et la

Chine, par exemple, ont effectué des progrès considérables, alors que l'Afrique subsaharienne stagne ou régresse. En 2015, les pays très dynamiques des continents asiatique ou sud-américain auront vraisemblablement atteint certains des objectifs les plus importants, alors que la plupart des pays africains n'y arriveront pas avant 2020, ou 2025 pour certains, voire 2040 pour d'autres... Des progrès, certes, mais qui, de l'aveu même de l'ONU, demeurent insuffisants.

Les experts réunis à New York en 2000 avaient pointé deux faiblesses. D'une part, la plupart des cibles – les mêmes pour tous les pays, sans considération des besoins nationaux – étaient irréalistes au regard de la situation économique des Etats les plus pauvres. D'autre part, se posait la question des responsabilités : ce sont les gouvernements qui mettent en place les politiques et gèrent les budgets, mais personne ne sait vraiment à qui ils devront rendre des comptes en cas d'échec...

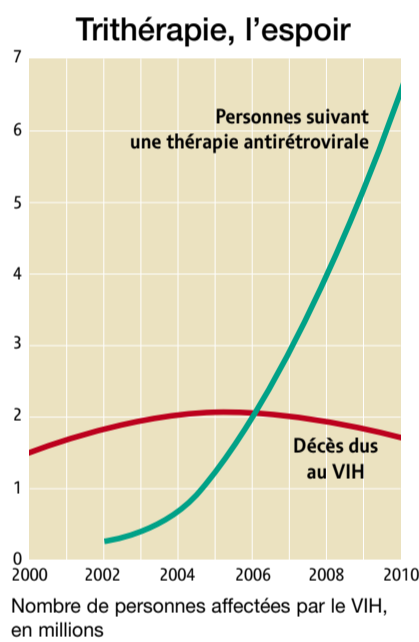
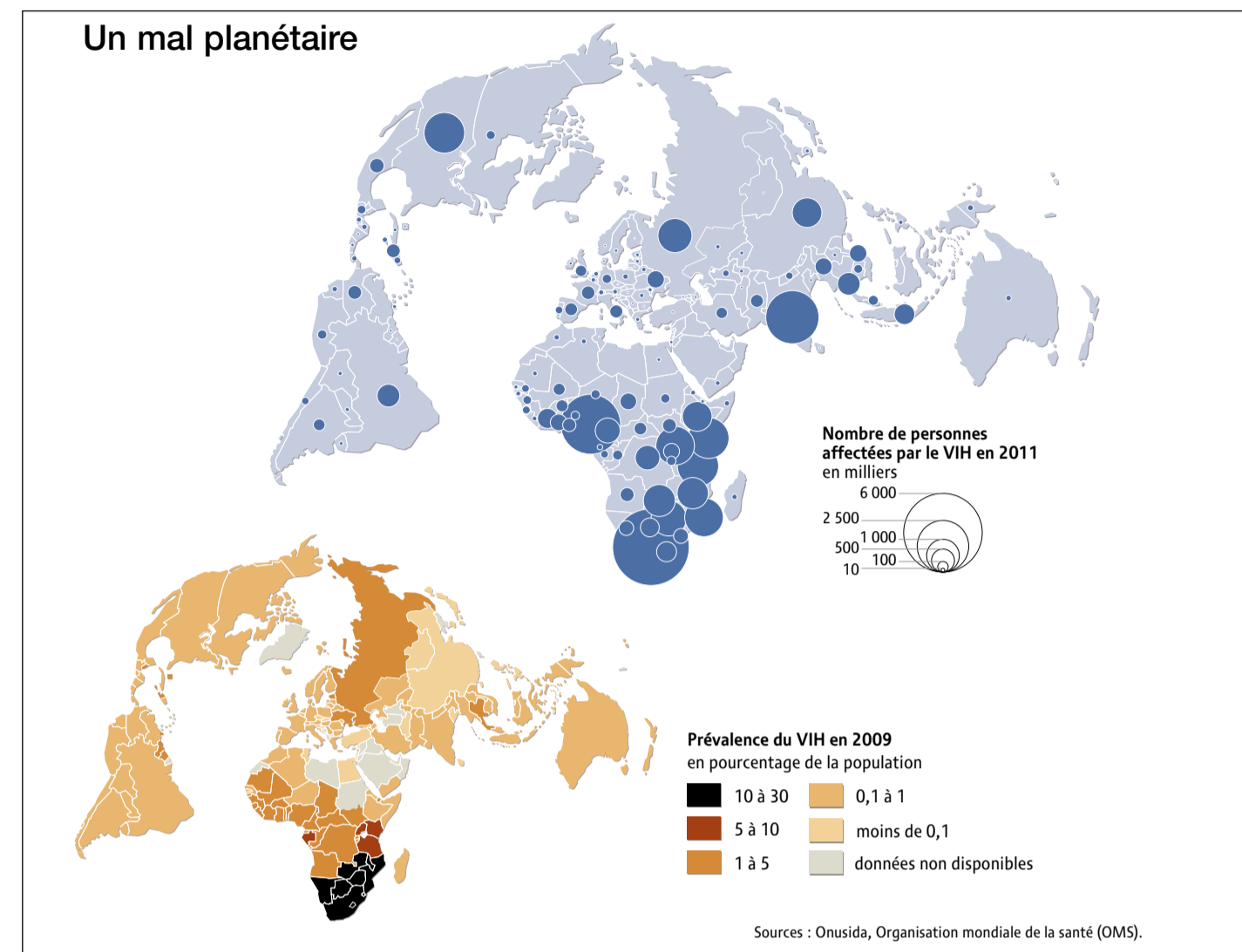
Mortalité maternelle

L'ambition de l'objectif 4 est de réduire des deux tiers la mortalité infantile. Selon les chiffres publiés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), celle-ci a baissé d'un tiers entre 1990 et 2010, ce qui n'est pas assez rapide. Dans les pays en développement, elle est passée de 97 pour 1 000 en 1990 à 63 pour 1 000 en 2010, ce qui représente encore une « très forte » mortalité selon les critères onusiens (plus de 40 pour 1 000). Sur environ 70 pays concernés, une dizaine seulement arriveront à la réduire des deux tiers en 2015. Ce n'est pas vraiment une surprise : les études montrent que les enfants de moins de 5 ans vivant en milieu rural et/ou dans des conditions de pauvreté ont beaucoup moins de chances de survivre. Mais c'est aussi le cas des enfants dont les mères sont analphabètes... Ce qui veut dire que l'éducation des mères est un facteur fondamental pour la survie des jeunes, et donc que les objectifs 2 (accès universel à l'éducation) et 4 sont directement liés.

L'objectif 5 – une réduction de 75 % de la mortalité maternelle – est celui qui progresse le plus lentement. Dans de nombreux pays en développement, les services de santé reproductive manquent cruellement de moyens, et des pathologies telles que les hémorragies ou l'hypertension – pourtant totalement évitables – comptent encore pour plus de la moitié des causes de décès pendant la grossesse ou l'accouchement. En 2010, 287 000 femmes sont mortes en donnant la

sont traduits en français que tardivement, quand ils le sont. Les appuis techniques et les financements suivent la même voie. L'Afrique francophone rencontre des difficultés chroniques pour se faire entendre dans les cénacles internationaux, y compris dans les diverses instances de l'ONU, au mépris de toutes les règles. Combien de fonctionnaires internationaux sont-ils nommés dans des pays francophones sans parler le français ? Il est à noter que de telles aberrations sont très rares en Amérique latine à l'égard de l'espagnol.

L'ONU a établi un plan à l'échelle mondiale pour éliminer les nouvelles infections d'ici à



vie, dont 85 % en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. C'est à peu près la moitié du chiffre de 1990 (environ 550 000).

Le sixième objectif, la lutte contre les pandémies, comporte trois cibles. La première – arrêter la propagation du sida et inverser la courbe du nombre des personnes infectées – demeure un vœu pieux. Même si l'évolution de la maladie s'est considérablement ralentie, le nombre des personnes vivant avec le virus augmente toujours ; il était en 2010 plus élevé que jamais. L'Afrique subsaharienne, qui ne regroupe pourtant que 12 % de la

population mondiale, voit se produire 70 % des nouvelles infections qui ont lieu chaque année. En 2009, environ 17 millions d'enfants ont perdu l'un ou l'autre de leurs parents à cause du sida ; 15 millions d'entre eux vivent au sud du Sahara...

La deuxième cible, dont la date butoir (fixée à 2010) est dépassée, consistait à permettre l'accès aux antirétroviraux à tous ceux qui en avaient besoin. Malgré la diffusion très rapide des traitements (multipliée par sept entre 2001 et 2010), 6,5 millions de personnes seulement en recevaient un en 2010, alors que le nombre de malades est beaucoup plus important. En 2015, le nombre de personnes infectées et de malades devrait en effet se stabiliser entre 30 et 33 millions. Cela dit, depuis 2005, la généralisation des traitements a permis de réduire très sensiblement la mortalité.

La troisième cible, enfin, concerne la lutte contre la propagation des « grandes endémies », qui oblitèrent le développement des pays les plus pauvres. La carte du paludisme montre d'indéniables progrès ; il est progressivement éradiqué de territoires entiers ou de

pays, comme l'Arménie, qui a officiellement déclaré sa disparition en 2011. Les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent que le nombre de cas déclarés a baissé de moitié entre 2000 et 2010 dans une quarantaine de pays sur la centaine où se transmet cette maladie parasitaire. L'Afrique subsaharienne est à nouveau le « continent victime » : en 2010, sur 216 millions de malades déclarés dans le monde, 80 % s'y trouvaient. La même année, sur 655 000 morts dus au paludisme, on en recensait 91 % au sud du Sahara, parmi lesquels 80 % étaient des enfants de moins de 5 ans.

« Donnons-nous à 1 000 % ! »

Des progrès spectaculaires, donc, mais encore une fois insuffisants pour atteindre les objectifs fixés en 2000, sans doute beaucoup trop ambitieux par rapports aux moyens. En 2011, le budget international pour lutter contre le paludisme était de 1,9 milliard de dollars... Bien trop peu par rapport aux 5 ou 6 milliards nécessaires pour l'accès universel aux soins et à la prévention. En outre, avec l'apparition de souches résistantes aux traitements dans un nombre croissant de pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne, et faute de trouver la parade, les progrès réalisés au cours de la décennie 2000-2010 risquent d'être perdus.

En 2010, l'OMS estimait que 12 millions de personnes étaient atteintes de tuberculose, maladie qui, la même année, en a tué 1,4 million. Cependant, sa propagation pourrait être stoppée en 2015, conformément aux objectifs. En effet, les patients ont de plus en plus facilement accès aux traitements. En 2010, pour la troisième année d'affilée, plus de 85 % des malades avaient été traités et guéris. Mais, comme pour le paludisme, apparaissent des cas de tuberculoses résistantes aux médicaments.

Lors du sommet d'étape de 2010, le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a annoncé avoir « sécurisé » 40 milliards de dollars (grâce à des engagements venant autant du secteur

privé, des agences bilatérales que des Etats) pour financer des programmes jugés prioritaires, comme ceux destinés à améliorer la santé maternelle et infantile. Il annonçait alors vouloir sauver la vie de 16 millions de femmes et d'enfants, éviter 33 millions de grossesses non désirées, protéger 200 millions d'enfants de la pneumonie ou des retards de croissance dus à la malnutrition et faciliter encore l'accès à des services et à des personnels de santé.

Trois ans plus tard, où en est-on dans cet ambitieux programme ? « Il y a sans aucun doute eu des progrès pour ce qui concerne certains objectifs déclarés, a estimé M^{me} Helen Clark, directrice du PNUD, en ouverture de la conférence annuelle sur les OMD à Bogotà (Colombie), en février 2013. Mais c'est loin d'être suffisant. Beaucoup trop peu a été fait, en dépit des engagements, pour la réduction de la mortalité maternelle et l'accès universel à la santé reproductive. »

A deux ans de l'échéance, le tableau de suivi des OMD (4) montre que de nombreuses cibles dans la plupart des régions ne seront pas atteintes. L'ONU tente de lancer des programmes d'urgence, à l'instar du PNUD, qui a mis en place un « cadre d'accélération des OMD » (mille jours d'action avant l'échéance), aujourd'hui utilisé par 45 pays et soutenu avec force par M. Ban, qui lançait, le 13 avril 2013, devant des centaines de délégués réunis au quartier général de l'ONU à New York : « Au cours des mille prochains jours, donnons-nous à 1 000 % ! » Mais, si les institutions et les Etats qui ont promis des contributions exceptionnelles ne respectent pas leurs engagements, ces efforts de mobilisation resteront vains.

(1) Résolution A/RES/55/2 du 18 septembre 2000, www.un.org

(2) Les huit objectifs sont 1. éliminer la faim et l'extrême pauvreté ; 2. assurer l'éducation primaire pour tous ; 3. promouvoir l'égalité des sexes ; 4. réduire la mortalité infantile ; 5. améliorer la santé maternelle ; 6. combattre le VIH-sida, le paludisme, la tuberculose et les autres maladies ; 7. préserver l'environnement ; 8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

(3) Rapports 2010, 2011 et 2012 sur les OMD, ONU, New York, 15 juin 2010.

(4) Cf. www.post2015hp.org

L'Afrique francophone face au sida

(Suite de la page I.)

Pour M. Marmorà, il y a là une explication essentielle. Selon lui, les financements à destination de l'Afrique francophone n'accusent pas de retard particulier, en tout cas en provenance du Fonds mondial ; ce qui pose une difficulté, en revanche, c'est la capacité d'absorption des sommes allouées lorsqu'un pays se trouve en proie à des troubles civils chroniques qui entravent leur utilisation.

Enfin, l'obstacle de la langue demeure puissant en matière de santé publique. Les publications, les constats et les analyses des experts circulent en anglais, et ne

2015, définissant comme prioritaires vingt-deux pays, dont vingt et un en Afrique subsaharienne, presque tous francophones. Pour réduire de moitié la mortalité des femmes liée au sida et protéger leurs enfants, il serait nécessaire de traiter au plus tôt six cent vingt mille femmes enceintes dans ces pays. Un tel projet est-il réalisable ?

Une lutte contre l'inégalité

Rien ne permet de penser que les objectifs fixés sont hors d'atteinte, estime M. Sidibé. Mais il y a quelques préalables : « Le com-

bat contre le sida est aussi une lutte contre l'inégalité, y compris l'inégalité entre les hommes et les femmes, les enfants et les adultes, les pays pauvres et les autres. » Question d'apparence latérale, mais essentielle : l'industrie pharmaceutique maintiendra-t-elle son engagement contre cette maladie lorsque l'Inde et la Chine produiront elles-mêmes les médicaments dont elles ont besoin, ce qui ne saurait tarder ? Il faut désormais, en effet, considérer la lutte contre le sida comme une composante des combats en faveur des droits humains, et non plus seulement comme un enjeu de santé publique.

CLAIRE BRISSET.

OUVERTURE DE LA 5^e TICAD À YOKOHAMA



JULIEN BRYGO. – Sur le site de la première usine géothermique, Olkaria, 2013

En 2013, le Japon a consacré 550 millions de dollars à la paix et à la stabilité en Afrique ; 6 millions seront attribués à la Mission internationale de soutien au Mali (Misma) et 540 millions aux victimes de ce conflit. Bien avant la Chine, l'Archipel a manifesté un intérêt certain pour le continent noir. En 1993

se tenait la première Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad). Du 1^{er} au 3 juin 2013, Yokohama accueille la 5^e Ticad, en partenariat avec plusieurs agences des Nations unies, la Banque mondiale et l'Union africaine (*lire l'article ci-dessous*). Malgré le tsunami de 2011, le Japon entend déployer

sa coopération au sud du Sahara. Dans cette perspective, il vient de nouer une alliance stratégique avec Paris en direction des Etats francophones. A côté de l'aide publique, il soutient l'implantation de ses entreprises en revendiquant un modèle spécifique, inscrit dans l'économie capitaliste mais

respectueux de certaines valeurs traditionnelles et de l'environnement. Cependant, sur le terrain, les responsables nippons doivent parfois affronter de durs mouvements syndicaux, comme au Kenya (*lire le reportage page II*). Plus discret que Pékin, Tokyo se projette dans un partenariat de long terme avec le continent noir.

Le Japon défend ses positions

La 5^e édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development, Ticad) est placée sous le signe du commerce et de l'investissement, deux domaines dans lesquels le Japon accuse un retard important sur ses concurrents asiatiques en Afrique.

« Au début, la Ticad était uniquement focalisée sur le développement », explique M. Kataoka Sadaharu, président de l'Institut de stratégie internationale à l'université Waseda (Tokyo) et spécialiste de la politique du Japon en Afrique. Depuis 1998 et la 2^e Ticad, les discussions portent aussi sur la sécurité et la paix. Cette fois, le thème central sera plutôt l'investissement et le commerce extérieur, car c'est ce qui fait défaut au Japon sur le continent noir. Les problèmes de sécurité et de développement restent néanmoins toujours à l'ordre du jour. »

En effet, l'aide publique au développement (APD) de Tokyo ne date pas d'hier, mais elle a longtemps visé à asseoir l'exis-

* Journaliste.

tence politique et diplomatique du Japon, qui n'a recouvré sa pleine souveraineté qu'en 1951, avec la signature du traité de paix de San Francisco. Cette manne financière est d'abord tournée vers les voisins et « permet le retour pacifique du Japon en Asie », indique le spécialiste Julien Kita (1). A partir de 1972, la Chine comptera d'ailleurs parmi les grands bénéficiaires asiatiques de l'aide japonaise. Dans l'esprit des dirigeants de l'époque, il s'agit tout à la fois de renouer des liens politiques avec les pays voisins et de consolider le développement économique de l'Archipel, les grandes entreprises investissant et commerçant dans le sillage de l'APD. Puis celle-ci va s'étendre, singulièrement en Amérique latine et en Afrique, avec l'objectif d'acquiescer une légitimité internationale.

Premier donateur du monde

Ainsi, en 1991, le Japon devient le premier donateur du monde, devant les Etats-Unis, selon le classement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Une place qu'il conservera jusqu'en 2001, malgré la crise asiatique des années 1997-1998. Dominant l'aide mondiale au développement, Tokyo organise en 1993 la 1^{re} Ticad, ce qui lui permet de renforcer ses liens avec l'Afrique. Une vaste offensive diplomatique est menée ; des rencontres sont planifiées tous les cinq ans. Tokyo cherche à faire prévaloir une nouvelle vision de l'aide au continent, en particulier grâce au concept d'« appropriation du développement », l'un des deux piliers de la Ticad. Ce concept est directement hérité de l'expérience du Japon : ayant lui-même bénéficié des prêts de la Banque mondiale jusqu'au début des années 1960, le pays a conçu sur cette base un modèle fondé sur l'« autoassistance » qu'il a ensuite adapté à l'Afrique.

En pratique, cela se traduit par une préférence pour les prêts plutôt que les dons. Tokyo adopte une démarche inverse de celle habituellement suivie par les pays donateurs, observe

PAR EMILIE GUYONNET *

Howard Lehman dans son étude sur la Ticad : « Au lieu d'arriver dans les pays africains avec de l'argent et des projets déjà définis, le Japon a attendu des gouvernements qu'ils "s'approprient" leurs besoins, qu'ils déterminent des projets ciblés, et qu'ils sollicitent ensuite les agences japonaises d'aide au développement (2). »

Evolution nécessaire

Ce modèle japonais est aussi fondé sur une vision de la lutte contre la pauvreté comme résultat du développement économique – grâce notamment à l'appui donné aux infrastructures, au détriment d'une intervention plus directe, comme l'effacement de la dette et l'octroi de nouveaux fonds. Sur ce point, le Japon a toutefois été contraint d'évoluer, sous l'effet des critiques internationales et d'une nécessaire

adaptation à un contexte africain différent de celui de l'Asie du Sud-Est, où l'aide japonaise s'était jusqu'alors concentrée. Il a par la suite contribué à l'effacement d'une partie de la dette africaine.

Cette approche globale a été en quelque sorte validée par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), en 2001. Ce programme – encore fragile – émanant de l'Union africaine s'appuie sur les deux idées directrices de la Ticad : l'appropriation du développement et le partenariat. Le processus de la Ticad a ainsi permis la diffusion de l'approche du Japon, à laquelle ses partenaires africains ont adhéré majoritairement. En contrepartie, la Ticad a apporté à l'Archipel les votes des pays africains dans les organisations internationales. Ce soutien n'a cependant pas suffi pour que Tokyo obtienne un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), ce qui était l'une de ses motivations lors du lancement de la Ticad.

Mais, comme l'écrit Kita, « alors qu'il [le Japon] se montre plus agressif sur le plan diplomatique, avec notamment cette mise en place d'un forum de discussion ambitieux sur le développement qu'est la Ticad, il ne dégage pas les moyens financiers qui permettraient des résultats vraiment significatifs ». D'autant que les entreprises nippones sont plus enclines à investir en Asie, continent dont les marchés s'ouvraient à l'époque, ou au Proche-Orient (pour l'énergie), qu'en Afrique.

Parti bien plus tard que Tokyo dans son aide au développement en Afrique, Pékin va étonner la planète en organisant en 2000 une conférence spectaculaire avec quarante-huit chefs d'Etat ou de gouvernement africains, marquant ainsi son intérêt pour le continent noir. Tokyo se fait voler la vedette, médiatiquement et économiquement (3).

Dans la compétition qui se joue, le retard du Japon, qui fut pourtant précurseur, s'explique notamment par la faiblesse des investissements de ses entreprises. A la différence de ce qui s'est passé en Asie, où le secteur privé a appuyé par ses investissements la politique d'aide au développement menée par le gouvernement, les entreprises japonaises se sont jusqu'ici montrées réticentes à s'implanter en Afrique – sauf en Afrique du Sud (4). Elles invoquent l'instabilité politique, l'insécurité, mais aussi les risques sanitaires. De plus, à partir des années 1990, le Japon a limité les prêts liés à des contrats avec des entreprises japonaises, ce qui, selon les industriels, constitue un autre frein aux investissements nippons en Afrique.

Des entreprises réticentes

Résultat : l'Archipel est désormais devancé par la Chine et par l'Inde. Les investissements directs chinois sont trois fois plus importants que les siens : 16 milliards de dollars en 2011, contre une moyenne annuelle de 5,2 milliards de dollars pour Tokyo sur la période 2006-2010. Les investissements indiens en Afrique dépassent aussi largement ceux du Japon, avec un total de 14 milliards de dollars en 2011 (5).

(Lire la suite page IV)

Des livres

1. Les ouvrages du Congolais Bolya Baenga

Né le 19 juin 1957 à Kinshasa et décédé en 2010, l'écrivain Bolya Baenga avait fait des études d'économie. Dans deux essais remarquables, il propose le Japon comme modèle de développement pour l'Afrique. *L'Afrique en kimono. Repenser le développement*, paru en 1991, s'appuie sur des exemples concrets, notamment à Madagascar. Dès 1889, relate Baenga, le docteur Rajoaha évoquait la voie nipponne à Antananarivo.

Plus tard, un autre Malgache, le pasteur Ravelojoana (1913), multipliait les articles où il se montrait convaincu que les solutions nippones étaient transposables d'une île de l'océan Pacifique à sa grande île de l'océan Indien, du Japon à Madagascar.

Dans *L'Afrique à la japonaise*, Baenga poursuit sa réflexion sur les caractères spécifiques de la société nipponne comme exemple pour les pays africains. Il souligne l'alliance des traditions et d'une modernité décomplexée, le mélange de la fidélité à soi et de l'ouverture culturelle. Il présente l'exemple d'un peuple asiatique qui a su se moderniser sans perdre son âme, se développer sans renier son identité culturelle. Le Japon, voilà l'avenir culturel du continent.

L'Afrique en kimono. Repenser le développement, Nouvelles du Sud, Paris, 1991.

L'Afrique à la japonaise, Nouvelles du Sud, Paris, 1995, www.bolyabaenga.org

2. Autres ouvrages

Elenga-Ngaporo, *Le Japon, l'Asie et l'Afrique*, Silex-Nouvelles du Sud, Ivry-sur-Seine-Paris, 2004.

Joseph Vincent Ntuda Eboke, « Le Japon dans le paysage géopolitique africain : une puissance d'appoint stratégique », *Revue africaine d'études politiques et stratégiques*, n°3, Yaoundé, 2003, p.121-132.

Makoto Sato et Chris Alden, « La diplomatie japonaise de l'aide en Afrique », *Afrique contemporaine*, n°212, Paris, hiver 2004, p.13-31.

Marc Aicardi de Saint-Paul, *Le Japon et l'Afrique : genèse d'une relation atypique*, Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, Paris, 1999.

Chris Alden et Hirano Katsumi (sous la dir. de), *Japan and South Africa in a Globalising World : A Distant Mirror*, Ashgate, Farnham (Surrey), 2003.

(1) Julien Kita, « L'aide publique au développement japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux ? », *Asie Vision*, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, septembre 2008.

(2) Howard P. Lehman, « Japan's national economic identity and African development : An analysis of the Tokyo International Conference on African Development », United Nations University-World Institute for Development Economics Research, Helsinki, octobre 2007.

(3) Lire Jean-Christophe Servant, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

(4) Cf. Julien Kita, « L'aide publique au développement japonaise... », *op. cit.*

(5) Sources : ministère des affaires étrangères du Japon (MOFA), Reuters.

Au Kenya, « on aime leurs voitures »

Du 11 au 21 avril 2013, «Le Monde diplomatique» a pris part à un voyage de presse organisé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) au Kenya. Entre programmes d'assistance technique, actions humanitaires et sanitaires et projets de haute technologie, Tokyo pose les jalons d'une présence durable au Kenya, pays stratégique à plus de 6 % de croissance qui fait office de porte d'entrée pour l'Afrique de l'Est.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JULIEN BRYGO *

JEUEDI 11 avril 2013. Jour 1. «*Bienvenue dans le plus grand bureau de la coopération japonaise en Afrique !*» Au dixième étage de la tour Rahimtulla, dans le quartier des missions occidentales à Nairobi, M. Akiyama Yoshinori, fonctionnaire détaché du ministère des affaires étrangères, nous tend l'«*itinéraire du voyage de presse*», un document détaillant une succession de visites de sites et de rencontres avec quelques-uns des sept cents Japonais vivant au Kenya : «*Nous vous avons concocté un programme intensif détaillant les trois points de notre présence ici : prêts, dons et assistance technique. Demain, vous partez visiter l'usine géothermique d'Olkaria. Et la semaine prochaine, vous vous envolerez pour la province de Nyanza, où nous coopérons techniquement avec le secteur de la santé.*»

Le bureau de l'Agence japonaise de coopération internationale (Japan International Cooperation Agency, JICA) a préparé ce programme pour *Le Monde diplomatique* afin de donner à voir le nouvel élan qui la caractérise en Afrique. «*Nos relations avec le Kenya sont très anciennes. Nous cherchons avant tout à développer les infrastructures du pays. Le Japon a investi ici près de 500 milliards de yens [4 milliards d'euros] depuis 1964. Mais, au cours des dix dernières années, il a nettement accru ses investissements, surtout dans les infrastructures. Nous étions là avant la Chine !*» (lire l'article en page 1).

Vendredi 12 avril, 10 heures. Le véhicule tout-terrain orné du logo de la JICA s'enfoncé dans

* Journaliste.

l'immense dépression qui longe les dizaines de kilomètres de tubes jaunâtres segmentant les vallons en formes géométriques. Nous sommes à Olkaria, au cœur de la légendaire vallée du Rift, une zone qui renferme d'importants gisements géothermiques – et une bonne partie des espoirs énergétiques du Kenya (1).

Les agents de sécurité de Kengen, la société nationale d'électricité, laissent passer le convoi nippon sans procéder à la fouille, rituelle dans cet Etat régulièrement en proie à des attentats. Il est vrai qu'après avoir prêté au pays, en 2010, la somme de 29,5 milliards de yens (227 millions d'euros) pour augmenter de deux cent quatre-vingts mégawatts la production annuelle de l'usine – soit un passage de 13 à 35 % de la part de l'électricité géothermique dans la production énergétique kényane à l'horizon 2015-2020 –, le Japon s'est imposé comme l'acteur majeur de ce virage énergétique. Lors de la 4^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development, Ticad), en 2008 à Yokohama, l'accent a été mis sur la «*promotion des énergies propres et l'amélioration de l'accès à l'énergie*».

Le site d'Olkaria synthétise quelques-uns des mots d'ordre de l'offensive nipponne : durabilité, haute technologie et respect de l'environnement. «*La géothermie présente cet avantage de nous forcer à rester à long terme. Nous ne sommes pas comme ces chercheurs de pétrole qui détruisent l'écosystème et appauvrissent les pays africains*», résume M^{me} Kato Mari, chargée des projets énergétiques. Le Japon est le plus gros financeur du groupe des cinq bailleurs d'Ol-

karia : après l'Agence japonaise de coopération internationale viennent l'Agence française de développement (150 millions d'euros), la Banque africaine de développement (150 millions de dollars), la Banque européenne d'investissement (120 millions d'euros), la Banque mondiale (100 millions de dollars) et l'Institut allemand de crédit à la reconstruction (60 millions d'euros). Logique, donc, que l'on accueille les délégations japonaises avec déférence.

Place à la visite du morceau de choix : la turbine Mitsubishi, un gros bloc rouge situé au cœur de la première usine géothermique d'Afrique, Olkaria 1. Un engin imposant sur lequel est gravée la date de fabrication : «*juin 1980*». La délégation dont nous faisons partie, emmenée par la JICA, s'immobilise pendant une minute. «*Vous imaginez, trente ans après, elle fonctionne encore ! La haute technologie japonaise peut servir au monde entier. Les produits japonais, c'est du long terme !*»

Un virage énergétique

Il est 12 h 15. Au détour d'un chemin, des dizaines de petites bulles blanches suspectes s'envolent dans l'air, emportées par le vent qui se lève dans la vallée. Scène de panique. «*Ce n'est pas normal*, s'exclame M^{me} Kato. *Cela semble être de la pollution.*» La protection de l'environnement, que l'usine géothermique entend faire triompher, lui tient profondément à cœur. S'ensuit une vive discussion avec l'ingénieur du site, qui se clôt par une promesse de rédaction d'un «*mémo*» de la JICA à l'attention des autorités kényanes. «*Nous sommes les financiers, insiste-t-elle. Nous avons des exigences de respect de certaines normes, comme la sauvegarde de l'environnement et le bien-être des animaux. Nous sommes quand même en pleine réserve naturelle.*» Soucieuses de l'écosystème, M^{me} Kato et la JICA paraissent en revanche un peu moins préoccupées par le sort des ouvriers sous-traitants de ce projet pharaonique.

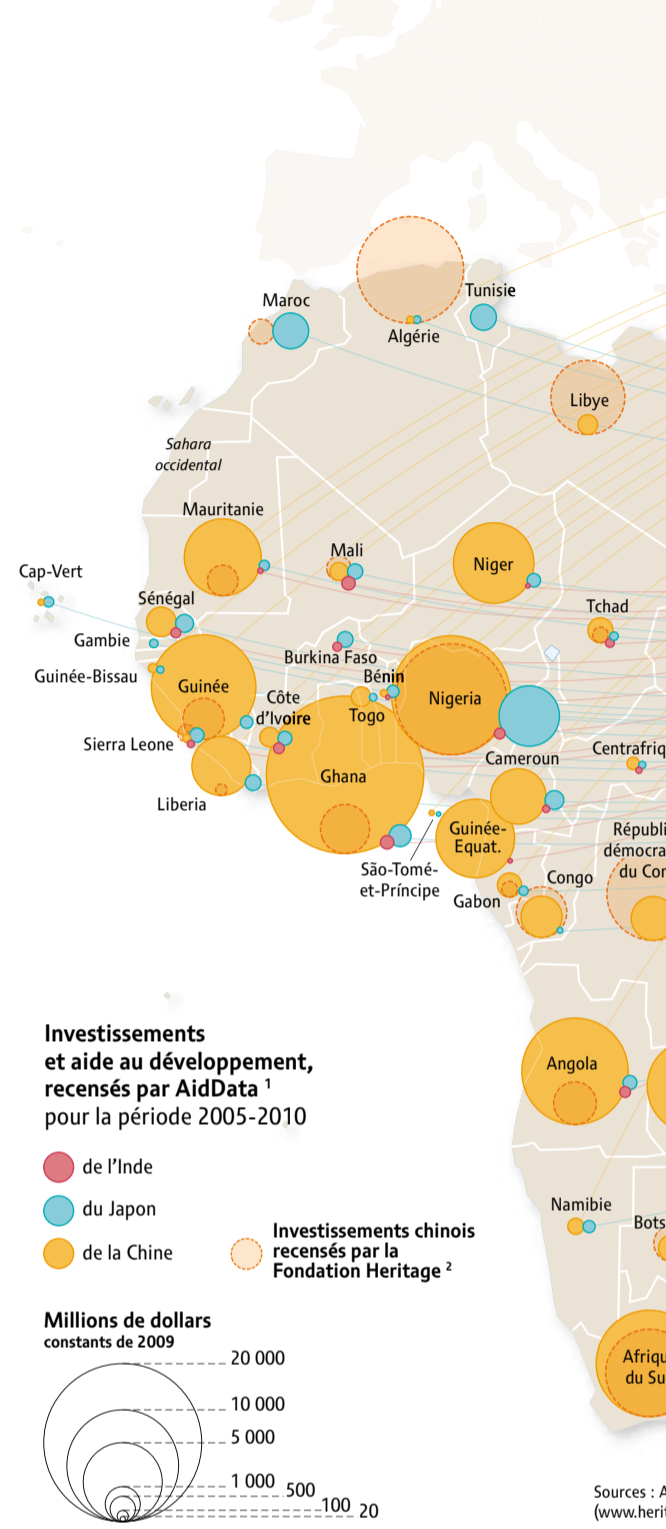
A une exception près, les seize sociétés ayant remporté les appels d'offres de ce chantier à plus de 700 millions d'euros se trouvent toutes sous commandement étranger. Ainsi de Toyota Tsusho Corporation (TTC) (trente-quatre mille salariés), l'entreprise qui a remporté l'un des plus gros contrats d'Olkaria (2). Avec la

société coréenne Hyundai, TTC a monté un consortium et sous-traité les travaux à l'iranienne Hadish. Les ouvriers embauchés par Hadish organisent depuis janvier 2013 plusieurs cycles de grèves perlées, menées par quelque quatre cents travailleurs pour protester contre les différences de salaire avec les étrangers et contre le «*management agressif*». Dans le quotidien de Nairobi *The Star* (11 janvier 2013), un ouvrier, qui gagne 330 shillings (3 euros) par jour, contre 2 000 (18 euros) pour ses collègues étrangers, a accusé les managers de Hadish de mauvais traitements et de licenciements abusifs.

Nous posons la question à M. Miyamoto Takahiro, responsable du chantier d'Olkaria chez Toyota Tsusho, pour qui ces grèves sont «*de petits mouvements émotionnels*». «*Ça ne nous concerne pas*», balaye-t-il. Que le maître d'œuvre puisse être considéré comme le véritable employeur semble farfelu à cet homme d'affaires. Pourtant, les deux contrats, de 200 millions de dollars chacun, obtenus grâce à l'investissement de l'Etat japonais, sont une sorte de retour à l'envoyeur : le Japon prête de l'argent à Kengen, qui fait travailler plusieurs grosses sociétés japonaises, dont TTC.

Retour au safari géothermique. Il est 13 h 30. Bref passage par le chantier du spa, alimenté par les eaux chaudes extraites des profondeurs de la terre et destiné à devenir un pôle touristique. Puis vient le moment de se délecter d'un «*endroit fabuleux*», où M^{me} Kato emmène tous ses «*VIP*» : les Sopa Lodges, un hôtel-restaurant. Entre le hamburger au poisson et le craquant au chocolat, M^{me} Kato livre un commentaire étonnant sur les motivations japonaises à Olkaria : «*Cela vous surprendra peut-être, mais nous n'attendons rien de tous ces investissements. On veut permettre à ce pays de se développer, c'est tout.*» A ceux qui objecteraient que les quelque 227 millions d'euros investis par Tokyo auront permis à des entreprises nipponnes de remporter des marchés lucratifs (après avoir pris soin de bien séparer le bon grain économique de l'ivraie sociale), notre guide explique avec patience : «*Certes, ces investissements profiteront dans le futur, on l'espère, aux sociétés nipponnes. Mais on n'est pas très agressifs, nous, sur le plan des affaires. On n'est pas comme les Chinois... On devrait être plus autoritaires, peut-être...*»

Entre aide désintéressée



Dimanche 14 avril. Jour 4. SMS : «*J'ai pris un peu d'avance. Je vous attends devant le terminal des vols intérieurs de l'aéroport.*» C'est M^{me} Miyata Yuka, notre guide en territoire humanitaire. «*On va vous montrer notre coopération technique dans le domaine de la santé. Ces projets sont très appréciés, et ils fonctionnent !*» Au Kenya, les pro-

grammes se multiplient en effet dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de l'eau, du commerce, de l'environnement, des routes, mais aussi dans la santé. La JICA délivre ces dernières formations dans sept autres pays africains : au Maroc, au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, en République démocratique du Congo, au Mali et au Niger. Tout un programme de séminaires et de cours intensifs

Points de repère

Le Japon en 2012

- Population** : 127 millions d'habitants ; 13 % de moins de 15 ans ; 23 % de plus de 65 ans.
- Taux de fécondité** : 1,39.
- Indice de développement humain (IDH)** : 0,12 (10^e).
- Produit intérieur brut (PIB)** : 5 984 milliards de dollars dont agriculture (1,2 %), industrie (27,5 %), services (71,3 %).
- Rang économique mondial** : 3^e.
- PIB par habitant** : 36 200 dollars.
- Croissance économique** : 0,2 %.
- Organisations économiques** : G8 ; G20 ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) ; Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ; Dialogue Asie-Europe (ASEM).

Soldats en missions de paix pour l'Organisation des Nations unies (ONU) : 272.

- Coopération Japon-Afrique**
- Chiffres-clés** : 32 représentations diplomatiques japonaises en Afrique.
- Aide publique au développement (APD) du Japon à l'Afrique en 2012** : 1,8 milliard de dollars.
- APD par secteur** : infrastructures et énergie (24 %), agriculture (8 %), eau et changement climatique (10 %), éducation (6 %), santé (3 %), paix et gouvernance (2 %), autres (47 %).
- Investissements directs à l'étranger (IDE) japonais en Afrique entre 2006 et 2010** : 5 milliards de dollars.

Exportations vers l'Afrique en 2010 : 6,35 milliards de dollars (automobile, technologie).

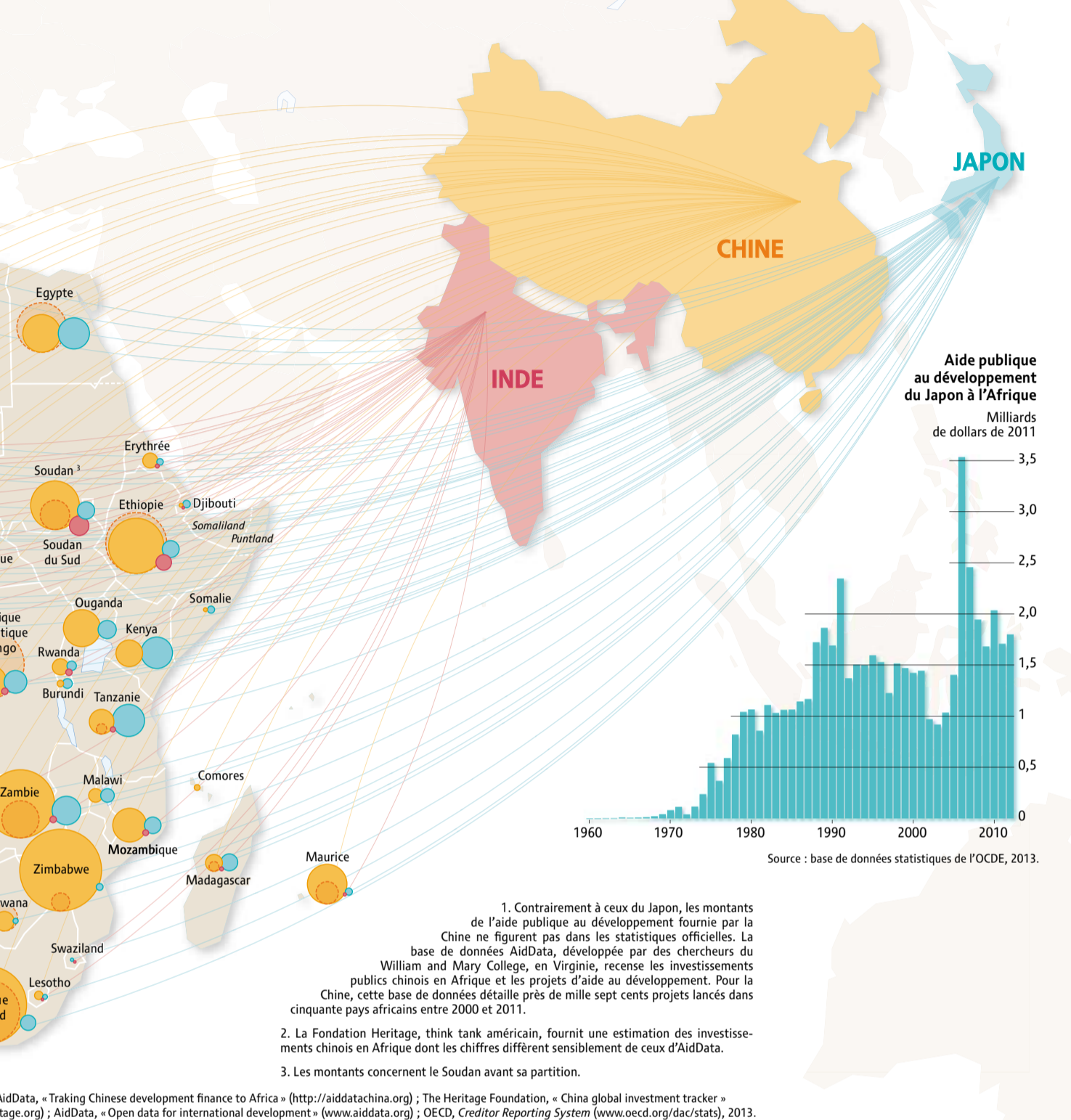
- Importations d'Afrique en 2010** : 7,44 milliards de dollars (pétrole, métaux, terres rares, produits de la mer).
- Historique**
- 1965.** Le Japon finance des «*formations en pays tiers*» pour faciliter le transfert de techniques et autonomiser les populations locales. L'Afrique est aujourd'hui la deuxième région bénéficiaire de ce projet. En 2010, 7 725 ressortissants africains étaient en formation grâce à ce programme. Depuis 1965, 388 000 enseignants de mathématiques et 204 000 travailleurs médicaux ont été formés.
- 1975.** Programme des Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). L'Afrique est la destination principale. En 2010,

- 1 582 jeunes volontaires japonais étaient en mission en Afrique auprès des administrations, des hôpitaux, des cabinets de recrutement et des entreprises agricoles.
- 1978.** APD vers l'Afrique multipliée par huit.
- 1984.** Création à Dakar du Centre de formation professionnelle et technique (CFPT) pour développer les techniques de maintenance industrielle. Les enseignants sont majoritairement des anciens stagiaires des «*formations en pays tiers*».
- 1993.** 1^{re} Ticad. Après la fin de la guerre froide et la marginalisation du continent africain, le Japon entend rappeler à la communauté internationale l'importance des questions africaines et promouvoir la coopération avec les pays du Sud.
- 1994.** Le Japon finance l'envoi d'experts de pays tiers. L'Afrique

- est la deuxième destination privilégiée (1 689 départs en 2010).
- 1998.** 2^e Ticad, axée sur la réduction de la pauvreté et l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale ; création de l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD).
- 1999.** Centre Hippalos de promotion des investissements et de la technologie Asie-Afrique. Aide à la gestion des investissements et promotion du continent africain ; Forum commercial Afrique-Asie (Asia Africa Business Forum, AABF). Plus de 180 accords conclus en quatorze ans.
- 2003.** 3^e Ticad, orientée vers la sécurité humaine et la coopération avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad).
- 2008.** 4^e Ticad. Priorité à la croissance économique et aux questions climatiques.

ures solides et leur discrétion »

e et investissements ciblés



CÉCILE MARIN

basés sur la méthode « 5 S - Kaizen - TQM (3) », largement diffusée dans le monde, qui insiste sur le respect des horaires, la réduction des tâches intermédiaires, la mise en ordre des lieux de travail, ou encore la motivation morale des acteurs de la santé en milieu rural. La « coopération » n'est pas seulement « technique » : elle est aussi idéologique. Et assumée comme telle.

Lundi 15 avril, 8h30. Nous entrons dans le dispensaire de Kisumu-Ouest. Problème : les personnels médicaux de la région ne sont pas au courant de notre venue, ce qui abrège l'entretien. Le quiproquo nous laisse le temps d'appréhender le vocabulaire utilisé depuis le lancement, en 2009, du projet Strengthening Management for Health in Nyanza Province (Semah) : « Ici, les Japonais nous apprennent à concevoir les patients comme des clients, à veiller à leur satisfaction comme dans les entreprises », explique M^{me} Elizabeth Okoth, l'une des cadres kényans du projet. « On veut changer les mentalités », rebondit M^{me} Saito Kaori, conseillère en management de la santé auprès du ministère de la santé du Kenya et responsable de projet à la JICA. Elle se félicite que les « valeurs du monde de l'entreprise » parviennent jusqu'ici.

La JICA a mis en place, comme chez Toyota, le principe de « travailleur du mois », appli-

qué aux salariés médicaux des campagnes. Le Japon organise ici des cycles de séminaires où jusqu'à dix-huit représentants d'unités locales de santé, des dispensaires de quartier aux hôpitaux régionaux, assistent à une douzaine de cours thématiques, dont le « Team building », le « Customer relationship management », ou encore le « Strategic thinking and governance ». La substance de ces enseignements ? « Planifier, organiser, encadrer, vérifier, développer, féliciter et... punir, le cas échéant », résume, dans sa robe à fleurs, M^{me} Saito.

Inévitable théorie de la relativité

Ces éléments de langage rencontrent peu d'obstacles au Kenya, pays considéré comme un brillant élève par la Banque mondiale, qui met volontiers en œuvre la privatisation des services publics. Ici, par exemple, la sécurité sociale est adossée à des contrats d'assurance privés. Les Kényans, eux, voient surtout les vidéoprojecteurs, les tout-terrain Toyota et les ordinateurs apportés par les Japonais. Ils lisent la présence nipponne à travers la grille de l'inévitable théorie de la relativité : « Les Japonais, on ne les voit pas, ils sont très peu nombreux, et leur présence n'est pas un sujet en soi au Kenya. On aime leurs voitures solides et leur discrétion. Ils sont beaucoup plus appréciés que les Chinois ou les Russes, perçus

comme bien plus agressifs », témoigne M. Michael Ogada, professeur à la retraite reconverti en organisateur de « tours » dans quelques-uns des cent quarante-trois bidonvilles de Nairobi (4).

Il est 11 heures au centre de santé de Manyuanda. M^{me} Saito se lève, joint les deux mains, puis ferme les yeux en signe de respect pour la prière chrétienne qui vient d'être prononcée afin de « protéger les visiteurs ». On a apporté des bancs et des chaises. C'est l'interview : le ministère de la santé a autorisé les travailleurs sociaux à répondre aux questions de l'unique journaliste. Ainsi de M. Meshack Rawer, qui explique les changements apportés dès le début de la mission nipponne : « Nous étions cinquante dans mon unité, mais les Japonais ont préconisé de réduire ce nombre à dix. Chacun a maintenant la responsabilité d'une population moyenne de cinq cents habitants, répartis dans sept villages du Kadinga occidental. » Une illustration de la doctrine du *lean management* (management « sans matières grasses »), qui s'est propagée à travers le monde à partir des années 1990. Il est ici cité en exemple de l'« efficacité japonaise », par opposition à la lenteur, au manque de ponctualité ou à la supposée désorganisation africaine. En Europe et en Amérique du Nord, le *lean management* est appliqué dans la plupart des usines, notamment

automobiles, et plus généralement dans toutes les industries de *process*, où il est aussi présenté comme une philosophie. Si le personnel de la JICA s'efforce de le conseiller comme doctrine pour les services publics, c'est bien pour le secteur marchand qu'il a été pensé.

Jeudi 18 avril. Jour 8. On pénètre dans le siège de TTC, l'une des sept plus grandes *sogo shosha* (5) d'Afrique, toute de verre et d'espace, comme dans une galerie d'exposition, en admirant le trophée des « meilleures ventes 2008, avec 3064 véhicules vendus ». Puis on découvre le mur des « employés du mois » et la boîte à idées dans laquelle les salariés sont invités à déposer leurs propositions pour « améliorer le système ». « C'est la philosophie du kaizen, l'amélioration continue », explique M. Ito Susumu, directeur général de la branche est-africaine de TTC, qui évoque ce système managérial basé sur le « zéro stock, zéro défaut, zéro papier, zéro panne, zéro délai ».

La philosophie du Kaizen

Cette méthode « adaptable partout sur la planète » requiert néanmoins un cadre favorable pour garantir ses résultats. « Nous, ce qu'on voudrait, c'est que soit créée une zone de libre-

échange en Afrique de l'Est. Une zone sans taxes, avec la libre circulation des marchandises et des hommes, une monnaie unique, une vraie zone d'échange libérale, un peu comme chez vous, en Europe. » Le laïus du directeur général de TTC fait écho aux notes d'intention des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui ont déclaré en 2005 vouloir « créer un marché commun ». L'objectif est de réduire les « tracasseries administratives » aux frontières et de suivre les conseils des économistes orthodoxes, qui préconisent une levée des barrières douanières pour « doper la compétitivité ». Plus largement, trois communautés de pays africains ont décidé en 2011 d'engager des négociations pour créer d'ici à 2015 une gigantesque zone de libre-échange qui irait « du Caire au Cap (6) ».

Dimanche 21 avril. Le voyage de presse s'achève. L'enchaînement intensif des visites n'aura laissé que peu de temps pour se faire une idée de la situation qui prévaut autour des investissements japonais à Olkaria. Pourquoi ne pas y retourner ?

Lundi 22 avril, 11 h 15. C'est sous un soleil de plomb que nous accueillons le centre culturel massais, selon l'appellation donnée à ce village d'une centaine d'habitants. Situé derrière la montagne qui abrite l'unité 1 de l'usine d'Olkaria – celle qui contient la fameuse turbine trentenaire de Mitsubishi –, le village jouxte une forêt toujours plus dense de puits géothermiques, avec ses centaines de travailleurs chinois et ses nuisances de toutes sortes. On se réfugie sous un arbre centenaire au milieu des cahutes. « Nous n'avons pas de titre de propriété. Nos seules preuves sont les tombes de nos ancêtres », plaide M. Simon Sencho, chef du village. Après avoir narré la journée du 20 mai 2011, au cours de laquelle des centaines de villageois ont réussi à stopper le forage d'un puits situé à quinze mètres seulement de l'école du village – un bâtiment construit grâce à l'argent d'une association américaine –, M. Sencho explique que quelque six cent soixante-cinq familles comme la sienne sont menacées de « relocalisation forcée » par l'extension de l'usine géothermique, essentiellement financée par l'Etat japonais avec l'accord de Nairobi. Nous tâchons de le mettre en contact avec la porte-parole du principal bailleur de fonds de l'usine d'Olkaria.

« Qui est au téléphone ? », demande M^{me} Kato, qui nous a fait la visite chrono une semaine plus tôt. « Nous voudrions vous voir, lui annonce M. Sencho. On a rencontré les Français, les Allemands, la Banque mondiale, mais vous, les Japonais, on ne vous a jamais vus ! » Réponse polie de M^{me} Kato, manifestement gênée d'être interpellée de

la sorte. M. Sencho poursuit : « L'un des problèmes est qu'ils vont grillager mille sept cents hectares du terrain où ils veulent nous relocaliser. Or on ne veut pas être cloîtrés ! Nous ne signerons pas tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction ! » « A qui avez-vous parlé chez Kengen ? », lui demande M^{me} Kato. Réponse : « On n'a jamais rencontré les vrais patrons de Kengen. On ne voit que des sous-fifres. Qui nous disent qu'ils vont en référer à leurs supérieurs. »

Dialogue de sourds

S'ensuit un dialogue de sourds : l'un raconte que les Massaïs se font balader de réunions en mémorandums, tandis que l'autre s'accroche à ses documents administratifs et explique que ce problème ne figure pas dans les prérogatives de la JICA, laquelle aurait délégué ce dossier aux Français et à la Banque mondiale – ce que l'Agence française de développement confirmera par la suite. Mais M. Sencho estime – et tout le village avec lui – que l'usine est « un seul et même projet ». « Or les financiers sont japonais, américains, français, allemands... C'est à eux de faire en sorte que l'on ne soit pas lésés en perdant nos terres. C'est exactement le contraire de ce qui se passe. » Les Massaïs d'Olkaria insistent : « Nous sommes un peuple d'éleveurs. Cette zone a été classée parc national, et depuis, on guide les touristes étrangers, on leur vend nos tissus et nos sculptures. On a même dansé pour les gens de la Banque mondiale ! » M^{me} Kato promet de « faire quelque chose ».

Mardi 23 avril, 14 heures. Dernier jour. Nous arrivons devant les bureaux de la JICA. M^{me} Kazuyo Kaneko parle avec passion du programme « Un village, un produit » : « Même à Londres, vous pouvez acheter ces cadeaux de Noël en pierre douce, fabriqués au Kenya ou au Kirghizstan ! » Elle enchaîne en nous résumant la philosophie *kaizen* par la métaphore du marteau : « Remettre les outils à leur place, c'est déjà améliorer la productivité des travailleurs. » Et d'assurer : « Oui, ces valeurs d'entreprise fonctionnent pour le service public. » M^{me} Kato, elle, ressort ses notes sur Olkaria et conclut : « Le problème des Massaïs doit être pris en charge par Kengen. »

M. Akiyama nous recommande à la porte et résume le message essentiel de ce voyage organisé : « Le Japon est un pays relativement riche, et nous le devons aux pays qui nous ont assistés après la seconde guerre mondiale. Il nous paraît normal, et même nécessaire, d'aider à présent les pays en développement. » Le même discours, des humanitaires aux hommes d'affaires, en passant par les coopérants de la JICA.

JULIEN BRYGO.

(1) Le Kenya posséderait un potentiel géothermique estimé entre sept mille et dix mille mégawatts, dont mille dans la région d'Olkaria.

(2) Outre le consortium Toyota Tsusho-Hyundai, auquel est échu l'agrandissement des unités 1 et 4 d'Olkaria, les sociétés japonaises Sumitomo et Mitsui ont également remporté d'importants appels d'offres ; puis Toshiba a vendu quatre nouvelles turbines géothermiques (soixante-dix mégawatts chacune) pour équiper les nouvelles unités construites par TTC.

(3) « La première phase consiste à améliorer l'environnement du travail à travers les mots d'ordre 5 S : seiri : ranger ; seiton : mettre en ordre ; seiso : nettoyer ; seiketsu : maintenir la propreté ; shitsuke : bien

éduquer. Dans la phase suivante, on mène graduellement les activités d'amélioration (*kaizen*) en vue de résoudre les problèmes qui surgissent. C'est une approche appelée Total Quality Management ». cf. « Proposer aux sites de soins médicaux en Afrique la méthode japonaise de gestion de la qualité appelée "5 S Kaizen (amélioration)" », 15 décembre 2010, www.jica.go.jp

(4) Lire Jean-Christophe Servant, « Jeunes Kényans entre dérive mafieuse et révolte sociale », *Le Monde diplomatique*, janvier 2005.

(5) Terme japonais désignant les grandes maisons de négoce.

(6) « Afrique : discussions pour l'ouverture d'un marché commun Est et Sud », Agence France-Presse, 12 juin 2011.

Le Japon défend ses positions

(Suite de la page 1.)

La situation commence toutefois à changer. « *Jusqu'ici, le secteur privé n'avait pas suivi. Mais, désormais, les entreprises japonaises s'intéressent sérieusement à l'Afrique, analyse M. Kataoka. Les multinationales ouvrent des succursales. Petit à petit, la tendance change. L'Afrique représentait 3 % du total des investissements du Japon en 2011, contre moins de 1 % auparavant. C'est un progrès, mais beaucoup reste à faire.* »

Il en va de même en matière de commerce. Les échanges entre le Japon et l'Afrique sont là encore bien en deçà de ceux de ses deux principaux concurrents asiatiques : seulement 27,8 milliards de dollars en 2011, contre 166,3 milliards pour la Chine et 62 milliards pour l'Inde (6).

Dans la phase actuelle, Tokyo cherche à nouer des partenariats et à mieux faire fructifier son APD. Crise oblige, le montant de cette dernière a tendance à rétrécir. Mais, avec 1,75 milliard de dollars alloués à l'Afrique en 2011, l'Archipel reste parmi les principaux bailleurs, derrière les Etats-Unis (environ 8 milliards), la France (6,4 milliards), le Royaume-Uni (2,9 milliards) et l'Allemagne (2,3 milliards) (7). L'Inde est encore loin derrière, avec un budget d'APD à l'Afrique estimé à environ 26 millions de dollars (8). Quant à la Chine, il est difficile de

connaître le montant exact de son aide. Selon une étude américaine, l'ensemble de l'aide africaine (dons et prêts) s'élèverait à 75 milliards de dollars entre 2000 et 2010 (9), soit une moyenne de 7,5 milliards par an.

Si les trois premières éditions de la Ticad (1993, 1998 et 2003) ont permis au Japon, jusqu'alors peu présent sur le continent, de tisser des liens avec les pays africains, il a fallu attendre la quatrième, en 2008, pour que son engagement avance vraiment. L'Afrique, qui ne totalisait que 2,2 % de l'APD japonaise en 1970, en représente aujourd'hui 23,1 %.

Maintenir le niveau de l'aide

Mais, depuis 2008, le niveau de l'APD stagne à nouveau, et la 5^e Ticad ne semble pas augurer d'une nouvelle hausse. Tout au mieux le niveau actuel serait-il maintenu. « *Le Japon partage beaucoup des difficultés que connaissent actuellement les pays industrialisés, et la situation de ses finances publiques n'est pas facile, justifie M. Komatsu Ichiro, l'ambassadeur du Japon en France. Mais nous ferons tous les efforts possibles pour maintenir le niveau de l'APD à l'Afrique et la qualité de cette aide.* »

Face au pouvoir d'attraction de la Chine avec ses investissements massifs, le Japon fait



JULIEN BRYGO. – Rond-point de Kileleshwa dans les beaux quartiers de Nairobi, 2013

valoir ses atouts, en particulier ses liens avec les pays d'Asie du Sud-Est. « *Le Japon a de très bonnes relations avec Singapour et la Malaisie, qui peuvent être des partenaires pour l'Afrique [la Malaisie est le premier investisseur asiatique en Afrique, devant la Chine et l'Inde], ainsi qu'avec le Vietnam qui a des*

contentieux territoriaux avec la Chine. Le Japon peut donc jouer un rôle de pont entre les deux Sud », souligne ainsi M. Kataoka.

Transfert de technologie

Plus expérimenté en matière d'aide au développement et implanté de plus longue date en Afrique, le Japon se défend aussi en arguant de la durabilité de ses projets et de sa vision à long terme. « *La Chine mène une politique tous azimuts et apporte beaucoup d'argent, mais elle*

cause aussi certains dégâts, et il y aura sans doute quelques problèmes à l'avenir, pronostique M. Kataoka. La Chine est très rapide, alors que les Japonais mettent deux ou trois ans pour mener à bien certains projets. Mais les constructions japonaises sont beaucoup plus fiables que les constructions chinoises. »

Enfin, l'Archipel mise aussi sur son savoir-faire. « *L'investissement du Japon apporte également des contributions non financières aux pays africains, en particulier le transfert de technologie, souligne ainsi l'ambassadeur. Nous savons de par notre propre expérience que c'est la meilleure façon*

d'améliorer la productivité sans investissements coûteux. »

Face à une Chine et une Inde en pleine expansion, le Japon paraît bien décidé à maintenir sa place en Afrique. Y parviendra-t-il ?

EMILIE GUYONNET.

(6) Sources : *Le Monde*, Fonds monétaire international (FMI).

(7) Décaissements bruts. Source : *Perspectives économiques en Afrique 2011. L'Afrique et ses partenaires émergents*, Editions de l'OCDE, Paris, 16 juin 2011.

(8) *Ibid.*

(9) Claire Provost et Rich Harris, « China commits billions in aid to Africa as part of charm offensive », *The Guardian*, Londres, 29 avril 2013.



Cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD V)

- Main dans la main avec une Afrique plus dynamique -

Du 1^{er} au 3 juin 2013, Yokohama, Japon

La TICAD V commémorera 20 ans d'actions du Japon en faveur d'une mobilisation de la communauté internationale pour collaborer au développement de l'Afrique. Les dirigeants africains et les partenaires de la communauté internationale se réuniront à Yokohama pour discuter des actions spécifiques permettant de promouvoir et soutenir la croissance en Afrique. La TICAD V est un dispositif mondial destiné à concerter les efforts de l'ensemble des acteurs concernés par le développement de l'Afrique, sous les concepts de l'« Appropriation » africaine et des « Partenariats » internationaux.



The World Bank Group



The Commission of the African Union



The Government of Japan



The United Nations Office of the Special Advisor on Africa



The United Nations Development Programme

<http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/index.html>

Coopération franco-japonaise en Afrique

« **P**ROMETTEUSE » : c'est ainsi que l'ambassadeur du Japon en France, M. Komatsu Ichiro, qualifie la coopération franco-japonaise en Afrique. Les deux agences nationales de coopération, l'Agence française de développement (AFD) et la Japan International Cooperation Agency (JICA), qui travaillent déjà à des projets communs en Asie, souhaitent développer à l'avenir leur coopération en Afrique, indique pour sa part l'AFD sur son site Internet. Les deux pays se rejoignent notamment sur l'importance accordée aux prêts comme instruments de financement du développement, et coopèrent déjà dans les pays d'Afrique francophone sur des projets de santé publique (Madagascar, Gabon, etc.), d'approvisionnement en eau, ou contribuant à la sécurité alimentaire.

Après une ère Sarkozy durant laquelle la France a quelque peu délaissé le Japon, la dynamique est également relancée au sommet de l'Etat : M. François Hollande, qui s'intéresse au marché asiatique et souhaite une plus grande visibilité de la France dans cette région, a prévu de se rendre cette année dans l'Archipel – cette visite d'un président français au Japon sera la première depuis celle de M. Jacques Chirac en 1996. Le chef de l'Etat a également exprimé sa « *volonté de développer le partenariat global entre la France et le Japon dans tous les domaines – politique, économique et culturel.* »

Le marché africain, auquel s'intéresse de plus en plus le Japon, sera l'un des axes de déploiement de ce « partenariat d'exception » souhaité par le président français,

notamment via des partenariats d'implantation entre entreprises françaises et japonaises. La France apportera dans ce domaine son expertise et ses moyens en matière de lutte contre le terrorisme. La récente prise d'otages d'In Amenas, dans laquelle ont péri des ressortissants japonais, est en effet venue rappeler aux entreprises nipponnes les raisons de leurs réticences à s'implanter sur le continent.

« *La France et le Japon ont des intérêts communs en Afrique : que le continent soit stable et devienne un partenaire économique fiable, doté d'une bonne gouvernance, analyse M. Kataoka Sadaharu, président de l'Institut de stratégie internationale à l'université Waseda. Les Français ont des connaissances de terrain et sont bien intégrés dans les sociétés africaines dans certains pays francophones. La France est une puissance dominante dans cette région, elle a des troupes sur place et des bases militaires. Le Japon en revanche a peu d'informations sur les groupes comme AQMI [Al-Qaïda au Maghreb islamique].* »

C'est pourquoi le Japon « *soutient entièrement les efforts de la France* » en matière de lutte contre le terrorisme. Sans oublier pour autant le rôle préventif et stabilisateur de l'aide au développement : le partenariat franco-japonais en la matière devrait lui aussi prendre de l'ampleur. Accès aux marchés asiatiques pour les uns, aux marchés africains pour les autres : l'échange est « gagnant-gagnant ».

E. G.